Jean
ZIEGLER

VIVE LE POUVOIR !

ou les délices de la raison d'Etat

SEUIL

JEAN ZIEGLER

VIVE LE POUVOIR!

OU LES DÉLICES DE LA RAISON D'ÉTAT

ÉDITIONS DU SEUIL
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e^*

Du même auteur

La Contre-Révolution en Afrique
Payot. 1963, épuisé

Sociologie de la nouvelle Afrique *Gallimard, coll. « Idées », 1964, épuisé*

Sociologie et Contestation
essai sur la société mythique
Gallimard, coll. « Idées », 1969

Les Vivants et la Mort
essai de sociologie
Seuil, coll. « Esprit », 1975 ; coll. « Points », 1980

Une Suisse au-dessus de tout soupçon (en collaboration avec Délia Castelnuovo-Frigessi, Heinz Hollenstein, Rudolph H. Strahm) *Seuil, coll. « Combats », 1976 ;*
coll. « Points Actuels », nouv. éd., 1985

Main basse sur l'Afrique
Seuil, coll. « Combats », 1978 ;
coll. « Points Actuels », nouv. éd. revue et augmentée, 1980

Le Pouvoir africain
Seuil, coll. « Esprit », 1973 ; coll. « Points », 1979

Retournez les fusils !
Manuel de sociologie d'opposition
Seuil, coll. « L'histoire immédiate », 1980 ;
coll. « Points Politique », 1981

Contre l'ordre du monde – les Rebelles (Mouvements armés de libération nationale du tiers monde)
Seuil, coll. « L'histoire immédiate », 1983 ;
coll. « Points Politique », 1985

COLLABORATION
À DES OUVRAGES COLLECTIFS

La Société émergente
in Vocabulaire de la sociologie contemporaine *Gonthier, 1971*

Anthologie des sociologues de langue française *PUF, 1972*

La Mort dans la littérature sociologique française contemporaine
in La Sociologie française contemporaine *PUF, 1976*

Le Nomadisme de l'au-delà :
les morts-revenants d'Itaparica
in Nomades et Vagabonds
UGE, coll. « 10/18 », 1975

ISBN 978-2-02-132192-0

© NOVEMBRE 1985, ÉDITIONS DU SEUIL

Cet ouvrage a été numérisé en partenariat avec le Centre National du Livre.

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Ce livre est dédié :

– à la mémoire de mes amis Éduardo Rallo, *médecin, anthropologue catalan, mort à Barcelone le 2 septembre 1985 et de* Mohamed Maïga, *journaliste malien, décédé à Ouagadougou le 1er janvier 1984 ;*
– à la mémoire de Marc, *l'ami de mon fils, mort accidenté à Vandœuvres, le 26 octobre 1984 ;*
– à Sotero Raffaël da Sylva, *paysan à Cratéus, État du Céara, Brésil.*

Voici l'arbre, l'arbre de la tourmente l'arbre du peuple,
l'arbre qui a bu le salpêtre du martyr, qui a extrait les larmes du sol, qui les a hissées au gré de ses ramures et les a dispersées dans sa charpente.
Ce furent parfois des fleurs
invisibles, fleurs enterrées, d'autres fois, leurs pétales
illuminèrent comme des planètes.

[…]

Et l'homme ramassa sur les branches les corolles durcies,
les remit de mains en mains
comme magnolias ou grenades.
Et soudain elles ouvrirent la terre, elles grandirent jusqu'aux étoiles.

[…]

C'est l'arbre des hommes libres, l'arbre terre, l'arbre nuage
l'arbre pain, l'arbre flèche, l'arbre joug, l'arbre feu.
L'eau orageuse de notre époque nocturne l'étouffe.
Mais son mât balance
l'ornement de sa puissance.

[…]

Défends l'avenir de ses corolles, partage les nuits hostiles,
surveille le cycle de l'aurore, respire les hauteurs étoilées, soutiens l'arbre, l'arbre
qui croît au milieu de la terre.

Pablo Neruda, « Les libérateurs », dans *Le Chant général*, Paris, Éditeurs français réunis, 1954, vol. I.

TABLE DES MATIÈRES

Du même auteur

Copyright

Dédicace

Avant-propos - La raison d’État

Première partie - « Mitterrand, du soleil ! »

I - Mai 1981

II - L’empire rose

III - La folie des armes

1. La nécrose

2. Le commerce de la mort

IV - La mensongère idéologie des « droits de l’homme »

V - Une icône à l’Élysée ?

Deuxième partie - Les « voyous apatrides », fondateurs de la première internationale

I - La matrice : 1794

II - La Révolution française contre l’esclavage

III - 1848

IV - « Ennemie de Dieu et des hommes » : la Première Internationale ouvrière

V - Le front des pauvres : « canuts » anglais et esclaves américains

VI - Les barbares arrivent

1. La gloire du sabre

2. Avoir été bons, cela ne suffit pas…

3. Stuttgart 1907 : l'aube d'une conscience nouvelle

Troisième partie - La première fracture

I - « Prolétaires de tous les pays, égorgez-vous les uns les autres ! »

1. La trahison des dirigeants

2. Des hommes contre la guerre

II - La tragédie allemande

Quatrième partie - Les apôtres de la révolution

I - Les communistes et les peuples colonisés

1. 1919 : la méprise

2. 1920 : la conversion

II - La décadence

1. Les nationalités

2. La catastrophe de Géorgie

3. Des charniers remplis de communistes

Cinquième partie - La résurrection ratée de l'internationale

Conclusions - Les guides de montagne

AVANT-PROPOS

La raison d’État

Le bien public requiert qu’on trahisse et qu’on mente et qu’on massacre… La justice en soi, naturelle et universelle, est autrement réglée et plus noblement que ne l’est cette autre justice spéciale, nationale, contrainte aux besoins de nos polices.

MONTAIGNE.

Un monstre hante la nuit du monde : la *raison d’État*, la *Realpolitik* devenue loi suprême des hommes et des nations.

Pratiquement tous les hommes d’État de l’Ouest ou de l’Est, qu’ils soient issus d’une tradition démocratique, socialiste ou simplement républicaine, ou qu’ils appartiennent aux traditions élitaires, discriminatoires et autocratiques, s’en réclament aujourd’hui. Pire : tous ces hommes invoquent, avec une sorte de lucidité arrogante, la raison d’État comme la justification majeure de leur pratique. Rupture fondamentale dans l’histoire des démocraties occidentales : pour la première fois dans l’histoire de nos sociétés, le conflit d’idées cesse d’être le moteur premier du processus social. Gauche et droite, ouvriers et patrons, syndicats et oligarchie, tous et toutes s’alignent au garde-à-vous devant la raison d’État. Tous courbent la tête – autrefois irréductiblement pensante – devant le monstre.

En cette fin du XX^e siècle, nous entrons – fait radicalement nouveau pour l'Europe – dans l'ère du consensus, de la surdétermination librement acceptée de nos volontés collectives par les lois de la *Realpolitik* qui prétendument nous surpassent[1].

Je n'ai l'ambition ni d'établir une nouvelle théorie de la raison d'État ni de retracer l'histoire complète de son émergence en Europe. Une autre tâche me semble prioritaire : celle de détruire les significations qu'elle impose aux hommes, de démasquer sa logique et de dénoncer les causalités planétaires qui fondent sa pratique.

Il n'existe de vie politique que par rapport à l'État. La raison d'État contemporaine est un système théorique et pratique clos, habité par sa propre logique formelle et par ses propres normes qui transcendent les classes. Elle est un surmoi collectif contraignant, largement indépendant des positions de classe, et qui n'obéit qu'aux intérêts d'une seule formation, celle justement de l'État. L'État monopolise, donc asphyxie tout : le sentiment national comme l'idée communautaire, la solidarité internationale comme la vie associative.

Au sein des sociétés démocratiques occidentales, il y a polysémie : une multitude d'idéologies naissent, s'épanouissent et meurent, se combattent. Un foisonnement d'intérêts antinomiques – défendus, légitimés au moyen de symboles provenant d'héritages culturels les plus divers – recouvre le champ social. Discours phosphorescents dont chacun prétend à l'éternité. La raison d'État n'en a cure ! Elle les avale, les digère tous. Elle impose ses significations à tous et à chacun.

D'immenses forces de création, d'imagination, d'amour sommeillent en chacun de nous. Chacun de nous est porteur de désirs, de rêves qui concernent le monde et tous les hommes. La liberté de chacun ne peut se concrétiser que dans un projet collectif, un destin. Dans les sociétés industrielles avancées – où les structures claniques, familiales, associatives sont devenues résiduelles –, c'est aujourd'hui l'État et lui seul qui est le destinataire, le monopolisateur de ce projet. Il prend en charge le destin du peuple, concrétise la vocation de chacun d'entre nous. La raison d'État organise notre aliénation ; elle procède à l'amputation du pouvoir créateur de l'homme, de son imagination. Elle légitime

une pratique unique : celle de l'État, justement. Elle bouche l'horizon de notre histoire.

I. Comment définir la raison d'État ? Aujourd'hui, la raison d'État constitue probablement l'inconnue la plus massive de toutes les sciences humaines. Quelques indications cependant :

1. En Europe, la raison d'État est *le produit d'une longue et complexe histoire de plus de sept cents ans*. En France (en Angleterre), l'État naît avec la mise en place d'un pouvoir monarchique qui transcende le pouvoir patrimonial[2]. En alliance avec les nouvelles couches proto-industrielles bourgeoises des villes, les Capétiens délimitent – au-delà du patrimoine domanial – un territoire monarchique, territoire d'État. Au XVII^e^ siècle, sous le règne de Louis XIV, Colbert – contre les prébendes, les charges des nobles – met en place une administration, des structures étatiques. La Révolution de 1789, puis celle de 1848 démocratisent ces structures ; elles dissolvent les derniers liens féodaux, construisent l'État national moderne. En bref : l'État, sa raison sont le résultat d'une longue accumulation de pouvoirs.

Il y eut en France des rois de toutes sortes, des comités de salut public, des directeurs, des consuls, un empereur, puis à nouveau des rois, à nouveau un empereur, des présidents, un maréchal, un général, des présidents de Conseil, enfin des présidents qui ressemblent curieusement aux monarques des origines. Pendant tout ce temps, l'État s'est constitué patiemment, obstinément, par segments consécutifs. Chaque pouvoir a déposé sa couche d'autorité.

2. La raison d'État *n'est pas un invariant historique*. L'État, sa raison sont des figures conjoncturelles, contingentes, produites par la lutte des classes.

Zhou Enlai : « Nous vivons dans un monde d'États, hélas ! » Cette déclaration a été faite par l'un des plus grands révolutionnaires du XX^e^ siècle, au lendemain du triomphe d'une lutte de libération nationale qui a secoué la planète

et de l'affirmation d'un État comprenant le quart de l'humanité. Elle dit avec exactitude dans quel contexte de nécessité, dans quelle situation de surdétermination se placent aujourd'hui les luttes pour l'indépendance des peuples.

Dans le monde des États, légué par l'histoire, un peuple ne peut s'affirmer qu'en constituant un État. D'admirables sociétés politiques (exemples : les Sahraouis du Sahara occidental, les Kikuyu des hauts plateaux du Kenya, les Dinka du Soudan méridional, etc.) se sont constituées et ont persisté pendant des siècles sans organisation étatique. En imposant sa domination à la planète, la classe sociale qui est à l'origine de l'État national contemporain – la bourgeoisie capitaliste-marchande d'Europe – a généralisé et répandu la figure de l'État et sa violence.

3. Fruit d'une *sédimentation* de plusieurs siècles, l'État s'est imposé graduellement comme une *structure « absolue »*, je veux dire *une structure au-delà et au-dessus des classes*. Tout le monde se reconnaît dans l'État, même si ceux qui le gouvernent ne font toujours et partout qu'une politique de classe, une politique qui sert d'abord leurs intérêts propres. Cependant, les relations entre les classes dominantes de la société civile et la machine d'État ne sont pas simples ; dans chaque société, le bouleversement des rapports de production provoque un bouleversement des rapports entre classes antagonistes. La conscience de la classe qui devient à un certain moment dominante infléchit, influence – mais ne détermine pas seule – les principales significations, les principaux symboles de la raison d'État.

Les rapports entre les (ou la) classes dominantes de la société civile et l'État sont complexes : le pouvoir d'État ne se résume pas à un simple rapport de classes. Le pouvoir qu'exercent sur et à travers la machine d'État certains hommes appartenant à certaines fractions de la classe dominante est déterminé – ou du moins médiatisé – par l'État, qui est lui-même le produit d'une longue et complexe sédimentation de raisons et de pouvoirs. Exemple : le 10 août 1792, le peuple de Paris, poussé à bout par la famine, envahit les Tuileries, massacre la garde suisse, et pénètre dans les appartements royaux. Des pillards se saisissent

des trésors – meubles, lingerie, vaisselle, *etc.* – qu'ils y trouvent et les emportent. Lorsque les premiers, leur butin sur le dos, débouchent sur les quais de la Seine, la milice jacobine les arrête et les pend aux lampadaires. Le pillage, l'atteinte à la propriété privée, fût-elle celle du roi détesté, étaient sanctionnés par la mort. Ainsi se donnait à voir une valeur centrale – le respect absolu de la propriété privée – véhiculée par la conscience de la nouvelle classe montante, la bourgeoisie marchande et proto-industrielle. Des représentants issus de fractions déterminées (et d'ailleurs changeantes et se combattant entre elles) de cette classe confisquèrent bientôt la révolution populaire et organisèrent une république conforme à leurs propres intérêts de classe. Mais les raisons, les lois de la I^re^ République française ne furent pas la simple transposition, au niveau de l'État, des intérêts particuliers d'une certaine fraction de la classe qui dominait la société civile en 1792. La République bourgeoise qui naissait en 1792 était l'héritière d'une histoire étatique de plusieurs siècles. Les valeurs de la nouvelle classe dominante s'intégraient – quoique de manière fortement conflictuelle – à une raison d'État qui leur préexistait. La machine d'État de la I^re^ République réalisait la domination politique sur la société civile de fractions changeantes de la bourgeoisie proto-industrielle et marchande. Mais elle le faisait sous une forme « transformée ». Transformée par la raison d'État qui précédait la lutte de classes théorique et pratique, telle qu'elle eut lieu en 1792.

4. La raison d'État procède toujours et partout à la *naturalisation* de la formation historique particulière qu'elle gouverne. Tout citoyen croit que l'État qu'il habite est « naturel » ; en d'autres termes, tout État apparaît comme la naturalisation d'une formation sociale contingente, conjoncturelle.

Depuis son plus jeune âge, on inculque à tout Français (Américain, Anglais, Chinois, Mongol, Suisse, etc.) que son État est naturellement parfait et qu'il n'en existe pas de meilleur.

La naturalisation affecte toutes les formes d'État. Elle n'est pas propre à une époque donnée ni à une forme spécifique d'État. Tous les États, à toutes les époques et dans tous les pays, procèdent à la naturalisation de leurs structures conjoncturelles, contingentes.

Au Moyen Age et sous l'Ancien Régime, l'autorité étant de droit divin, toute autorité était par la nature des choses déclarée d'origine méta-sociale. Il n'existait pas d'autre autorité acceptée et acceptable que divine. Toute prétention d'établir une autorité ne s'affirmant pas d'origine divine (mais d'origine contractuelle, par exemple) était considérée comme une hérésie, c'est-à-dire comme une revendication relevant de la pathologie, de l'inadaptation au monde « naturel ».

L'État prétend garantir la sécurité de chacun. Prétention absurde, si l'on considère la politique militaire des principaux États contemporains, leur surarmement, leur démagogie. Ce sont ces États, leurs raisons propres qui créent, au contraire, l'insécurité, et font planer sur les peuples une menace mortelle. Mais telle est la force symbolique de la raison d'État, la violence des images qu'elle impose, que les hommes croient comme à un fait de nature à la mission protectrice, sécurisante de l'État.

Au cours de son histoire pluriséculaire, l'État n'a pas seulement sécrété – par sédimentations successives – une autorité toujours plus puissante, des structures toujours plus opaques, il a également projeté dans l'imaginaire de ses sujets son exact contraire : le chaos. En d'autres termes : à cet imaginaire, il impose sa loi. *C'est moi ou le chaos, ma démence ou le néant*.

5. *L'efficacité d'une raison d'État* se mesure au moyen de deux paramètres différents : l'intensité, la solidité du consensus qu'elle génère ; l'efficacité avec laquelle elle masque sa pratique réelle. Voyons le premier paramètre : la raison d'État abrite des temps historiques différents. Les différents segments symboliques qui la constituent sont nés à des moments différents. Plus : tous les segments ne sont pas intégrés de la même façon, avec la même intensité. La force intégrative de la raison d'État est puissante aujourd'hui. Elle l'était beaucoup moins il y a cent ans encore. L'intensité de la force intégrative de la raison d'État se mesure à la solidité du consensus qu'elle crée. Autrement dit, à sa capacité d'intégrer, d'assimiler les principales idéologies de classe présentes dans son champ. La force intégrative du consensus augmente avec le temps.

En 1852, Louis Napoléon tenta d'accréditer sa théorie de l'« État du bien commun », du pouvoir de l'intérêt général. Il fut férocement raillé par Victor Hugo, Heinrich Heine, Karl Marx. La nature de classe de l'État était alors clairement perçue à la fois par les dominés et par les dominateurs. Aujourd'hui, rien de tel : François Mitterrand peut tranquillement annoncer « le gouvernement de tous les Français ». Personne ne rit, personne ne proteste.

Voici maintenant le deuxième paradigme : le secret, la méconnaissance organisée, l'opacité. Plus une raison d'État parvient à masquer sa pratique réelle, plus elle est puissante, homogène, cohérente et fonctionnelle. L'opacité est une qualité fondamentale de son cosmosystème. Elle convainc dans la mesure où elle élimine le réel, évite la contestation des faits, sachant parfaitement que toute contradiction la fait mourir.

Henri Lefebvre – auteur d'une des théories les plus complètes de l'État démocratique des sociétés industrielles – analyse la stratégie d'obscurcissement de la raison d'État : « L'État organise sa propre méconnaissance, notamment en monopolisant le savoir social, en contrôlant sa production et sa distribution. Il s'ensuit que les gens n'ont accès qu'à un savoir fragmenté, pulvérisé. La multiplication des institutions étatiques, dans toute la société, est donnée et prise pour la diffusion du pouvoir sur tout le corps social, un peu comme si l'extension des fonctions étatiques pouvait être comprise comme une véritable socialisation. Tout est fait pour que soient ignorés la réalité articulée du pouvoir et son poids réel dans les rapports sociaux. Le pouvoir d'État est une entité tantôt mystérieuse et menaçante dans son ubiquité, tantôt fluide et insaisissable. La raison d'État cache l'État et les modalités de son fonctionnement ainsi que les processus qui le traversent et le structurent. »

Et plus loin : « On peut ainsi passer de la négation du caractère oppressif des institutions étatiques (et de l'affirmation de leur nature fonctionnelle) à un sentiment de profonde infériorité devant leur toute-puissance supposée. Le pouvoir est conçu comme éternel parce qu'il est naturalisé, fétichisé et assimilé à la nécessité abstraite de l'organisation, en dehors de tout examen sérieux de ses relations contradictoires aux classes sociales. C'est bien pourquoi la théâtralité médiocre des représentations étatiques, la pseudo-majesté des pouvoirs

personnalisés peuvent se déployer au milieu des silences apeurés ou serviles et d'applaudissements obséquieux ou complices. Le propre de l'État est de toujours se donner pour ce qu'il n'est pas[3]. »

Arthur E. Schlesinger, subtil analyste de la raison d'État nord-américaine, dit, plus prosaïquement, la même chose que Lefebvre. Schlesinger, aujourd'hui professeur d'histoire à la New York University, était, de 1961 à 1963, l'un des principaux conseillers du président John Kennedy. Schlesinger : « Plus l'État réussit à se retrancher derrière le secret, plus il peut s'arroger le droit de mentir[4]. »

6. Il existe une *jouissance* de l'exercice du pouvoir d'État, de la célébration de la raison d'État.

La raison d'État dispose d'instruments symboliques nombreux et puissants. Ses formules stéréotypées, ses rituels, ses drapeaux, sa pompe et ses oripeaux s'imposent à l'imaginaire collectif. Les querelles factices de ses agents monopolisent la communication sociale. Les classes et les castes se succèdent au pouvoir : leurs modes de vie, les palais qu'ils habitent, les banquets qu'ils organisent, les voyages qu'ils mettent en scène ne varient guère. Élus du peuple ou désignés par Dieu, les hommes qui occupent le pouvoir se conduisent en princes à qui l'État, ses institutions et les immenses profits symboliques et matériels qu'ils procurent, appartiennent en propre. Victor Goldschmidt : « La classe politique française actuelle fonctionne comme une aristocratie élective[5]. »

Exemple : avec Valéry Giscard d'Estaing, en 1974, arrivaient au pouvoir les nouvelles classes moyennes modernistes du secteur privé. 1981 : ce sont les classes moyennes improductives – enseignants, retraités, fonctionnaires, *etc.* – qui, dans le sillage de François Mitterrand, investissent l'État[6]. Mais la conduite formelle de Mitterrand – son rapport aux assujettis, aux institutions, sa façon de voyager, le fonctionnement de sa cour – n'est pas fondamentalement différente de celle de son prédécesseur[7]. Les rapports du citoyen à l'État – à sa pompe, à son rituel – restent inchangés.

7. Une dernière et banale remarque qui va de soi : *pour s'imposer, la raison d'État utilise la force*. Sa crédibilité est fondée sur la contrainte, la répression.

Un exemple : Benson rapporte cette anecdote sur Cromwell : Oliver Cromwell, lord protecteur de Grande-Bretagne, régicide et chef de guerre, mort en 1658, exerçait, vers la fin de sa vie, une dictature violente sur les classes bourgeoises-républicaines, paysannes et artisanales qu'il était venu libérer du joug monarchique. L'un de ses conseillers les plus intimes lui en fit un jour le reproche. Cromwell, perspicace, lui répondit : « Que m'importe si de dix citoyens neuf me haïssent… si le dixième m'aime et qu'il est armé ! »

Autre exemple : le 2 mai 1808, les armées révolutionnaires françaises envahissent Madrid. L'armée espagnole, la cour s'enfuient dans le désordre. Mais le peuple de Madrid se soulève, résiste. Du haut du balcon de sa maison de la Puerta del Sol, Francisco Goya, âgé de soixante-deux ans, observe les combats des ouvriers et artisans madrilènes contre les mamelouks de Murat. L'insurrection est écrasée, les survivants sont arrêtés. Dans la nuit du 3 au 4 mai, les prisonniers sont conduits au bord du Manzanares et fusillés par groupes entiers. Goya, accompagné par son domestique qui porte la lampe, assiste aux exécutions.

Goya, comme des milliers d'autres Espagnols, avait attendu les soldats français comme des libérateurs. Il découvrit alors leur inhumanité. Ou, plus précisément : l'imbécile, la minérale logique du pouvoir. Quiconque se dresse contre elle est écrasé. Et cela, quelles que soient l'inspiration première, la théorie légitimatrice de ce pouvoir. Dans son tableau *les Fusillades du 3 mai*, Goya peignit les soldats français sans visage. Il représenta des corps habillés d'uniformes gris, des têtes surmontées de tchakos bruns… et une tache noire à la place du visage.

L'autonomie du pouvoir, sa nudité, son arrogance… J'emprunte à la Grèce des colonels ce dernier exemple : au début de l'été 1974, la dictature est aux abois. A Chypre, le coup d'État fasciste de Sampson, téléguidé par les colonels, provoque le débarquement de l'armée turque et l'occupation (par la Turquie) de 40 % du territoire de l'île. Des milliers de Chypriotes grecs sont tués, disparaissent ou sont en fuite. La tentative d'assassinat de Makarios, organisée

elle aussi par les colonels, échoue. Dans la mer Égée, la Turquie menace d'occuper les îles de Lesbos, de Samos et de Chio. En Grèce même, la situation est catastrophique : l'inflation dépasse les 20 %, les prix montent, la misère s'étend. Les alliés les plus fidèles, la base sociale traditionnelle de la dictature sont les populations paysannes du Péloponnèse. Or, dans des centaines de villages, le mécontentement augmente de jour en jour. Dimitris loannidis décide de partir à la reconquête des paysans. Mais, hélas ! les arguments lui manquent… C'est alors que son chef de police a une idée de génie : à l'entrée de tous les villages du Péloponnèse, la police dressera des arcs de triomphe avec, en lettres flamboyantes, cette inscription : « *Zito to kratos !* » (Vive le pouvoir !).

Résumons : l'État démocratique des sociétés industrielles contemporaines est *une formation sociale ambiguë. Il exprime la logique capitaliste et la combat en même temps !*

Largement indépendant des diverses classes sociales qui le gouvernent à tour de rôle, cet État régularise les conduites collectives selon sa logique propre et arbitre les conflits entre les individus et les groupes qui habitent son territoire. Grâce au commerce extérieur qu'il contrôle, grâce au transfert de technologies et de capitaux, grâce aussi à sa politique militaire, il étend sa rationalité loin au-delà de ses frontières propres et impose – dans le cas des États-Unis, de la France, *etc.* – sa loi à des centaines de millions de personnes. Il est Seigneur d'immenses empires financiers. Il bâtit des villes, entretient des flottes aériennes et maritimes. Il possède des centaines d'usines et gère des sociétés d'assurances, de service, de commerce qui couvrent la planète.

Par l'intermédiaire de ses universités, de ses laboratoires, de ses centres de recherche, il contrôle le savoir problématique de son époque.

Il prélève, pour le maintien de sa bureaucratie, de sa puissance répressive, une part toujours croissante de la plus-value du travail des hommes. Il étend constamment son emprise, s'arrogeant des compétences toujours plus nombreuses, brimant les mouvements sociaux, refoulant la société civile.

Mais, en même temps, l'État est dans certains domaines limités une puissance de progrès. Sans l'action de l'État, les vieux, les jeunes, les employés,

les ouvriers seraient livrés sans défense à la sauvagerie du capital. Grâce à l'État, il existe partout en Europe des écoles admirables, des universités, des hôpitaux, des caisses de Sécurité sociale, des tribunaux de prud'hommes et de multiples et efficaces institutions de la protection des salariés, des retraités, des chômeurs. Au moyen de sa fiscalité directe et indirecte, l'État opère d'énormes transferts internes du revenu national.

En bref : *pour l'intelligence humaine, l'État et sa raison constituent un défi permanent et jamais totalement vaincu.*

II. Pour les démocraties occidentales comme pour les autres États du monde industriel, *la Realpolitik exige l'augmentation constante de leur propre richesse « nationale »*. L'excédent de la balance commerciale devient le veau d'or devant lequel s'agenouillent, dans une égale ferveur, syndicats et patrons, salariés et capitalistes, réfractaires et généraux, chrétiens et communistes. La défense de leur niveau de vie – infiniment trop élevé par rapport aux nécessités des hommes de la périphérie – devient l'impératif catégorique des démocraties d'Occident[8].

Il existe un ordre du monde. Cet ordre est marqué par la rareté sociale ; il est inégalitaire, universel et habité par la dialectique négative.

La rareté sociale : dans l'état actuel du développement de l'agriculture mondiale, le monde pourrait nourrir sans problème 12 milliards d'êtres humains. Nous ne sommes aujourd'hui qu'un peu plus de 4,5 milliards d'hommes sur terre : en 1985, 12 millions d'êtres humains vont mourir de faim. 850 millions sont gravement sous-alimentés et subissent des dommages irréversibles dans leur santé mentale et physique.

Dans le tiers monde la mortalité infantile est aujourd'hui au même niveau qu'en Europe en 1570 : sur 1 000 enfants, 156 meurent de faim avant l'âge de dix ans. 28 % de la population d'Asie, 23 % de la population latino-américaine et 35 % de tous les habitants d'Afrique sont gravement sous-alimentés.

Selon les prévisions de la FAO[9], 250 millions de personnes mourront de faim d'ici l'an 2000.

Cet ordre du monde est inégalitaire : en 1984, 18 % de la population mondiale ont consommé plus de 65 % de tous les biens produits sur la planète[10].

En 1984, tous les pays producteurs de céréales ont récolté un peu plus de 2 milliards de tonnes (au Canada, aux États-Unis, en Argentine, etc.). Or, 500 millions de tonnes de céréales ont été affectées à la nourriture du bétail. En Europe occidentale, aux États-Unis, les maladies cardio-vasculaires, l'hypertension augmentent vertigineusement à cause, notamment, d'un régime alimentaire inadapté : trop de viande, trop de graisses animales.

Autre inégalité : en 1984, l'ensemble des matières premières agricoles vendues sur le marché mondial par les pays du tiers monde a rapporté un peu plus de 200 milliards de dollars. Or, 30 milliards seulement sont revenus aux pays producteurs : 170 milliards ont été encaissés par les transporteurs maritimes ou aériens, les assureurs, les courtiers, les commissionnaires, les redistributeurs, qui, pratiquement tous, appartiennent aux pays du centre.

Cet ordre est universel : tous les États, quel que soit leur mode de production respectif (capitalisme d'État, capitalisme privé), le reproduisent. Né d'un mode de production particulier (le mode de production capitaliste privé), sa rationalité agit aujourd'hui comme une sorte de surdétermination sur l'ensemble de l'événementialité économique. Exemple : l'Union soviétique est en constant déficit alimentaire. Depuis 1973, elle achète chaque année entre 14 et 53 millions de tonnes de céréales sur le marché mondial. Or, le prix des céréales est un prix boursier qui s'oriente à l'offre et à la demande. Les achats massifs de l'Union soviétique font monter les prix. En outre, des 52 pays d'Afrique, 27 doivent recourir, en 1985, au marché mondial pour tenter de nourrir leur population. Une majorité de ces pays ne pourront probablement pas payer les prix de ce marché, cette année. Ils ne pourront donc pas nourrir la totalité d'une population gravement atteinte par l'érosion du sol, la sécheresse, la désertification. L'Union soviétique contribue ainsi directement – en 1985 – à la mort de dizaines de milliers de personnes en Afrique.

L'ordre du monde est habité par une dialectique négative : non seulement l'humanité d'aujourd'hui est constituée d'une minorité qui vit bien, mange bien, est à l'abri de l'angoisse et du besoin, et d'une multitude pour qui l'existence est un martyre sans fin, mais les riches deviennent chaque jour plus riches et les pauvres chaque jour plus pauvres.

Les pays du tiers monde produisent essentiellement des matières premières agricoles. (Certains d'entre eux – mais ils sont une minorité – produisent aussi des matières premières minières.) Or, le prix de ces matières premières est négocié au marché libre, à la Bourse. Quatre maisons bancaires contrôlent le Commodity Stock Exchange (la Bourse) de Chicago où se négocient, jour après jour, cinq jours par semaine, les prix mondiaux. Le cacao, le café, le sucre sont quelques-uns des produits qui, théoriquement, font vivre les pays du tiers monde. Pour certains d'entre eux, ces produits sont des mono-produits, c'est-à-dire que ces pays dépendent presque exclusivement, pour leur entrée de devises, d'un produit unique qu'ils vendent sur le marché mondial. Entre 1979 et 1982, le sucre (du Nicaragua, du Honduras, du Brésil, etc.) a vu son prix de vente chuter de 37 % ; le cacao (de Côte-d'Ivoire, du Ghana, du Brésil, etc.) est tombé de 50 % ; le café, de 20 %. (Seul le thé est resté plus ou moins stable.)

Au 31 décembre 1984, la totalité des dettes extérieures des 122 pays du tiers monde s'élevait à 950 milliards de dollars. Au cours de la même année 1984, les dépenses effectuées par l'ensemble des États industriels pour la fabrication, l'achat, le stockage d'armes de guerre étaient de 1 100 milliards de dollars.

Ce sont les États, et plus particulièrement les États industriels, qui produisent et reproduisent cet ordre du monde. Ils le font à deux niveaux : à celui des théories légitimatrices ; à celui des contraintes matérielles.

Les démocraties occidentales (comme les États totalitaires de l'Est) se nourrissent du sang des peuples pauvres. Ils pratiquent le *génocide par indifférence*.

Dans notre monde regorgeant de richesses, des peuples entiers entrent en agonie, disparaissent dans la nuit.

Je me souviens d'un jour de janvier 1985 en Éthiopie – pays exportateur de café, de peaux de bêtes, d'agrumes – livré, à cause de l'effondrement des cours,

sans défense, à la sécheresse, à la famine. L'hélicoptère soviétique piloté par deux jeunes Russes, et rempli de sacs de grain provenant de la Communauté économique européenne, survole, flanqué d'un hélicoptère identique, les hauts plateaux rocheux qui d'Asmara (2 400 m d'altitude), capitale de l'Érythrée, descendent doucement vers l'immense plaine de la Barka. Le sol est partout gris ou jaune. Les rares villages que nous survolons depuis une heure semblent sans vie, abandonnés, villages fantômes aux maisons intactes mais où ne bougent ni animaux ni hommes. Le secrétaire général du parti des travailleurs éthiopiens d'Asmara, Tefera Wonde, microbiologiste de réputation internationale, ancien chercheur à l'Institut Pasteur à Paris, m'avait dit : « Allez à Akordat, vous verrez une situation ordinaire. »

Akordat est la capitale de la Barka, autrefois l'une des régions les plus fertiles de toute l'Éthiopie. Le fleuve du même nom descend des contreforts occidentaux des montagnes du Sahel, traverse l'immense plaine du sud au nord, franchit, trois cents kilomètres plus loin, la frontière du Soudan et se jette dans le Nil Bleu. Depuis le temps de l'occupation italienne (1887-1941), les palmeraies, les champs de légumes, les vergers qui bordaient le fleuve nourrissaient une population florissante et permettaient des exportations lucratives de fruits, de légumes vers Djeddah et vers les autres villes séoudiennes, de l'autre côté de la mer Rouge.

Plus de 300 000 nomades du chameau appartenant avant tout au peuple des Ben Ammar (que l'on retrouve également dans l'Est-Soudan) et à leurs serviteurs, les Tigré, parcouraient autrefois la Barka. Leurs troupeaux étaient les plus célèbres, les plus riches de toute l'Éthiopie. Aujourd'hui c'est la désolation. Pratiquement toutes les bêtes ont été vendues à des prix ridicules aux marchands d'Asmara ou de Kassala, au Soudan, dès le mois de septembre dernier. D'autres – des dizaines de milliers – sont mortes durant l'exode qui a commencé en octobre.

Le soleil chaud de janvier est déjà haut dans le ciel lorsque nous atterrissons sur un sol craquelé aux portes d'Akordat. Quelques camions vétustes appartenant à l'armée déchargent les sacs de grain. Akordat est une belle ville : une majestueuse mosquée, une église orthodoxe plus modeste, deux écoles, une

caserne, quelques centaines de maisons en terre battue couvertes de tôle ondulée. Sur une colline en bordure de la Barka, mince filet d'eau saumâtre, l'ancien palais du gouverneur italien, une élégante bâtisse à colonnades aux murs ocre, abrite maintenant les bureaux grouillants de quémandeurs du comité local du parti. Le premier secrétaire est, comme c'est le cas presque partout, l'instituteur le plus ancien du lieu. La ville comptait moins de 6 000 habitants en octobre 1984. Elle en abrite plus de 25 000 aujourd'hui… et, tous les matins, de nouveaux cortèges de miséreux débouchent de la brume.

Le *feeding center* – centre d'accueil, de distribution de nourriture et de soins –, dirigé par trois fonctionnaires de la RRC (Relief and Rehabilitation Commission) qui dans toute l'Éthiopie coordonne les secours nationaux et étrangers, se situe un peu à l'écart de la ville.

Vision de cauchemar. A perte de vue s'étendent des abris de carton, de bouts de plastique tendus entre deux branches sèches. Des figures immobiles, squelettiques, couchées à même le sol poussiéreux. Pas un bruit sauf le bourdonnement des mouches qui s'acharnent sur les yeux infectés des enfants. Debout contre le mur de la petite maison de brique de la RRC ou adossés à l'unique tank d'eau, quelques vieillards, les chefs survivants des clans, le regard absent, le corps décharné, sont appuyés sur leurs grands bâtons de pasteur. Leurs gestes gardent face au visiteur étranger une incroyable dignité.

Devant le centre d'accueil, un jeune infirmier éthiopien fait le tri : opération dramatique mais inévitable à laquelle, sur tout l'immense territoire éthiopien (plus de 1,2 million de km^2), sont contraints de se livrer aujourd'hui des centaines de médecins, infirmiers, assistants sociaux étrangers et éthiopiens. Les survivants des longues marches qui arrivent au centre d'accueil d'Akordat ont généralement besoin d'une alimentation spéciale, de soins intensifs. Or, cette alimentation est limitée. L'infirmier local décide qui a une chance de survivre et qui, vu son état, va mourir à brève échéance. Devant la maison de brique, les femmes sont assises, leurs enfants dans les bras. Le plus douloureux, ce sont ces paquets de haillons qui se soulèvent doucement au rythme d'une respiration. L'infirmier soulève les haillons. Parfois, il fait un signe à la femme assise à côté. Des jeunes gens se saisissent alors du paquet et le chargent délicatement sur une

camionnette qui s'éloigne vers une colline, à quelques kilomètres de distance, où se trouve l'hôpital reconstruit en 1981. Beaucoup d'enfants sont aveugles. Le manque prolongé de vitamines A crée des lésions irréversibles aux yeux et au cerveau.

J'avais déjà vu de telles images à la télévision. Pour m'en protéger, j'avais voulu me persuader que la mort par la faim était une mort douce. Eh bien *ce n'est pas vrai !* Les petits visages fripés qui parfois émergent des haillons, grimaçant de douleur, témoignent d'une souffrance effroyable. Les petits corps se tordent. Une mère, une sœur, doucement, remonte un pagne, couvre un visage.

C'est le jour de Noël, 7 janvier 1985 (l'Éthiopie vit avec le calendrier julien). Je demande à suivre la camionnette. Devant l'hôpital, un peu à l'écart, un père – sans âge, le regard rempli d'angoisse – m'interroge. Son enfant est couché là, à ses pieds. Douze ans, quatorze ans ? Ses membres sont fins comme ceux d'une araignée. Je pense à mon fils. L'unique médecin du lieu, le D^r^ Tamart Mangesha, secoue la tête en silence. Pas la peine. L'enfant mourra ici, devant l'entrée. Le docteur m'emmène au deuxième étage. Dans une salle claire, des lits sont alignés. C'est la salle des soins intensifs, de l'alimentation intraveineuse. Des jeunes filles, des garçons, quelques adultes, beaucoup de petits enfants se partagent les quelques lits disponibles. Un petit gosse me regarde de ses grands yeux bruns sans comprendre ce qui lui arrive. Les Éthiopiens sont des gens précis, discrets, infiniment courtois. Le D^r^ Mangesha me dit : « La situation s'améliore un peu ; cette semaine, nous n'avons perdu que vingt-neuf malades. » Il n'y a ni antibiotiques pour enfants, ni bactrine, ni streptomycine contre la tuberculose, ni le moindre médicament contre la diarrhée (mortelle) dans cet hôpital.

Depuis cinq ans, il n'a pas plu sur les hauts plateaux d'Éthiopie (de 2 000 à 2 800 m d'altitude) où vivent et souffrent 85 % des 42 millions d'habitants du pays. La terre est poussiéreuse, quelques tiges calcinées de teff (céréale locale) ici et là. Par centaines de milliers, les familles paysannes errent sur les chemins des montagnes, sur les pistes à la recherche de quelques grains, d'une faible et hypothétique chance de survie. Dans la plaine, le long de la mer Rouge, les

nomades Afar, Tigré, *e.a.*, leur bétail mort, creusent le sol avec leurs ongles pour chercher l'eau, quelques racines à manger. Le gouvernement d'Addis-Abeba fait ce qu'il peut : avec énergie et détermination. Mais l'Éthiopie, vieux et magnifique pays de plus de deux mille ans d'âge, est l'un des pays les plus démunis de la terre, avec un revenu par tête d'habitant, en 1984, de 128 dollars par an (le centième de la France). Alors ? Alors les gens meurent. Les enfants, par manque de vitamines A, deviennent aveugles, leur cerveau est détruit. J'ai vu les camps d'accueil de Makelle, de Korem sur les hauts plateaux centraux : des bouts de plastique tendus sur des trous de terre où se pressent vingt, trente squelettes. Des abris à perte de vue, sur les pentes des montagnes alentour, sur le plateau. Nombre d'affamés sont officiellement enregistrés : ils reçoivent un bracelet de plastique qu'ils mettent au poignet et peuvent ainsi se présenter une fois par jour au point de distribution de la nourriture. Mais combien d'autres n'ont pas de bracelet ? A Makelle, à Korem, les médecins, les infirmiers font la même sélection qu'à Akordat. Ils jugent de l'état des affamés, voient s'ils peuvent être sauvés ou non. Sélection impitoyable : il n'y a tout simplement pas suffisamment de nourriture pour tous, de sérum intraveineux, de plaques de vitamines, de céréales. Alors il faut tenter de sauver ceux dont le corps et le cerveau ne sont pas encore irrémédiablement endommagés.

Sur les hauts plateaux brumeux du Tigré, du Wollo, du Choa, les familles marchent souvent des semaines pour atteindre un camp d'accueil. Combien meurent en route ? On ne le saura jamais. Frédéric Steinemann, porte-parole de la mission du Comité international de la Croix-Rouge (qui, en Éthiopie, compte quarante médecins et infirmiers, plus des pilotes, des chauffeurs, un avion Hercules et des dizaines de camions), estime à plus d'un million les hommes, les femmes et les enfants qui sont morts sur les chemins de l'exode depuis novembre 1984. Steinemann : « Neuf millions de personnes sont aujourd'hui menacées de mourir de faim. »

Presque partout en Éthiopie, les vivres manquent. Mi-août, on en était à 20 kilos de grain par mois pour une famille de 6 à 20 personnes. 67 000 tonnes de grain avaient été distribuées en juin (chiffre de la RRC) sur tout le territoire. Mais en juillet déjà, la cargaison des bateaux étrangers mouillant à Assab et à

Massawa diminue. Les gouvernements des États industriels d'Europe, les opinions publiques de nos pays respectifs se lassent de l'Éthiopie.

III. La genèse de *la conscience homogénéisée, du règne du consensus* est un processus historique, long et compliqué. Nous allons en explorer certaines étapes dans ce livre. Cependant, parmi les multiples causes qui expliquent l'actuelle toute-puissance de la raison d'État, il en est une qui saute aux yeux et que je veux nommer immédiatement : c'est celle de *la totale insécurité de chaque psychisme individuel que provoquent le surarmement nucléaire et la constante et concrète menace de la vitrification de la planète*. Cette insécurité existentielle prédispose l'homme à la soumission aveugle envers quiconque lui promet sécurité, survie, abri et oubli. Et en premier lieu : envers l'État. L'État est doué d'un indestructible « patriotisme », d'un archaïque sentiment de supériorité de soi. Il accepte la mort de tous les autres au prix de la sauvegarde de son propre carré territorial. Il s'affirme indestructible. Aux angoissés, il offre l'abri définitif. Sa conscience fonctionne sur le mode apodictique : c'est-à-dire qu'il procède par affirmations fondatrices qui ne sont pas vérifiables par l'expérience. Son surmoi est apologétique : il se construit contre tous les autres. Bref : la raison d'État des sociétés démocratiques occidentales est une des figures idéologiques les plus cohérentes, les plus structurées, mais aussi les plus brutales et les moins transparentes que l'histoire ait connues.

La menace de l'holocauste nucléaire – déclenché intentionnellement par un ennemi ou provoqué accidentellement par un imbécile – explique en partie, justifie et légitime le repli des États sur leur territorialité. Elle explique en partie l'actuelle toute-puissance de la raison d'État.

Les hommes, pour l'État, sont finalement peu de chose. Il les sacrifie d'ailleurs allégrement lors de chacune de ces grandes bacchanales sanglantes que sont les guerres. Depuis 1945, 21 millions de personnes ont été tuées dans les guerres locales ou régionales. Durant la seule année 1983, 4 millions de soldats

ont combattu dans 75 pays[11]. Ce qui est vraiment sacré pour l'État, c'est le territoire. Pour cette chimère, il est capable des sacrifices les plus insensés, des mobilisations les plus impressionnantes. Dites à un État qu'un coin de son sol est menacé ! Il alertera immédiatement ciel et terre, criera vengeance et puisera dans ses ressources des forces formidables pour défendre ce qu'il appelle pompeusement l'« intégrité » de son territoire.

Avez-vous vu de quelles armadas, de quels murs d'acier et de fer ces États protègent leur carré territorial, avec quelle énergie féroce ils défendent leurs intérêts ?

Dans l'espace stellaire, les satellites militaires tournent, bientôt équipés de canons à laser et de canons à protons et à neutrons. Sous la voûte de l'atmosphère terrestre, les bombardiers nucléaires se déplacent sans cesse. Les océans du monde sont sillonnés par des sous-marins nucléaires, porteurs de missiles. La planète est trouée de silos où des dizaines de milliers de fusées balistiques intercontinentales sont à l'affût, chacune d'elles étant équipée de dix, vingt ou quarante têtes nucléaires prêtes à vitrifier en quelques secondes les métropoles, les villes et les villages de l'ennemi.

Ernst Jünger était un enfant de chœur comparé aux modernes idéologues de la défense dite « nationale ». Jünger, au moins, glorifiait la force, la virile brutalité, le « Dieu qui fait pousser le fer[12] ». Son délire était humain, identifiable ; on pouvait l'attaquer, le contredire (Romain Rolland et Ossievsky l'ont fait magnifiquement). Aujourd'hui, par contre, l'entassement sans fin et sans raison des engins de mort dans les silos souterrains, en plein champ, dans les banlieues des villes, n'est plus « discutable ». Au sens étymologique du terme, quiconque discute de la raison ou de la déraison de telles armes, du poids que fait peser leur production sur les budgets des collectivités, se fait traiter d'ennemi de l'État. Son opposition est pathologisée. La communauté le rejette.

La raison d'État mobilise l'instinct de survie de chacun de nous. Elle le fait de la façon la plus perverse qui soit : en excitant par la démonisation de l'adversaire l'angoisse qui sommeille en chacun de nous. Au lieu de plaider en faveur de la compréhension mutuelle, du lent et patient apprentissage d'autrui, la raison d'État va immanquablement au plus vil, au plus irrationnel, à ce qui

provoque en l'homme la soumission la plus complète : le désarroi, l'ignorance devant un monde menaçant, le désespoir.

J'ai été, pendant seize ans, député de Genève au Parlement de la Confédération helvétique. Chaque mois de décembre, le Conseil fédéral (gouvernement) présente son budget militaire. Budget astronomique pour un minuscule pays comme la Suisse, l'équivalent en francs français de 15 milliards de F pour un budget total de 62 milliards, en 1984. Je me souviens de ces séances hallucinantes, proches de la célébration rituelle, de l'invocation magique de la force telles que les pratiquent les peuplades primitives de la forêt vierge. Le conseiller fédéral chargé du Département militaire évoquait d'une voix grave, où se mêlait à son accent vaudois une émotion sincère, les malheurs apocalyptiques qui allaient s'abattre sans tarder sur la chétive Helvétie. Les tanks russes étaient à quatre heures de route des banlieues de Zurich, le ciel était envahi par de gros bombardiers (russes également) et, à l'intérieur même de notre petit pays, les espions, les saboteurs et autres terroristes déguisés n'attendaient que le signal radio (de Moscou évidemment) pour frapper… Dans la grande salle du palais fédéral, le silence était religieux. Aucune discussion ne pouvait avoir lieu. Sur 200 conseillers et conseillères nationaux (députés), nous étions, année après année, environ 12 à refuser d'entrer en matière. La presse, nos collègues, nos voisins – et parfois nos propres familles – nous traitaient régulièrement de « traîtres à la patrie ».

IV. *Ce livre est né de la déception, de la colère. De l'échec*. Il constitue *une autocritique :* j'ai longtemps fait fausse route, croyant avec ardeur à l'efficacité, à la bonne foi des appareils et de certains hommes se réclamant de la tradition socialiste.

Ce livre est nourri de ma propre expérience. Je passe la moitié de ma vie professionnelle à observer, à tenter de comprendre les luttes de libération des peuples du tiers monde. L'autre moitié, je la consacre à l'enseignement, à l'écriture, au combat militant dans ma société d'origine, la république de

Genève. Dès que j'ai commencé à penser contre l'ordre du monde, j'ai rejoint le mouvement ouvrier et socialiste. En France d'abord, dans mon pays d'origine ensuite. J'ai tenté de me rendre utile à son combat.

Aujourd'hui, comme des milliers d'autres, j'assiste impuissant à sa dégénérescence, à son agonie.

Mon livre veut explorer les conditions concrètes – pratiques et théoriques – dans lesquelles ce délabrement, cette effroyable fracture a pu se produire.

A la raison d'État s'oppose la raison de solidarité. C'est le mouvement ouvrier international qui, dès le début du XIX^e^ siècle, servait de fer de lance à la raison solidaire. Il créait un des plus beaux rêves que l'humanité ait produit, celui de la solidarité entre tous les peuples, de l'abolition de l'État, de l'instauration de relations d'identité, de réciprocité et de complémentarité entre les nations et les hommes.

Une espérance l'habitait : celle de la justice sociale entre tous les peuples, tous les hommes de la terre ; du partage équitable des richesses produites ; d'une vie sans guerre dans un monde réconcilié d'où la misère, l'exploitation, la faim seraient bannies. Ceux qui le composaient étaient souvent des hommes et des femmes d'une grande liberté d'esprit, d'une abnégation, d'un amour des autres sans limites, des êtres capables d'extraordinaires sacrifices.

Dès son origine et jusque dans les années 1920, le mouvement ouvrier international avait été l'artisan d'une stratégie planétaire de libération de tous les opprimés. Il affrontait la raison coloniale, la conduite de conquête de l'État national européen au nom d'une *élémentaire raison de solidarité* entre les hommes.

Le mouvement ouvrier international luttait – et avec quelle obstination, quelle énergie ! – pour abolir la domination que les États européens infligeaient aux peuples d'outre-mer. Il voulait faire sortir – grâce à l'action organisée, raisonnable et pacifique – cette humanité souffrante de sa préhistoire. Afin de la conduire, comme le dit Georges Lukács, « dans le royaume de la liberté[13] ».

V. *Un paradoxe habite ce livre :* dans les démocraties occidentales, le mot de socialisme est aujourd'hui un mot tabou[14].

Tous les mois, le Premier ministre du gouvernement socialiste de France s'adresse à ses concitoyens par l'intermédiaire d'une émission télévisée : « Parlons France. » Son souci principal : ne prononcer à aucun prix le mot de socialisme ! Il pourrait choquer. Le SPD allemand a mené sa dernière campagne électorale nationale sur le thème unique : « *Mehr Freiheit !* » (Plus de liberté !) ; le mot honni de socialisme n'a figuré sur aucune affiche. Octobre 1985 : élections parlementaires à Genève. Slogan choisi par les socialistes : « Vive Genève ! »

Autrefois porteur d'une raison analytique autonome, d'une théorie révolutionnaire de la société et d'une pratique antiétatique évidente, le mouvement socialiste d'Europe s'adapte à l'air du temps : la raison d'État triomphe, le consensus est la règle. Gris et uniforme opportunisme. Les partis socialistes ont dégénéré en de banals et vulgaires comités électoraux.

La raison solidaire est une vieille lune en Europe. Ses principaux défenseurs font figure de dinosaures. L'invocation de l'histoire du mouvement ouvrier, de son héritage de liberté, de solidarité internationale, d'entraide entre les peuples relève de l'archaïsme, pire, de la naïveté candide.

Ceux qui, en Europe, osent l'invoquer sont taxés par les barons de la critique parisienne de « gauchistes tropicaux[15] ».

Voici le paradoxe : au moment où la théorie et la pratique socialistes se meurent en Europe, elles sont formidablement vivantes dans de nombreux pays du tiers monde. L'astre éteint au Nord illumine dans le Sud de nombreux peuples en lutte pour leur émancipation. En Amérique latine, notamment, et en Afrique, elles vivent aujourd'hui une véritable renaissance. Elles sont l'unique espoir et le moteur le plus puissant des mouvements populistes et révolutionnaires qui, du Salvador au Pérou, du Sahara occidental à l'Afrique du Sud, tentent d'arracher pour eux-mêmes, leurs peuples, la chance d'une vie plus digne, plus juste, plus libre.

Prenons des exemples :

Aujourd'hui les dirigeants de *l'Ethiopian Workers Party* tentent de comprendre, à l'aide de la théorie léninienne de l'impérialisme, les conditions théoriques et pratiques qui président à leur propre lutte pour l'indépendance. Chargé par le congrès fondateur du parti (septembre 1984) de l'élaboration de la constitution de la future République socialiste éthiopienne, Yayahyirad Kitaw, directeur de l'Institut pour l'étude des nationalités à Addis-Abeba, doit résoudre avec ses collaborateurs un problème prioritaire : trouver un statut, définir les modalités d'autodétermination pour les 82 nationalités vivant en Éthiopie. Yayahyirad Kitan a recours aux débats des austro-marxistes (congrès de Brünn, 1899), des bolcheviks (congrès de Moscou, avril 1917) qui, sur le problème de l'autodétermination des nationalités, lui fournissent des informations essentielles.

L'Académie des sciences de Cuba, installée dans l'ancien Capitole de La Havane, est aujourd'hui, sans aucun doute, l'institution la plus vivante, la plus stimulante de la recherche marxiste dans le monde. Plus de 60 % des Cubains sont noirs, héritiers conscients de l'une ou l'autre des grandes cultures africaines (yoruba avant tout, mais aussi éwê, fâ, congo, etc.). Comment les intégrer dans le processus révolutionnaire ? Jésus Montané, Eloy Valdés et les autres responsables du secrétariat du Comité central du parti communiste cubain ont recours aux analyses de Louis Althusser, de Nikos Poulantzas sur la fonction de l'idéologie dans la construction nationale.

Dans les maquis du Salvador, les commandants des différents mouvements (ERP, FLE, FAR, etc.) composant le Front de libération Farabundo Marti confrontent interminablement leurs lectures des textes de Marx, Lénine, Marighela, Guevara sur la guerre populaire prolongée. Pour organiser dans les zones libérées les nouveaux rapports entre paysans, petits-bourgeois et bourgeois compradores, ils font appel à l'enseignement d'Henri Lefebvre, de Marta Harnecker.

A Managua, le commandant Omar Cabezzas, vice-ministre de l'Intérieur, a été chargé en 1984 d'organiser l'école des cadres. Installée au ministère de l'Intérieur, elle doit former les nouveaux responsables qui seront la colonne

vertébrale de l'État et du parti. Au programme du cours intensif de sept mois : une introduction à l'économie socialiste ; la formation et la lutte des classes en Amérique latine ; l'histoire de la révolution allemande de 1918 ; *la Question nationale chez Lénine* de Carlos Raffaël Rodriguez ; les *Principes élémentaires de philosophie* de Georges Politzer.

Voici la tragédie : les peuples du tiers monde ne peuvent se libérer de la division internationale du travail, des termes inégaux de l'échange, des multiples hiérarchies qui les aliènent, les exploitent, les humilient sans la solidarité, l'aide efficace des forces progressistes (syndicats, partis de gauche) des États industriels. Or, en Europe de l'Ouest comme de l'Est, ces forces socialistes, communistes, syndicales sont – quelques exceptions mises à part – à l'agonie. La raison solidaire dont autrefois ils étaient les porteurs est absorbée, tuée par la raison d'État.

Je me souviens d'une nuit de janvier 1984 à Ouagadougou, capitale du Burkina-Faso. Le vent du Sahel faisait se lever de petites colonnes de poussière rouge dans la rue. Les quatre jeunes officiers – Thomas Sankara, Blaise Campaore, Henri Zongo et Jean-Baptiste Lingani – qui, depuis l'insurrection du 4 août 1983, gouvernent le pays, m'attendaient dans une petite maison du quartier de l'Entente. J'étais invité à dîner. Dans la pièce, la chaleur était étouffante. Sur la table : des haricots verts, des tomates, du mil, des patates douces et quelques boîtes de viande. Pour toute boisson : de l'eau. Thomas Sankara, vif, souriant, intelligent, présidait. Assis en face de lui, son ami le plus intime : Blaise Campaore, grand et mince, les yeux brillants. A ses côtés, massif et jovial : Henri Zongo. Au bout de la table était assis un homme plus âgé (trente-huit ans), au regard grave, silencieux, attentif : le ministre de la Défense, Jean-Baptiste Lingani.

Formellement souverain depuis 1960, ce pays a une surface de 270 000 km^2 et compte 7 millions d'habitants. Il est situé au carrefour le plus stratégique de toute l'Afrique de l'Ouest : sur son territoire se croisent les routes qui relient le Sahara méridional aux plateaux mossis, les steppes du Sahel aux forêts tropicales de Côte-d'Ivoire, du Ghana et du Bénin. Les peuples les plus divers l'habitent, le

parcourent : les pasteurs peuls, les seigneurs touaregs et leurs serviteurs, les Bellahs, nomadisent à travers les vastes steppes de l'Ouest et du Nord. Au centre du pays se déploient les splendeurs de l'antique royauté des Mossis. Les « maîtres de la terre » et le « moro naba » (l'empereur) gardent une évidente emprise sur l'esprit des paysans. L'aristocratie mossie représente un adversaire redoutable pour les jeunes officiers révolutionnaires. Au sud et à l'est habitent des Malenke, des Samo, des Gourmanches, des Mandingues.

A cause de l'incroyable incompétence et de la corruption des gouvernements successivement mis en place, surveillés, contrôlés par l'ancienne métropole, le Burkina est aujourd'hui couvert de plaies. Sa situation économique et sociale est catastrophique. Neuvième pays le plus pauvre de la terre, le Burkina est presque totalement dépourvu d'industries[16]. Les terres arables, à l'exception de celles du Sud, sont, pour la plupart, arides, difficiles à cultiver et peu fertiles ; 25 % seulement des terres cultivables sont effectivement exploitées. Le rendement céréalier est de 540 kg par hectare alors qu'il est de 4 883 kg/ha en France ! Le taux de natalité dépasse les 4,8 % par an (comparé au 1,4 % de la France !). En 1984 encore, 20 % seulement des enfants en âge d'aller à l'école sont scolarisés. Il existe plus de 7 000 villages au Burkina mais seulement 1 300 écoles. En 1984, il manque, tous degrés confondus, 18 000 instituteurs et professeurs. Pour la seule classe de sixième, 3 300 places sont disponibles alors qu'en 1984 22 000 enfants devraient théoriquement passer en sixième. La balance du commerce extérieur est en permanence déficitaire. Le sucre produit dans la plaine, à l'ouest de Bobo-Dioulasso, revient deux fois plus cher que le sucre importé. Le Burkina est affligé, comme pratiquement tous les pays de la région, d'un fonctionnariat pléthorique, souvent parasitaire ; 28 000 fonctionnaires absorbent plus de 70 % du budget de l'État. Dès le mois d'octobre de chaque année, les caisses de l'État sont vides. Le gouvernement doit mendier l'aumône auprès d'une puissance étrangère. Jusqu'en 1983, cette puissance était la France. En 1984, c'est l'Algérie.

A ces distorsions structurelles, cette dysfonctionnalité de l'économie héritée de la colonie, s'ajoutent depuis trois ans les ravages dus à une exceptionnelle sécheresse. La famine dévaste le Sahel. Et la très complexe société sahélienne –

composée de peuples et d'héritages admirables : les Touaregs, les Peuls, les Bellahs – est menacée de désintégration, de famine. Les paysans d'abord : en juin, avec le début de l'hivernage (les premières pluies), ils plantent le mil ; en août, les deuxièmes pluies doivent faire pousser les plantes ; en septembre, une dernière pluie fait mûrir l'épi. Or, en 1983, si les pluies de juin ont été normales, celles d'août ont été violentes et ont ravagé les pousses plantées dans une mince couche de terre. En septembre, pas une goutte n'est tombée. Les plantes qui ont survécu aux ravages d'août ont séché sur pied. Aucune récolte n'a eu lieu au Sahel en 1983.

On a peine à imaginer le rythme de travail d'un paysan sahélien : des semaines de quatre-vingts heures. Préparer la terre aride, sarcler, semer… hommes, femmes et enfants, dès l'âge de six ans, sont debout à quatre heures du matin ; courbés, fourbus, brisés à dix heures du soir ; sept jours sur sept, année après année… Et pour quel résultat ? La moyenne des pluies, en 1983, était de 20 millimètres au Sahel. Or, il faudrait 400 millimètres pour récolter plus que quelques tiges calcinées.

Même drame pour les pasteurs : les mares s'assèchent aujourd'hui à une rapidité effrayante. La nappe phréatique baisse de jour en jour. La plupart des puits sont à sec : début 1985, la nappe est, dans la région du Béli, à plus de cinquante mètres de profondeur. Il reste dans la zone environ 400 000 têtes de zébus. Entre-temps, les prix se sont complètement effondrés sur les marchés de Gorom-Gorom, Ti'n Akof, Gao, Markoï. Les bêtes meurent par milliers.

Comme partout en Afrique francophone, la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle du 10 mai 1981 avait provoqué une explosion de joie à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. En 1981, Thomas Sankara partageait avec des milliers de ses compatriotes une conviction simple, évidente : les socialistes, les communistes au pouvoir à Paris allaient sans tarder démanteler l'appareil local des services secrets français qui, dans la plupart des pays de l'Afrique francophone, maintiennent en place les hommes les plus déconsidérés. Le gouvernement de gauche allait réviser les accords de défense, abolir le pacte colonial, ouvrir les prisons. Aux forces populaires, démocratiques de l'Afrique d'expression française, les socialistes, les communistes au pouvoir à Paris

allaient offrir une alliance fraternelle, une coopération respectueuse des capacités et des besoins de chacun, qui allait ouvrir aux peuples noirs si longtemps et si constamment humiliés un avenir de liberté et de dignité. Deux ans plus tard il fallut déchanter.

Thomas Sankara et ses compagnons ne peuvent accepter l'évidence. Pendant toute la nuit, notre discussion porte sur cette question : pourquoi les partis socialiste et communiste français, pourquoi le mouvement syndical trahissent-ils si constamment leur mission historique ? Pourquoi se soumettent-ils, dès leur accession au pouvoir, à la raison d'État la plus violente, la plus cynique ?

Le soleil rouge du matin montait de la plaine poussiéreuse et sèche qui, interminablement, s'étire vers l'horizon. Les premiers rayons inondaient la petite pièce. Devant la porte, la garde avait été relevée plusieurs fois déjà. J'étais affalé dans mon fauteuil et les voix de Sankara, de Campaore, de Lingani et de Zongo me parvenaient comme à travers un brouillard. Le jour se levait. J'étais mort de fatigue. Sankara parlait toujours…

De retour en Europe, j'interrogeai à mon tour certains dirigeants socialistes français, responsables du parti et des ministres. Quelle était leur position face au pouvoir révolutionnaire de Ouagadougou ? Leurs réponses quasi unanimes : « Sankara est un type formidable ! Son programme d'indépendance nationale, de justice sociale, d'autosuffisance alimentaire nous paraît infiniment respectable. Mais nous ne pouvons rien pour lui : Houphouët-Boigny et Bongo nous demandent sans arrêt sa mise en quarantaine. Houphouët et Bongo sont nos deux alliés les plus précieux dans la région. C'est sur eux que repose toute notre politique en Afrique occidentale. »

Omar Bongo, chef de l'État du Gabon, et Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte-d'Ivoire, deux des hommes les plus corrompus d'Afrique, craignent Sankara comme la peste : parmi les étudiants, les ouvriers, les paysans de leurs pays respectifs, le jeune capitaine jouit d'un prestige immense. A Abidjan, à Libreville, ses exigences de justice sociale, de dignité nationale trouvent un écho immédiat. Or, Houphouët-Boigny et Bongo, qui dirigent chacun un pays dont l'exploitation des matières premières, le commerce extérieur et le secteur des investissements sont largement dominés par la France,

constituent les garants de l'ordre français en Afrique occidentale. A Paris, leurs désirs sont des lois.

Septembre 1984 : Biaise Campaore vient à Paris pour une explication franche et fraternelle avec les socialistes français. Rue de Solférino, le refus est net : Campaore ne sera pas reçu.

Octobre 1984 : la famine progresse à pas de géant. A Dori, à Markoï, le choléra fait son apparition. Le Burkina possède deux hélicoptères. Ils servent à transporter les médicaments, les aliments vers des populations isolées, inaccessibles par les pistes. Or, ces hélicoptères ne peuvent fonctionner sans la surveillance, l'assistance de quatre techniciens français. Le gouvernement socialiste de Paris rappelle ces techniciens : *raison d'État*.

Autre lieu, autre souvenir. Août 1984. Je fais partie d'une mission de l'Internationale socialiste qui se rend sur la côte atlantique du Nicaragua. Notre avion Soukoï tangue sous les rafales du vent. A Puerto Cabezas, c'est le déluge. Blêmes, l'estomac retourné mais plaisantant bravement, nous titubons sur la piste. Le commandant sandiniste de la côte atlantique, William Ramirez, au visage de gamin et à la corpulence impressionnante, Mira Cunningham, petite femme rayonnante, médecin d'origine miskita, gouverneur de Zelaya-Norte, nous attendent. Des trombes d'eau s'abattent sur la bâche de notre camion Toyota. La route disparaît sous la boue. Entre les ruisseaux et les mares, le camion zigzague comme un skieur ivre sur une pente glacée.

Nous sommes sur la côte Caraïbe du Nicaragua, au cœur de la Miskita. Les gardes somozistes, leurs conseillers américains et israéliens, les mercenaires sud-coréens, argentins s'infiltrent chaque jour à travers la frontière du rio Coco jusqu'à 500 kilomètres à l'intérieur du pays. Ils dressent des embuscades, tuent des femmes, des hommes, des enfants sur les routes, incendient les coopératives. Les Miskitos sont eux-mêmes divisés : issus du métissage entre les esclaves noirs réfugiés des plantations de sucre de la colonie britannique de la Jamaïque et une population indienne autochtone, ces petits hommes sympathiques, au teint basané, souriants et hospitaliers, font peu de cas des frontières nationales. De tout temps, ils coupèrent le bois, pratiquèrent la pêche aux crabes et plantèrent

leurs légumes au Honduras, au Costa Rica et au Nicaragua. Ils ne demandent qu'une chose : vivre, vivre en paix. Pas de chance : le gouvernement de Washington a décidé de faire de la Miskita un territoire « libéré », à partir duquel il tentera d'organiser la conquête de tout le Nicaragua. Les sandinistes, eux, tentent évidemment d'empêcher la réalisation de ce plan. Depuis le « Noël rouge 1983 », date de la première invasion massive par les gardes somozistes depuis la frontière septentrionale, la jungle résonne des bruits de la guerre.

A la limite des eaux territoriales, devant le port caraïbe de Bluefields (au sud de Puerto Cabezas), le gouvernement du président Reagan a ancré le navire porte-avions *Kennedy*. De sa cale sortent des « Piranhas[17] », bateaux d'assaut ultra-rapides munis de canons à tir accéléré. Avançant au ras des flots, immergés jusqu'à la ligne de flottaison, ces bateaux sont pratiquement impossibles à repérer par les guetteurs sandinistes. Les Piranhas peuvent s'approcher tout près de la côte et retourner au porte-avions sans être vus.

Le lendemain de notre arrivée, nous visitons le port de Puerto Cabezas. La mer des Caraïbes est verte et agitée par l'orage. Sous le vent, les palmiers plient presque jusqu'à l'horizontale. Un long quai de bois, héritage d'une société multinationale anglaise ayant autrefois exploité le bois à Zelaya, se dresse encore au-dessus de la mer. Des tours de guetteurs sont érigées sur la falaise. Une unité de l'armée révolutionnaire garde le quai, composée de garçons et de filles, très jeunes pour la plupart. Un vieux blindé solitaire, deux mitrailleuses, un canon, des kalachnikovs… Ancré au quai, un cargo panaméen est ballotté par les vagues. Le ciel est bas, une lumière ocre filtre à travers les nuages mouvants et bas. Mira Cunningham nous explique comment, la veille, trois Piranhas avaient surgi au moment du déchargement, le soir, d'un autre cargo. Plusieurs dockers, des matelots, avaient été tués. Personne n'avait vu venir les Piranhas dans le crépuscule. Nous verrons à l'hôpital les deux seuls survivants de l'attaque : un adolescent et un homme d'âge mûr, affreusement mutilés.

A mes côtés, à l'hôpital, un dirigeant du parti socialiste espagnol, ami intime et conseiller du Premier ministre, Felipe Gonzalez. Dès 1979, les socialistes espagnols comptent parmi les plus ardents défenseurs de la révolution sandiniste. Je dis : « Les Nicaraguayens, démunis, sans ressources, ne peuvent se défendre

contre les Piranhas. Ne pouvez-vous leur donner, ou du moins leur prêter un radar côtier pour qu'ils puissent défendre ce port vital ? » Réponse du camarade madrilène : « Nous ne le ferons pas car nous voulons éviter toute livraison d'instruments militaires susceptibles d'accroître la tension dans la région. » *Hypocrisie d'État !*

Porteur à ses origines d'immenses espérances de libération de l'homme, le mouvement ouvrier européen est devenu, par sa graduelle soumission à la raison d'État (et par son propre égoïsme corporatif), le plus sûr soutien du projet impérialiste et l'un des ennemis les plus féroces des peuples du tiers monde.

La fermeture réciproque que manifestent aujourd'hui l'un pour l'autre les deux mouvements sociaux les plus puissants de notre XX^{e} siècle, le mouvement d'émancipation des peuples asservis du tiers monde et le mouvement ouvrier des États industrialisés, se traduit par une double catastrophe : la lente résorption de la force révolutionnaire du mouvement ouvrier par la raison dominante de l'État industriel, et le fractionnement jusqu'à la liquidation du puissant mouvement d'émancipation en autant de revendications nationalistes parcellaires. Aujourd'hui, la périphérie du monde industriel est constellée d'une multitude d'États, souvent d'une extrême fragilité, incapables de rompre la division internationale du travail, le pacte colonial et les lois du pillage international qui anéantissent leurs richesses et détruisent la vie de leurs peuples. Au centre, la conscience de solidarité entre tous les opprimés de la terre dont le mouvement ouvrier était porteur a été absorbée, aspirée, avalée par la raison d'État. Et cette raison d'État est une raison nationale, impérialiste, brutale et cynique.

VI. *Comment expliquer la dégénérescence, le délabrement du mouvement ouvrier européen ?* Démission des bureaucrates syndicaux ? Trahison des grands et petits notables des partis socialistes et communistes qui, faisant leur beurre du suffrage universel, colonisent l'État, se gavent des privilèges que leur procure la jouissance du pouvoir ? Corruption ?

L’explication, si elle n’est pas totalement fausse, est manifestement insuffisante.

Le progressif délabrement du mouvement ouvrier européen et de la raison solidaire dont il était porteur est un processus lent et compliqué.

Plusieurs variables sont à considérer. *La première :* grâce à la rationalisation rapidement croissante de l’exploitation de la force du travail, des ressources naturelles des pays du tiers monde, grâce aussi au progrès de la technologie et de la science, d’immenses richesses s’accumulent au centre. Au Zaïre, aux Philippines, en Afrique du Sud, au Chili, le système d’exploitation des matières premières et des hommes devient chaque jour plus efficace, plus rationnel, plus profitable pour le capital étranger. Les classes dominantes des États industriels du centre accèdent à une position de monopole dans pratiquement tous les secteurs économiques mondiaux. Elles procèdent à une accumulation toujours plus rapide de la plus-value, notamment dans les pays du tiers monde. Cette énorme accumulation de richesses leur permet d’opérer une rétrocession partielle du butin amassé outre-mer aux travailleurs du centre.

La surexploitation des matières premières et des hommes du tiers monde par le capital du centre devient ainsi l’affaire commune, appuyée sur un intérêt commun, de toutes les classes sociales métropolitaines. Grâce à leur participation active à l’exploitation des peuples du tiers monde, les travailleurs européens ont accédé à un relatif bien-être. Au cours de ces vingt dernières années, le niveau de vie des travailleurs d’Europe a augmenté considérablement.

Deuxième variable : la nouvelle puissance économique des classes dominantes des États industriels a permis à ces classes d’accepter une relative démocratisation des affaires de l’État. Les classes dominantes des États industriels ne craignent plus leurs peuples. Elles peuvent donc leur concéder des droits et des libertés publiques assez étendus. La cogestion des entreprises fonctionne dans plusieurs États européens. Le chômage, qui était une catastrophe sociale pour des millions de familles durant les années 1930, n’est plus aujourd’hui qu’une humiliation individuelle ; des allocations renouvelables, un

système de Sécurité sociale amortissent le potentiel explosif constitué par 15 millions de chômeurs en Europe.

A l'empereur Guillaume II qui lui demandait sa collaboration, August Bebel répondit en 1902 : « Pour votre État, pas un sou, pas un homme ! » Aujourd'hui, le mineur de la Ruhr, l'ouvrier de Bavière, le docker de Hambourg soutiennent avec conviction la République fédérale allemande, sa politique étrangère, ses lois.

En bref : dans les États industriels d'Europe, les travailleurs et leurs familles ont accédé à la Sécurité sociale, à la culture et à une fraction du pouvoir politique. L'État est devenu, pour une part du moins, leur État. En défendant la raison d'État contre la raison solidaire, ils défendent leur nouveau bien-être, leur relative sécurité.

Dernière variable : la connaissance que le mouvement ouvrier a du monde a changé. Lors des années 1960, il s'agissait de se montrer solidaire des peuples luttant contre la domination coloniale, contre l'occupation étrangère de leur territoire. Le mouvement ouvrier européen s'est mobilisé contre l'occupation américaine du Vietnam, pour la décolonisation de l'Afrique noire. Aujourd'hui, les travailleurs du centre ont sous les yeux des peuples qui meurent de faim dans des pays formellement indépendants. Ces peuples leur demandent l'abolition du monopole de la technologie, la revalorisation des termes de l'échange, la disparition de la division internationale du travail, en bref : la suppression volontaire d'un ordre du monde qui est au fondement de leur bien-être social actuel. Les peuples du tiers monde sont donc perçus par les travailleurs européens comme des concurrents, des rivaux dangereux ou pire : des fossoyeurs potentiels d'un bien-être encore fragile.

VII. Max Blum, fondateur de « Peuple et culture » : « Il faudrait une baisse générale du bien-être en Europe pour que puisse renaître la raison solidaire. » Je ne partage pas l'avis de Blum. *Une conscience de l'identité entre tous les*

hommes, une raison solidaire peuvent renaître même parmi des peuples à l'abri du besoin. Les arguments ne manquent pas : l'histoire nous apprend que tout homme ne se construit qu'à l'aide d'autres hommes, que moi, je suis l'Autre et que l'Autre est moi. Il n'y aura jamais de dignité, de liberté, de bonheur pour aucun d'entre nous avant que tous les hommes ne soient libres, mangent à leur faim, vivent dans la justice. C'est là une évidence que tout le monde sait, éprouve dans sa propre conscience.

Moralement, l'ordre actuel du monde, les pratiques d'État qui le légitiment sont radicalement inacceptables. Mais ils sont aussi insupportables théoriquement : c'est folie que d'accepter cet ordre du monde. Car rien de bien ne peut sortir de cet ordre. Il n'engendre que désespoir, violence et mort. *Il n'y a pas de vie assurée à long terme dans la jungle*. La façon dont les États occidentaux se conduisent face aux peuples du tiers monde – et se conduisent entre eux et face aux États industriels de l'Est – n'est toujours et partout qu'un *retranchement*. Face à la concrète et imminente menace de vitrification de la planète, le retranchement n'est pas un projet politique raisonnable.

La première tâche de l'homme d'Occident, héritier des principes de solidarité internationale, d'entraide entre les peuples, est de garder le sens de l'horreur. Son discours n'aura d'abord qu'un seul but : *montrer que ce qui est montré est faux*. Préserver au plus intime de soi ce sens de l'horreur, en faire le fondement de sa perception quotidienne, me paraît être une condition indispensable pour combattre la raison d'État. Il faut transformer en conscience et en paroles la découverte du crime qui s'accomplit silencieusement sur autrui. Il faut démasquer la raison d'État et cerner, par la raison analytique, les causalités planétaires qui fondent sa pratique. La destruction des significations imposées par la raison d'État est aujourd'hui prioritaire.

Ce livre remonte de l'embouchure à la source. Sa première partie est consacrée à l'analyse de la plus importante des expériences socialistes de ce dernier quart du XX^{e} siècle : l'expérience française telle qu'elle se déroule sous

nos yeux depuis mai 1981. Nous verrons ses réalisations impressionnantes, ses contradictions, ses échecs.

Pour comprendre le glissement désastreux du socialisme français, sa démission devant la raison d'État, un regard sur l'histoire est indispensable.

La deuxième partie explore les valeurs philosophiques, politiques, morales qui sont au fondement de la raison de solidarité. Ces valeurs naissent du combat contre l'esclavage mené par les révolutionnaires français de 1794 et 1848. Elles s'épanouissent dans l'action des hommes de la Première et de la Deuxième Internationale, des communards et des combattants anticolonialistes du début du siècle.

L'échec contemporain du socialisme en Europe participe d'une dialectique complexe entre le commun et le singulier, d'une histoire longue et contradictoire. Les troisième et quatrième parties du livre analysent les étapes de la dégénérescence graduelle du mouvement ouvrier international. Première fracture : 1914. Le front de solidarité des travailleurs d'Europe avec les peuples d'outre-mer, la fraternité des travailleurs européens entre eux volent en éclats, sont engloutis dans un fleuve de boue et de sang. Le fanatisme patriotard, la démence chauvine dressent les uns contre les autres les ouvriers d'Europe. 1919 : nouvelle fracture. Cette fois-ci, la déchirure passe en plein milieu des formations politiques, syndicales, nationales. Lénine, Trotski, Zinoviev, fondateurs de la Troisième Internationale, nourrissent un projet démesuré, infiniment estimable : celui de créer par la révolution mondiale une humanité sans guerre, sans exploitation, sans faim. Vaincu par la raison d'État soviétique, ce projet finit dans le totalitarisme, le désastre.

Dans les années 1970, de nombreux mouvements socialistes, syndicalistes, communistes d'Europe vivent une renaissance miraculeuse : les fascismes espagnol et portugais disparaissent, font place à des mouvements socialistes, démocratiques puissants. En France, François Mitterrand et ses amis ressuscitent le parti socialiste et renouent avec la grande tradition de Jaurès. En République fédérale allemande, Willy Brandt et le SPD réalisent des réformes sociales profondes et conduisent une politique de réconciliation avec les pays de l'Europe de l'Est.

Plusieurs des plus puissants partis communistes (en Italie, en Espagne notamment) se libèrent de la tutelle de l'Union soviétique et cherchent à tâtons une voie vers la démocratie pluraliste. La Deuxième Internationale est reconstituée en 1976. Mais son œuvre de réforme échoue. La renaissance et l'échec font l'objet de la cinquième partie du livre.

A quinze ans du troisième millénaire, tout indique que l'actuel triomphe de la raison d'État n'est que passager et qu'une puissante raison de solidarité renaîtra en Europe. Au sein même des sociétés industrielles le nombre des femmes, des hommes qui ne supportent plus l'actuel ordre meurtrier du monde et qui donneraient tout pour qu'il change, augmente de jour en jour. Dans l'anonymat, le silence. Leur détermination est notre espoir. Le chapitre de conclusions analysera leur combat.

Ce livre n'aurait pu être écrit sans l'aide précieuse de Micheline Bonnet, qui a assuré la mise au net du manuscrit. Pour certains chapitres, elle a été secondée par Arlette Sallin. Pour la constitution de la documentation, la collaboration de Pascal Hollenweg, Juan Gasparini, Muse Tegegne, assistants à l'université de Genève, m'a été indispensable. Erica Deuber-Pauli et Olivier Bétourné m'ont fait bénéficier de leurs critiques. Richard Labévière et Henri Lefèbvre ont bien voulu discuter avec moi les principales hypothèses de ce livre.

Je leur exprime à tous ma profonde reconnaissance.

Jean Ziegler
Genève, septembre 1985.

1. Je signale ici un livre qui compte parmi les plus importants de la décennie : Régis Debray, *La Puissance et les Rêves*, Paris, Gallimard, 1984. Solidarité internationale, désarmement mutuel et contrôlé, sécurité collective, arbitrage sont les principes d'organisation de la société socialiste planétaire à venir. Debray déclare ces principes inopérants, caducs. Il les déconstruit systématiquement au profit d'un nationalisme rigide, auto-centré. Pour lui, le seul fondement réaliste de la politique d'une nation est la raison d'État, la Realpolitik. Debray étant un conseiller

important de François Mitterrand, il ne fait guère de doute que sa théorie correspond aux convictions du président de la République.

2. Jean Bodin fait la théorie de cette naissance dans *Les Six Livres de la République*, publié pour la première fois en 1577 ; cf. *Œuvres*, éditées par Pierre Mesnard, Paris, PUF, 1951.
3. Henri Lefebvre, *L'État*, 4 vol., Paris, 10/18, 1977 ; cf. aussi Henri Lefebvre et Norbert Guterman, *La Conscience mystifiée*, Paris, Éd. du Sycomore, 1979.
4. Arthur E. Schlesinger, *The Imperial Presidency*, Boston, Houghton Mifflin, 1973, p. 3.
5. Victor Goldschmidt dans l'Introduction à son éd. critique de Montesquieu, *L'Esprit des lois*, Paris, Garnier-Flammarion, 1979, vol. I, p. 52.
6. Pour la composition sociale de la majorité née du scrutin du 10 mai 1981, cf. Alain Touraine, *Le Retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1985.
7. Pour le fonctionnement de cette cour, cf. Michel Schiffres et Michel Sarazin, *Secrets de la maison du Prince, l'Élysée de Mitterrand*, Paris, Alain Moreau, 1985.
8. La défense de ce niveau de vie implique souvent – et malgré la crise économique interne du système – le gaspillage le plus absurde. Exemple : j'habite une petite république au cœur de l'Europe, la république et canton de Genève : cet État de 360 000 habitants compte plus de 22 000 fonctionnaires et un budget de près de 10 milliards de FF (dont les fonctionnaires absorbent la moitié). Afin de ne pas se déconsidérer aux yeux de ses voisins, cet État a décidé de se payer une autoroute. Vu l'exiguïté de son territoire (243 km^2), celle-ci n'aura que 12 km de long et 26 m de large. Le kilomètre d'autoroute coûtant 42 millions de FF, les bureaucrates genevois vont engloutir dans leur jouet une somme supérieure au budget annuel d'un pays comme le Burkina-Faso.
9. Food and Agricultural Organization, organisation spécialisée des Nations unies.
10. Atlas de la Banque mondiale, Washington D.C., 1985.
11. Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) ne compte, pour la seule année 1984, pas moins de 182 de ces boucheries de dimension et de localisation variables. Cf. SIPRI, *Yearbook*, 1984, Éd. Taylor and Francis, Londres et New York, 1984.
12. Dans *In Stahlgewittern*. Jünger dit : « *Der Gott des Eisen wachsen liess, er duldet keine Knechte* » (le Dieu qui fait pousser le fer ne tolère pas les esclaves). Pour Jünger, la liberté individuelle de l'homme est fonction de sa capacité à tuer son semblable. C'est la liberté du fauve. (Cf. trad. fr. par Henri Plard, *Orages d'acier*, *Journal de guerre*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1974.)
13. Georges Lukács, *Histoire et Conscience de classe*, Paris, Éd. de Minuit, 1960.
14. Il est, en revanche, sur toutes les lèvres en Europe de l'Est : les politiciens s'en servent pour tromper leurs concitoyens et asseoir leurs privilèges.
15. Selon l'expression de Jean-Pierre Peroncel-Hugoz, dans *le Monde*, 29 mars 1985.
16. Dans les statistiques de la Banque mondiale pour 1984, le Burkina-Faso est en 124^{e} position, sur 170 pays, pour le PNB, en 161^{e} si l'on considère le revenu par tête d'habitant.
17. Les poètes de la CIA donnent à leurs embarcations le nom de « Piranha » par analogie avec un petit poisson rapide et coloré de l'Amazone, vorace, et qui s'attaque à tout être vivant qu'il rencontre.

PREMIÈRE PARTIE

« MITTERRAND, DU SOLEIL ! »

On me dit : mange, toi, et bois ! Sois heureux d'avoir ce que tu as !
Mais comment puis-je manger et boire, alors Que j'enlève ce que je mange à l'affamé, Que mon verre d'eau manque à celui qui meurt de soif ?
Et pourtant je mange et je bois.
J'aimerais aussi être un sage.
Dans les livres anciens il est dit ce qu'est la sagesse : Se tenir à l'écart des querelles du monde Et sans crainte passer son peu de temps sur terre.

[…]

Mon pain, je le mangeais entre les batailles, Pour dormir je m'étendais parmi les assassins.
L'amour, je m'y adonnais sans plus d'égards Et devant la nature j'étais sans indulgence.
Ainsi se passa le temps
Qui me fut donné sur terre.

De mon temps, les rues menaient au marécage […]
Je n'avais que peu de pouvoir. Mais celui des maîtres Était sans moi plus assuré, du moins je l'espérais.
Ainsi se passa le temps
Qui me fut donné sur terre.

Les forces étaient limitées. Le but Restait dans le lointain.
Nettement visible, bien que pour moi Presque hors d'atteinte.

Ainsi se passa le temps
Qui me fut donné sur terre.

BERTOLT BRECHT, « A ceux qui viendront après nous », dans Bernard Dort, *Lecture de Brecht*, Paris, Éd. du Seuil, 1972, p. 28-29.

I

Mai 1981

Malheur à ceux qui se contentent de peu.

HENRI MICHAUX.

Dans l'histoire des démocraties occidentales, le 10 mai 1981 restera une date capitale : l'avènement au pouvoir, dans la première puissance culturelle du monde et la seconde puissance industrielle d'Europe, de François Mitterrand et du parti socialiste rénové. La victoire socialiste a fait se lever une espérance presque illimitée parmi les hommes et les peuples. Rarement, tant d'hommes attendaient d'un gouvernement des progrès sociaux aussi décisifs, des réformes politiques, économiques aussi rapides et profondes. Rarement un grand État puissant à l'histoire millénaire n'a connu équipe dirigeante plus honnête, plus déterminée, plus cultivée.

François Mitterrand mieux que quiconque comprit intuitivement le sens de cette espérance : des millions d'hommes, de femmes aspiraient à la rupture d'avec la morne reproduction de la raison d'État. Ils voulaient changer le pouvoir, l'utiliser à la transformation de la société, bref : changer la vie. Il pleuvait ce soir du 10 mai sur la place de la Bastille où, par dizaines de milliers, nous nous pressions : « Mitterrand, du soleil ! » Personne autour de moi n'aurait osé taxer d'irréalisme ce cri du cœur d'un militant mouillé, décidé à bouleverser

l’ordre de l’univers. Lors de la réunion des comités de soutien du 14 mai, Mitterrand déclara : « Le peuple, au-delà du changement, a besoin d’une sorte de fracture de l’histoire contemporaine pour qu’il puisse enfin commencer à respirer. » Et le 21 mai, jour de son investiture, il invoqua les ombres de « ces millions et ces millions de femmes et d’hommes qui, deux siècles durant, ont façonné l’histoire de France sans avoir accès au pouvoir autrement que par de brèves et glorieuses intermittences ».

L’espérance de ces millions d’hommes et de femmes évoquée par Mitterrand était simple : ils attendaient la redistribution du pouvoir parmi les citoyens, la naissance de conditions sociales et intellectuelles permettant l’éclosion de la libre créativité, de l’imagination de chacun. Ils voulaient en finir avec l’écrasante tutelle de l’État sur la société civile ; retrouver un destin collectif ; changer fondamentalement les rapports nécrosés de la France avec les peuples étrangers et, notamment, avec ceux du tiers monde.

En bref : ils appelaient de leurs vœux une politique inspirée non plus par l’égoïste et mortifère raison d’État mais par cette raison de solidarité, raison de vie, qui est la seule garante du bonheur des peuples.

Des réalisations impressionnantes sont accomplies : en faveur des plus pauvres, les socialistes, appuyés par les communistes, augmentent les pensions, les allocations, le SMIC. La durée du travail est réduite à 39 heures, payées 40. L’âge de la retraite est abaissé à soixante ans, une cinquième semaine de vacances accordée. La nation prend le contrôle effectif du crédit bancaire et de onze des plus importants groupes industriels à coût raisonnable : 47 milliards de F sont payés aux anciens propriétaires (le prix initial négocié par le gouvernement était de 35 milliards ; un recours devant le Conseil d’État impose la somme de 47 milliards). Les lois Auroux modifient les droits des travailleurs dans l’entreprise. La peine de mort est abolie, les tribunaux d’exception sont supprimés. Les radios libres sont autorisées et l’information télévisuelle libéralisée, mise à l’abri des pressions extérieures les plus criantes. Un impôt sur les grandes fortunes est voté et l’égalité professionnelle entre hommes et femmes, instituée. Contre le chômage, de nombreuses mesures ont été prises allant des dégrèvements fiscaux en passant par les contrats de solidarité jusqu’à

la relance massive de l'investissement public ; les travaux d'utilité collective sont organisés qui permettent à des milliers de jeunes de trouver une occupation socialement utile. Le combat énergique contre l'inflation porte des fruits visibles. La discrimination sociale entre femmes et hommes se réduit graduellement. Dans le domaine de la culture, un grand mouvement de démocratisation, d'excellence, stimule la création. Une certaine décentralisation des pouvoirs administratifs est instaurée.

Mais rapidement ce grand mouvement d'affranchissement se ralentit, s'ensable, puis s'arrête. La grande respiration s'essouffle. Pourquoi ? Plusieurs variables sont à considérer :

Première variable. La France contemporaine est une des sociétés politiques les plus anciennes, les plus riches, les plus complexes de toute l'histoire humaine. Aucune analyse sociologique ne peut encore avec certitude indiquer les raisons profondes, véritables du raz de marée électoral de 1981. Ce qui, en revanche, me paraît certain, c'est que les vainqueurs (socialistes, communistes) de l'élection présidentielle ne disposaient dès le début que de forces organisationnelles très minoritaires. Le parti socialiste annonce quelque 200 000 membres (en privé, les responsables indiquent 120 000) ; il ne compte en tout et pour tout que 130 permanents au siège central de la rue de Solférino et quelque 150 dans les fédérations[1]. Comparé au chiffre de la population de la France, le parti socialiste français est minuscule, l'un des plus petits d'Europe. Le SPD compte près de 2 millions de membres dans un pays de 47 millions d'habitants. Il y a 700 000 socialistes parmi les 6 millions d'Autrichiens. Les chiffres sont encore plus impressionnants en Scandinavie où se pratique le système de la double affiliation : chaque membre d'un syndicat qui ne le spécifie pas autrement devient, en payant sa cotisation, automatiquement membre du parti social-démocrate. Le parti communiste vit le drame inverse : il dispose d'un puissant appareil mais sa base électorale est faible. Quant aux organisations syndicales, elles sont parmi les plus faibles d'Europe : la France ne connaît qu'un taux de syndicalisation d'environ 20 %. Prenons l'exemple de la CGT : elle annonce en 1985 le chiffre de 1,6 million d'adhérents, regroupés en dix-neuf

syndicats différents ; le chiffre effectif se situe autour du million. Si l'on en déduit 300 000 retraités, le chiffre réel des adhérents tombe largement au-dessous de la barre du million. La CGT compte environ 2 000 permanents qui se dépensent sans compter et figurent certainement parmi les plus déterminés, les plus capables des militants syndicaux d'Europe. Malgré son esprit combatif, la CGT perd continuellement des adhérents : 30 % depuis 1975. La puissante fédération de la métallurgie, qui réunissait 400 000 syndiqués en 1975, ne compte plus aujourd'hui que 100 000 membres. Une crise financière grave (due notamment à une dette de 200 millions de F grevée d'un intérêt de 17 % contractée pour la construction de son quartier général à Paris) ajoute aux difficultés de la CGT.

Autre exemple : la CFDT. Au congrès de Bordeaux (juin 1985), elle annonce un peu plus de 900 000 membres. Mais la CFDT aussi souffre de désyndicalisation aiguë. Elle a perdu plus de 100 000 membres depuis 1977. Entre 1984 et 1985, 7 % de ses effectifs l'ont quittée et l'hémorragie continue.

De plus, toutes les organisations de la gauche sont tributaires de l'état de conscience de leurs membres respectifs. Or, cette conscience est, nous le verrons à la fin de ce livre, une conscience en pleine régression, impérialiste, fermée, corporatiste, égoïste et dominée par la raison d'État.

Deuxième variable. La Constitution de la V^{e} République crée, c'est une banalité de le répéter, une monarchie élective. Un parti politique n'existe qu'en fonction d'un candidat à la présidence de la République ou d'un président en exercice. Le parti socialiste ne fait pas exception : il n'a aucune autonomie de décision. Les virages politiques successifs décidés à l'Élysée – et Dieu sait qu'ils sont nombreux ! – sont entérinés docilement par le Bureau exécutif, le Comité directeur, le groupe parlementaire, les congrès du parti. L'obéissance la plus stricte aux ordres du président est la condition absolue de la survie politique de chacun des responsables socialistes. Le cas Rocard est l'exception rarissime qui confirme la règle. Bref : le parti socialiste a perdu sa force créative, son dynamisme, sa capacité critique de mobilisation dès le 11 mai au matin.

Troisième variable. Elle est de loin la plus importante : *contre le mouvement social, les socialistes ont choisi l'État.* Et l'État leur a imposé sa loi. Jamais les socialistes n'ont mis en question leur pouvoir, envisage la possibilité de sa rétrocession. Manque de courage, d'imagination, d'ambition ? Certainement. Mais encore : le poids écrasant d'une longue tradition étatique. Un horizon bouché. L'incapacité de se défaire graduellement du pouvoir nouvellement acquis pour le transférer aux associations régionales, locales, aux syndicats, aux mouvements sociaux, en bref : aux hommes. Éblouissement des nouveaux dirigeants devant les privilèges si soudainement acquis, devant ce pouvoir énorme que confère à quelques-uns un suffrage universel sacralisé. Refus obstiné de sortir des palais nationaux. Résultat : la quotidienne reproduction de la mortifère raison d'État ; la permanence de la tutelle ; la paralysie, elle aussi, inchangée, de la libre créativité des hommes ; l'incapacité des dirigeants de percevoir les trésors inouïs qui sommeillent en chacun de nous et qui ne demandent qu'à fructifier dans une société civile enfin libérée ; la morne gestion au jour le jour des intérêts de l'État. Alors que, au plus profond d'eux-mêmes, les Français attendaient la *libération*.

L'homme qui, la nuit du 10 mai, à côté de moi, sur la place de la Bastille, exigeait du « soleil » témoignait d'un réalisme rigoureux. Mitterrand avait annoncé la rupture : des millions d'hommes, de femmes l'ont pris au mot. Il revendiquait leur libre épanouissement contre la contrainte ; des relations de réversibilité, de complémentarité, de réciprocité contre la hiérarchie ; la renaissance du mouvement social contre la tutelle ; le triomphe de la raison solidaire sur la raison d'État ; en bref : la rétrocession du pouvoir.

Ils attendaient un changement de cap du navire. Ils ont eu droit à quelques réparations dans la cale. Aujourd'hui, c'est la raison d'État qui commande et c'est la raison solidaire qui agonise.

La victoire de la raison d'État est particulièrement évidente dans les rapports de la France avec le monde alentour, et notamment avec les nations prolétaires. Face aux peuples du tiers monde, le pouvoir socialiste pratique une politique néo-coloniale, impérialiste plus violente, plus cynique que les gouvernements précédents. Nous le verrons dans la deuxième partie du livre : la France de 1789,

1848 et 1871 avait puissamment aidé la libération des peuples. Ceux qui aujourd'hui se réclament de ces dates organisent leur asservissement. La première partie du livre est consacrée principalement aux stratégies d'exploitation, de soumission mises en œuvre par le gouvernement socialiste face aux peuples du tiers monde.

Max Gallo, porte-parole du gouvernement Mauroy de 1983 à 1984, biographe de Jean Jaurès, pose des questions justes. Assistant dans la cour des Invalides, au retour, de Beyrouth, des corps de cinquante-huit jeunes Français sacrifiés à la raison d'État, il écrit :

[…] Ce matin-là, 2 novembre 1983, cinquante-huit cercueils de soldats traversèrent la cour austère, portés par de jeunes parachutistes, camarades de ces hommes touchés dans l'attentat de Beyrouth.

> Ce matin-là, il y avait vingt-neuf mois que François Mitterrand avait été élu au suffrage universel président de la République française, premier socialiste à assumer ces fonctions inaugurées un quart de siècle plus tôt par le général de Gaulle. […]
>
> Ne pourrions-nous jamais briser cette logique et, de gauche ou de droite, serions-nous condamnés, dès lors que nous voudrions assumer la réalité de l'État et du monde, à décider un jour ou l'autre de pousser dans le jeu ces jeunes vies, à prendre le risque de les voir écrasées sous les gravats, contraints de ne donner à leur famille que la consolation d'un hommage, l'honneur d'une médaille, l'aide d'une pension ? […]
>
> En serait-il toujours ainsi, et un chef de tribu, un monarque, un président de droite ou de gauche devrait-il toujours venir s'incliner devant ces jeunes corps sacrifiés ?
>
> Le rituel de la cérémonie était d'autant plus oppressant qu'il paraissait surgir du fond de l'histoire, immuable.

> Des hommes d'Église bénissaient les corps.
> Des hommes d'armes portaient les cercueils.
> Des hommes politiques, rassemblés, rendaient l'hommage du groupe.
> L'État apparaissait ainsi inchangé, au croisement du religeux, du militaire et du politique, exigeant le sacrifice de ceux qui le servent.

Il y a du désespoir dans l'interrogation de Gallo. Écoutons :

> Que d'aucuns, mêlant le réalisme au cynisme ou au fatalisme, acceptent l'indéfinie répétition de ces cérémonies, la reproduction sans changement d'un État ; qu'ils trouvent même, dans la pratique de ces règles cruelles, dans la soumission à cette implacable mécanique, une exaltation masochiste ou sadique, morbide en tout cas – car la mort est là dans sa raideur militaire –, on le sait. L'histoire est semée d'empereurs et de rois, de chevaliers teutoniques et de samouraïs.
> Mais nous ?
> Nous qui voulions que la vie soit humaine, nous qui rêvions d'autres rapports entre les hommes, entre les peuples, d'autres rituels, nous qui voulions inventer un avenir différent, sommes-nous définitivement – parce que le réel semble plus fort que le rêve, plus lourd que le désir – enfermés dans cette cour pavée qu'est l'Histoire et où toujours l'on vient s'incliner devant de jeunes soldats morts[2] ?

L'espérance de mai, aujourd'hui, ressemble à un miroir brisé. Des milliers de morceaux épars jonchent le sol. *La raison d'État a instrumentalisé les socialistes*. Elle est aujourd'hui plus arrogante, plus puissante, plus triomphante que jamais auparavant. La raison de solidarité – en politique extérieure surtout, mais aussi en politique intérieure – n'est plus qu'un ornement rhétorique. La raison d'État a avalé, digéré, expulsé le projet socialiste. Il ne reste que le doute profond de beaucoup, le désespoir de quelques-uns.

Des centaines de milliers de femmes, d'hommes avaient pendant des dizaines d'années donné de leur vie, de leurs forces, de leur imagination pour qu'enfin la gauche triomphe des dominateurs, transforme la société, rompe avec la raison d'État, rétrocède le pouvoir aux hommes et augmente le bonheur dans le monde.

Ils ont été floués.

---

1. Indications données par Lionel Jospin, dans *le Monde*, 10 avril 1985.
2. Max Gallo, *La Troisième Alliance*, Paris, Fayard, 1984, p. 15 *sq*.

II

L’empire rose

Les peuples du tiers monde en lutte pour leur libération accueillirent dans l’enthousiasme la nouvelle de la victoire socialiste à Paris. Ils y virent la promesse d’une alliance nouvelle. Pratiquement aucun peuple vivant à la périphérie du monde industriel ne peut aujourd’hui se libérer de la faim, de la misère, développer ses forces productives et acquérir sa pleine souveraineté sans l’aide – technologique, financière, économique – d’une grande puissance étrangère. Jusqu’ici, les peuples du tiers monde n’avaient guère le choix qu’entre deux tutelles également aliénantes : celle des États-Unis, celle de l’Union soviétique. Ils comptaient maintenant sur l’alliance fraternelle, libératrice avec la France socialiste.

François Mitterrand, dès le soir du 10 mai, perçut cette attente. Dans sa première déclaration, à la mairie de Nevers, il dit vouloir honorer « les principes de solidarité internationale, de fraternité, de liberté légués par la Révolution française ».

A Cancun, petite station touristique mexicaine, se réunirent, en octobre 1981, les chefs des principaux États industriels afin de fixer une commune stratégie face à l’endettement, à la faim, à la misère croissants des peuples du tiers monde. Dans un grand discours devant le monument aux morts de la révolution mexicaine, à Ciudad Mexico, François Mitterrand répéta publiquement ce qu’il venait de dire derrière les portes closes de Cancun.

S’adressant cette fois-ci aux révolutionnaires du tiers monde, il définit ainsi la ligne de conduite de la France socialiste :

> Vos héros ont façonné votre histoire. Ils n’appartiennent qu’à vous. Mais les principes qu’ils incarnent appartiennent à tous. Ce sont aussi les nôtres. C’est pourquoi je me sens ici en terre familière. Les grands souvenirs des peuples font de grandes espérances. […] Nos héritages spirituels, plus vivants que jamais, nous font obligation d’agir dans le monde avec un esprit de responsabilité. […] Chaque nation, en un sens, est son propre monde. Il n’y a pas de grands ni de petits pays, mais des pays également souverains et chacun mérite un égal respect.
>
> […]
>
> Le message est simple, mais apparemment il n’est pas encore entendu partout : il n’y a et ne peut y avoir de stabilité politique sans justice sociale. Et quand les inégalités, les injustices ou les retards d’une société dépassent la mesure, il n’y a pas d’ordre établi, pour répressif qu’il soit, qui puisse résister au soulèvement de la vie.
> […]
> Le respect des principes dérange le plus souvent les routines diplomatiques. Mais l’histoire qui passe donnera raison au droit qui reste[1].

Or, nous le verrons : la France socialiste inaugura dès le lendemain de la réunion de Cancun une politique presque diamétralement opposée à celle énoncée par François Mitterrand.

I. Dans un système monocratique tel qu’il a été créé par la Constitution de la V^e^ République, la personnalité, l’histoire individuelle, la vision du monde, la

stratégie à court et à long terme du président sont d'une importance décisive. Mon livre traite du combat jamais achevé que mène la raison solidaire contre la raison d'État. Autrement dit : des stratégies que les socialistes européens mènent face aux autres peuples et notamment à ceux du tiers monde. En France, cette stratégie est une *stratégie d'asservissement*, de domination inspirée par la raison d'État.

Jean-François Bayart, chercheur au CNRS et l'un des collaborateurs de la revue *Esprit*, présente une analyse intéressante :

> On s'est gaussé de ce que François Mitterrand se soit placé dans la continuité de ses prédécesseurs. Il serait plus juste de dire que ceux-ci ont assumé la voie que François Mitterrand avait ouverte en 1951, en obtenant la rupture du Rassemblement démocratique africain d'avec le parti communiste, et que Gaston Defferre avait entérinée en présentant sa loi cadre de 1956. La vraie continuité est plus ancienne que ne le dit la droite. Elle va de Mitterrand au général de Gaulle et à ses successeurs[2].

Bayart croit à un Mitterrand *colonialiste, impérialiste dans l'âme*. Le président français n'aurait donc pas changé de conviction entre 1981 et 1985 : il serait au contraire resté remarquablement fidèle à lui-même, les énoncés anti-impérialistes de la campagne présidentielle ne constituant qu'une diversion tactique. Bayart : la perspective de François Mitterrand est « *crûment néo-coloniale*[3] ». Pour Bayart, le discours de Cancun n'est qu'un exercice rhétorique. Bayart étaye sa thèse d'un François Mitterrand néo-colonialiste, défenseur de la France euro-africaine, de nombreuses citations. Elles sont tirées principalement de deux livres programmatiques de Mitterrand : *Aux frontières de l'Union française*[4] et *Présence française et Abandon*[5]. Voici quelques-unes de ces professions de foi : « L'Afrique est le seul continent qui soit encore à la mesure de la France, à la portée de ses moyens ; le seul où elle peut, avec 500 hommes, changer le cours de l'histoire. » Durant la guerre d'Indochine, Mitterrand écrit :

« Notre opiniâtre maintien en Indochine […] nuit à notre perspective africaine, la seule valable. » Mitterrand postule : « La France du XXIe siècle sera africaine ou ne sera pas […], le pré carré français a pour capitale Paris, Alger, Dakar et Brazzaville. »

Le 12 novembre 1954, Mitterrand, ministre de l'Intérieur, dit à l'Assemblée nationale : « Des Flandres au Congo, il y a une seule loi, une seule nation, un seul parlement, une seule constitution. C'est la Constitution et c'est notre volonté. »

En ce qui concerne l'Afrique noire, Bayart cite également un texte plus récent. Dans *Politique 2*[6], François Mitterrand se dit fier de son action au ministère de la France d'Outre-Mer, action qui compte parmi « celles qui – avant l'Union de la gauche – ont vraiment compté dans l'histoire de notre pays ».

La guerre d'Algérie : après la victoire du Front républicain, en 1956, François Mitterrand devient garde des Sceaux. Le 17 mars, il signe un décret : sont déférés automatiquement devant les cours martiales les auteurs des « crimes contre la sûreté intérieure de l'État, de rébellion avec armes, de provocation ou de participation à un attroupement criminel, d'entraves à la circulation routière, des meurtres et tous homicides volontaires, de la séquestration de personnes ». Or, en 1956, la « justice » militaire obtenait – au vu et au su de tous – ses aveux par la torture. Elle travaillait dans des conditions et avec des méthodes diamétralement contraires aux droits de l'homme. Ses jugements étaient sommaires, expéditifs et ressemblaient la plupart du temps à de simples assassinats judiciaires. De nombreux résistants algériens sont guillotinés, ainsi que le militant communiste Yveton.

Bayart indique qu'en octobre 1956 François Mitterrand appuie l'agression franco-anglaise contre l'Égypte, le débarquement à Suez.

Le Front républicain des partis de la gauche non communiste avait gagné les élections de 1956 en promettant la paix en Algérie. Arrivé au pouvoir, il fit l'exact contraire : il déclencha une guerre à outrance contre les insurgés nationalistes et la population civile musulmane. Pierre Mendès France, ministre d'État, démissionna. François Mitterrand resta en place[7]. Comme les députés

SFIO, les députés communistes, ceux de la Fédération des institutions républicaines votèrent, le 12 mars 1956, les pouvoirs spéciaux pour Guy Mollet.

Résumons : Jean-François Bayart voit en François Mitterrand l'homme des grandes et permanentes fidélités : le président de la République mène aujourd'hui dans les pays du tiers monde la même politique pro-impérialiste, « crûment néo-coloniale », que celle qu'il avait pratiquée naguère comme ministre de la France d'Outre-Mer en Afrique noire, comme ministre de la Justice en Algérie.

Je crois l'explication de Bayart trop simpliste, erronée. Depuis l'effondrement de la IV^{e} République, et plus nettement encore depuis sa première candidature présidentielle en 1965, la vision de François Mitterrand a changé radicalement.

Valéry Giscard d'Estaing, grand chasseur d'éléphants, homme des amitiés personnelles contestables avec Bokassa, Bongo, se sentait visiblement à l'aise en compagnie des despotes qui le flattaient. *Rien de tel chez François Mitterrand*. Le président socialiste célèbre les sommets franco-africains comme à contrecœur. Le pacte néo-colonial le révulse. Dans nombre de ses discours, et notamment dans celui de Cancun, en octobre 1981, il l'a dénoncé avec vigueur et clarté. François Mitterrand ne se meut guère dans le demi-monde ténébreux des multinationales franco-ivoiriennes, franco-gabonaises, franco-camerounaises qui ont succédé aux anciennes sociétés à charte. Il connaît la misère des hommes – Marocains, Zaïrois, Maliens. Dans *la Paille et le Grain*, il écrit : « Comme le son qui vibre à l'infini dans l'espace et le temps, la souffrance d'un seul fait le tour de la terre[8]. » Apprenant l'assassinat d'Amilcar Cabral, l'un des plus grands combattants anti-impérialistes, anticoloniaux de l'Afrique contemporaine, Mitterrand écrit :

> Amilcar Cabral était mon ami. Bien qu'il fût interdit de séjour en France, à la requête sans doute du gouvernement portugais, je l'avais invité à passer quelques jours chez moi pour les prochaines vacances de Pâques. Il avait accepté avec joie, tant il aimait notre pays dont il parlait

> la langue avec ductilité. Lors de mon récent voyage en Guinée, nous ne nous étions pratiquement pas quittés et il m'avait confié ses luttes, ses espoirs. Ses compagnons, m'avait-il dit, tenaient les deux tiers du territoire de la Guinée-Bissau où des élections avaient eu lieu l'an dernier et une Assemblée mise en place, tandis qu'un exécutif provisoire devait être désigné bientôt. Les troupes portugaises ne pénétraient plus dans les zones libérées. Le mouvement de libération disposait d'écoles de brousse, d'hôpitaux de campagne et de structures administratives. Il faut avoir entendu Amilcar Cabral ! La douceur des mots épousait la finesse d'une pensée qui restait disponible autour de ce point fixe : la liberté, cette conquête.

D'autres amitiés accompagnent François Mitterrand depuis de longues années : celle notamment d'Ismaël Sabri Abdallah, l'actuel président du Forum des économistes du tiers monde, et l'un des théoriciens les plus vigoureux du combat anti-impérialiste des peuples dominés. Mitterrand lui rend un émouvant hommage – à lui et à ses idées – dans *la Paille et le Grain*[9].

II. Contraints à pratiquer au jour le jour le « cabotage entre les récifs[10] », le président socialiste, son parti subissent, malgré eux et dans la douleur, la surdétermination de leur volonté et de leurs actes par la raison d'État. Les exemples en sont nombreux. J'en cite quelques-uns : la France connaît aujourd'hui l'une des crises économiques, sociales, intellectuelles les plus graves de son histoire. Crise que les socialistes ont héritée de leurs prédécesseurs et qui – dans plusieurs secteurs – est d'origine étrangère. Plus de 2 millions de femmes, d'hommes, d'adolescents cherchent en vain un travail. Depuis 1981, le franc a été dévalué trois fois. L'investissement industriel recule, le déficit de la balance du commerce extérieur reste préoccupant. Voici les prévisions de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) pour l'année 1985 : le produit intérieur brut n'augmentera que de 1 % tandis que l'inflation atteindra

une moyenne annuelle de 5,5 %. La consommation des ménages ne progressera pas par rapport à 1984. Le chômage augmentera, les investissements reculeront (0,5 % par rapport à 1984) ; de nombreuses usines licencieront ou fermeront. Le déficit du commerce extérieur sera de 25 milliards de F, en nette augmentation par rapport à l'année précédente (19,6 milliards de F)[11].

Or, l'*empire néo-colonial en Afrique* garantit l'approvisionnement à bon compte en matières premières minérales et agricoles ; des marchés privilégiés pour les biens manufacturés ; un rendement élevé pour les capitaux investis. Pas question donc dans ces conditions de démanteler l'empire, de rompre avec les dictatures satellites, les satrapes sanguinaires qui assurent la docilité des travailleurs africains ! La raison d'État impose impérativement aux socialistes le maintien de l'empire néo-colonial.

En Afrique noire, le *pacte néo-colonial* entre la France et ses anciennes colonies s'est renforcé depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir. J'insiste : les avantages que tire la France socialiste des structures de l'échange inégal avec l'Afrique – héritées du passé – sont considérables. Ces avantages ne concernent pas seulement quelques multinationales du commerce et de l'industrie et quelques banquiers qui spéculent sur le prix des matières premières. Le pétrole du Gabon est exploité à des conditions défiant toute comparaison, extrêmement profitables, par Elf-Erap. Le minerai de Zouerate (Mauritanie) alimente les aciéries de Fos et de Lorraine à des prix imbattables. La consommation énergétique française a triplé entre 1950 et 1984 : de nombreuses centrales nucléaires ont été construites durant cette période. Le besoin en uranium de la France était de 3 000 tonnes en 1979. Il passera, selon les prévisions de l'EDF, à 7 000 tonnes en 1990. Le Niger, le Gabon exportent leur uranium vers la France à des prix fixés par des conventions bilatérales.

Il arrive exceptionnellement que le cours du marché mondial s'effondre et que le cours contractuel, payé par la France, se situe, pour une année ou deux, au-dessus du cours mondial. En 1979, le prix mondial du kilo d'uranate était de 23 500 F CFA. En 1980, ce taux chutait de 40 %. Le Canada, l'Australie avaient rouvert leurs anciennes mines ; les programmes nucléaires aux États-Unis – à cause de l'accident de Three Miles Island – et en République fédérale allemande

– à cause des mouvements antinucléaires – s'étaient ralentis. En 1982, la France achetait 2 000 tonnes d'uranate au Niger. Elle payait le kilo 24 000 F CFA, soit 7 000 F CFA de plus que le prix mondial.

Le pacte néo-colonial qui lie les pays satellites à la France provoque dans les économies africaines des distorsions nombreuses : l'Afrique tropicale était pratiquement autosuffisante en matière alimentaire en 1950. Elle importait 2 millions de tonnes de céréales en 1960. En 1980, pour maintenir en vie une population souvent famélique, elle en importait 14 millions de tonnes. Mais en même temps, les cultures « coloniales » destinées à l'exportation, principalement vers la France, progressent partout. Les sols s'épuisent. Des millions de paysans souffrent de malnutrition chronique. En France, les consommateurs s'habituent aux cultures – fruits, légumes, fleurs – de « contre-saison ». La progression des produits de ce type est spectaculaire dans les principaux pays africains. Tout changement de régime en Afrique, toute démocratisation des régimes policiers corrompus, toute arrivée au pouvoir des forces populaires à Rabat, Libreville, Lomé, Bamako, Nouakchott, Abidjan, etc., entraînerait presque certainement la renégociation des accords de livraison des matières premières : le fer de Mauritanie, l'uranium du Niger, le pétrole du Gabon, les phosphates du Maroc, *etc.* Cette renégociation entraînerait, dans la plupart des cas, des hausses de prix et ces hausses, l'industrie française, les ménages français ne pourraient les tolérer que difficilement.

La France socialiste investit des énergies et des moyens financiers considérables dans la protection et le maintien de ses satrapes en Afrique. A cause notamment de la corruption et du caractère pléthorique, parasitaire de leur administration, de l'incompétence de leurs gestionnaires, les régimes de Bangui, de Lomé, d'Abidjan, de Bamako, etc., souffrent d'un déficit chronique de leur budget de fonctionnement. C'est la France qui comble année après année ces déficits budgétaires. La monnaie des pays satellites est cotée sur le franc français et garantie par les réserves d'or et de devises de la Banque de France. La France socialiste pratique en Afrique noire une forme de coopération technique où se mêlent intimement l'aide effective au développement et la stratégie d'asservissement, de domination et de contrôle des pays bénéficiaires. Les

armées, la police des satellites sont contrôlées par des « coopérants » français. Les « coopérants » occupent les postes clés dans les ministères du Gabon, du Togo, de la République centrafricaine. Depuis l'indépendance de 1962, la population européenne – notamment française – a doublé à Abidjan et à Libreville.

La France socialiste continue de contrôler la politique étrangère et de défense des régimes néo-coloniaux. Avec ses satellites, elle a conclu des accords de coopération militaire, de défense. Au Sénégal, au Gabon, en République centrafricaine, la France maintient des bases aériennes et terrestres, dont une, Ouakham, près de Dakar, compte parmi les plus importantes de tout son système de défense. Ces accords assurent la survie des dictatures satellites : un despote menacé par la révolte de son peuple invoque l'accord, et les parachutistes français le réinstallent dans son palais.

Pour la défense de son empire néo-colonial (ainsi que de ses départements et territoires d'outre-mer), la France maintient une force d'intervention coûteuse, appelée Force d'action rapide (FAR). Cette FAR se composait, en 1984, des moyens suivants : cinq divisions rassemblant théoriquement 47 000 hommes professionnalisés à plus de 70 % provenant des régimes d'élite : 11e DP, 9e DIMa, 27e division alpine, plus la 6e division légère blindée et la division aéromobile dite « Force Éclair ». La FAR aligne 214 hélicoptères (Gazelle et Puma), des blindés (72 AMX, 10 RC, 108 Sagaie, 24 VAB Hot), de l'artillerie classique (120 mortiers de 120, 72 canons de 155, 18 canons de 105), des missiles antichars (492 Milan) et des missiles sol/air de courte portée (240 SATCP).

III. *Périodiquement, l'empire donne de grandes fêtes de cour pour ses vassaux arabes et noirs*. Le président français convoque ses satrapes africains à une grand-messe appelée *sommet franco-africain*. Ces rituels étranges se déroulent soit dans une ville d'eaux française, soit dans l'une ou l'autre des capitales africaines choisies par le souverain. Le dernier en date eut lieu du 10 au 12 décembre 1984 à Bujumbura, petite capitale miséreuse d'un des États les plus

pauvres d'Afrique située au bord du lac Tanganyika. Surpeuplé, ravagé par la sécheresse, profondément blessé par la guerre endémique que s'y livrent la petite minorité des Batutsi dirigeants et l'immense majorité soumise des paysans bahutu, le Burundi subit en décembre 1984 comme une insulte les fastes élyséens et mobutuesques. Coût de la grand-messe : 160 millions de F. Là où s'élevait autrefois l'agréable et sympathique petit hôtel Paquidas, se dresse aujourd'hui un luxueux hôtel Méridien. La société Fougerolles, qui, après la défaillance d'Air France, gère l'hôtel, a effectué pour la grande fête des travaux de décoration et de rénovation pour le prix de 21 millions de F. L'ensemble des autres prestations hôtelières était assuré par la société Accor, qui gère le tout nouveau Novotel. La facture d'Accor : 6 millions de F[12]. Le Burundi s'est saigné pour recevoir « dignement » les seigneurs étrangers, et notamment le tuteur français. Quant aux marchands grecs qui, de tout temps, dominent le commerce local, ils importèrent à tour de bras drapeaux et articles cosmétiques, uniformes de gala et champagnes roses pour l'occasion. Une centaine de voitures de luxe R-25 flambant neuves furent importées de France par le gouvernement… alors que le réseau routier est quasi inexistant. A ce pays misérable, au bord de la famine, où dans les *rugos*[13] de Kitega, de Ruenzzi, la tuberculose tue les enfants et où la sous-alimentation mine les paysans, François Mitterrand a fait, lors d'une précédente visite, en octobre 1982, le cadeau royal… d'un réseau de télévision en couleurs. Décembre 1984 : la cour élyséenne débarque de six avions spéciaux, dont un Concorde. D'innombrables policiers et agents secrets venus de Paris quadrillent cette ville de 200 000 habitants, les banlieues du bord du lac, les bidonvilles misérables de la plaine de la Ruzzizzi, des contreforts des collines qui rapidement montent vers les plateaux de Kitega. Une brigade d'intervention polyvalente de la gendarmerie française, forte d'une centaine d'hommes, prend position autour du palais dit du « 1er novembre ».

Et tout cela pour quel résultat ? la signature d'un traité continental de coopération et d'entraide ? l'adoption et la mise en œuvre d'un programme de lutte commune contre la famine ? Vous n'y êtes pas : l'événement marquant, le fait unique de la grand-messe de Bujumbura fut le prêche de François Mitterrand sur le Tchad. Prêche qui, de surcroît, buta sur l'incrédulité des fidèles.

Mais le but des prétendus « sommets » franco-africains n'a jamais été la prise de décisions élaborées en commun entre partenaires égaux. Le but de ces réunions est tout autre : il s'agit de raffermir les liens d'allégeance des satrapes à l'empire, de célébrer par ces fastes la majesté et la force du protecteur, de stimuler l'esprit courtisan, d'impressionner ceux qui seraient animés de velléités d'indépendance.

Seuls trois chefs d'État africains témoignent du sens de la dignité, de la force de caractère et de l'esprit d'indépendance nécessaires pour refuser de participer à ces cérémonies d'allégeance : Chadli Bendjeddid d'Algérie, Didier Ratsiraka de Madagascar, Thomas Sankara de Burkina-Faso. A Bujumbura, quelques-uns étaient absents pour des raisons conjoncturelles : Kountché du Niger, Houphouët-Boigny de Côte-d'Ivoire.

La définition de la politique africaine du gouvernement socialiste français, c'est Joseph Désiré Mobutu, l'assassin de Lumumba, qui la formula quelques jours avant le sommet de Bujumbura : lors du dîner offert, le dimanche 9 décembre 1984, au « Palais du peuple » à Kinshasa, le maréchal Mobutu se félicita de ses excellents rapports avec la France et dit ne voir « aucune différence » entre la politique africaine du gouvernement socialiste et celle du gouvernement précédent. Mobutu est aujourd'hui l'un des hommes les plus riches de l'Afrique. C'est aussi l'un des plus corrompus : or, le gouvernement socialiste français accorde à son régime des faveurs exceptionnelles : les versements du Fonds d'aide à la coopération (FAC) au Zaïre ont atteint 36 millions de F en 1983. 270 coopérants français travaillent au Zaïre au titre de l'assistance technique civile[14]. L'aspect le plus déplaisant de ce soutien me paraît être l'aide militaire : une centaine d'instructeurs français forment les troupes de Mobutu. Ils encadrent notamment une brigade de parachutistes, spécialisée dans la répression intérieure. Cette brigade intervient contre les cortèges de chômeurs, les révoltes de paysans, les insurrections de la faim. Son dernier exploit : l'écrasement de la protestation populaire de Moba (Shaba), sur le lac Tanganyika, en novembre 1984.

IV. La pratique impériale conduit nécessairement à la *perversion du langage*. On ne peut recevoir chez soi, choyer et courtiser des despotes sans pratiquer en permanence le double langage.

Jean Pierre Faye, dans une recherche portant sur les fascismes européens des années 1930, met au jour les lois qui gouvernent la lente dégradation du langage, la perversion du sens, consécutives à la soumission à la raison d'État[15]. Le double langage assassine le sens. Un discours crédible, convaincant à ses origines, devient graduellement vide de sens, pire : dépourvu de toute signification, simple bruit couvrant une pratique inavouable dans ses fondements.

Je prends un exemple : les rapports conflictuels du gouvernement socialiste avec la dictature d'Ahmed Sékou Touré en Guinée. Sékou Touré prit le pouvoir en 1958 et l'exerça de façon autocratique jusqu'en 1984. Il érigea graduellement une tyrannie qui ruina un pays autrefois prospère, poussa à l'exil 2 millions de ses compatriotes (sur une population de 6 millions) et enrichit grandement sa propre famille[16]. Dans le camp de concentration de Boiro, des milliers de Guinéens – parmi eux, le premier secrétaire général de l'OUA, Diallo Telli – furent mis à mort par la torture ou par la « diète noire ». La diète noire : le prisonnier est enfermé dans une cellule spéciale, sans air et sans lumière. On le prive de nourriture et d'eau. Il meurt dans d'atroces souffrances.

Le mercredi 21 mars 1984, le tyran préside, au stade de la ville de Mamou, à l'exécution publique de quatre « conspirateurs » dont trois – affreusement torturés – sont amenés au centre du stade sur des civières. Le soir même, Sékou Touré vomit son repas. Durant la nuit, son état s'aggrave. Les médecins chinois, américains, marocains appelés à son chevet exigent une opération d'urgence. L'hôpital de Conakry, en état de décrépitude depuis de longues années, ne dispose pas des installations nécessaires. Sékou Touré est alors transporté, en avion spécial de la société multinationale pétrolière américaine Aramco, à Washington. Il expire sur la table d'opération de l'hôpital Walther Reed dans la nuit du lundi 26 mars. Une importante délégation du gouvernement socialiste conduite par le Premier ministre Pierre Mauroy en personne, s'envole pour les

obsèques nationales de Sékou Touré à Conakry. Le 28 mars, François Mitterrand, en voyage officiel aux États-Unis, envoie à Lanzana Béavougy, Premier ministre guinéen, le télégramme suivant :

> J'apprends avec une grande émotion la disparition brutale d'Ahmed Sékou Touré. Sa perte sera durement ressentie tant en Guinée que sur le continent africain tout entier, dont il était l'un des chefs d'État les plus remarquables et les plus écoutés. Les liens anciens qui nous unissaient me font ressentir profondément ce deuil en présentant mes plus sincères condoléances à sa famille, au gouvernement et au peuple guinéens. En mon nom propre et en celui du peuple français, je tiens à rendre hommage à l'œuvre et à la personnalité du grand disparu[17].

V. Le fonctionnement de l'empire néo-colonial de la France socialiste en Afrique est compliqué, multiforme, contradictoire. La France socialiste n'est pas toute-puissante. Loin de là ! Fréquemment, *ce sont les satrapes qui exercent le chantage*, qui tendent des pièges aux socialistes de Paris. Exemple : El Hadj Omar Bongo est passé maître dans le maniement des chantages les plus compliqués. Il accorde son soutien à plusieurs partis politiques français. Il maintient des rapports étroits avec certains dirigeants et certains services de renseignements des États-Unis. Il se rend régulièrement dans sa villa de Californie. Dans son langage fleuri, Bongo explique sa méthode à l'opinion française : « Le Gabon est une jeune fille très jolie, très belle, à qui tous les hommes veulent faire la cour. Alors c'est là qu'il faut faire attention ! Parce qu'un ami de perdu… dix de retrouvés[18] ! » En 1983, Pierre Péan publie son livre *Affaires africaines*. Il y décrit les assassinats d'opposants organisés par Bongo en France. Bongo entre dans une violente colère, tente la saisie judiciaire, menace l'auteur, exigeant de l'Élysée l'interdiction de la diffusion du livre. En vain. Bongo interdit alors toute diffusion d'une quelconque nouvelle venue de France dans la presse, sur les ondes gabonaises. Il met en question la position privilégiée de plusieurs sociétés françaises au Gabon. Bongo exige réparation.

En avril 1984, le Premier ministre Pierre Mauroy en personne dut se rendre au Gabon. Il réussit à calmer le président… moyennant la promesse de crédits nouveaux, d'un financement du chemin de fer transgabonais et de la livraison d'une centrale nucléaire.

Autre exemple de chantage : le général Eyadema, du Togo, est l'homme du dépotoir ; c'est lui qui accueille, surveille sur son territoire les expulsés et exilés que la France socialiste ne veut plus garder chez elle. Ange Patassé, dirigeant centrafricain, réfugié à l'ambassade de France à Bangui, fut livré à Eyadema en 1982. En 1984, Eyadema prit livraison de résistants basques espagnols expulsés de France. Le général négocia durement ses services : il exigea la présence de François Mitterrand lors de sa cérémonie d'investiture le 12 janvier 1983. Or, les deux événements fondateurs du régime qui étaient fêtés ce jour-là étaient l'assassinat de Sylvanus Olympio et le renversement du président Grunitzky. François Mitterrand, pour ne pas donner sa bénédiction à ces cérémonies indécentes, retarda d'un jour son arrivée à Lomé. Qu'à cela ne tienne ! Eyadema fixa au 14 janvier sa propre fête du trône. François Mitterrand fut pris au piège.

Encore des exemples : les despotes africains exigent et obtiennent de leurs protecteurs français la rupture des liens que ces derniers entretiennent avec les mouvements de l'opposition populaire et démocratique. Les socialistes français entretenaient jusqu'en 1981 des liens de coopération, d'amitié avec les combattants du Front Polisario en lutte pour la libération du Sahara occidental. Soumis au chantage de Hassan II, le gouvernement et le parti socialiste rompirent leurs liens avec les Sahraouis.

En République centrafricaine, les socialistes français durent rompre en une nuit leur alliance conclue avant le 10 mai 1981 avec le mouvement de résistance populaire à la dictature du général Kolingba. Voici l'histoire de cette trahison : des liens personnels, économiques, politiques étroits existaient entre le président Giscard d'Estaing et l'empereur centrafricain Jean Bedel Bokassa. 1979 : rupture de l'alliance Giscard-Bokassa. Des troupes françaises débarquent à Bangui, renversent Bokassa et installent à sa place un nommé David Dacko. Ce dernier est lui-même renversé par le général Kolingba. Un seul mouvement démocratique, populaire digne de ce nom existe en République centrafricaine : le

Front patriotique oubanguien-Parti du travail. Son président : un médecin érudit, à la finesse d'esprit, à la conviction personnelle, à l'intégrité impressionnantes, le Dr Abel Goumba. Longtemps directeur de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique de l'Ouest, Goumba a été, jusqu'en 1981, l'interlocuteur privilégié, écouté du parti socialiste et l'ami personnel de plusieurs de ses dirigeants. Confiant de pouvoir enfin mener dans son pays, à visage découvert, un combat d'opposition démocratique, Goumba rentra au pays, fort de l'appui des socialistes français. Résultat : le général Kolingba, dont le palais présidentiel grouille de « conseillers » français et qui ne survivrait pas quinze jours au pouvoir sans l'appui de la France socialiste, fait incarcérer Abel Goumba, Patrice Endji-moungou et des dizaines de leurs camarades. A Paris, le parti socialiste, les centrales syndicales se taisent, ferment les yeux, ne répondent plus. *Raison d'État…*

Ultime exemple : les dirigeants du Morena (Mouvement de redressement national), principale force de l'opposition populaire du Gabon, dont les liens d'amitié avec nombre de dirigeants socialistes sont anciens, ont été condamnés à la prison à vie à la veille de la visite du chef d'État français. Leur crime ? Ils avaient réclamé le droit à la libre expression et à des élections honnêtes. Une vigoureuse intervention de François Mitterrand produisit un effet modeste : l'emprisonnement à vie des démocrates gabonais fut réduit à une peine de… quinze ans [19].

VI. *Le maintien de l'empire néo-colonial exige de périodiques démonstrations de force*. La plupart des chefs des États néo-coloniaux sont honnis par leur peuple. Ils vivent dans une grande instabilité. Les régimes du Mali, du Togo, du Gabon, du Zaïre, etc., sont dépourvus de toute base populaire. Il faut donc rassurer périodiquement les satrapes, leur prouver que la France socialiste n'est pas seulement capable, mais décidée de les maintenir au pouvoir.

A l'origine, François Mitterrand était violemment hostile à toute expédition militaire en Afrique. Parlant des interventions militaires du président Giscard

d'Estaing, François Mitterrand annonça, peu après son élection : « Ni sur le fond ni sur la forme, il ne peut y avoir de dénomination commune avec la politique de faillite de l'ancien régime[20]. » Imprudentes paroles ! Se soumettant à la même raison d'État que Giscard d'Estaing, Mitterrand allait être contraint de pratiquer une politique similaire.

Comparés à l'expédition Mitterrand au Tchad, les deux parachutages giscardiens sur Kolwezi (1977-1978) sont d'innocentes promenades du dimanche.

L'opération « Manta », déclenchée en 1983 par le gouvernement socialiste, est la plus importante opération militaire jamais entreprise par la France en Afrique depuis la fin de la décolonisation. Dès le mois d'août, 3 300 soldats français occupèrent le centre du Tchad jusqu'à la hauteur du 15e parallèle. En février 1984, l'occupation atteignait le 16e parallèle. L'intervention était dirigée contre un chef de guerre financé et armé par la Libye : Goukouni Oueddeï. C'est Hissène Habré qui tenait la capitale, N'Djamena, et le centre du Tchad. L'opération Manta fut appuyée par une imposante flotte aérienne composée de Jaguar, de Mirage, par des blindés et un matériel logistique important. L'occupation française dura jusqu'à la fin septembre 1984.

Combien cette intervention a-t-elle coûté au contribuable français ? L'opinion publique ne le saura probablement jamais avec précision. Seule indication sérieuse faite par le ministre de la Défense devant le Parlement au cours du débat budgétaire de 1984 : le « surcroît » des dépenses ordinaires de l'armée française pour l'année en cours fut alors estimé à environ 2 100 millions de F (pour les 3 300 soldats du Tchad et les 1 500 du Liban).

L'opération Manta a une histoire : les gouvernements précédents étaient déjà intervenus plusieurs fois dans les affaires tchadiennes. Le président Giscard d'Estaing avait finalement réussi à se dégager du Tchad en mai 1980. A leur arrivée au pouvoir, en mai 1981, les socialistes trouvèrent la situation suivante : à N'Djamena était installé un gouvernement d'union nationale présidé par Goukouni Oueddeï, parent du derdeï, chef spirituel des Toubous, la grande ethnie du Nord. Ce gouvernement jouissait du soutien de la Libye, qui maintenait des troupes sur place. Le principal rival de Goukouni Oueddeï, qui,

autrefois, avait siégé avec lui au gouvernement d'union nationale, était Hissène Habré, ancien étudiant de l'Institut d'études politiques de Paris. Habré était en dissidence, pourchassé par l'armée nationale et replié dans l'est du pays avec une poignée de ses partisans.

A Washington, Ronald Reagan était au pouvoir. Reagan pratiquait, face à la Libye, une stratégie de tension : en mai 1981, il avait expulsé les diplomates libyens en poste à Washington ; trois mois plus tard, la 6e flotte américaine organisait des manœuvres aéronavales dans le golfe de Syrte, considéré par la Libye comme faisant partie de ses eaux territoriales. L'aviation américaine abattit, à cette occasion, deux chasseurs libyens qui survolaient un bateau américain. Les pilotes furent tués. En octobre de la même année, Anouar al-Sadate, principal allié des Américains dans la région, fut assassiné au Caire. En décembre, enfin, Reagan demandait à tous les citoyens américains résidant en Libye de quitter le pays.

Les États-Unis exercèrent, dès mai 1981, une pression constante sur le gouvernement socialiste afin qu'il se joigne à la campagne antilibyenne. Les socialistes français refusèrent les pressions américaines. Ils s'employèrent – avec succès dans un premier temps – à stabiliser la région et à faire baisser la tension : de Goukouni Oueddeï, ils obtinrent qu'il demande le départ des troupes libyennes de N'Djamena. La bande d'Agouzou, région riche en minerais, située à l'extrême nord du Tchad, resta toutefois occupée par l'armée libyenne.

C'est alors que les États-Unis, afin d'affaiblir le gouvernement d'union nationale installé à N'Djamena, financèrent, armèrent, équipèrent la fraction des soldats toubous regroupés autour de Hissène Habré dans la région frontalière située entre le Tchad et le Soudan. Grâce au soutien massif de la CIA et du Pentagone, les troupes de Hissène Habré, appelées Forces armées du Nord (FAN), progressèrent rapidement et enlevèrent en quelques mois, l'une après l'autre, les places fortes du gouvernement Goukouni. Le 7 juin 1982, les troupes de Hissène Habré entrèrent à N'Djamena. Le colonel Kadhafi, chef de l'État libyen, se trouva alors dans une situation impossible. En 1981, il avait accédé à la demande du gouvernement socialiste français : il avait retiré ses troupes de N'Djamena contre la promesse formelle d'une stabilisation du gouvernement

d’union nationale tchadienne. En juin 1982, il se rendit compte qu’il avait été trompé : non seulement son allié Goukouni était chassé du pouvoir, mais – dans l’indifférence générale – son pire ennemi, Hissène Habré, s’installait à N’Djamena.

Le colonel Kadhafi fit la seule chose qu’il pouvait raisonnablement faire : Goukouni Oueddeï rassemblant ses forces défaites et installant un gouvernement provisoire dans la ville septentrionale de Bardai, il lui accorda, au nom de la Libye, son soutien logistique et militaire.

Le 24 juin 1983, l’oasis de Faya-Largeau tombait aux mains des troupes de Goukouni et des Libyens. Le 9 août, l’opération Manta fut déclenchée. La situation devint rapidement sans issue : la guerre fratricide entre les deux seigneurs du Nord ne concernait qu’une infime minorité de Tchadiens ; plus précisément, la haine personnelle profonde, les ambitions qui opposaient les deux seigneurs du Nord n’étaient partagées que par environ 5 % (pour reprendre l’évaluation de Claude Cheysson) de la population tchadienne[21]. Par contre, pratiquement tous les Tchadiens souffraient des destructions, de la misère et de la faim qu’engendrait cette interminable guerre des chefs. Le gouvernement socialiste tenta de sortir au plus vite de cette situation : des missions secrètes dirigées par Roland Dumas arrivèrent à Tripoli. Fin août, François Mitterrand fit deux démarches auprès de Hassan II (qui venait avec Kadhafi de conclure un accord d’union). Le 1er septembre, Guy Grégory, assistant aux fêtes d’anniversaire de la prise du pouvoir par les Officiers libres libyens, chercha un nouveau contact avec Kadhafi. Les 15 et 16 septembre, Claude Cheysson séjourna à Tripoli. Le 17 septembre, Paris et Tripoli annoncèrent le retrait « simultané et concomitant des troupes françaises du Tchad et des éléments d’appui libyens ».

Les troupes françaises se replièrent en majeure partie sur les pays africains voisins du Tchad. Les Libyens, par contre, gardèrent d’importants contingents dans le nord du Tchad. Pour les socialistes français, l’opération Manta se termina sur un fiasco total.

Un « acquis » toutefois : les parachutistes français – appelés « soldats de la paix » par leur ministre Hernu – réussirent provisoirement à consolider le

pouvoir de Hissène Habré. Et quel pouvoir ! Le régime de Hissène Habré est l'un des plus brutaux, des plus répressifs d'Afrique. Voici ce que dit le rapport d'Amnesty International, publié le 8 novembre 1984, des pratiques gouvernementales de Hissène Habré dans le sud du Tchad : « […] Prisonniers tués en garde à vue, civils tués au hasard, dont certains brûlés vifs. Les forces gouvernementales tchadiennes du président Hissène Habré ont exécuté sommairement des centaines de personnes ces deux derniers mois dans le Sud du pays. » Et plus loin : « Dans le Moyen-Chari, des soldats ont abattu des fermiers dans leurs fermes près de N'Djamena et tiré sur la population de Bedaya. Des personnes qui s'étaient réfugiées dans une église de N'Galo pour échapper aux tueries ont été brûlées vives. »

Dans la sous-préfecture de Maro, plus de cent paysans, des femmes, des enfants ont été massacrés par les « Gorans » (les soldats du Nord, fer de lance de l'armée de Habré). Entre février et mars 1985, le nombre des Tchadiens réfugiés en territoire centrafricain augmente de 25 %, pour atteindre 40 000 personnes au début du mois d'avril. Les habitants du Béti, dont les villages ont été brûlés à trois reprises depuis 1983, subissent la répression sanglante et souvent aveugle menée par l'armée régulière tchadienne. Ils se plaignent en outre de la sécheresse, du détournement de l'aide alimentaire : « L'aide internationale est arrivée à Boba : on l'a bien vue de nos yeux mais on ne l'a pas touchée de nos mains. »

En Afrique noire la domination néo-coloniale française est aujourd'hui plus brutale, plus cynique que jamais auparavant.

---

1. François Mitterrand, *Discours devant le monument aux morts de la révolution mexicaine*, Mexico, 20 octobre 1981, Direction des services d'information, ministère des Relations extérieures, Paris, 1981.
2. Jean-François Bayart, *La Politique africaine de François Mitterrand*, Paris, Karthala, 1984, p. 52.
3. *Ibid*., p. 51.
4. Paris, Julliard, 1953.
5. Paris, Plon, 1957.

6. Paris, Fayard, 1981.
7. François Mitterrand est ministre de la Justice de Guy Mollet, de janvier 1956 à mai 1957.
8. François Mitterrand, *La Paille et le Grain*, Paris, Flammarion, 1975, p. 204.
9. *Op. cit*., p. 256 *sq.*
10. L'expression est de Max Gallo, *op. cit*., p. 18.
11. Pour ses calculs prévisionnels, l'INSEE compte avec un dollar US à plus de 10 F.
12. Les chiffres cités proviennent de l'enquête financière conduite par Jacques de Barrin, publiée dans *le Monde*, 3 décembre 1984.
13. Le Burundi ne connaît pas de villages. Les communautés familiales vivent isolées les unes des autres sur les collines, dans des enclos décorés avec art, appelés *rugos.*
14. Cf. *le Monde*, 8 décembre 1984.
15. Jean Pierre Faye, *Langages totalitaires, critique de la raison et de l'économie narrative*, Paris, Hermann, 1972.
16. Pour un inventaire du règne de Sékou Touré, cf. Alpha Abdoulaye Diallo, *La Vérité du ministre*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.
17. Télégramme de François Mitterrand, cité dans *le Monde*, 29 mars 1984.
18. Omar Bongo dans son interview à *Libération*, 3 novembre 1981.
19. Aristote Assam, *Omar Bongo ou la Racine du mal gabonais*, Paris, La Pensée universelle, 1985, p. 22 *sq.*
20. François Mitterrand dans *l'Express*, 14 août 1981.
21. Claude Cheysson, cité par Jean-François Bayart dans *La Politique africaine de François Mitterrand*, *op. cit*., p. 79.

III

La folie des armes

La démesure en fleurissant
produit l'épi de la folie,
et la récolte est une moisson de larmes.

ESCHYLE.

1. La nécrose

I. Quelle est la réalité concrète, conjoncturelle, immédiate de la menace de *l'holocauste nucléaire ?*

Chiffrer le nombre exact des armes nucléaires actuellement stockées sur la planète est une entreprise extrêmement difficile : l'arme nucléaire est malaisée à définir. Faut-il considérer les porteurs (missiles de croisière, sous-marins, bombardiers, etc.) ou les ogives nucléaires proprement dites ? Faut-il compter tous les porteurs, donc ceux aussi – tels certains types de canons, par exemple – qui peuvent recevoir des obus nucléaires comme des obus conventionnels ? Ou ne faut-il considérer que les porteurs destinés exclusivement au transport des charges atomiques ? Si l'on restreint la définition aux seuls porteurs exclusivement nucléaires, le chiffre indicatif des armes nucléaires stockées sur la

planète dépasse aujourd'hui les 50 000 unités. Selon les prévisions, ce chiffre va augmenter à 60 000 unités jusqu'à la fin des années 1980[1].

En 1985, l'arsenal nucléaire de l'ensemble des puissances est capable de détruire plus de 4 000 fois notre chétive planète.

Aujourd'hui, les États-Unis possèdent une puissance nucléaire dont le *total explosive yield*, la puissance explosive totale, dépasse les 9 000 mégatonnes de TNT. En clair, cela signifie que les États-Unis ont ajouté à leur arsenal nucléaire l'équivalent d'une bombe d'Hiroshima (12,5 kilotonnes) toutes les 30 minutes, cela depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Je le répète : une bombe d'Hiroshima toutes les demi-heures, pendant quarante ans, nuit et jour, sept jours sur sept ! L'Union soviétique dispose d'un arsenal nucléaire qui a approximativement le même pouvoir de destruction que celui des États-Unis.

Ce ne sont d'ailleurs pas seulement les têtes nucléaires et leurs porteurs de toutes sortes (missiles intercontinentaux, missiles de croisière, bientôt les satellites) qui augmentent sans cesse : mais aussi toutes les armes de mort produites sur terre – les conventionnelles comme les chimiques, par exemple –, qui augmentent à un rythme totalement incontrôlé. De 1979 à 1983, le volume de ces armes (en termes de *killing power*, pouvoir d'anéantissement selon la terminologie reprise par le SIPRI) a augmenté de 4 %. L'augmentation n'était « que » de 2 % pour la période 1975-1979. Une bonne partie de cette accélération s'explique par la nouvelle politique américaine que nous analyserons plus loin. Les dépenses d'armement aux États-Unis ont atteint leur premier point culminant lors de l'engagement maximal contre le peuple vietnamien, en 1968. A partir de cette date et jusqu'en 1975, les dépenses d'armement américaines ont baissé. Elles sont restées constantes de 1975 à 1979. Depuis lors, elles augmentent rapidement : 7 % par an pour la seule période 1979-1982[2].

Mais le surarmement américain n'est pas seul responsable de la récente accélération : depuis 1976, les dépenses d'armement des États du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud, de l'Extrême-Orient (à l'exclusion de la Chine), de l'Océanie et de l'Amérique latine ont connu un accroissement de 4 % annuellement. Les États qui, durant la même période, ont connu une moindre croissance en

armement (autour de 2 % annuels) sont ceux de l'Europe de l'Ouest (États membres et non membres de l'OTAN), la Chine et la plupart des États d'Afrique. Pour 1982, le SIPRI estime le total des dépenses effectuées par les États du monde – pour produire ou acheter des armes – à 750 milliards, en dollars constants. Ces dépenses atteignent, selon les estimations, plus de 1 100 milliards de dollars en 1985[3].

Une profonde et totale irrationalité gouverne la course mondiale aux armements. John Kenneth Galbraith, subtil analyste de la technostructure des grandes puissances, s'explique :

> La concurrence entre les puissances en matière d'armes nucléaires – comme la plus grande part de ce qui concerne les armes et les armées dans le monde moderne – n'obéit plus à aucune logique militaire, à aucune préoccupation telle que la protection des vies et des ressources des gens concernés ou leur survie en tant que nation. Non : elle a sa mystique et sa dynamique propres dont la conséquence admise est la possibilité d'une extermination massive et d'une destruction des nations que ces mêmes armes sont censées défendre[4].

Dans ses *Mémoires*, Nikita Khrouchtchev rapporte une conversation avec Dwight Eisenhower à Camp David.

> EISENHOWER : Dites-moi, monsieur Khrouchtchev, comment décidez-vous de la question des crédits militaires ? Peut-être devrais-je d'abord vous dire comment cela se passe chez nous… Voici : mes militaires viennent me dire : « Monsieur le Président, il nous faut tant et tant d'argent pour tel ou tel programme… Si nous n'obtenons pas les crédits dont nous avons besoin, nous serons dépassés par l'Union soviétique. » Alors, je cède. C'est comme ça qu'ils m'extorquent de l'argent. Ils en réclament toujours plus et je leur en donne toujours plus. Et, maintenant, dites-moi comment cela se passe chez vous ?

> KHROUCHTCHEV : Exactement de la même façon. Des gens de notre ministère de l'Armée viennent me trouver et me disent : « Camarade Khrouchtchev, voyez un peu ça ! Les Américains sont en train de mettre au point tel et tel système. Nous pourrions en faire autant mais ça coûterait tant et tant. » Je leur réponds : « Il n'y a pas d'argent, on a attribué tous les crédits. » Alors, ils disent : « Si nous n'obtenons pas l'argent dont nous avons besoin et s'il y a une guerre, l'ennemi aura une supériorité sur nous. » Alors nous reprenons la discussion et je finis par leur donner l'argent qu'ils réclament[5].

La menace de l'holocauste nucléaire explique en grande partie, justifie et légitime le repli des États sur leur pure territorialité. Entre les États et donc entre les peuples qui habitent cette planète minée, les rapports, aujourd'hui, sont nécrosés. Les peuples sont comme tétanisés devant la menace d'anéantissement collectif. La bombe nucléaire gagne ainsi d'avance sa guerre contre les hommes libres.

II. *Existe-t-il un quelconque espoir de voir les principaux États détenteurs d'armes nucléaires mettre fin à cette course vers la mort collective ?* En 1985, les États surarmés ne se parlent pratiquement plus. Ou plutôt, ils font semblant de vouloir se parler mais renoncent à la négociation dès que leur haine mutuelle risque de fondre. Le refus est leur refuge. Dans la haine, la négation, ils se sentent à l'aise. Assiégés, ils retrouvent leur vocation première : celle de perdurer dans leur minérale opposition à toute négociation audacieuse. Voici l'histoire de cet étrange ballet où jamais les danseurs ne dessinent une même figure.

La conférence pour le Désarmement des Nations unies siège depuis 1960 à raison de deux sessions annuelles de trois mois. Cinquante États y participent. La conférence est chargée par l'Assemblée générale des Nations unies de la mise sous contrôle, puis de la réduction et éventuellement de la disparition de toutes

les armes possibles : conventionnelles, nucléaires, chimiques, biologiques, spatiales. Depuis deux ans, un sous-secteur de la conférence a cessé de fonctionner, les négociations menées entre les États-Unis et l'Union soviétique pour le contrôle international et la réduction partielle des missiles balistiques intercontinentaux sont suspendues *sine die*. Mais la conférence, elle, continue, année après année, régulièrement, depuis vingt-cinq ans. Sans l'ombre d'un résultat quelconque… J'ai assisté dans les galeries vides de public à la séance de l'après-midi du lundi 26 mars 1984 : c'était le délégué iranien qui réclamait devant ses collègues somnolents ou plongés dans la lecture des journaux l'interdiction des guerres d'agression… au nom d'un gouvernement qui envoie, depuis 1980, les enfants de dix à quatorze ans au-devant des troupes régulières dans les champs de mines de l'ennemi. La conférence des Nations unies sur le Désarmement siège à la salle dite « du Conseil », au Palais des Nations, 4, avenue de la Paix, à Genève. La rencontre des négociateurs et de leurs témoins respectifs revêt la solennité sinistre d'un rituel d'enterrement.

La situation est pire encore en ce qui concerne les négociations pour la limitation des missiles à courte et moyenne portée : ici, les deux superpuissances n'ont même pas réussi à se mettre d'accord sur le titre à donner à la conférence ! Pour les États-Unis, il s'agit des Intermediate Nuclear Forces Négociations, pour l'Union soviétique des Talks on the Réduction of Nuclear Arms in Europe. L'enjeu de cette seconde négociation – si jamais elle devait avoir lieu – est double : il s'agit d'abord de limiter ou d'éliminer les missiles soviétiques SS-20, des missiles possédant trois têtes nucléaires indépendantes (c'est-à-dire pouvant atteindre des buts différents) chacune d'une puissance de 150 kilotonnes et couvrant une distance d'environ 5 000 km (indication provenant des sources américaines ; les sources soviétiques indiquent une distance moindre) ; le SS-20 remplace graduellement les SS-4 et SS-5. Selon le SIPRI, 333 SS-20 ont été installés en Europe à la fin de l'an 1982. La deuxième arme en jeu est le missile de croisière Pershing II d'origine américaine. Il a un rayon d'action de 1 800 km selon les sources occidentales, de 2 500 km selon les indications de provenance soviétique.

La position des États-Unis est la suivante : dans une première phase, les deux superpuissances réduiraient leur arsenal à 5 000 têtes nucléaires chacune, portées par un maximum de 850 missiles balistiques dont la moitié serait basée à terre. Les bombardiers et les missiles de croisière ne sont pas pris en compte dans cette première proposition. L'Union soviétique formule une proposition diamétralement opposée : celle-ci vise, dans une première phase, une réduction globale des bombardiers nucléaires et des missiles balistiques basés sur terre ou sur mer à un chiffre plafond de 1 800 pour chacune des deux superpuissances ; un arrêt de l'installation de missiles hostiles le long de la frontière soviétique ; l'interdiction totale des missiles de croisière de longue portée ; la création de *safe zones* (zones libres) pour les sous-marins, dans lesquelles la ASW (*anti-submarine-warfare*, guerre antisous-marine) serait exclue. Les négociations de Genève sont également dans l'impasse totale en ce qui concerne les deux systèmes de contrôle et de surveillance que proposent respectivement l'Union soviétique et les États-Unis.

Quant au contrôle et à la possible réduction des armes chimiques et biologiques, sur lesquelles on ne dispose d'aucune indication sérieuse ni pour l'Occident ni pour l'Orient – s'agissant là de l'activité probablement la plus secrète des États producteurs et marchands d'armes –, un comité spécial des Nations unies, sous-section du comité pour le Désarmement, s'en occupe. Ce comité essaie de négocier entre tous les États concernés la fameuse Chemical Weapons Convention (convention pour les armes chimiques). Le comité siège depuis dix-huit ans. Sans aucun résultat.

Depuis plus de soixante ans – depuis la fondation de la Société des Nations –, la gauche française a toujours été à l'avant-garde de la lutte diplomatique pour la paix : pacte Briand-Kellog, protocole de Genève en 1924, *etc.* La doctrine socialiste réclame une paix durable et juste, fondée sur les trois piliers suivants : arbitrage international ; système de sécurité collective ; désarmement mutuel et contrôlé.

François Mitterrand rompt radicalement avec cette tradition. En quatre ans, les socialistes n'ont formulé aucune proposition novatrice, initié aucune négociation concernant le désarmement. L'exception solitaire qui confirme la

règle : le discours-programme de Claude Cheysson devant les Nations unies, le 11 juin 1982, réclamant la création de forces régionales de paix. Il n'a été suivi d'aucune réalisation concrète.

La seule contribution du gouvernement socialiste aux négociations de Genève est son constant effort pour obtenir l'intangibilité de la force de frappe. Qu'est-ce à dire ? Les négociations devant en principe aboutir à une réduction symétrique, simultanée et contrôlée des arsenaux nucléaires de l'Ouest et de l'Est, chaque camp comptabilise ses propres stocks d'armes nucléaires. L'Union soviétique et, jusqu'à un certain point, les États-Unis veulent inclure – ce qui est l'évidence – les armes nucléaires françaises et anglaises dans l'arsenal occidental. Le gouvernement socialiste refuse. Pour lui, la force de frappe française ne peut faire l'objet d'une quelconque négociation.

La principale contribution de François Mitterrand aux efforts mondiaux de désarmement consiste en fait, aujourd'hui, en ce simple slogan : *« Touchez pas à ma bombe ! »*

A la consternation de pratiquement tous les dirigeants de l'Internationale et de beaucoup de socialistes français, François Mitterrand s'est rallié dès 1982 à la Realpolitik de l'administration Reagan, plaidant devant le Bundestag allemand pour l'installation des missiles Pershing en Europe. Cette installation signifie l'acceptation du risque d'une guerre atomique limitée à l'Europe.

III. Catherine Nay sur François Mitterrand : « *Jamais partisan plus convaincu de l'alliance atlantique n'a gouverné les destinées de la France*. Aucun chef d'État occidental ne s'est engagé plus hardiment que lui dans l'affaire des euromissiles[6]. »

Contre le déploiement des Pershing – stationnés sur territoire allemand, italien, etc., mais contrôlés exclusivement par les Américains – un mouvement pacifiste puissant, animé par des socialistes, des syndicalistes, etc., s'est développé partout en Europe. François Mitterrand liquide ce mouvement par une

boutade : « Les pacifistes sont à l'Ouest, les fusées à l'Est. » Affirmation gratuite… et fausse. Les fusées pour l'instant sont nettement plus nombreuses à l'Ouest. De plus, dans les États totalitaires de l'Est, notamment en Union soviétique, des pacifistes, des dissidents luttent avec un courage admirable contre la folie du surarmement nucléaire de leur propre gouvernement.

Quelle est cette Realpolitik à laquelle se rallie avec tant d'empressement la France socialiste ? Dès son installation à la Maison-Blanche, en janvier 1981, Ronald Reagan revendique pour les États-Unis le projet de domination sans partage, ou, en des termes plus choisis : une stratégie de « sécurité absolue ». Reagan se lance dans un programme d'armement tel qu'aucun État du monde n'en a connu auparavant[7]. Programme où la raison d'État la plus brutale, la plus primitive parle à voix haute.

Une vision singulière des rapports Est-Ouest inspire cette nouvelle politique militaire. Dans son discours inaugural, Reagan dit : « *L'Union soviétique est l'empire du Mal.* »

Ronald Reagan et ses principaux collaborateurs ont, des stratégies diplomatiques compliquées et des négociations patientes avec l'ennemi, une piètre opinion. Le 21 mars 1981, Richard Allan, conseiller du président pour les questions de sécurité, déclare : « D'aucuns en Europe pensent que les négociations sur le contrôle des armements peuvent en quelque sorte se substituer à l'effort de modernisation de nos systèmes d'armes au lieu de le compléter. Ce n'est pas notre opinion[8]. »

Lors d'une conférence à l'Académie militaire de West Point, le 27 mai 1981, Reagan ajoute :

> Le différend, si différend il y a, porte non pas sur le fait de renoncer à notre panoplie d'armes au profit de traités et d'accords, mais quelle sorte d'armes nous abandonnerons. Ma bonne amie Laurence Beilenson a publié il y a quelques années un livre intitulé *The Treaty Trap* (le piège des traités). C'était le résultat de plusieurs années de recherche au bout desquelles il est apparu clairement que toute nation qui place ses espoirs

> dans le parchemin et le papier, en renonçant à ses moyens de protection, ne vit jamais assez longtemps pour écrire beaucoup de pages d'histoire.

La société américaine possède sur la société soviétique un avantage extraordinaire : elle est agitée en permanence de débats publics, intenses, passionnés, parfaitement libres. Les États-Unis sont une société ouverte, la raison des hommes – si elle est désormais écartée du pouvoir – s'exprime dans la presse. Averell Harriman, ancien ambassadeur à Moscou et négociateur du premier accord SALT de 1964, écrit :

> Le président Reagan a eu sa chance, et il ne peut plus s'attendre à ce que les Américains appuient une politique qui rend nos relations avec l'Union soviétique plus dangereuses que jamais au cours des dernières décennies. Ceci est en fait le sinistre résultat de la diplomatie de l'administration Reagan : s'il est permis que la course aux armements nucléaires et la détérioration des relations américano-soviétiques continuent, nous pourrons être confrontés non pas au risque mais à la réalité d'une guerre nucléaire. […] Le programme de surarmement nucléaire de Reagan signifie aussi que des milliers d'armes d'attaque s'entasseront, pour percer la ceinture de défense construite par l'adversaire. Le projet fait miroiter une sécurité qui se situe très au-delà des capacités américaines, et se livre à *un jeu cruel avec les peurs et les espoirs des citoyens*[9].

Deux anciens dirigeants militaires de l'OTAN, l'Italien Nino Pasti et le Canadien Robert Falls, font écho à Harriman. L'amiral Robert Falls, ancien chef de la Commission militaire de l'OTAN, cité par le *New York Herald Tribune :*

> M. Falls a déclaré que si l'Ouest examinait honnêtement ce dont il a besoin pour garantir sa sécurité et mettre au point une capacité de seconde frappe destinée à riposter à une attaque nucléaire, il pourrait

> juger opportun de réduire son arsenal. […] Ce faisant, il pourrait montrer aux Soviétiques que les deux parties sont capables d'arrêter la prolifération des armes nucléaires[10].

Le général Nino Pasti, ancien vice-commandant suprême des forces alliées de l'OTAN, constate :

> L'aspect le plus terrifiant de l'évolution de la politique militaire des États-Unis est de vouloir convaincre l'opinion publique américaine qu'il est possible de livrer une guerre stratégique, qu'il est possible de la gagner et que le sacrifice de 20 à 30 millions de morts américains, sans compter les centaines de millions de morts des autres pays, est un prix juste et acceptable pour éliminer à jamais l'Union soviétique de la surface de la terre[11].

Les dirigeants socialistes français sont – dans leur grande majorité – des femmes, des hommes trop subtils, trop cultivés pour reproduire tels quels le langage, les visions cauchemardesques de Ronald Reagan. Mais en soutenant l'installation des fusées Pershing, en acceptant la virtualité d'une guerre nucléaire limitée en Europe, en calomniant le mouvement pacifiste, *ils ratifient cette vision, ce langage*.

IV. *La force de frappe nucléaire :* François Mitterrand et les socialistes ont vécu une conversion miraculeuse ! Farouchement opposé à l'armement nucléaire, François Mitterrand a combattu la force de frappe dès sa création par de Gaulle. Le 24 janvier 1963, il l'attaque vigoureusement à la tribune de l'Assemblée nationale :

> Sur la base de la force atomique autonome et nationale, pas plus à l'intérieur de l'Europe qu'à l'intérieur de l'Alliance atlantique, il n'y a

> de solution constructive possible […] parmi nos partenaires de l'Europe des Six. Êtes-vous si sûrs que notre force atomique nationale ne suscitera pas dans les années, sinon dans les mois qui viennent, de graves difficultés ? Par exemple, que ferez-vous si l'un des Six demande, comme il serait normal, à son allié doté de cette force, le partage des secrets, l'usage de l'armement atomique[12] ?

Depuis l'accession de la gauche au pouvoir, l'armement nucléaire a connu un développement spectaculaire : actuellement, la force nucléaire française est constituée de six sous-marins aux appellations martiales : le *Redoutable*, *l'Inflexible*, *le Terrible*, le *Foudroyant*, *l'Indomptable*, le *Tonnant ;* de bombardiers nucléaires Mirage IV et de missiles enfouis dans les silos du plateau d'Albion. Les sous-marins sont capables de tirer des missiles M-20 à tête unique d'une puissance de 1 200 kilotonnes (soit soixante fois l'énergie de destruction de la bombe d'Hiroshima).

Les projets de Charles Hernu envisagent la mise à disposition de 600 ogives nucléaires. Des changements importants ont lieu au niveau des porteurs : le nouveau missile M-4 remplace graduellement le missile M-20. Le M-4 a une allonge bien supérieure au M-20.

L'Inflexible, inauguré le 25 mai 1985 par François Mitterrand à Brest, possède une capacité de frappe de 80 têtes. Il porte 16 missiles dont chacun largue des têtes nucléaires en grappes sur les cibles. Saut qualitatif impressionnant : le M-4 est un missile à têtes multiples de la catégorie des MIRV (Multiple independently targetable reentry véhiculé). Quatre des cinq sous-marins « anciens » (c'est-à-dire précédant la mise en service de l'*Inflexible*) seront graduellement équipés de missiles M-4. Les philanthropes de l'état-major des armées calculent que, dès la fin de cette réforme (rééquipement des sous-marins anciens), la force de frappe française, tapie au fond des océans, sera capable de provoquer la disparition instantanée d'environ 70 millions de personnes en terre adverse.

Jeudi 9 mai 1985 à 20 h 28 GMT, le gouvernement socialiste procède sur le périmètre de l'atoll de Mururoa (Polynésie) à la plus forte explosion atomique jamais enregistrée de tout son programme d'expérimentation nucléaire. Soixante-neuf explosions ont eu lieu depuis 1975. Celle du 9 mai 1985 est de 150 kilotonnes – l'équivalent de 150 000 tonnes de TNT –, soit le maximum autorisé par le traité international sur les essais souterrains. L'essai a été révélé par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, qui, sur ses sismographes installés à 7 000 km du lieu d'explosion, a le premier enregistré l'événement. Le gouvernement socialiste est le seul gouvernement au monde qui fait exploser ses charges nucléaires en dehors de son territoire national, dans ses colonies d'outre-mer[13].

La *conversion des socialistes* à la force de frappe nucléaire se produit au plus mauvais moment. Pourquoi ? parce que cette force de frappe risque dans un proche avenir – et malgré les milliards déjà engloutis – de devenir totalement inefficace, inutile.

Le 10 juin 1984, un événement qui est passé inaperçu de l'opinion publique européenne inaugura une époque nouvelle de la violence guerrière entre les hommes. Une fusée américaine du type Minuteman I portant une ogive balistique décolla de la base de Vandenberg, en Californie. Sa vitesse était de 7 km/s. Vingt minutes plus tard, un missile antimissile partit d'une rampe de lancement de l'île de Meck, dans l'archipel de Kwajalein (océan Pacifique). Lancé à une vitesse de 250 000 km/h, il heurta l'ogive dans l'espace extra-atmosphérique, à environ 180 km au-dessus de la terre, l'atteignant de plein fouet. Les deux engins explosèrent dans l'espace, se désintégrèrent.

Pendant longtemps, les fusées intercontinentales et leurs ogives avaient été considérées comme intouchables. Une fois lancées, rien ni personne ne pouvait les arrêter. Or, tout cela fut changé en l'espace de quelques fractions de seconde, en ce matin d'été 1984. La guerre des étoiles – simulée pour l'instant – venait de commencer.

Les coûts de développement des armes dites à énergie dirigée et de leurs porteurs – canons-laser, ancrés sur des satellites tournant dans l'espace,

faisceaux de particules, *etc.* – sont vertigineux. Aux États-Unis, des prévisions budgétaires ont été faites jusqu'en 1998 : ce programme de recherche, puis d'installation de canons-laser coûtera 200 milliards de dollars au contribuable américain. La préparation de la guerre des étoiles provoque une autre conséquence : comme le laser, notamment celui opérant aux rayons X, est extrêmement efficace contre les missiles balistiques intercontinentaux, les États-Unis vont accroître rapidement leurs armes nucléaires non balistiques (sous-marins, canons, bombardiers, etc.). Les coûts de développement des armes non balistiques ne sont pas compris dans ces 200 milliards de dollars.

Pour l'instant, et devant le refus de Reagan d'entamer une quelconque négociation sérieuse, l'Union soviétique pousse, elle aussi, ses investissements spatiaux. Quelques exemples : selon des sources américaines (Département d'État), l'Union soviétique aurait dépensé en 1982 18 milliards de dollars pour la recherche militaire spatiale. Elle aurait procédé au lancement de 98 engins. En 1983, 70 ou 110 (ici, les calculs du Département d'État et de la CIA divergent) satellites soviétiques auraient été mis en orbite autour de la terre. Il faut ajouter que la durée de vie d'un satellite soviétique est moins longue que celle d'un satellite américain. Le matériel électronique embarqué par le satellite soviétique, par contre, semble en avance en ce qui concerne les vols spatiaux habités. Valery Pyumin a passé 360 jours dans l'espace. Les cosmonautes soviétiques totalisaient, en 1983, 62 000 heures de travail dans l'espace (contre 24 000 pour les cosmonautes américains). En Union soviétique, environ 500 000 personnes travaillent en permanence sur des programmes spatiaux civils et militaires. Les Soviétiques approchent de la mise au point d'une petite navette spatiale qui ressemblerait à un avion de combat pouvant transporter deux personnes. Son nom : Cosmos-1445. Cette navette serait destinée à remplacer les vaisseaux habités Soyouz et desservirait les satellites Saliout.

Il est évident que l'Union soviétique se prépare elle aussi à la guerre des étoiles. En témoigne un document publié par le Département de défense d'Australie[14] : début mars 1984, sept navires soviétiques croisent au large des îles australiennes de Cocos. Ces navires aux appareillages multiples n'ont visiblement rien à faire dans cette région. Les satellites d'observation

américains, les photographes du Département de défense australien se mettent en place. Le 16 mars, à l'aube, un grand plouf ! A 500 km environ des îles Cocos, un véhicule dit « de sortie » – une sorte d'avion de combat de l'espace, prolongement des navettes miniatures – tombe à la mer. Or, l'engin ressemble comme un frère à un prototype qui se trouve encore dans les laboratoires de la NASA ! Les services d'espionnage industriel de l'Union soviétique avaient bien travaillé…

Autre désagréable surprise pour les stratèges reaganiens : la navette miniature américaine en voie de développement a été montée sur le Boeing 747. Or, en 1983, les satellites américains postés au-dessus du territoire asiatique de l'Union soviétique ont photographié une navette qui avait exactement la même configuration que l'engin américain et était fixée sur un bombardier !

L'équipement militaire spatial soviétique est certainement moins sophistiqué, moins efficace et moins développé que l'équipement américain. Pour la préparation de la guerre des étoiles, l'administration Reagan dispose de moyens financiers, industriels, technologiques que le gouvernement soviétique – dont l'économie est déjà saignée à blanc par la course aux fusées balistiques intercontinentales – ne possède évidemment pas. Malgré cela, *une course à la militarisation des espaces stellaires est aujourd'hui engagée, qui ouvre à l'humanité de nouvelles et joyeuses perspectives d'apocalypse*.

La préparation de la guerre sidérale a au moins trois conséquences immédiates. La seule négociation sérieuse entre les deux superpuissances – dans le but de juguler (timidement) le délirant surarmement nucléaire – qui ait abouti est celle de 1972, dont est issu SALT I : ce traité, signé après d'extraordinaires péripéties par Richard Nixon et Léonide Brejnev, tentait de geler, au moyen d'un système de surveillance, le déploiement d'armes antimissiles balistiques nucléaires ; or, les faisceaux laser et les canons à particules ne sont pas des armes nucléaires mais bien des armes antimissiles. Le traité SALT I est donc virtuellement caduc.

La deuxième conséquence : la préparation de la guerre sidérale nous rapproche encore un peu plus de la fin collective et instantanée de l'humanité : une fusée intercontinentale, avec ses multiples têtes nucléaires, qui explose dans

l’espace sous l’action d’un faisceau laser, provoque une succession d’explosions nucléaires dégageant une radioactivité dévastatrice. Une succession de catastrophes nucléaires dans l’espace reste parfaitement incontrôlable. Un réjouissant agnosticisme règne en la matière : les chercheurs sont totalement incapables de nous dire quels effets probables aura la catastrophe nucléaire spatiale sur la fragile vie humaine, botanique et zoologique de notre planète.

Troisième et dernière conséquence : les fusées intercontinentales porteuses de têtes nucléaires multiples impriment, dès leur départ, une signature infrarouge dans le champ de perception de l’adversaire. Les radars, satellites de surveillance et autres appareils d’alerte complexes repèrent immédiatement la signature. Toute l’efficacité de la riposte effectuée par les armes chargées de l’interception – armes postées au sol ou arrimées aux stations spatiales de combat – réside dans leur capacité de réaction. Cette capacité a un nom : la vitesse. Un millionième de seconde est le temps de réaction adéquat. En d’autres termes : la guerre des étoiles est une guerre d’ordinateurs. Aucun cerveau humain ne possède une capacité de réaction suffisante pour diriger cette guerre. Nulle part et à aucun moment, l’homme n’intervient dans le déclenchement de la réaction. Toute la complexe et ancestrale question de la responsabilité individuelle de l’homme agissant dans le monde est désormais une question sans objet. Si la guerre des étoiles devait se déclencher, si donc l’humanité devait disparaître de la surface de la terre, les hommes mourraient par l’action d’une cellule cybernétique. Le crime qui mettrait fin à la vie sur terre n’aurait pas d’auteur identifiable. L’aliénation de l’homme est achevée : la raison d’État accède à la toute-puissance, *elle s’autonomise dans l’ordinateur*.

Revenons à la force de frappe française. Elle fonctionne sur la base d’une *hypothèse simple :* l’ennemi potentiel – essentiellement l’Union soviétique – renonce à attaquer le territoire français de peur de recevoir en retour les ogives nucléaires tirées à partir du plateau d’Albion, d’un Mirage IV ou de *l’Inflexible*. Or, grâce aux nouvelles armes stellaires, l’Union soviétique se protégera de toute contre-attaque par un bouclier étanche. Trois types d’armements garantiront l’étanchéité de ce bouclier : des canons laser et des canons à particules, arrimés sur des plates-formes de combat tournant dans l’espace, détruiront la plus grande

partie des fusées adverses au décollage (grâce à la détection de la signature infrarouge de celles-ci). Ensuite, l'arsenal de la guerre sidérale prévoit la fabrication et la mise en service de missiles antimissiles en très grand nombre, capables d'intercepter à haute altitude des ogives nucléaires voyageant à grande vitesse vers les cités autochtones. Enfin, l'arsenal prévoit la mise sur pied d'un système de missiles pour l'interception à basse altitude d'ogives ennemies ayant échappé aux deux premiers écrans.

Il est évident qu'aucune des armes de riposte de la force de frappe française ne pourra percer un tel bouclier. Cette force de frappe sera dans un proche avenir totalement *obsolète*.

*

2. Le commerce de la mort

I. « Ils ont changé le changement », chante Guy Bedos. Dans aucun domaine de la politique extérieure ou intérieure, le changement du changement n'a été aussi cynique, brutal et inattendu que dans celui du *commerce de la mort*.

Horrifié par les ventes d'armes de guerre tous azimuts pratiquées par Giscard d'Estaing, François Mitterrand, candidat à la présidence de la République, dit le 18 avril 1981 :

> Une politique internationale doit être fondée sur un certain nombre de principes : l'un de ceux-ci sera de remplacer notre commerce de guerre par un commerce de paix.

Élu, il visite le salon du Bourget : il exige que les engins de mort exposés soient couverts de bâches, afin que l'arrogante réclame des marchands de mort ne vienne pas contredire la volonté socialiste de changer en charrue les armes destinées à la destruction des hommes.

Le 8 septembre 1981, Olivier Todd interroge François Mitterrand devant les caméras de la BBC. Mitterrand nuance son propos :

> « Je ne refuserais certains contrats que si j'étais assuré d'avoir fait la reconversion industrielle de ceux qui travaillent pour l'armement… L'armée française ne pourrait pas se doter des armements sophistiqués dont elle dispose aujourd'hui si elle n'avait que le marché national[15]. »

Au printemps 1982, François Mitterrand renonce d'un trait de plume à toutes ses convictions antérieures dans ce domaine. Il pratiquera désormais une exportation tous azimuts. *Volte-face* ratifiée par le parti socialiste, le parti communiste et l'ensemble des centrales syndicales. Voici pourquoi.

La France est la deuxième nation industrielle d'Europe, la onzième du monde. Elle entretient avec le monde entier un commerce important. Exemple : elle importe chaque jour pour plus de 400 millions de F de pétrole. Or, la balance de ce commerce extérieur est en permanence déficitaire. Ce déficit menace la stabilité de la monnaie, la survie de l'économie. Disposant d'une industrie d'armement inventive, technologiquement avancée et hautement compétitive, le gouvernement de gauche décide d'utiliser les exportations d'armes de guerre afin de réduire ce déficit. Raison d'État.

Aujourd'hui, *la France socialiste est le troisième exportateur d'armes de guerre du monde*. En 1984, elle en a vendu pour 61,8 milliards de F. C'est un record absolu jamais atteint auparavant. Le précédent record était celui de 1982 : 41,6 milliards de F.

Aujourd'hui, en France, plus de 300 000 ingénieurs, techniciens, employés, ouvriers consacrent leur force de travail, leur intelligence, leur imagination à la fabrication d'engins de mort. Ces armes sont destinées à pratiquement tous les États du monde (à l'exception théorique du Chili et de l'Afrique du Sud).

Les ventes par zones géographiques : 76,6 % au Maghreb, Proche et Moyen-Orient ; 10 % en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord ; 9 % en Extrême-Orient ; 2,2 % en Amérique latine et aux Caraïbes ; 1,6 % en Afrique et 0,6 % de

divers. Voici la répartition selon les catégories d'armements : 70,6 % de matériels terrestres (y compris la défense anti-aérienne) ; 25,7 % pour l'air et 3,7 % pour le naval.

En 1984, la moitié de toutes les armes exportées ont été vendues à une autocratie islamique – l'Arabie Séoudite – qui est elle-même le principal pourvoyeur d'armes de deux tyrannies en guerre contre leurs voisins : le Maroc et l'Irak.

Le gouvernement socialiste livre n'importe quelle arme à n'importe qui… *pourvu que le client paie !* Souvent, il livre aux deux belligérants à la fois. Exemple : en 1985, le gouvernement Fabius vend des canons de 155 mm à tir rapide à l'Irak. Au même moment, il envoie à l'Iran des obus pour les canons de 155 mm d'origine américaine que Khomeiny a hérités du Shah. Des situations cocasses parfois se produisent : les légionnaires de la force d'intervention Manta au Tchad ont été bombardés aux approches de Faya-Largeau par des missiles Crotal livrés par la France à la Libye.

J'insiste : cette politique de vente d'armes tous azimuts est efficace. Elle contribue à la réduction du déficit de la balance du commerce extérieur. Toutes les forces (à l'exception de quelques groupes de la frange dite extrême) l'appuient : les partis socialiste et communiste, la CGT, FO. La CFDT a des états d'âme, mais n'a jamais pris de mesures concrètes – une grève, par exemple – contre le trafic d'armes.

Quel est le discours officiel qui légitime, masque, cette pratique ? Il n'évoque qu'à peine la lutte contre le déficit de la balance du commerce extérieur. Pour justifier la vente d'armes de guerre tous azimuts, il fait appel à un argument plus « noble », celui de la nécessaire modernisation, de la constante efficacité de la défense nationale française. L'exportation d'armes permet de produire de « longues séries », comme disent les spécialistes, et donc d'abaisser les prix de revient, et d'amortir les frais de recherche. Cet argument est, à première vue du moins, convaincant. Ou plus précisément : il le serait si la France socialiste se contentait de livrer des armes (et d'entreprendre des développements communs de systèmes d'armes nouveaux) dans le cadre de la Communauté européenne, atlantique à la rigueur. La collaboration

intereuropéenne, éventuellement atlantique, permettrait de maintenir l'efficacité, la modernité constantes de l'instrumentalité défensive, militaire de la France[16]. Or, les chiffres que nous avons vus le prouvent : plus de la moitié des armes françaises destinées à l'exportation vont à l'Arabie Séoudite, dictature corrompue et répressive qui en rétrocède elle-même une bonne partie au Maroc, à l'Irak et à d'autres tyrannies.

Les pays du tiers monde constituent pour les marchands de la mort de toute nationalité, et donc aussi pour la France, le marché le plus vaste, la proie la plus facile. Nombre de puissances exportatrices réalisent leurs meilleures affaires, leurs plus juteux profits grâce aux gouvernements des peuples les plus pauvres. Ces gouvernements sont par ailleurs souvent incapables d'acquérir les élémentaires moyens de survie (nourriture, médicaments, technologie de base, etc.). De sorte qu'en cette fin du XX^{e} siècle bien des peuples sous-alimentés *risquent de mourir de faim, les armes à la main*. Au sein des pays du tiers monde, les achats massifs d'armes de guerre imposés aux gouvernements dépendants par les puissances industrielles ont des conséquences nombreuses et dévastatrices.

Première conséquence : ces armes sont, la plupart du temps, totalement inadaptées aux besoins réels de défense des pays acheteurs. John Kenneth Galbraith, au terme d'une analyse détaillée du processus, note : « Cette ruineuse *quincaillerie militaire* est invariablement inadaptée au stade politique, social et économique actuel de l'acheteur. » Employant toute la prudence d'un professeur de Harvard, Galbraith conclut :

> Je n'irai pas jusqu'à prétendre que le meilleur moyen d'affaiblir la capacité militaire d'un pays aux premiers stades de son développement historique et industriel consiste à l'écraser sous un arsenal de matériel ultra-perfectionné et qu'on parvient ainsi à détourner l'esprit des hommes vers les amusants mystères de la technologie moderne de l'administration militaire et de la logistique. Il est cependant

> incontestable qu'une grande part des armements dont les grandes puissances inondent les petites est une absurdité militaire.

Deuxième conséquence : grâce à l'achat imposé de cet « armement absurde » évoqué par Galbraith, la mainmise des puissances néo-coloniales sur les peuples dépendants s'accroît et se fortifie. Le système néo-colonial mondial se renforce constamment. Les répercussions économiques, sociales de ces achats forcés sont terrifiantes pour la vie quotidienne, la santé, l'espérance de vie des peuples concernés. Encore Galbraith :

> Ce sont les plus pauvres d'entre les pauvres qui paient ces armes. Ces achats se font aux dépens d'investissements civils qui auraient permis d'élever le niveau de vie, aux dépens, je le répète, du pain même. Ces peuples ne sont pas seulement des victimes en sursis ; les privations dues au coût accablant des armes en font des victimes présentes. Nulle forme passée d'exploitation, impérialiste ou autre, n'a été aussi désastreuse ni aussi dangereuse que celle-ci[17].

Troisième conséquence : les achats massifs imposés aux pays pauvres changent profondément la stratification sociale, la structure du pouvoir politique de ces pays. Dans de nombreux pays du tiers monde, les militaires prennent le pas sur les civils, les mitrailleuses remplaçant le bulletin de vote comme moyen d'accéder au pouvoir. Dans les pays d'Asie, d'Afrique noire, d'Amérique latine, les coups d'État militaires se succèdent à un rythme lassant[18]. Or, tous ces officiers putschistes néo-coloniaux ont généralement été formés soit à Saint-Cyr (pour les colonels de l'Afrique francophone), soit à Sandhurst (pour les militaires anglophones), soit encore à l'École des Amériques (jusqu'à récemment située au Panama) pour les généraux putschistes d'Amérique latine. La démocratie recule, la dictature mercenaire progresse[19]. En bref : la soumission à la raison d'État contraint la France socialiste à mener dans

plusieurs pays du monde une politique qui est diamétralement opposée à ses convictions, à ses traditions, à son histoire.

II. *La livraison massive d'armes de guerre n'est jamais innocente*. Elle contribue toujours et partout à *prolonger la guerre*. Deux exemples :

Le premier est celui de la guerre du Golfe qui oppose l'Irak à l'Iran. Cette guerre a causé en cinq ans près d'un million de victimes. Voici le rôle de la France : le 20 septembre 1980, les armées irakiennes envahissaient l'Iran. Le 24 septembre 1980, Jean-François Poncet, ministre des Affaires étrangères de Valéry Giscard d'Estaing, affirmait, devant l'Assemblée générale des Nations unies, l'absolue nécessité d'éviter toute intervention susceptible d'élargir le conflit. Pendant qu'il discourait à New York, des avions Mirage sans cocarde étaient acheminés sur Chypre… Le Quai d'Orsay avait transmis des certificats d'utilisation finale qui indiquaient que les avions de combat étaient destinés à la Jordanie ! En fait, la France de Giscard livrait ses Mirage à l'Irak. Deux ans plus tard, en pleine guerre (septembre 1982), le gouvernement socialiste acceptait la commande de cent missiles Exocet par l'Irak. A la même époque également, le gouvernement socialiste vendait trois vedettes armées de missiles Otomat – les vedettes *Tabarin, Khnajar* et *Neyzeh* – à l'Iran (vedettes livrées finalement en juin 1983).

Selon le rapport d'Amnesty International de 1984, l'Irak pratique quotidiennement des arrestations arbitraires, la torture et un grand nombre d'exécutions sans jugement. Quant à l'imam Khomeiny, il assassine systématiquement ses opposants politiques, couvre de napalm les minorités ethniques et envoie par dizaines de milliers de jeunes adolescents, des enfants fanatisés, sous-alimentés dans les champs de mines de l'ennemi. Ces deux régimes de terreur s'entre-déchirent par peuples interposés à l'aide, entre autres, de l'armement produit et exporté par les travailleurs de France. Au printemps 1985, les seules dettes de l'Irak envers la France dépassent les 37 milliards de F.

Charles Hernu, ministre socialiste de la Défense, dit : « Si demain la guerre entre l'Irak et l'Iran s'arrêtait, nos ventes d'armes diminueraient de moitié[20]. »

L'inquiétude d'Hernu est compréhensible : sans la France socialiste, la guerre du Golfe s'arrêterait dans les quinze jours. Le gouvernement socialiste tient à bout de bras la dictature baasiste de Bagdad. Il lui fournit sans discontinuer des centaines de tonnes de munitions, des avions supersoniques, des missiles, des canons, des hélicoptères et tout l'armement électronique sophistiqué dont la dictature irakienne a besoin pour écraser les villes iraniennes et bombarder les bateaux civils de toutes nationalités dans le Golfe. La France socialiste maintient sur place à Bagdad des dizaines de techniciens et d'experts qui équipent, guident réparent la flotte aérienne irakienne. Les bases de Qal'at Sahli et de Nahr Umr sont pratiquement des bases françaises[21].

Sans l'active collaboration sur place des officiers et techniciens français, l'aviation irakienne ne pourrait fonctionner. En mars 1985, 60 Mirage F-1 sont en service, plus un nombre indéterminé d'hélicoptères Super-Frelon. Déjà des négociations sont en cours pour que le gouvernement socialiste ouvre des crédits avantageux à l'Irak en vue de l'achat d'un certain nombre d'avions Mirage-2000. Ce sont les Mirage F-1 qui, en février et en mars, ont écrasé sous les bombes les villes de Tabriz, de Recht, d'Illiam, d'Ispahan et les faubourgs de Téhéran, tuant des familles entières, brûlant des écoles et des hôpitaux.

A la fin de l'année 1983, le gouvernement socialiste a « prêté » à la dictature de Saddam Hussein 5 avions Super-Étendard porteurs de missiles Exocet. Dès mars 1984, l'aviation irakienne a commencé à détruire des navires marchands de différentes nationalités dans le Golfe. Selon des sources irakiennes, 67 bateaux ont été coulés ou sérieusement endommagés, leur équipage tué ou grièvement blessé, entre mars 1984 et mars 1985 (des sources proches des assurances maritimes internationales ne confirment « que » 24 navires coulés ou gravement endommagés). Les missiles Exocet ont été livrés à l'Irak au rythme de 8 par mois durant les années 1983 et 1984, soit 96 par an. En décembre 1984, la dictature baasiste, désireuse d'intensifier la guerre, de l'étendre à de nouvelles zones civiles, demanda à Paris une accélération des livraisons : le gouvernement Fabius envoya sans tarder 150 missiles d'un seul coup. La guerre dite « des

villes » (c'est-à-dire le bombardement indiscriminé de villes iraniennes à forte densité de population) pouvait commencer… L'Irak a consommé au cours de l'année 1984 pratiquement les deux tiers des Exocet (production : 1 par jour) fabriqués par l'Aérospatiale.

Le gouvernement Fabius, la délégation de l'Armement, l'Aérospatiale éprouvent-ils de la gêne, une légère mauvaise conscience devant les charniers moyen-orientaux qu'ils contribuent, chaque jour et volontairement, à remplir de nouvelles victimes ? Pas le moins du monde ! Les autorités socialistes défendent – avec un souci mercantile louable – les performances de leurs engins de mort. *Exemples :*

Le 24 juin 1984, le pétrolier *Alexandre-le-Grand*, se dirigeant vers le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg, fut attaqué par un avion irakien. L'avion était muni d'un missile Exocet de fabrication française. Deux grands journaux des États-Unis qui rendirent compte de l'attaque insinuèrent que l'Exocet n'avait pas explosé. Au même moment, en Angleterre, une discussion publique avait lieu sur les circonstances dans lesquelles le bâtiment de la Marine royale *Sheffield* avait été coulé avec son équipage durant la guerre des Malouines, dans l'Atlantique-Sud, par l'aviation argentine. La revue *The Economist* du 30 juin 1984 ayant affirmé que le *Sheffield* avait été coulé sous l'impact d'un missile Exocet de fabrication française, plusieurs experts contestèrent cette version et affirmèrent que l'Exocet n'avait pas explosé. C'en était trop pour l'« honneur » des marchands de mort français, et plus particulièrement pour les dirigeants de l'Aérospatiale. Ils achetèrent une page publicitaire dans *The Economist* et firent paraître le placard suivant :

> Depuis le commencement du conflit entre l'Irak et l'Iran, 112 navires ont été touchés par des Exocet : 60 confirmés, 57 probables. Sur 103 cas analysés, 57 bateaux ont coulé ou se sont enfuis ou ont été remorqués pour réparation. Un seul cas de non-explosion a été enregistré[22].

Second exemple : celui de *la guerre que le Maroc de Hassan II* mène, avec

l’aide de la France socialiste, de l’Arabie Séoudite et de l’Afrique du Sud, contre le peuple sahraoui. En juin 1976, lors de l’invasion du Sahara occidental par les forces marocaines, la France met en œuvre le « plan Marrakech ». Deux ponts aériens franco-marocains sont organisés entre Paris et Casablanca, et Casablanca et El-Ain. Des avions, des blindés, des canons, des tonnes de munitions, des instructeurs français sont acheminés par la France au Sahara. Et surtout : la France giscardienne fournit au roi du Maroc le phosphore blanc et le napalm qui brûleront des milliers de Sahraouis, hommes, femmes et enfants en fuite devant l’agresseur, campant à ciel ouvert, sans aucune protection dans les vastes étendues de l’est du pays. En octobre 1977, décembre 1977 et février 1978, Valéry Giscard d’Estaing fait décoller des avions Jaguar français de la base de Ouakham, près de Dakar : ces Jaguar font des ravages terribles parmi les colonnes nomades et les combattants sahraouis.

Dès 1975, le parti socialiste, le parti communiste, la CGT, la CFDT nouent des rapports fraternels de coopération et d’entraide avec le Front Polisario, mouvement de libération nationale du peuple sahraoui. De nombreuses délégations françaises témoignent de leur solidarité par leur présence dans les camps de réfugiés de Tindouf et les zones libérées, et de leur appui à la cause sahraouie. A chaque anniversaire du 27 février (date de la fondation de la République arabe sahraouie démocratique), d’importantes délégations de la gauche française participent aux festivités. Un bureau de liaison du Front Polisario est installé à Paris avec l’aide du parti socialiste. La gauche condamne vigoureusement le soutien giscardien à la guerre d’agression de Hassan II.

Fin 1981 : les partis de gauche, installés au gouvernement, changent de conviction, de politique et d’alliance. Le gouvernement de gauche reprend les livraisons régulières et massives d’armes et de munitions pour l’artillerie, l’aviation et l’infanterie marocaines engagées au Sahara. Des officiers français – détachés comme « experts » ou comme « instructeurs » auprès des forces d’occupation au Sahara – règlent les tirs des canons sur le front d’El-Ain, de Smara, de Dakla. En 1983, le gouvernement socialiste livre au corps expéditionnaire marocain des hélicoptères de combat Gazelle. Janvier 1984 : l’Arabie Séoudite dépose une commande d’armement extrêmement importante

auprès de la France. Environ la moitié des armes sophistiquées achetées par l'Arabie Séoudite est – avec le consentement de la France – destinée aux troupes d'invasion marocaines au Sahara. Hubert Védrine, chargé de mission à l'Élysée, écrit à Pierre Galland, président de la IX[e] Conférence de coordination européenne du soutien au peuple sahraoui, le 31 janvier 1984 :

> En ce qui concerne la coopération militaire que la France entretient de longue date avec le Maroc, le gouvernement français n'a pas l'intention de la remettre en question. Celle-ci s'inscrit en effet dans la logique des rapports privilégiés et amicaux noués avec ce pays depuis son accession à l'indépendance[23].

En 1985, de toutes les armes et munitions utilisées par le roi du Maroc pour réduire les populations civiles et les forces de défense du peuple sahraoui, 20 % proviennent des livraisons américaines et 80 % des arsenaux de la France socialiste.

La raison d'État a des raisons que la raison socialiste ne connaît pas. La politique impériale en Afrique, les fanfaronnades militaires au Tchad, le trafic de la mort…, ces pratiques quotidiennes et banales frappent de nullité tous les discours sur la vocation de la France socialiste dans le tiers monde et retirent toute crédibilité aux homélies incantatoires sur la volonté socialiste de réformer l'ordre du monde.

Je me souviens d'une nuit de printemps 1983 à Nice : Max Gallo, candidat à la mairie contre Jacques Médecin, venait de tenir son dernier grand meeting populaire au centre de la ville. J'y étais intervenu sur le thème de l'anti-impérialisme dans la tradition socialiste. Nous étions assis, totalement épuisés, l'état-major de Gallo, quelques militants et moi-même, dans un petit bistrot du vieux port. Tout à coup, mon voisin, un vieil ouvrier au beau visage creusé par les rides, dont on m'avait dit qu'il avait travaillé jusqu'à la limite de ses forces

dans la campagne contre Médecin, me dit d'une voix fatiguée : « Dimanche soir, je m'en vais, je quitte le parti. » Devant ma surprise, il ajouta : « Je ne supporte plus l'envoi d'armes aux despotes du monde entier. » Ce camarade, visiblement, n'avait rien compris aux nobles impératifs de la raison d'État.

---

1. Pour les différents modes de calculs, cf. :
   – Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *World Armement and Disarmement, 1983, Yearbook*, Éd. Taylor and Francis, Londres et New York, 1983.
   – Ministère ouest-allemand de la Defense, *Weissbuch 1983 zur Sicherheit der Bundesrepublik Deutschland*, Éd. gouvernement RFA, Bonn, 1983.
   – International Institute for Strategic Studies (IISS) de Londres, *The Military Balance 1983-1984*, Éd. IISS, 23, Tavistock Street, Londres, 1984.
2. J'exprime ma gratitude à Curt Gasteyger, directeur du Centre d'études stratégiques de l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, spécialiste de réputation internationale, qui m'a fourni la documentation nécessaire et donné accès à la terminologie en la matière. Et également à ceux d'entre mes camarades du Bureau de l'Internationale socialiste qui siègent au SIDAC (Socialist International Disarmement Advisory Council). Le SIDAC est présidé par Kalevi Sorsa, Premier ministre de Finlande. Il fait un travail de recherche remarquable et tente, par des contacts bilatéraux et multilatéraux nombreux, d'aider à la diminution de l'armement nucléaire et conventionnel sur terre. Le SIDAC fait un rapport périodique au Bureau de l'Internationale socialiste. J'ai beaucoup appris dans ces rapports.
3. Cité d'après les documents du SIPRI et de l'IISS. Lorsque les appréciations des deux centres de recherche divergent, je cite ma source.
4. John Kenneth Galbraith, *Economics and the Public Purpose*, Boston, Houghton Mifflin, 1973, p. 284.
5. L'authenticité des *Mémoires* de Nikita Khrouchtchev est périodiquement mise en doute : après la chute de Khrouchtchev, en 1964, un manuscrit en russe, établi à partir de transcriptions de bandes enregistrées entre Khrouchtchev et un interlocuteur anonyme, a été proposé par Victor Louis, journaliste soviétique (que beaucoup soupçonnent d'être lié au KGB), à un éditeur américain. L'éditeur publia le livre dans les principales langues. Khrouchtchev n'a jamais ni démenti ni ratifié l'authenticité de ces *Mémoires*. Cf. *Khrouchtchev Remembers, the Last Testament*, Boston, Little Brown Co, 1974. Khrouchtchev est mort le 11 novembre 1971.
6. Catherine Nay, *Le Noir et le Rouge, ou l'histoire d'une ambition*, Paris, Grasset, 1984, p. 370.
7. J'analyserai ce programme plus en détail p. 69 *sq.*
8. Discours devant la Conservatrice Political Action Conference, Washington, 24 mars 1981, US Printing Office, Washington DC.
9. Averell Harriman, dans *The New York Times*, 1er janvier 1984.
10. Robert Falls, dans le *New York Herald Tribune*, 21 juin 1983.

11. Nino Pasti, devenu sénateur indépendant de gauche à Rome, est l'auteur d'un volume au titre trop limitatif où il tire les leçons de son mandat de vice-commandant suprême des forces alliées de l'OTAN ; cf. N. Pasti, *Euromissiles et Rapport de forces, propagande et réalité*, Helsinki, Éd. Centre CMP, 1983.
12. Catherine Nay, *op. cit*., p. 266 ; cf. aussi Franz-Olivier Giesbert, *François Mitterrand ou la Tentation de l'histoire*, Paris, Éd. du Seuil, 1977. En fait, la conversion des socialistes à la force de frappe a commencé en 1977 ; les communistes ont fait une évolution identique à partir du rapport Kanapa (1975).
13. Les États-Unis et l'Union soviétique procèdent aux essais sur leur propre territoire national ; l'Angleterre opère dans les installations de la Sierra Nevada, aux États-Unis.
14. Repris par le Bulletin du SIPRI, 2e trimestre 1984.
15. François Mitterrand à Olivier Todd, texte cité par Jean Toulat dans « La France, marchande de guerre », *Témoignage chrétien*, 5-11 mars 1984.
16. Une collaboration militaire prioritaire sinon exclusive avec les partenaires européens poserait nécessairement la question du réarmement autonome de la République fédérale allemande et, éventuellement, de son droit à créer une force nucléaire.
17. John Kenneth Galbraith, dans ses *Rajaji Lectures* prononcées en Inde au printemps 1982 ; parues partiellement en français, sous le titre *La Voix des pauvres ou ce qu'ils ont à nous dire sur l'économie*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1984, p. 89 et 96 (trad. Daniel Blanchard).
18. L'Institute for Strategic Studies de Londres (rapports annuels) inventorie, pour la période 1960-1982, 62 coups d'État militaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie. 31 pays africains sur 52 ont connu des coups d'État militaires. Le record est détenu par le Bénin (5) suivi par le Nigeria (4).
19. Très rares sont les actuels dirigeants de pays africains d'origine militaire qui tentent de rompre radicalement avec le passé néo-colonial. Ces hommes exceptionnels s'appellent Thomas Sankara, Didier Ratsiraka, Jerry Rawlings.
20. Charles Hernu cité par Jean Toulat, art. cité.
21. Enquête sur le trafic d'armes françaises en direction de l'Irak du journaliste américain Kenneth Timmerman, publiée partiellement dans *le Monde*, 17-18 mars 1985.
22. *The Economist*, 8-14 septembre 1984.
23. Lettre communiquée par Pierre Galland à l'auteur.

IV

La mensongère idéologie des « droits de l’homme »

Ils vous ont fait payer le pain
Le ciel, la terre, l’eau, le sommeil
Et la misère
De votre vie.

Ils disaient désirer la bonne intelligence
Ils rationnaient les forts, jugeaient les fous
Faisaient l’aumône, partageaient un sou en deux
Ils saluaient les cadavres
Ils s’accablaient de politesses

Ils persévèrent, ils exagèrent, ils ne sont pas de notre monde.

PAUL ÉLUARD, « La victoire de Guernica », dans *Cours naturel* (poèmes), Paris, Gallimard, « Pléiade », 1968, vol. I, p. 812.

La plupart d’entre nous n’osent plus penser le monde tel qu’il est. L’oserions-nous que nous deviendrions fous. Aucun cerveau humain normalement constitué ne supporterait de vivre quotidiennement avec l’évidence de la probable explosion de la planète. Aucun homme nourri, vêtu, « heureux » ne disposerait de la force mentale, c’est-à-dire du cynisme nécessaire pour

assumer, par une claire conscience, l'évidence que son « bonheur » est payé quotidiennement par la destruction de son semblable.

Les démocraties occidentales tentent de riposter sur le front symbolique : à cet ordre du monde – intolérable, injustifiable – qu'elles produisent et reproduisent chaque jour, elles opposent une *universalité alternative :* l'idéologie des « droits de l'homme ».

La France socialiste poursuit avec constance et détermination une politique de sauvegarde des droits de l'homme dans le monde. Périodiquement, le Conseil des ministres – sur rapport du ministre des Affaires étrangères – en dresse le bilan public. Bilans impressionnants. Au Conseil des ministres du 17 avril 1985, Roland Dumas présente la communication suivante :

> 1. Au sein des organisations internationales, les représentants de la France coopèrent activement à la définition de nouvelles normes internationales de protection des droits de l'homme et dénoncent vigoureusement, où qu'elles surviennent, les violations de ces droits.
> Dans le cadre des Nations unies, la France a largement contribué à l'élaboration de la convention de lutte contre la torture. A la commission des droits de l'homme, elle a soutenu les résolutions concernant la situation des droits de l'homme en Afrique australe, au Proche-Orient, au Chili, au Salvador, au Guatemala, en Iran et en Afghanistan.
> Au Conseil de l'Europe, la France a signé le protocole additionnel n° 7 à la convention européenne des droits de l'homme qui renforce des garanties déjà acquises. Soucieux d'aller plus loin encore dans cette matière, le gouvernement français a contribué efficacement à la conférence de Vienne, en vue de garantir l'intégrité de la personne face au développement de la science et de la biologie.
> Dans le cadre de l'UNESCO et de la future conférence d'Ottawa, la France est animée des mêmes et permanentes préoccupations.
> 2. Le gouvernement français intervient, par ailleurs, constamment en faveur de cas individuels dans toutes les régions du monde. Alerté par

> les postes diplomatiques, l'opinion et les organisations non gouvernementales, il participe à la recherche des disparus, œuvre à la libération des prisonniers, dénonce les pratiques de torture, intervient en faveur des libertés politiques, religieuses et syndicales. Depuis quatre ans, plusieurs milliers de cas individuels ont pu être résolus grâce à cette action persévérante[1].

Roland Dumas est – comme Claude Cheysson – un homme énergique, intransigeant, déterminé : son engagement individuel pour la défense des droits de l'homme, la libération de prisonniers politiques est impressionnant ; il a, par ses interventions auprès des tyrans du Sud, du Nord, de l'Ouest et de l'Est, sauvé la vie de centaines de personnes. A Matignon, un homme d'égale valeur, Louis Joinet, magistrat détaché au cabinet du Premier ministre, accomplit un travail similaire.

A l'action gouvernementale en faveur des droits de l'homme, il faut ajouter celle – non moins déterminée – que mènent le secrétariat national du parti socialiste et l'Association des droits socialistes de l'homme, animée par Pierre Bercis.

Une contradiction profonde habite cette politique de la défense des droits de l'homme :

Mobutu, Bongo, Hassan II sont fêtés, reçus somptueusement à l'Élysée. Mais, au Quai d'Orsay, un chargé de mission, spécialement préposé à la sainte garde des droits de l'homme dans les États « amis », instruit consciencieusement les requêtes d'intervention que lui adressent les parents des torturés, des « disparus » zaïrois, gabonais, marocains.

Les gendarmes du capitaine Paul Barril organisent le massacre des gueux qui, révoltés par la corruption, l'arbitraire de la tyrannie des Séoud, se barricadent dans la Mosquée de La Mecque… et le Quai d'Orsay proteste vertueusement contre les mutilations, la torture que cette même famille régnante inflige à ses opposants politiques, religieux ou simplement claniques[2].

En bref, dans le domaine des droits de l'homme, la raison d'État impose au gouvernement socialiste une politique *parfaitement schizophrène*.

Dans toute société démocratique, il existe une *dialectique subtile* entre la volonté exprimée des hommes au pouvoir et l'opinion publique dont ceux-ci tiennent leur légitimité. La politique contradictoire – certains diraient hypocrite – menée par le gouvernement socialiste dans le domaine des droits de l'homme génère, dans l'opinion publique, des conduites et des analyses confuses. Cette confusion amène certains des hommes et des femmes les plus estimables de ce pays dans les impasses embourbées de l'erreur. Dans certains cas elle les conduit à la complicité avec les assassins. Je cite un exemple. Le jeudi 21 mars 1985 paraît dans *le Monde* l'appel suivant, adressé au Congrès des États-Unis :

> L'avenir de la démocratie est actuellement mis en jeu au Nicaragua. Après quatre ans de dictature (mai 1980-novembre 1984), un parti totalitaire – le FSLN – n'a pas réussi à briser la résistance d'un peuple. Ainsi que les élections l'ont démontré, et malgré les pressions organisées par le FSLN, plus de la moitié des électeurs nicaraguayens lui ont refusé leurs suffrages. […] Ces raisons nous font demander au Congrès des USA, dans un esprit de solidarité démocratique, de reconduire l'aide à la Résistance nicaraguayenne.
>
> La reconduction de cette aide est nécessaire d'un point de vue stratégique : la junte sandiniste n'a jamais caché que son but est l'intégration de toute l'Amérique centrale en une seule et même entité marxiste-léniniste. Dans ce cas, les USA seraient contraints de se désengager de l'un de leurs principaux traités d'outre-mer, et c'est précisément l'objectif recherché par la stratégie soviétique : forcer les États-Unis à se retirer dés régions qui représentent une importance vitale pour eux-mêmes et le Monde Libre. A cet égard, le problème de

> l'Amérique centrale, « cinquième frontière » de l'Europe, est aussi notre problème.
>
> […]
>
> Cette aide est également nécessaire d'un point de vue moral : L'Occident doit être conséquent dans le soutien qu'il apporte à ceux qui luttent pour bénéficier de ces droits que votre propre Déclaration d'Indépendance a proclamés inaliénables et qui, par conséquent, devraient appartenir à tous. […]
> Nous disons au Congrès des USA : refuser l'aide à ceux qui cherchent à exercer ces droits équivaudrait, de votre part, à renier l'esprit de votre propre pays. En cas d'échec au Nicaragua, la situation stratégique dans laquelle se trouveront les USA sera moins grave que la trahison des principes mêmes sur lesquels votre pays a été fondé. La liberté des Nicaraguayens, c'est votre liberté et la nôtre. En ce sens, elle ne se divise pas. Si vous échouez au Nicaragua, nous sommes en droit de vous demander : où allez-vous échouer la prochaine fois ? Si la liberté et la démocratie ne valent pas la peine d'être défendues dans votre propre hémisphère, où valent-elles la peine d'être défendues ? Le Monde Libre attend votre réponse. Ses ennemis aussi.

Qui signe ? le lot habituel des ex-staliniens et ex-maoïstes qui, de leur renoncement, font une carrière lucrative ; des intellectuels d'extrême droite ; quelques ex-jeunes « nouveaux » philosophes qui naviguent entre le roman *remake* et la bêtise ; des caciques de la défunte SFIO ; des dramaturges omniscients en mal de public : tout cela ne compterait pas lourd s'il n'y avait – parmi les signataires (égarés là je ne sais comment) – quelques hommes et femmes d'un tout autre gabarit. Des hommes, des femmes dont l'action passée mérite gratitude et admiration. Y figurent notamment Marie-Madeleine Fourcade, résistante de la première heure contre l'occupation nazie ; Jean-François Revel, adversaire de la guerre coloniale en Algérie ; Olivier Todd,

journaliste de réputation internationale ayant dénoncé, dès 1968, l'agression américaine contre les peuples d'Indochine.

Qui sont les vaillants « combattants de la liberté », ces « héros du monde libre » que Jean-François Revel et ses amis recommandent à la bienveillance des députés américains ? Les agresseurs armés du gouvernement librement élu du Nicaragua sont groupés dans de multiples organisations. Les principales : la Fuerza democratica nicaraguense (FDN), qui opère à partir des forêts du Honduras, au nord du Nicaragua ; l'Alianza revolucionaria democratica (ARDE), qui opère à partir du Costa Rica ; deux mouvements – Misuras et Misurasata – qui entraînent les Indiens Misquitos dissidents de la côte atlantique.

Le chef d'état-major des 12 000 anciens gardes somozistes – mercenaires sud-coréens et ex-cubains, « conseillers » israéliens et argentins qui forment les troupes des FDN – est le colonel *Bermudez*, ancien commandant de l'EEBI[3], l'unité d'élite d'Anastasio Somoza Debayle. L'EEBI entretenait également une école de torture où des enfants de quatorze-quinze ans, enlevés dans la montagne et soumis à un entraînement psychologique particulier, arrachaient les yeux des prisonniers et recevaient pour chaque œil crevé une récompense en argent ou en friandises[4]. Début juillet 1979 : Managua est encerclé par les colonnes de guérilleros qui viennent du Sud (Granada) et du Nord (Leon). Le 6 juillet, Somoza Debayle, son fils El Chiguin, ses principaux généraux, ses courtisans quittent précipitamment le bunker, s'engouffrent dans des hélicoptères gagnent l'aéroport puis s'envolent pour Miami.

La garde somoziste continue la lutte. Bermudez devient pour quelques jours le maître du Nicaragua. Le 19 juillet au matin, les faubourgs sont en flammes, les révolutionnaires sandinistes progressent partout. Bermudez et ses hommes se fraient un chemin à travers les ruines jusqu'à l'aéroport. Juste avant celui-ci, il y a, le long de la route, quelques maisons de travailleurs agricoles. Bermudez et ses officiers y entrent, se saisissent des adolescents, des enfants, des femmes qui s'y trouvent. Ils leur crèvent les yeux. Avec leur sang, ils écrivent des slogans somozistes sur les murs. Bermudez, interviewé par un journaliste des mois plus tard dans sa base du Honduras, explique : « Ces canailles [les familles des

travailleurs] se sont moquées de nous. Alors nous leur avons crevé les yeux. Et puis, il ne fallait pas qu'elles voient la révolution communiste. »

Entraînés, trompés par cette « Internationale de la résistance » mise sur pied, financée par les services spéciaux nord-américains[5], les signataires du manifeste donnent aujourd'hui leur soutien à quelques-uns des pires malfaiteurs que l'humanité ait connus. Abusés ? Certes ! Mais un autre aspect de cet appel est inquiétant : il reproduit et impose à l'opinion française la vision manichéenne, aberrante du monde, fabriquée par Ronald Reagan et les ultraconservateurs américains.

Pour l'administration Reagan, l'empire soviétique, « empire du mal », n'a qu'un seul projet : étendre partout, toujours et par n'importe quels moyens ses griffes sur les peuples, les ressources naturelles, les terres de la planète. Les États-Unis ont pour mission de faire échouer ce projet : ils doivent « tracer une frontière » à l'expansion soviétique *(to draw the frontier)*. Pour cela, les États-Unis s'arrogent désormais le droit d'intervenir partout où la frontière entre le bien et le mal, entre l'empire de la lumière et celui de la nuit risque d'être déplacée.

Dans son discours du 27 avril 1983 aux deux chambres du Congrès réunies, Reagan dit :

> Si l'Amérique centrale devait tomber, quelles seraient les conséquences sur nos positions en Asie, en Europe, et sur les alliances comme celles de l'OTAN ? Si les Soviets peuvent supposer que rien d'autre qu'une attaque directe sur les États-Unis ne provoquera de réponse américaine, quel allié, quel ami, pourra encore nous faire confiance ?

Dans la nuit du 6 au 7 novembre 1984, au moment de remercier ses supporters pour sa réélection triomphale, dans un hôtel de Los Angeles, Reagan affirme : « Depuis que je suis président, depuis janvier 1981, pas un pouce de cette terre n'est tombé entre les mains des communistes. »

En d'autres termes, tout mouvement armé de libération nationale du tiers monde, toute révolte populaire, quelle que soit son origine (la famine, l'oppression interne, la lutte pour le sol), sont considérés par Reagan comme une attaque communiste (ou manipulée par les communistes) contre les intérêts vitaux des États-Unis.

Pour y avoir séjourné plusieurs fois, je connais bien le Nicaragua. Ce pays de créoles, d'Indiens – pauvres comme Job – n'a pas 3 millions d'habitants. Une petite partie seulement de ses 270 000 km^2 sont habitables : la jungle, des montagnes abruptes, des lacs, des volcans, des marais couvrent l'essentiel du pays. Les Nicaraguayens se sont libérés le 19 juillet 1979 d'une abjecte dictature. La guerre de libération – faite de combats de guérilla, d'insurrections des villes, de grèves, de résistances paysannes –, commencée en 1961, a coûté la vie à 50 000 personnes. En mars 1982, le président Reagan décide que le Nicaragua menace la « sécurité » des États-Unis, qu'il constitue un danger insupportable pour leur frontière sud. Le Pentagone, la CIA, par gardes somozistes et mercenaires interposés, lancent leurs attaques contre les coopératives, les écoles, les hôpitaux du Nicaragua. Résultats : en 1984, 35 % des récoltes d'exportation (café, coton, tabac) ont été détruites. En 1985, le Nicaragua est à bout, garrotté.

3 000 enfants en dessous de douze ans ont été assassinés entre février 1982 et février 1985. 16 000 orphelins, des milliers de jeunes mutilés ou déportés. *12 000 civils abattus*. 125 instituteurs assassinés, 171 autres enlevés. 247 éducateurs ruraux tués ou enlevés ; 81 responsables de santé tués, dont 2 médecins étrangers, 31 autres blessés ou enlevés ; 359 écoles endommagées, 17 détruites ; 343 000 paysans qui ont tout perdu, errant à la recherche d'un nouveau gîte. Tout l'effort d'émancipation du Nicaragua est par terre à cause de l'œuvre des *contras*, ces « combattants de la liberté », encensés, célébrés par le manifeste.

La révolution sandiniste, marquée profondément par les communautés de base chrétiennes, est nationaliste, populiste. Fondé par des dissidents du parti communiste en 1961, le Front sandiniste de libération a toujours eu des rapports tendus avec le communisme orthodoxe d'Amérique centrale. Quatre prêtres

(dont un trappiste et un jésuite) sont aujourd'hui membres – à des postes clés – du gouvernement[6]. Là où un petit peuple misérable lutte pour sa survie, l'appel voit la menace du communisme international sur la « cinquième frontière » de l'Europe.

Le dimanche 4 novembre 1984, le peuple nicaraguayen élisait son président, son vice-président et son assemblée nationale constituante. Participation au vote : 82 % des citoyens. Ont voté pour les candidats du parti communiste : *1,2 %*. Aucun soldat soviétique ne se trouve au Nicaragua. Ce petit pays est désespérément seul. Et c'est ce pays souverain, exsangue, né d'une des révolutions populaires les plus admirables de ce siècle – où l'influence chrétienne est profonde – que veulent abattre, par mercenaires interposés, les courageux hérauts français de la mensongère idéologie des « droits de l'homme ».

J'exagère la portée de l'appel du 21 mars ? Loin de là. L'appel repris « enrichi » de signatures multiples a été reproduit dans dix-huit grands journaux d'Europe et des États-Unis. Sa portée pratique est considérable. Le 20 avril, le Congrès des États-Unis devait se prononcer sur la proposition de Reagan de fournir aux contre-révolutionnaires nicaraguayens et aux forces mercenaires stationnés au Honduras et au Costa Rica une aide militaire massive, leur permettant de passer à l'attaque finale contre le gouvernement souverain, librement élu du Nicaragua. Jusqu'à maintenant, l'une des dernières barrières s'opposant – avec une certaine efficacité – à l'intervention ouverte de l'administration Reagan en Amérique centrale avait été l'opposition déterminée, clairement exprimée de l'opinion démocratique européenne. Or, l'appel de l'« Internationale de la résistance » fournit à Reagan un argument qui lui manquait : une large et représentative fraction de l'opinion démocratique occidentale justifie par avance son aventure guerrière sur l'isthme centre-américain.

Les États démocratiques contemporains – la France également – se réclament presque tous expressément de la Déclaration de l'homme et du citoyen de 1789. Un des principaux ancêtres de cette déclaration est Charles de Secondat, baron de La Brède, et de Montesquieu. Pour Montesquieu, l'univers est gouverné par les lois immuables d'une raison éternelle. *L'Esprit des lois* débute par ces phrases :

> Les êtres particuliers, intelligents, peuvent avoir des lois qu'ils ont faites. Mais ils en ont aussi qu'ils n'ont pas faites. Avant qu'il y eût des êtres intelligents, ils étaient possibles. Dire qu'il n'y a rien de juste ni d'injuste que ce qu'ordonnent ou défendent les lois positives, c'est dire qu'avant qu'on eût tracé de cercle, tous les rayons n'étaient pas égaux… Il faut donc avouer des rapports d'équité *antérieurs* à la loi positive qui les établit[7].

La raison, ordre visible de l'univers et qui s'exprime dans les lois, est antérieure à toutes les lois positives. Fatalité ? Plat déterminisme ? Surdétermination de l'événementialité politique par une abstraite raison dont l'existence est péremptoirement affirmée par un philosophe frileusement blotti dans son château de Guyenne ? Montesquieu se défend comme un beau diable contre ces reproches :

> Ceux qui ont dit qu'une fatalité aveugle a produit tous les effets que nous voyons dans le monde ont dit une grande absurdité. Car quelle plus grande absurdité qu'une fatalité aveugle qui aurait produit des êtres intelligents ?

La liberté donne la sécurité. Conquête essentielle de la loi. Montesquieu y revient sans cesse :

> La liberté politique dans un citoyen est cette tranquillité d'esprit qui provient de l'opinion que chacun a de sa sûreté ; et pour qu'on ait cette liberté, il faut que le gouvernement soit tel qu'un citoyen ne puisse pas craindre un autre citoyen.

La définition de la loi *précède* la définition de la liberté. Montesquieu : « La liberté est en nous une imperfection : nous sommes libres et incertains parce que nous ne savons pas certainement ce qui nous est le plus convenable. » L'homme en s'enchaînant volontairement accomplit le meilleur de l'humain.

Jean Starobinski – qui, avec Victor Goldschmidt, est certainement l'un des exégètes les plus subtils, les plus perspicaces de Montesquieu – résume les analyses qui sont au fondement de la théorie moderne des droits de l'homme :

> La libération de la peur a été la grande affaire du XVIII^e^ siècle. Contempler la nature sans frayeur, rendre hommage (de très loin !) à un Dieu qui n'inspire ni crainte ni tremblement, donner aux hommes l'idée d'une société où ils n'auront rien à redouter de leur semblable. […] La loi qui enchaîne les citoyens au sein de l'État les libère en vue de leurs fins particulières. L'affirmation de l'individu contrebalance l'affirmation de la communauté régie par la loi. L'individu veut la loi et la loi en retour veut l'individu. C'est ainsi que l'individu a le droit de se vouloir lui-même. Mais tandis que l'homme violent *(i.e. :* l'homme d'avant la loi) se voulait lui-même immédiatement, l'individu libre se veut lui-même à travers la médiation de la loi[8].

Être heureux signifie être en accord avec l'ordre de l'univers. *La liberté, la sûreté qu'elle procure et le bonheur qu'elle donne ne peuvent être limités à un pays et, à plus forte raison, à un seul individu*. Personne n'est heureux sans les autres ; à travers la loi, c'est la raison universelle qui parle, le principe d'organisation de l'univers qui se réalise et qui se donne à voir. Limiter son application, ou plus précisément l'appliquer ici et le mépriser ailleurs,

signifierait détruire la condition irrécusable de la réalisation de la liberté, donc de l'épanouissement, du bonheur de chacun. Dans *les Lettres persanes*, Montesquieu attaque avec violence cette « Europe, tyran des trois autres parties du monde ». Montesquieu : « *C'est trop de deux mondes.* » Il veut dire par là qu'il n'y a pas deux façons de faire pour assurer l'humanisation de l'homme. La loi est la seule voie. La liberté, l'unique moyen. Montesquieu tourne sa colère contre les Espagnols :

> Rien n'est plus propre à corriger les princes de la fureur des conquêtes lointaines que l'exemple […] des Espagnols. Ayant conquis avec une rapidité inconcevable des royaumes immenses, plus étonnés de leurs victoires que les peuples vaincus de leur défaite, les Espagnols songèrent au moyen de les conserver. […] Les Espagnols, désespérant de retenir les nations vaincues dans la fidélité, prirent le parti de les exterminer et d'envoyer d'Espagne des peuples fidèles. Jamais dessein horrible fut plus ponctuellement exécuté. On vit un peuple aussi nombreux que tous ceux de l'Europe ensemble disparaître de la terre à l'arrivée de ces barbares, qui semblèrent, en découvrant les Indes, n'avoir pensé qu'à découvrir aux hommes quelle était la dernière période de la cruauté. […] Par cette barbarie, ils conservèrent ce pays sous leur domination. Jugez par là combien les conquêtes sont funestes puisque les effets en sont tels ! Car enfin ce remède affreux était unique. Comment auraient-ils pu retenir tant de millions d'hommes dans l'obéissance ? Comment soutenir une guerre civile de si loin ? Que seraient-ils devenus s'ils avaient donné le temps à ces peuples de revenir de l'admiration où ils étaient de l'arrivée de ces nouveaux dieux et de la crainte de leurs foudres ? […] Quel prince envierait le sort de ces conquérants ? Qui voudrait de ces conquêtes à ces conditions ? Les Espagnols en firent des déserts et rendirent leur propre pays un désert encore.

Un peuple qui en exploite un autre détruit la loi et donc sa propre liberté, son propre bonheur. Celui qui réduit en esclavage son semblable anéantit sa liberté propre. La violence exercée sur autrui détruit non seulement la « sûreté » de la victime, mais encore celle de l'agresseur. La raison blessée chez autrui saigne, périt, au-dedans de moi. Ma liberté meurt avec celle de ma victime.

Pendant les bombardements de terreur américains sur Hanoi et Haiphong (Noël 1972), Maurice Duverger a forgé le concept de *fascisme extérieur*. La plupart des démocraties occidentales – Duverger visait la plus grande d'entre elles –, tout en garantissant à l'intérieur de leurs frontières – de façon presque parfaite – les droits et les libertés des citoyens, l'indépendance de la magistrature, le bon fonctionnement du suffrage universel et la séparation des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire, pratiquent à l'extérieur de leur territoire une politique militaire et économique qui s'apparente au fascisme, c'est-à-dire une politique qui procède du mépris de l'homme étranger, de la surexploitation du travail d'autrui, des ressources premières du pays étranger, du pillage et de la tentative constante de soumettre violemment les peuples lointains.

Les États démocratiques contemporains se réclament de la Déclaration de 1789. *La plupart d'entre eux le font à tort*. Pour la raison suivante : ces États imposent leurs lois respectives, leurs décrets non seulement aux habitants de leur propre carré territorial, mais encore et surtout aux populations de la périphérie du monde industriel. Or, ces lois imposées aux populations lointaines ne sont pas – pour parler comme Montesquieu – « faites pour annoncer les ordres de la raison ». Elles sont tout sauf bienfaisantes et raisonnables.

Le fascisme extérieur pratiqué quotidiennement avec une totale bonne conscience par les États démocratiques d'Occident (comme par les États plus nettement totalitaires de l'Est) produit un monde qui est l'exact contraire de l'ordre de raison voulu par Montesquieu. La conduite des États démocratiques d'Occident – et la rationalité qui l'inspire – ressemble comme une sœur à cette « fureur barbare », cette raison de conquête que Montesquieu dénonce chez les

Espagnols du XVIIIe siècle. Comme l'empire de Philippe II, les républiques de Mitterrand, de Thatcher, de Kohl et de Furgler font outre-mer des « déserts[9] » et transforment en « désert » moral leurs patries d'origine.

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 s'adressait à tous les habitants de la planète. Victor Hughes, commissaire de la Convention, débarqua en 1794 à la Guadeloupe, à Basse-Terre, imposant le respect des droits de tout homme – noir, métis, indien, blanc – à tous les habitants de l'île. Sur son bateau voyageait la guillotine destinée à trancher la tête de quiconque s'opposerait à sa reconnaissance et au respect des droits inaliénables de chaque homme. En d'autres termes : les révolutionnaires français, dont la plupart des constitutions démocratiques contemporaines prétendent s'inspirer, ne connaissaient que *l'homme universel*. Leur projet : libérer, protéger tous les hommes, à quelque race, région, couleur, histoire ou peuple qu'ils appartiennent. Les États démocratiques contemporains, par contre, ne réservent ces droits et libertés inaliénables de l'homme qu'aux seuls habitants de leur propre pré carré.

Une démocratie interne – elle est réelle, vivante aux États-Unis, en France, en Suisse, en Angleterre, *etc.* – est une conquête de civilisation. Mais cette civilisation est elle-même rendue précaire par la pratique du fascisme extérieur. On ne peut mettre en œuvre la souveraineté populaire à l'intérieur de son territoire, tout en refusant – pratiquement par la violence (économique, militaire) – le droit à l'autodétermination à son voisin d'outre-mer. En d'autres termes : les démocraties occidentales se fondent sur des valeurs universelles – concrètement mises en œuvre sur un territoire donné – mais dont le rayonnement, au lieu d'irradier la planète, s'arrête à leurs frontières nationales. *Ce qui prive ces valeurs de leur caractère d'universalité et donc de leur crédibilité et, finalement, de leur force*.

Il est infiniment plus agréable de vivre en France, en République fédérale allemande, en Suisse, aux États-Unis – du moins si l'on est blanc, en bonne santé et doté de quelques revenus – qu'en Union soviétique, en Roumanie ou en République mongole. C'est qu'à Paris, New York, Genève et Hambourg, les libertés individuelles, les droits de l'homme existent et sont généralement

respectés. Ce qui n'est pas le cas dans la plupart des autres États du monde. Mais cette supériorité institutionnelle des démocraties occidentales face aux régimes totalitaires n'est évidente que pour un homme, une femme des sociétés industrielles ou un habitant riche des pays pauvres. Un *boia frio* d'Alagoas, un *khouli* de Calcutta, un mineur noir du Rand ou un enfant des *barriadas* de Lima ne connaissent de nos démocraties occidentales que la face sombre, la grimace hideuse, celle que leur présente le grand capital multinational, secondé par son État d'origine et appuyé sur la tyrannie locale.

La contradiction entre les deux systèmes sociaux dominants de notre époque, entre la démocratie imparfaite mais vivante d'Occident, d'une part, le régime bureaucratique totalitaire de l'Est, de l'autre, n'est pas vécue et à peine perçue par les prolétaires du tiers monde. Pour les trois quarts des hommes de notre planète, la frontière entre la barbarie et la civilisation, entre le mal et le bien, ne passe pas par les forêts de Bavière, les montagnes de Styrie ou la mer Baltique. *Pour eux, la barbarie est partout.*

L'idéologie contemporaine des « droits de l'homme », telle qu'elle est célébrée par la raison d'État démocratique et par ses intellectuels organiques, masque le fascisme extérieur de ces États et enferme le citoyen dans une logique réductrice. Cette idéologie des « droits de l'homme » est marquée du sceau d'une formidable hypocrisie. Elle est parfaitement mensongère.

---

1. Communication du ministre Roland Dumas, publiée dans *le Monde*, 19 avril 1985.
2. Paul Barril, qui a longtemps commandé le GIGN (Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale), décrit complaisamment ses interventions en faveur de régimes « amis » dans le tiers monde. Cf. P. Barril, *Missions très spéciales*, Paris, Presses de la Cité, 1984.
3. Escuela d'entrenamiento basico de infanteria.
4. Sur l'école de torture conduite par des enfants et le programme de réhabilitation des enfants survivants entrepris par le gouvernement sandiniste après la libération, cf. Jean Ziegler, *Les Rebelles*, Paris, Éd. du Seuil, 1983, p. 146.
5. L'« Internationale de la résistance » a été mise sur pied par la secte « Moon » qui est elle-même liée – de notoriété publique – à la CIA nord-américaine.
6. Le Nicaragua est le seul pays au monde dont le gouvernement comporte quatre prêtres, à des postes importants : le jésuite Fernando Cardenal est ministre de l'Éducation ; le trappiste Ernesto

Cardenal, ministre de la Culture ; Miguel d'Escoto, prêtre séculier, ministre des Relations extérieures ; le prêtre Edgar Parales, longtemps ministre de l'Action sociale, est aujourd'hui ambassadeur auprès de l'OEA (Organisation des États américains).

7. Toutes les citations de ce chapitre sont tirées de l'édition de *l'Esprit des lois* établie par Victor Goldschmidt, *op. cit.*

8. Jean Starobinski, *Montesquieu*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Écrivains de toujours », 1953, p. 99 et 104.

9. Le terme peut s'appliquer ici littéralement à l'agriculture néo-coloniale, aux cultures extensives qui ont dévasté le Sahel. Le désert avance de 10 km en moyenne par an au Mali, au Burkina, au Niger. En Amérique latine, les sociétés multinationales du bétail, du bois, des minerais sont en bonne voie pour transformer en steppe stérile l'immense bassin de l'Amazone, la bio-zone la plus importante du monde.

V

Une icône à l’Élysée ?

Michel Jobert, ministre d’État dans le premier gouvernement Mauroy, s’interroge sur le pouvoir réel que possèdent, sous la V^e^ République, les chefs d’État et de gouvernement : « Sont-ils seulement des icônes qui luisent doucement dans l’ombre ou des géants de l’histoire paralysés par la bureaucratie[1] ? »

Icônes inertes ou Gullivers ligotés… le choix pour moi est trop réduit et ne rend pas compte de la situation réelle. Il n’existe pas d’aveugle déterminisme en politique.

Qui est François Mitterrand ? Ni icône vénérable ni géant ficelé mais – pour paraphraser Sartre – « tout un homme fait de tous les hommes et qui les vaut tous et qui vaut n’importe qui[2] ».

Comme tout le monde, François Mitterrand est le produit compliqué d’une dialectique entre le particulier et le général, entre une histoire individuelle, familiale et la société, la classe qui l’ont fait naître. Il est habité par une liberté. Il prend des décisions, fait des choix à chaque instant du jour et de la nuit. Homme libre, responsable de ses choix, il concrétise sa liberté dans des situations contingentes, conjoncturelles, constamment changeantes. Chef d’un immense mouvement social, des millions d’hommes lui ont fait confiance pour conduire – avec eux – leur destin collectif.

Je crois en la sincérité – et pourquoi ne pas le dire ? –, en la douleur des principaux responsables socialistes français. Ils ont fait le choix de l'État et non celui du mouvement social, et l'État leur a imposé sa logique. Le monstre de la raison d'État les a terrassés, humiliés, dépossédés d'une grande part de leur projet. *Sont-ils excusables pour autant ? Je ne le crois pas*.

Dans *l'Idéologie allemande*, Marx parle de la *Einbildungskraft*. Régis Debray traduit ce terme par « imaginaire de convocation[3] ». Le combat socialiste s'incarne dans des valeurs irrépressibles. Les plus fondamentales d'entre elles sont la solidarité internationale avec tous les opprimés, la volonté de transformer prioritairement et partout en relations de réciprocité, de complémentarité, de réversibilité les rapports de dépendance, de hiérarchie entre les hommes. Ces valeurs ne souffrent ni le mensonge ni la trahison. Un gouvernement qui, à l'intérieur de ses frontières, renforce l'emprise de l'État sur la société civile et piétine les mouvements sociaux ; qui, à l'extérieur, œuvre pour la prolongation, l'intensification des guerres au lieu de tenter de les arrêter ; qui augmente sciemment les souffrances et les destructions dans le monde au lieu d'essayer de les guérir, viole et méprise ces valeurs.

Les socialistes sont capables de beaucoup de sacrifices, d'engagements personnels étonnants, d'une longue et obstinée patience. Mais lorsque ces valeurs de ralliement sont piétinées, les militants décrochent, rompent, s'éparpillent. La solitude et la tristesse, qui sont le lot de tant de socialistes aujourd'hui, s'expliquent par le piétinement des valeurs qui sont au fondement de leur imaginaire de convocation.

---

1. Michel Jobert, *Par trente-six chemins*, Albin Michel, 1984, p. 191.
2. Jean-Paul Sartre, *Les Mots*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1979, p. 214.
3. Régis Debray, *Les Rendez-vous manqués*, Paris, Éd. du Seuil, 1975, p. 38.

DEUXIÈME PARTIE

LES « VOYOUS APATRIDES », FONDATEURS DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

Qui a construit Thèbes la ville aux sept portes ?
Dans les livres, on lit les noms des rois.
Les rois ont-ils eux-mêmes charrié les pierres de taille ?
Et Babylone qui fut détruite plusieurs fois Qui l'a reconstruite à tant de reprises ? Dans quelles maisons de Lima aux reflets d'or habitaient les ouvriers du bâtiment ?
Et le soir où fut achevée la muraille de Chine où donc rentrèrent les maçons ? Rome-la-Grande est remplie d'arcs de triomphe ? Par qui furent-ils érigés ?
De qui triomphèrent les Césars ? Et Byzance tant chantée n'avait-elle pour ses habitants que des palais ? Même dans l'Atlantide légendaire la nuit qu'elle fut engloutie par la Mer Les maîtres, se noyant, crièrent encore après leurs esclaves.
Le jeune Alexandre conquit les Indes.
Tout seul ?
César abattit les Gaulois,
N'avait-il pas pour le moins un cuisinier avec lui ?
Philippe d'Espagne pleura quand sa flotte coula : Personne d'autre ne pleura donc ?

Frédéric II fut vainqueur à la guerre de Sept Ans : Qui d'autre fut vainqueur ?
Chaque page une victoire. Qui confectionna le repas de fête ?
Un grand homme tous les dix ans.
Qui paya les frais ?
Tant de récits,
Tant de questions.

BERTOLT BRECHT, *Questions d'un ouvrier qui lit*, Paris, Ed. de l'Arche, 1974 (trad. Joseph Rovan).

I

La matrice : 1794

Dans l'histoire universelle des idées, la Révolution française de 1789-1794 avait introduit une rupture radicale. Elle avait concrétisé et aussitôt transformé politiquement les préceptes philosophiques nés du siècle des Lumières et du rationalisme libérateur. Le paysage social européen de l'époque l'avait subie comme un tremblement de terre. Des geysers brûlants avaient jeté au ciel des idées inédites et fécondes. Comme les ruptures volcaniques de l'écorce terrestre, l'invasion des Tuileries, la décapitation de Louis XVI et la parole de Robespierre avaient enterré sous les cendres le monde ancien et fait surgir, dans la fureur et le bruit, une société nouvelle, inédite dans l'histoire des hommes. La raison, partout, avait illuminé les esprits, chassé l'obscurantisme, les mensonges et donné à voir le monde tel qu'il est.

Prise de conscience brusque par les multitudes opprimées de leur propre souffrance et, plus important, du caractère conjoncturel et contingent de cette souffrance. Reconnaissance par les dominés – à travers les cahiers de doléances puis les débats de la Convention et les disputes dans les sections – que toute salvation, tout remède exigent nécessairement l'action collective, organisée, mise en œuvre selon une stratégie commune. 1794 est la date de naissance de la raison de solidarité.

Longtemps, les dominateurs avaient tenu à l'écart de son propre devenir un peuple ignorant et soumis, inconscient, asservi. Or, en l'espace de quelques

mois, ce peuple, brusquement, avait fait une découverte inouïe : l'histoire lui appartenait ; c'est lui qui la produisait. Il en devenait le sujet unique, exclusif et agissant. Son bonheur était la mesure et l'horizon de toute chose.

Rien n'était légitime ni acceptable en dehors de la volonté générale et du bien commun. Et, découverte plus essentielle encore : entre les hommes comme entre les nations, la liberté était indivisible. Les intérêts des peuples ne pouvaient s'opposer. Une nation qui en opprimerait une autre deviendrait elle-même sa propre négation. Tolérer la servitude chez autrui signifiait perdre sa propre dignité d'homme libre.

Personne mieux que Maximilien Robespierre, sa fraction à la Convention, au Comité de salut public, au Comité de sûreté générale et au Club des Jacobins n'avaient exprimé ces évidences nouvellement conquises. Le mouvement ouvrier européen naissant du milieu du XIX^e^ siècle reprend parfois presque textuellement les grandes analyses de l'État, du pouvoir, du rapport entre les peuples, entre le colonisateur et le colonisé, formulées par le leader jacobin. C'est aux grands discours de Robespierre, même lorsqu'ils se tournent contre les sous-prolétaires, contre les sans-culottes, contre Babeuf, Jacques Roux et Chaumette, que puisèrent quotidiennement les analyses des dirigeants de la Première Internationale[1]. Certains des anathèmes que Marx jette contre la bourgeoisie marchande et capitaliste s'apparentent aux arguments dont Robespierre se sert à partir de 1793 pour justifier la persécution des Girondins.

Mais ce ne sont pas seulement les analyses politiques et économiques de Robespierre, de Saint-Just et de Couthon qui exercent sur le mouvement ouvrier européen naissant leur influence déterminante : les premières mesures organisationnelles de l'AIT, elles aussi, reflètent les stratégies sociales des révolutionnaires républicains français. Les premières décisions pratiques du *Generalrat* de l'AIT ressemblent à s'y méprendre aux mesures organisationnelles que Robespierre expose devant l'Assemblée législative, dans son discours du 10 avril 1792 (discours dit « sur les moyens de sauver la liberté »). Grèves et désobéissance civile face aux lois intolérables et injustes des propriétaires des moyens de production ; création de sections territoriales du mouvement révolutionnaire ; constitution d'une première et embryonnaire

nébuleuse de « cadres » (cadres « patriotes » chez Robespierre, « hommes de confiance prolétariens » chez Marx) ; publicité des débats, vigoureuse vigilance démocratique, régime des Congrès, valorisation suprême du débat contradictoire. Robespierre, dans son discours du 28 novembre 1791 au Club des Jacobins : « Ne calomniez pas la défiance ! Elle est la gardienne des droits du peuple. Elle est au sentiment profond de la liberté ce que la jalousie est à l'amour. » Aussi violentes et passionnées que soient ses attaques contre les socialistes libertaires, Marx place lui aussi au-dessus de tout le respect du libre débat, le contrôle exercé par les délégués, même les plus obscurs, sur les décisions proposées par les leaders du *Generalrat*. Fervents partisans de la démocratie de base, Marx et Robespierre gardent toute leur vie une méfiance profonde pour le système parlementaire. Robespierre accuse, le 10 mai 1793, la « perfide tranquillité du despotisme représentatif ». Marx, dénonçant l'assemblée née de l'insurrection de 1848 à Paris, parle du « crétinisme parlementaire ».

Une réserve, pourtant : le mouvement ouvrier européen surgit dans une multitude de terroirs et subit par conséquent l'influence d'héritages « nationaux » variés. L'expérience de la Révolution française, en revanche, y compris la phase thermidorienne commencée avec l'exécution de Robespierre et de ses principaux compagnons en juillet 1794, se déroule essentiellement dans un seul pays et se nourrit d'un héritage culturel relativement homogène.

Relevons parmi les thèses, les analyses, les projets de Robespierre, de Saint-Just et de Couthon ceux qui marquent le plus nettement la vision du monde et l'idéologie de la Première Internationale, et ceux qui sont le plus directement liés à notre propos parce qu'ils touchent au conflit entre la raison d'État et la raison de solidarité.

Contre les députés girondins qui tiennent leurs noms des grands bourgeois, banquiers, armateurs, esclavagistes et marchands de Bordeaux, en Gironde, Robespierre, en décembre 1792, proclame cette thèse qui apparaît encore aujourd'hui d'une actualité brûlante :

> Les auteurs de la théorie [du libre-échange] n'ont considéré les denrées les plus nécessaires à la vie que comme une marchandise ordinaire. […] Les denrées, qui ne tiennent point aux besoins de la vie, peuvent être abandonnées aux spéculations les plus illimitées du commerçant. […] La liberté du commerce est nécessaire jusqu'au point où la cupidité homicide commence à en abuser. […] Si tous les riches se regardaient comme les économes de la société […], on pourrait ne reconnaître d'autre loi que la liberté la plus illimitée. […] Pourquoi les lois n'arrêteraient-elles pas la main homicide du monopoleur, comme celle de l'assassin ordinaire ? […] C'est précisément du défaut de circulation que je me plains. Car le fléau du peuple, la source de la disette, ce sont les obstacles mis à la circulation, sous le prétexte de la rendre illimitée. [… Il faut] ôter à la cupidité les moyens de bloquer cette libre circulation. [Ces moyens sont :] le secret, la liberté sans frein, et la certitude de l'impunité. […] Dans ce système, tout est contre la société ; tout est en faveur des marchands[2].

Saint-Just, – âgé de vingt-sept ans en 1793 –, le disciple le plus fidèle de Robespierre, chef militaire prestigieux, prenait à la lettre, partout où il allait, la définition d'une liberté qui ne peut s'exercer que par des hommes à l'abri du besoin. Exemple : en octobre 1793, commandant à Strasbourg, il décrétait une imposition des financiers, marchands et riches propriétaires de la ville de 9 millions de F, sous peine de mort… 7 millions étaient utilisés pour l'équipement en nourriture, habillement, munitions des soldats révolutionnaires, mais 2 millions étaient affectés aux soins des miséreux et indigents de Strasbourg.

Droit à l'insurrection contre le gouvernement injuste ; droit d'assemblée, de réunion et de presse ; égalité de peines pour soldats et officiers ; élection à tous les degrés des magistrats de l'ordre judiciaire ; égalité des parts d'héritage ;

abolition de l'esclavage, du gouvernement colonial et de toutes les discriminations à l'encontre des Juifs ; droit au minimum vital familial, c'est-à-dire instauration du droit à l'aide sociale. Toutes ces revendications formulées par Robespierre restaient, en ce troisième quart du XIXe siècle à l'ordre du jour du premier mouvement ouvrier européen de l'histoire.

Reste à circonscrire un mystère qui n'a pas fini de m'étonner : comment définir l'acte révolutionnaire ? Jean-Philippe Domecq, perspicace biographe de Robespierre, répond : « […] élan mystique qui, suicidaire, dresse parfois l'individu contre le mur de l'oppression, et cela au nom d'une communauté qui n'existe pas, ou s'en moque. Élan mystique qu'on appelle passion de justice et qu'un jour peut-être une science pensera en termes précis[3]. »

Je me souviens de mon premier voyage au Chili de l'Unité populaire. Dans le nord du pays, au milieu de l'immense désert désolé qui va d'Antofagasta à Arica et de la frontière bolivienne jusqu'à la mer, se trouvent des mines de salpêtre. Dans le campement de Maria-Helena, j'ai rencontré des hommes au bord de l'effondrement, mais animés d'une détermination inébranlable. Un homme ne peut travailler dans les mines de salpêtre, s'il veut éviter de suffoquer et de ruiner sa santé, que pendant une durée maximale de six heures par jour. Les équipes, d'ailleurs, se relaient toutes les six heures dans les fosses. Mais c'était en novembre 1970 : Salvador Allende venait d'être investi comme président de la République. Un immense espoir soulevait les campements. A Maria-Helena, des centaines de mineurs faisaient deux tours successifs dans la mine, travaillant dans la fosse douze heures d'affilée. L'un d'entre eux toussait plus fort que les autres. Je lui demandai : « Pourquoi faites-vous cela ? » Il se retourna et me dit : « Pour la liberté de mon fils. »

Les soulèvements ouvriers, les grèves violentes, les insurrections des prolétaires, les révolutions enfin qui se succéderont tout au long des XIXe et XXe siècles et tenteront de libérer des travailleurs accablés et leurs familles ne peuvent, aujourd'hui encore, être pensés en termes précis. Il reste le mystère de

l’homme qui se dresse, risque sa vie pour sa conviction et paie de sa propre mort l’avènement de la liberté pour autrui. Mais quelle est cette communauté « qui n’existe pas ou qui s’en moque » au nom de laquelle l’insurgé s’insurge, le révolutionnaire va à la mort ? Pour l’AIT et les premiers socialistes, cette communauté a nom de « classe universelle », de « prolétariat mondial ».

Isaïah Berlin résume mon propos : pour le mouvement ouvrier international, les révolutionnaires français sont les « ancêtres de l’avenir ». Avant d’aborder la genèse, la structure, les stratégies de solidarité intercontinentale de la Première Internationale, il nous faut examiner le premier combat des révolutionnaires français qui met en pleine lumière les rapports nouveaux entre hommes d’Europe et hommes d’outre-mer : le combat pour l’abolition de l’esclavage.

---

1. Le nom officiel de la Première Internationale est *Association internationale des travailleurs (AIT)*. J’utilise ici, indistinctement, ces deux appellations.
2. Pour toutes les citations de Robespierre reproduites ici, cf. Maximilien Robespierre, *Œuvres complètes*, établies sous la direction de la Société des études robespierristes, publiées en volumes successifs aux Presses universitaires de France.
3. Jean-Philippe Domecq, *Robespierre, derniers temps*, Paris, Éd. du Seuil, 1983, p. 92.

II

La Révolution française contre l’esclavage

Le 4 février 1794, la Convention vote, sur proposition de Robespierre et de ses amis, la « suppression de l’esclavage des nègres dans toutes les colonies ». La Constitution de 1793 avait aboli le régime colonial et transformé en départements de la République les territoires ainsi libérés. Voici la proclamation affichée sur les murs de Pointe-à-Pitre en 1794 :

> Il n’y a plus ni de maîtres ni d’esclaves. […] Les citoyens connus jusqu’ici sous le nom de nègres marrons peuvent retourner aux côtés de leurs frères où ils trouveront sécurité et protection, et la joie que procure la jouissance des droits de l’homme. Ceux qui étaient esclaves peuvent traiter d’égal à égal avec leurs anciens maîtres dans les travaux à terminer ou à entreprendre.

Dans l’abolition de l’esclavage aux Antilles un personnage étonnant joue le rôle clé : *Victor Hughes*, petit homme frêle, marchand de pacotilles à Port-de-Prince (Saint-Domingue), franc-maçon, philosophe autodidacte, fervent admirateur de Robespierre. La Convention le nomme commissaire de la République, chargé de la libération des esclaves. Au nouveau monde, Hughes

n’apporte pas seulement le décret abolitionniste, mais également la première guillotine, soigneusement abritée sous un ciré noir, placée à la proue du navire. Aux planteurs récalcitrants, il fait couper la tête. Aux esclaves libérés, il distribue la terre. Ces derniers le vénèrent.

À la Martinique voisine, les planteurs blancs et créoles s’étant mis sous la protection de la flotte anglaise, l’esclavage perdure. Hughes déclare la guerre aux Anglais : à la tête de son armée de gueux – de gardes révolutionnaires parisiens minés par la fièvre, de Noirs libérés armés de haches –, il résiste pendant plus de deux ans à la puissance militaire et maritime la plus formidable de son époque[1].

Le débat sur l’abolition de l’esclavage a une histoire longue et compliquée : l’idée que les individus opprimés du monde entier se doivent assistance mutuelle apparaît au siècle des Lumières. Elle devient projet politique lors de la Révolution de 1789. Les constituants, partisans des libertés individuelles et de l’égalité devant la loi pour tous les hommes, proclament dans l’article 1er de la Déclaration universelle des droits de l’homme : « Les hommes naissent libres et égaux en droits. » Mais une minorité seulement pense que cette égalité s’étend aussi aux hommes noirs et jaunes. Parmi cette minorité de 1789, l’homme le plus étonnant est certainement le girondin J.-P. Brissot, qui a fondé, en 1788 déjà, une société antiesclavagiste, « Les amis des Noirs ». Le 28 juillet 1789, il lance un journal, *le Patriote français*, qui compte parmi ses correspondants, chose inouïe pour l’époque, des femmes et des hommes de couleur. Mais Brissot n’est pas seulement un adversaire virulent de l’esclavage. Il se prononce également pour l’organisation d’une croisade universelle « afin d’exterminer le despotisme partout dans le monde où celui-ci s’oppose à la diffusion de la notion de la liberté universelle ». En 1789 encore, très peu nombreux sont les députés qui s’intéressent à la question de la libération des esclaves. Robespierre proteste vainement, en 1790, contre les conditions effroyables réservées aux hommes de couleur. Et Marat, l’année suivante, n’est pas soutenu quand il reconnaît « le droit à nos colonies de secouer le joug tyrannique de la métropole ».

Comment alors la solidarité des révolutionnaires français avec les esclaves des territoires colonisés se développe-t-elle ? Ce n'est qu'à la fin de la période révolutionnaire que les conventionnels décident d'abolir l'esclavage dans les colonies. La gauche, la Montagne, est au pouvoir après avoir écarté la droite de la Convention. Pour cette droite, souvent liée aux milieux colonialistes, l'abolition de l'esclavage est jugée tout simplement impossible du point de vue de la rationalité économique (l'agriculture de plantation nécessitant une main-d'œuvre abondante et à bon marché). Quant à Robespierre et à ses amis, ils sont convaincus – comme le seront plus tard Jules Guesde, Jean Jaurès, Léon Blum et sous certaines réserves François Mitterrand – de la supériorité de la civilisation française sur toutes les autres. Étant égaux par nature, tous les hommes ont le droit d'y accéder.

Le débat sur l'esclavage relevait en réalité d'un enjeu philosophique capital : le nègre marron[2], l'esclave insurgé jouait dans l'imaginaire du XVIII^e^ siècle le rôle de l'homme libre par excellence. Il habitait le conscient et l'inconscient des philosophes, des savants et des intellectuels du siècle des Lumières. Les Encyclopédistes le célébraient. Objet d'une multitude de récits, de légendes, d'images peintes, de pièces de théâtre et de poèmes épiques, l'esclave insurgé était perçu comme le prototype de l'homme de la révolte. Le Noir se dresse contre son maître, brise ses chaînes, arrache la liberté… et s'enfuit dans la forêt pour y vivre la vie présociale du sauvage bon et libre. La naturelle bonté de l'homme préexiste à la vie en société. La perversion sociétale détruit la fraternité. Le retour à l'état de nature rend à l'homme sa naturelle bonté. C'est Jean-Jacques Rousseau, dont Robespierre est un fervent disciple, qui pousse le plus loin l'analyse. Dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité* il expose sa théorie de l'égalité entre les hommes et les peuples, qui fondera l'internationalisme de Robespierre et des conventionnels de gauche – les montagnards :

> Je conçois dans l'espèce humaine deux sortes d'inégalité ; l'une que j'appelle naturelle ou physique, parce qu'elle est établie par la nature, et

> qui consiste dans la différence des âges, de la santé, des forces du corps, et des qualités de l'esprit, ou de l'âme ; l'autre qu'on peut appeler inégalité morale, ou politique, parce qu'elle dépend d'une sorte de convention, et qu'elle est établie, ou du moins autorisée par le consentement des hommes. Celle-ci consiste dans les différents privilèges, dont quelques-uns jouissent, au préjudice des autres, comme d'être plus riches, plus honorés, plus puissants qu'eux, ou même de s'en faire obéir.
>
> On ne peut pas demander quelle est la source de l'inégalité naturelle, parce que la réponse se trouverait énoncée dans la simple définition du mot : on peut encore moins chercher, s'il n'y aurait point quelque liaison essentielle entre les deux inégalités ; car ce serait demander, en d'autres termes, si ceux qui commandent valent nécessairement mieux que ceux qui obéissent, et si la force du corps ou de l'esprit, la sagesse ou la vertu, se trouvent toujours dans les mêmes individus, en proportion de la puissance, ou de la richesse : question bonne peut-être à agiter entre des esclaves entendus de leurs maîtres, mais qui ne convient pas à des hommes raisonnables et libres, qui cherchent la vérité.
>
> Dans les relations d'homme à homme le pis qui puisse arriver à l'un étant de se voir à la discrétion de l'autre[3].

Robespierre lui fait écho : « Quiconque n'est pas maître de soi est fait pour être l'esclave des autres. C'est une vérité pour les peuples comme pour les individus. »

Quant au *Contrat social*, il s'ouvre par ces mots : « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers. Tel se croit le maître des autres qui ne laisse pas d'être plus esclave qu'eux. » Rousseau décrit ce qu'il advient à l'homme de nature brusquement socialisé, pris dans les multiples réseaux de la domination, de la soumission, de la hiérarchie :

> Les plus puissants ou les plus misérables, se faisant de leur force ou de leurs besoins une sorte de droit au bien d'autrui, équivalent, selon eux, à celui de propriété, l'égalité rompue fut suivie du plus affreux désordre : c'est ainsi que les usurpations des riches, les brigandages des pauvres, les passions effrénées de tous étouffant la pitié naturelle, et la voix encore faible de la justice, rendirent les hommes avares, ambitieux, et méchants. Il s'élevait entre le droit du plus fort et le droit du premier occupant un conflit perpétuel qui ne se terminait que par des combats et des meurtres. La société naissante fit place 1au plus horrible état de guerre : le genre humain avili et désolé ne pouvant plus retourner sur ses pas, ni renoncer aux acquisitions malheureuses qu'il avait faites et ne travaillant qu'à sa honte, par l'abus des facultés qui l'honorent, se mit lui-même à la veille de sa ruine[4].

Il n'est pas ici question d'honnêteté ou de malhonnêteté individuelles. La malédiction de la société agit à l'encontre de tous, du plus vertueux comme du plus méchant. Rousseau :

> Les plus honnêtes gens apprirent à compter parmi leurs devoirs celui d'égorger leurs semblables : on vit enfin les hommes se massacrer par milliers sans savoir pourquoi ; et il se commettait plus de meurtres en un seul jour de combat et plus d'horreurs à la prise d'une seule ville, qu'il ne s'en était commis dans l'état de nature durant des siècles entiers sur toute la face de la terre. Tels sont les premiers effets qu'on entrevoit de la division du genre humain en différentes sociétés[5].

Le mythe du bon sauvage injustement réduit en esclavage, perverti par la société, rendu inhumain par les fers et que la Révolution devait maintenant rendre à sa bonté originelle hantait les débats de la Convention.

Au cours des quatre siècles qui vont du débarquement d'Hispaniola et de la rapide extermination de la main-d'œuvre indienne locale à l'abolition de l'esclavage aux Amériques, plus de 20 millions d'hommes, de femmes et d'enfants africains ont été arrachés à leur foyer et déportés outre-Atlantique comme main-d'œuvre des plantations et des mines, dans l'horreur, la faim, la maladie, la torture. Alfred Métraux, décrivant la déportation haïtienne, écrit : « Sans Auschwitz, les Européens n'auraient jamais su ce qu'ils avaient fait aux Africains[6]. »

La durée moyenne de vie d'un esclave agricole au Brésil dans la région sucrière du Reconcavo de Bahia est, selon P. Verger, de sept ans[7]. Durant la traversée, entre le golfe du Bénin et la baie de Tous-les-Saints de Sao Salvador de Bahia (elle durait plus de deux mois en moyenne), 20 % environ des 200 à 300 hommes, femmes et enfants enchaînés que transportait un navire normal mouraient du scorbut, de la faim, du désespoir ou plus simplement de mauvais traitements[8].

Au cours de la dernière nuit avant l'accostage au Brésil, les marins, ivres de rhum, descendaient dans la cale pour violer les femmes. Une femme enceinte avait un prix supérieur sur le marché d'Olinda. Un quart des survivants ne pouvaient quitter le bateau de leurs propres forces. Dans toutes les villes portuaires traditionnelles de la côte atlantique de l'Amérique latine, il y a – souvent conservée aujourd'hui – une *cafuna*, une maison forteresse où les survivants du transport transatlantique étaient enfermés pour se rétablir. Comme des cadavres ambulants, la peau grise et les yeux aveugles, ils faisaient quelques pas sur la plage et étaient enterrés peu après sous quelques poignées de terre américaine.

Au bout de quelques semaines, lorsque les survivants, véritables squelettes, étaient remis en état, les maîtres ouvraient les portes et les Noirs étaient conduits sur la place du marché : là, ils étaient vendus, les familles déchirées, l'homme séparé de sa femme, les enfants de leurs mères. Mais, dans cette nuit de l'esclavage, miraculeusement, incroyablement, le peuple déporté continuait à vivre, à créer, à inventer son rêve. Je ne vois guère d'autre exemple dans l'histoire d'une telle force de caractère, d'un tel courage, d'une telle foi chez un

peuple qui, victime d'une oppression si totalement inhumaine, a non seulement sauvé mais épanoui sa culture en terre étrangère. Un parallèle possible : les *Chtetle* juifs de Transylvanie et de Pologne qui, dans l'alternance sanglante du pogrom et du répit, ont donné naissance à quelques-uns des plus grands musiciens et écrivains de l'histoire. Dans la nuit de Bahia, d'Alagoas, du Pérou, sur les rives de l'Orénoque, du Mississippi, du Magdalena, les Yawalorixas, les grandes prêtresses-reines des Orixas Yorubas, des Jéjés Fons, déploient aujourd'hui leurs mystères. Les Buzios tombent, le collier d'Ifa est interrogé. Les Orixas parlent, les Éguns reviennent. Entre l'Aye (la terre) et l'Orun (le ciel), la vie circule interminablement[9].

Un fait particulier explique cette puissance de la diaspora africaine aux Amériques. Les chasseurs d'esclaves réduisaient graduellement la résistance des populations africaines ; il fallait soit corrompre leurs chefs, soit – plus radicalement – détruire leurs structures sociales, leurs hiérarchies politiques. Ainsi, dans le Haut-Dahomey actuel, le royaume yoruba de Kétu fut progressivement détruit, ses villages rasés de la surface de la terre par l'intervention alternée des troupes du royaume du Dahomey ou des Blancs eux-mêmes. Les esclavagistes y prirent puis déportèrent systématiquement les membres de la famille royale, les dignitaires de la cour, les savants, les cadres politiques, administratifs, militaires. De saison sèche en saison sèche, le royaume perdit graduellement de sa force de résistance. Mais, de l'autre côté de l'Atlantique, ignorée des brutes qui la déportaient, renaissait une civilisation splendide. Les haillons, les fers, la faim étaient le lot quotidien de tout esclave – roi, juge, prêtresse, savant ou paysan. Mais la légitimité du pouvoir, la vitalité de la création sociale, les symboles et les rites des hautes cultures d'Afrique voyageaient, eux, d'une rive à l'autre de l'Atlantique ; dans les dépôts de Christianborg (Ghana), de Gorée (Sénégal), les réseaux de l'État se reconstituaient déjà. Dans les cales des bateaux ne se trouvaient pas que des masses anonymes composées d'individus atomisés, mais des sociétés clandestines structurées, fortes. De même, sur les plantations, chaque peuple conservait son existence propre, ses fêtes, son calendrier, sa langue et son gouvernement.

Curieux retour des choses ! Apparemment, les maîtres blancs des plantations, leurs contremaîtres, leurs curés, leurs gardes pouvaient réduire à l'état de bête l'esclave noir dont ils détenaient le corps, l'espace de mouvement, le temps de vie. Mais en apparence seulement puisqu'ils ne pouvaient, minoritaires, affronter seuls une révolte commune de leurs bêtes de somme.

De Cuba au Pérou, de Saint-Domingue (actuel Haïti) aux Minas Gerais (Brésil), les propriétaires recouraient à une méthode simple : ils favorisaient les divisions entre les peuples déportés pour mieux les dresser les uns contre les autres. J'ai lu dans les archives municipales de Sao Felix, de Santo Amaro (villes sucrières et tabatières de l'intérieur de l'État de Bahia, au nord du Brésil) les instructions compliquées, rusées, que les maîtres d'*engenho* (moulin) envoyaient à leurs agents commerciaux de Sao Luiz (Maragnan), d'Olinda (Pernambouc) : il fallait acheter tant de jeunes gens *minas*[10], tant de femmes *angolares*[11], quelques enfants *fons*, pas de familles, mais des « pièces » ayant de bonnes dents, des cuisses et des bras forts. Une recommandation : bien tirer la langue de la « pièce » *(peça)* pour voir sa racine et les éventuelles séquelles du scorbut ; regarder aussi l'œil de la « pièce » pour voir si la fièvre menace. Ces bêtes de somme étaient escortées le long des côtes, remontées par le fleuve Paraguaçu, distribuées enfin dans les très luxueux moulins, fleurons de la civilisation européenne en terre américaine. Les revenus énormes du sucre permettaient aux maîtres d'esclaves la commande de peintures exquises. Leur *casa grande* regorgeait de meubles et d'objets précieux. Des chanteurs, écrivains, poètes, musiciens venaient d'Europe pour égayer, par leurs productions charmantes, les nuits blanches des tropiques. Au bas de la colline, enchaînés par les pieds, alignés sur des centaines de mètres, les Noirs aux corps exténués. Je l'ai dit : le labeur de la canne exigeait un travail commun intense qui rapprochait nécessairement un grand nombre d'individus. Seule façon de diviser ces bêtes de somme – dont, à chaque instant, et malgré la vigilance des gardes, on devait craindre la révolte irraisonnée –, la « stimulation » du sentiment de leurs différences.

Dans tout l'immense empire ibérique des Amériques, dans les possessions anglaises et françaises des Caraïbes, les insurrections d'esclaves se succédèrent

de façon pratiquement ininterrompue tout au long des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles. L'écho, fréquemment, en parvenait en Europe.

Contre lui-même, à ses pieds, le maître, par la haine absolue qu'il suscite, fait naître sa propre mort. Il y aurait à écrire toute l'histoire encore largement inconnue de la vengeance des esclaves contre les maîtres ; tout au long des trois siècles et demi que dure l'abominable système du travail esclavagiste en terre américaine, le combat fait rage. Individuellement ou par groupes, les Noirs – hommes, femmes et enfants – s'enfuient dans la forêt. Des communautés indiennes les recueillent, des villages clandestins noirs se créent. Les *capitaoes da mata* (capitaines de la forêt) sillonnent les pistes en quête des fugitifs, fusils et fers rivés à la selle du cheval. Parfois les Noirs insoumis sont repris ; parfois, aussi, les chiens du *capitâo* les déchiquettent avant même qu'ils aient pu atteindre la forêt ou la montagne. Parfois, repris, ils meurent sous la torture raffinée du maître devant la foule des esclaves assemblés. Mais souvent, ce sont les soldats du maître, les colonnes dirigées par le *capitâo da mata*, qui tombent dans l'embuscade. C'est alors la vengeance, la mort lente des maîtres, jugés et exécutés par des hommes noirs.

La vice-royauté espagnole de Nueva Granada[12], celle du Pérou, celle d'Hispaniola[13], l'État lusitanien du Grand-Para[14] ou la vice-royauté portugaise du Brésil[15] connurent des révoltes d'esclaves qui mirent en échec le pouvoir métropolitain lui-même.

Trois républiques marrones agitaient plus particulièrement l'imaginaire des hommes des Lumières : celles de Palenque (Colombie), de Jamaïque, de Palmarès (Brésil). Dans les fantasmes jacobins, les républiques marrones étaient d'abord des communautés d'hommes libres et bons, vivant à l'état de nature sur une terre somptueuse et exotique, aux fruits et au gibier abondants. Plus prosaïquement, la glorification mythique de ces républiques marrones permettait en même temps de cristalliser, d'aiguiser la haine du peuple de Paris contre les monarchies obscurantistes de Madrid et de Lisbonne et contre le pouvoir ennemi de Londres.

Évoquons rapidement la réalité historique des trois républiques marrones. D'abord celle de Palenque. Aventure prodigieuse qui avait de quoi enflammer

l’inspiration des révolutionnaires : en 1533, la couronne d’Espagne fonde la ville de Cartagena de las Indias, à l’embouchure du Magdalena (côte des Caraïbes). Le fort, le port et le marché auront une double fonction. Une fois l’an, la flotte royale espagnole vient mouiller dans le port pour charger l’argent et l’or que les esclaves indiens et noirs extraient par tonnes des mines des Andes. Cartagena est aussi un marché d’esclaves. C’est ici que débarquent les « pièces » importées d’Afrique et destinées aux maisons de Santa Fe de Bogota, capitale de la Nueva Granada, aux mines de Buonaventura et aux plantations du Magdalena ou du détroit de Panama. Les esclaves s’entassent dans les dépôts.

Deux éléments favorisent la révolte : en 1586, le pirate anglais Francis Drake assiège Cartagena avec 6 caravelles et 84 canons. Pour renoncer à détruire la ville, il demande une énorme rançon à Philippe II. Les négociations traînent en longueur. Les quelques Espagnols enfermés dans la cité distribuent des armes aux esclaves. La négociation échoue. Drake commence à bombarder la ville qui résiste. Il attaque : la ville, ruinée, résiste toujours. Finalement, Drake s’en va, découragé, et l’ordre espagnol est rétabli. Pendant ce temps, les esclaves ont caché des armes dans les souterrains. Second événement préparant la révolte : en 1610, l’Inquisition débarque à Cartagena, important d’Europe une nouvelle technique d’enquête. Elle fait pratiquer une ouverture dans l’une des façades de son nouveau palais, sorte de boîte aux lettres où les dénonciateurs anonymes peuvent glisser leurs messages. C’est *la Buzon de la indominïa*. A cette époque, Cartagena est une ville prospère, bastion du capitalisme colonial naissant, où se traitent de très profitables affaires. Un libéralisme sauvage y règne. La concurrence entre planteurs, marchands, spéculateurs, banquiers et agents de change y est intense. Pour affaiblir financièrement son concurrent, il suffit de dénoncer un ou plusieurs de ses esclaves comme blasphémateurs, féticheurs ou adeptes de la magie noire. Le ou les esclaves sont immédiatement arrêtés, soumis à la torture. Bien évidemment, ils avouent le délit reproché. C’est alors le bûcher ou la strangulation. Des centaines d’esclaves meurent ainsi à Cartagena… jusqu’au jour où Domingo Bioho, chef noir d’un réseau de résistance urbaine, déclenche la révolte. Les insurgés prennent la ville, le fort de San Felipe, mais pas le port. La garnison espagnole, bientôt renforcée par les

troupes coloniales de Santa Fe et d'Antioche, résiste. Ayant décidé de se replier, les insurgés se mettent en route, protégés par une arrière-garde armée. Malgré les attaques continuelles et les combats qui s'ensuivent, le long cortège de vieillards, de femmes et d'enfants finit par atteindre les marais du bas Magdalena. Après les avoir franchis, ils passent la première chaîne de collines et organisent leur défense sur un plateau montagneux. Ils y construisent d'immenses palissades de bois. Les avant-postes restent en embuscade à la lisière orientale des marais. Vague après vague, l'armée espagnole se brise sur les défenses. Ses attaques sont chaque fois repoussées. Cette guerre durera des générations, et l'un des gouverneurs de Cartagena y trouvera la mort. Aucun des assauts espagnols ne viendra à bout de la résistance des esclaves marrons. De la vallée du Mississippi jusqu'au Chili, on apprend la nouvelle de ces victoires, le mythe des nègres invincibles de Palenque se répand en terres espagnoles. Partout, d'autres insurrections éclatent. La rumeur de Palenque est catastrophique pour l'autorité des colons et des vice-rois. En 1789, le roi d'Espagne décide de négocier. Palenque est déclaré territoire libre, il aura le statut d'une *aldea*, d'une municipalité directement reliée à la couronne de Castille, non soumise à l'autorité du vice-roi ou d'un quelconque gouverneur colonial.

Voici l'histoire de la république marronne de Jamaïque. En 1655 a lieu l'invasion de la possession espagnole de la Jamaïque par la flotte anglaise. Un petit nombre d'esclaves, composé principalement de guerriers coromantes du Ghana, profitent de la défaite espagnole pour s'enfuir dans les collines des Cokpits et les régions montagneuses de l'Est.

En 1663, les Anglais proposent une trêve en promettant aux Africains leur liberté immédiate et quelques terres. Juan de Bolas, premier chef marron, est nommé colonel par les Anglais avec l'ordre de convaincre les marrons et d'obtenir la reddition des réfractaires. Désormais renié par les siens, il meurt dans un combat au service de l'armée anglaise. Après sa mort, les luttes s'espacent, ce qui permet aux Anglais de peupler et de coloniser la Jamaïque. On importe de plus en plus d'esclaves du Ghana, de Sierra Leone, de la Côte du Vent, de Sénégambie et du Dahomey. Les esclaves sont systématiquement

mélangés afin de réduire les risques de rébellion. Mais la solidarité naît malgré les divisions, les haines et les luttes tribales ancestrales.

C'est en 1673 qu'a lieu la seconde révolte : trois cents esclaves massacrent leurs propriétaires, s'enfuient à l'intérieur du pays et rejoignent les marrons. De 1678 à 1685, ils procèdent à plusieurs insurrections et pillages, utilisant des pratiques guerrières importées d'Afrique et totalement inconnues des Anglais, qui s'avèrent d'une efficacité remarquable. Ces techniques assureront la supériorité des marrons sur le colonisateur jusqu'à l'arrivée d'Indiens Mosquitos engagés pour le dépistage des rebelles. Un traité de paix est signé en 1738 entre Cudjoe – chef marron depuis 1693 – et les Anglais. Le traité en quinze points attribue de grands avantages aux planteurs[16].

Enfin, Palmarès, république des Noirs insurgés de l'empire lusitanien du Brésil. Pendant plus d'un siècle, du milieu du XVII^e^ jusqu'au milieu du XVIII^e^, une armée noire de plusieurs milliers d'hommes édifie dans la basse vallée de Sao Francisco (région des capitaineries du Sergipe, d'Alagoas et de Bahia), sur un territoire grand comme le tiers de la France, la république de Palmarès. De partout, les esclaves s'y réfugient. Les planteurs, leurs gardes, d'abord, les troupes de la colonie, ensuite, plusieurs corps expéditionnaires de la métropole portugaise, enfin, échouent devant la tactique de la guérilla forestière mise au point par le premier commandant en chef des insurgés : le Congolais N'Zumbi Ganga. Lorsque, en 1964, la dictature militaire s'installera à Brasilia, l'un des premiers et plus puissants mouvements clandestins d'opposition – composé de Blancs, de Noirs, de métis – s'appellera Var-Palmarès (Vanguardia Revolucionaria [avant-garde révolutionnaire] Palmarès). Plus modestement, mais tout aussi vigoureusement, les Noirs insurgés de la plupart des autres capitaineries de la vice-royauté lusitanienne se battent parfois pendant des siècles pour leur propre survie et celle de leur zone libérée. Au Brésil, il n'y a pratiquement pas de capitainerie qui n'ait son *quilombo*, son territoire noir indépendant. En 1794, l'étonnante nouvelle parvient de Paris aux Caraïbes : l'esclavage est aboli, l'égalité des hommes est proclamée, les maîtres sont guillotinés. Dans les Antilles françaises, les insurrections d'esclaves n'arrêteront plus. Dans toutes les îles, et avant tout à Saint-Domingue (actuel Haïti), le feu

allumé par la parole de Robespierre incendie les anciennes sociétés. La répression dirigée par les colons, là où ils parviennent à garder pied, et par les armées ennemies de la France, qui viennent à leur aide, est terrible. La capitale haïtienne de Port-au-Prince disparaît au printemps de 1803 dans les flammes, enterrant sous ses cendres des milliers de familles noires et mulâtres. Mais à Sainte-Lucie, ce sont les colons – hommes, femmes et enfants – qui meurent par centaines, mutilés à coups de machette par les esclaves révoltés.

Durant la décennie qui suit l'abolition de l'esclavage, par le décret de la Convention du 4 février 1794, à Paris, les esclaves fugitifs de toutes les colonies (anglaises, espagnoles, hollandaises, etc.) des Caraïbes portaient le message jusqu'au cœur des forêts. De 1801 à 1803 apparurent au nord du Brésil, sur les bords du Solimoes, de l'Amazone et à l'embouchure de Belem, sur la côte atlantique, d'étranges cortèges d'êtres en loques, les pieds en sang, à bout de forces. Ils débouchaient de la forêt. C'étaient des esclaves en fuite qui, sur les bords du *rio Mar*[17], racontèrent l'histoire de l'insurrection sanglante d'Haïti. Les Legbas Vaudous voyageaient avec eux. Les communautés indiennes installées le long du fleuve les avaient en partie massacrés. C'étaient les survivants des esclaves en fuite qui allaient déclencher, en 1830, aux confins de l'empire lusitanien du Brésil, la révolution populaire du Cabanagem.

Le 20 mai 1802, Bonaparte rétablit l'esclavage. Un autre décret, celui du 5 juillet de la même année, interdit l'entrée en France de tout homme de couleur. Bonaparte trouvait qu'il y avait déjà trop de « nègres en métropole » et que l'apport de ce sang-là allait communiquer au sang européen « la nuance qui s'était répandue en Espagne après l'invasion des Maures… ». Comme le décret libérateur du 4 février 1794, celui qui l'annulait devait lui aussi mettre plusieurs semaines pour parvenir aux Antilles. Lors de sa proclamation aux îles, la stupeur et l'horreur s'emparèrent des Noirs citoyens de la République. Les autorités françaises des territoires et départements d'outre-mer convoquèrent les citoyens noirs pour leur remettre leurs fers et les ramener à leurs anciens maîtres. On

arrachait les hommes à leurs échoppes, les femmes à leurs cuisines et à leurs magasins ; on séparait les enfants des parents. Les soldats brûlaient systématiquement les fermes nouvellement acquises ou les terres défrichées par les Noirs libérés en 1794. De gigantesques chasses à l'homme eurent lieu dans toutes les îles. A la lumière des torches, les fugitifs rattrapés furent bâtonnés à mort, mutilés. Beaucoup furent déchiquetés par les chiens amenés exprès de France. La guillotine se remit à fonctionner à Fort-de-France et à Pointe-à-Pitre. Mais cette fois-ci, elle ne coupait plus la tête aux Békés[18], aux « Grands Blancs », aux maîtres récalcitrants, mais aux marrons rattrapés par les chiens, et aux hommes, femmes et adolescents noirs qui avaient osé résister à la capture.

Ce sanglant cauchemar de la révocation du décret de la libération des esclaves produisit des situations sinistres.

Pour les anciens/nouveaux esclaves d'abord : de citoyens libres de la République, ils redevinrent, en l'espace de quelques heures, des bêtes de somme. Beaucoup d'entre eux protestèrent, la Déclaration universelle des droits de l'homme à la main, contre leur arrestation par les soldats venus de France. Nombreux furent ceux qui subirent la vengeance des anciens/nouveaux propriétaires. Ces propriétaires avaient été dépités et rendus furieux par l'abolition. Ils étaient maintenant triomphants, savouraient leur victoire par une cruauté accrue à l'encontre des anciens/nouveaux esclaves que leur ramenaient les vaillants soldats français.

Mais les situations absurdes ne manquaient pas non plus du côté des propriétaires. Par exemple : Billaud-Varenne, président de la Convention et membre du Comité de salut public, avait été l'un des promoteurs les plus énergiques du décret d'abolition de 1794. Révolutionnaire à l'éloquence puissante, aux pouvoirs politiques quasi illimités, il avait envoyé à la guillotine dans toute la France – et aussi dans les colonies d'outre-mer – des milliers de personnes. Pour justifier les massacres révolutionnaires, Billaud-Varenne avait déclaré à la Convention :

> La mort est un appel à l'égalité, qu'un peuple libre doit consacrer par un acte public capable de lui rappeler sans cesse l'avertissement nécessaire. Une pompe funèbre est un hommage consolateur qui efface jusqu'à la trace horrible de la mort : c'est le dernier adieu de la nature.

Robespierre et Saint-Just guillotinés, Billaud-Varenne échappa à l'échafaud. Il fut déporté en Guyane. A son arrivée, on le relégua au bagne de Sinnamary. Le Consulat le libéra. Après le rétablissement de l'esclavage, il s'acheta une plantation à Orvilliers, sur la côte de Guyane, se procura des esclaves et s'enrichit.

Comme beaucoup d'autres révolutionnaires, Victor Hugues eut une fin lamentable. Robespierre guillotiné et la révolution terminée en France, Bonaparte ayant rétabli l'esclavage, Hugues, le guillotineur des propriétaires de plantations, le libérateur des Noirs de la Guadeloupe, mourut dans son lit, esclavagiste et planteur richissime mais abandonné et honni par ses amis et par la femme qu'il aimait.

Une anecdote court sur le rétablissement de l'esclavage par Bonaparte : le Premier consul était inquiet de la chute de la production du sucre. Éperdument amoureux de la belle Joséphine de Beauharnais, il demanda à celle-ci :

– Quel est le moyen le plus efficace pour remettre en marche la production du sucre ?

Joséphine répondit :

– Rétablir l'esclavage.

Joséphine, très belle, enjouée, profondément raciste et parfaitement cynique, savait de quoi elle parlait : son père, planteur moyen, propriétaire de La Pagerie (Martinique), avait été ruiné par l'abolition [19].

Avec Bonaparte, la raison d'État prend le pas sur les principes de solidarité révolutionnaires. Tandis que la République française libérait ses esclaves, les puissances coloniales ennemies, notamment l'Angleterre, la Hollande et l'Espagne, loin d'abolir l'esclavage, intensifiaient le trafic triangulaire de la main-d'œuvre et des biens. Leurs économies étaient florissantes tandis que celle de la République périclitait.

Le rétablissement de l'esclavage par Bonaparte obéissait à des motivations économiques précises. L'esclavage occupait, dans l'économie mondiale préindustrielle, une fonction centrale. Il était au fondement de l'accumulation primitive du capital.

Marx :

> Le capital arrive au monde suant le sang et la boue par tous les pores. […] Il fallait pour piédestal à l'esclavage dissimulé des salariés en Europe l'esclavage sans fard dans le Nouveau Monde[20].
>
> L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au XVIe siècle.[…]. Le régime colonial assurait des débouchés aux manufactures naissantes dont la facilité d'accumulation redoubla, grâce au monopole du marché colonial. Les trésors directement extorqués hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage par la concussion, le pillage et le meurtre, refluaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital.

Ce sont principalement les Africains – hommes, femmes et enfants – qui, dès le début du XVIe siècle et dans des conditions d'une indicible cruauté, ont payé de leur sang, de leur vie, l'accumulation première du capital européen. Pour indiquer le rythme de cette accumulation, je ne prendrai qu'un exemple : en 1773-1774, la Jamaïque comptait plus de 200 esclaves sur 775 plantations. Une seule de ces plantations d'étendue moyenne employait 200 Noirs sur 600 acres de canne à sucre. Selon les calculs les plus précis, l'Angleterre a retiré en 1773

de ses plantations de la Jamaïque des profits nets s'élevant à plus de 1 500 000 livres de l'époque[21].

Des chiffres semblables pourraient être cités pour les Antilles françaises.

---

1. Alejo Carpentier décrit le destin de Victor Hughes dans *Le Siècle des lumières* (trad. L.-F. Durant), Paris, Gallimard, 1962 ; Folio, 1982.
2. « Marron » vient du terme espagnol *cimarron* désignant un animal sauvage des montagnes. Avec l'usage, celui-ci est devenu synonyme de nègre fugitif, avec une connotation de sauvagerie, en raison des attaques et du pillage extrêmement violents que menèrent les marrons dans les plantations.
3. Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1965, p. 43.
4. Jean-Jacques Rousseau, *op. cit.*, p. 103.
5. *Ibid*., p. 107.
6. A. Métraux, *Haïti, la terre, les hommes, les dieux*, Neuchâtel, La Baconnière, 1957.
7. P. Verger, *Flux et Reflux de la traite des nègres entre le golfe du Bénin et Bahia de Todos os Santos du XVII^e^ au XIX^e^ siècle*, Paris, Mouton, 1968.
8. De 20 % vers 1700, ce chiffre tombe à 12 % à la fin du siècle et à 0,8 % au XIX^e^ siècle (Yves Person).
9. J'ai décrit dans un livre précédent la structure sociale et symbolique des sociétés de la diaspora africaine du Brésil : cf. *Les Vivants et la Mort*, Paris, Éd. du Seuil, 1975 ; coll. « Points », 1982.
10. Nom générique utilisé par les esclavagistes, leurs agents et leurs clients pour désigner tous les Noirs originaires des peuples d'Afrique occidentale qui transitaient par la forteresse Elmina-Castle (actuellement au Ghana).
11. Terme générique donné aux esclaves originaires de l'Afrique centrale. Peuples : Congo, Villy, Batéké, *etc.*
12. Couvrant l'actuelle région formée par la Colombie, le Venezuela, le Panama et l'Équateur.
13. Aujourd'hui, la république de Saint-Domingue.
14. Groupant les actuels États membres des États-Unis du Brésil : Amazonie, Maranhao, Para, Ceara.
15. Capitale Bahia, puis Rio de Janeiro.
16. Je me réfère ici aux recherches de Nathalie Marchand et Danièle Rueger : cf. notamment N. Marchand et D. Rueger, *Le Mouvement Rastafari*, Mémoire IUED, Genève, 1984.
17. Le « fleuve-mer », appellation populaire de l'Amazone.
18. Nom donné aux planteurs esclavagistes créoles des îles de la Martinique et de la Guadeloupe.
19. Les Martiniquais, qui n'en sont pas à une contradiction près, ont dressé une statue de marbre à Joséphine sur la grande place de Fort-de-France.

20. Karl Marx, *Œuvres complètes*, éd. par Maximilien Rubel, Paris, Gallimard, coll. « Pléiade », vol. II, *Le Capital*, t. I, section VIII.

21. A. Günther-Frank, *L'Accumulation mondiale*, Paris, Calmann-Lévy, 1977, p. 211 *sq*.

III

1848

L’esclavage fut définitivement aboli dans les territoires français par la loi du 4 mars 1848. 87 000 Guadeloupéens noirs et 70 000 Martiniquais devenaient citoyens français. Mais entre le décret de la Convention de 1794 et la loi de 1848, il y a une différence fondamentale : Victor Schœlcher, le principal artisan de la loi de 1848, était et resta toute sa vie un « impérialiste humanitaire ». Car les contradictions qui habitaient les révolutionnaires de 1848 furent multiples et profondes. Schœlcher, qui mit sa vie au service de l’abolition, n’était pas fondamentalement opposé au colonialisme. Son argumentation, en cette nuit du 3 au 4 mars, qui devait emporter la conviction finale du gouvernement provisoire et le faire agir avant que ne siège l’incertaine Assemblée constituante, est significative. Schœlcher dit à François Arago : « Il ne faut pas attendre. Sans quoi, au contraire de ce que vous ont raconté les colons, c’est la révolution, le sang et la ruine aux colonies. Sur mon honneur, je vous assure que les colons n’auront pas à pâtir si l’abolition est immédiate. Quel intérêt aurais-je à vous tromper ? »

Voyons la situation. Février 1848 : la révolution triomphe, un gouvernement provisoire est en place. Les élections pour la Constituante sont prévues. Mais la France de 1848 est aussi un grand empire colonial. Les colons des Caraïbes et d’Afrique mènent une campagne intense pour la sauvegarde de cet empire et des privilèges qu’il leur confère. L’institution qui est au fondement de ces privilèges

est l'esclavage, le travail servile légalisé. Personne ne sait comment sera composée la nouvelle Assemblée, ni si les idées abolitionnistes y trouveront une majorité. Quelques chefs révolutionnaires tentent de prendre le lobby colonial de vitesse.

Le 3 mars 1848, Victor Schœlcher – républicain, voyageur, marin, marchand, qui connaît Veracruz et La Havane, l'Orient et les îles du Pacifique et qui a rédigé d'innombrables appels en faveur de l'abolition – rentre chez lui, rue Rochechouart, à Paris. Un pli l'attend : « Venez tout de suite. J'ai besoin de vous », signé F. Arago, ministre (provisoire) de la Marine et des Colonies. Schœlcher obéit. Sur un coin du bureau d'Arago, dans la nuit du 3 au 4 mars, il rédige sur un papier – à en-tête fraîchement sorti des presses : « République française, Liberté, Égalité, Fraternité » – ces mots qui changeront la vie et rendront la dignité à des millions d'êtres humains :

> Le Gouvernement provisoire de la République, considérant que nulle terre française ne peut plus porter d'esclaves, décrète : une Commission est instituée auprès du ministre provisoire de la Marine et des Colonies pour préparer dans le plus bref délai l'acte d'émancipation immédiate dans toutes les colonies de la République.
> Le ministre de la Marine pourvoira à l'exécution du présent décret[1].

Pour Schœlcher, il fallait libérer rapidement les esclaves avant que ceux-ci ne se révoltent et mettent ainsi en danger le système des plantations et le pouvoir colonial français aux Antilles. Le gouvernement provisoire abolit l'esclavage… afin de sauver le système colonial.

La révolution de 1848 est, dans toute l'Europe, un mouvement puissant, contradictoire. Je ne peux pas l'analyser ici. Nombre de révolutionnaires de 1848 seront parmi les fondateurs de la Première Internationale.

Les révolutionnaires de 1848 sont vaincus partout, sauf en Suisse. Ce sont les ouvriers parisiens qui paient le plus lourd tribut de morts, de blessés et de déportés. Nombre de ceux qui parviennent à s'enfuir rejoignent l'Angleterre. D'autres se rendent en Suisse où une Confédération républicaine est née et où les forces démocratiques ont triomphé, malgré les menaces d'intervention autrichiennes et prussiennes. Pour tous les survivants, la cause désormais est entendue : pour vaincre les forces réactionnaires coalisées, il faut construire une organisation ouvrière internationale, puissante et unie.

1848 et les années qui suivirent imposèrent aux ouvriers, artisans, travailleurs agricoles, aux hommes et aux femmes de la misère un apprentissage cruel : celui de leur radicale solitude.

Les insurrections de 1848 avaient partout – sauf en Suisse – fini dans la tragédie. Insurrections républicaines et sociales où, sur les barricades, s'étaient mêlés les combattants issus de la bourgeoisie et ceux qui n'avaient rien à perdre que leurs chaînes. A Paris, notamment – mais aussi à Vienne, Berlin, Budapest et ailleurs –, cette alliance s'était révélée désastreuse : à peine les troupes royalistes avaient-elles reflué que déjà les bourgeois trahissaient les ouvriers. Henri-Louis Tolain, un graveur sur bronze parisien, à l'intelligence exceptionnelle et à la personnalité rayonnante, qui exerçait sur le prolétariat français une influence profonde, tira la leçon de la brusque découverte de cette solitude. Il écrit :

> Ouvriers de tous les pays qui voulez votre libération, unissez-vous dans une organisation internationale puissante. […] A partir de maintenant c'est la voix du peuple qui doit s'imposer dans toutes les grandes questions économiques et sociales. Cette voix doit annoncer aux despotes que la fin de leur règne est proche. […] Par le système de la division du travail, l'ouvrier a été dégradé. Il est devenu une simple machine. […] Un esclavage industriel est en train de naître qui sera plus terrible encore que le système d'esclavage que nos ancêtres ont détruit durant des jours glorieux de la révolution française. […] Nous, ouvriers

> de tous les pays, devons nous unir contre ce système meurtrier, qui divise l'humanité en deux classes. Notre salvation est la solidarité.

Contre un ennemi tout-puissant – les bourgeois marchands, les maîtres de forges, les propriétaires terriens –, une seule arme : la solidarité internationale des travailleurs. Au message de Tolain fait écho celui rédigé au nom des ouvriers anglais par le cordonnier George Odger, premier secrétaire du Cartel syndical de Londres :

> Nos oppresseurs se réunissent dans de grands congrès. […] c'est là que des ministres sans foi ni loi justifient et légalisent leurs crimes. […] pendant que des hommes qui luttent pour la liberté des nations et des droits des peuples languissent dans leurs cachots ou sont chassés de leurs pays. […] A ces abus du pouvoir seule la fraternité des peuples peut opposer une résistance efficace. […] Des ouvriers de Belgique, de France, d'Allemagne sont venus en Angleterre, appelés par les industriels anglais. […] Ils ont accepté des travaux sous-payés […] ils ont fait baisser le niveau des salaires des travailleurs anglais. Ils l'ont fait non pas par mauvaise volonté, non pas consciemment. Nos frères continentaux ne sont pas coupables. Ce malheur est arrivé par manque d'une liaison régulière, systématique entre les classes laborieuses des différents pays. […] Les représentants de France, d'Italie, d'Allemagne, de Pologne – de tous les pays où se mène un combat pour le bien de l'humanité – doivent se réunir. […] *Organisons notre propre congrès !* Élevons notre voix, discutons nous-mêmes entre nous des grandes questions dont dépend la paix entre les peuples !

Odger et Tolain seront, seize ans plus tard, parmi les principaux fondateurs de la Première Internationale.

1. Janine Alexandre-Debray, *Victor Schœlcher ou la Mystique d'un athée*, Paris, Librairie académique Perrin, 1983 ; la promulgation officielle du décret a lieu le 27 avril 1848.

IV

« Ennemie de Dieu et des hommes » : la Première Internationale ouvrière

Car c'est pourtant vrai :
La vie n'est pas gaie ;
Et, la main sur le cœur
Qui n'aimerait pour une fois
Devenir son propre maître ?

[…]

Vous qui sur terre vivez dans la douleur
Il vous faut réveiller toutes les forces
De votre être
L'obéissance pour l'homme
Est le fléau majeur.
Qui n'aimerait une bonne fois
Devenir son propre maître ?

BERTOLT BRECHT, *La Vie de Galilée*, Paris, Éd. de l'Arche, 1974 (trad. A. Jacobet et E. Pfrimmer).

Fondée en 1864 l'Association internationale des travailleurs, connue sous le nom de Première Internationale, est l'une des organisations les plus tourmentées, les plus tumultueuses que la longue histoire du mouvement ouvrier ait connue.

Elle n'est composée ni d'apparatchiks doctrinaires, ni de tristes bureaucrates qui, au moyen d'adaptations successives de leurs théories, veilleraient sur leur carrière rémunérée. A l'AIT se retrouvent les travailleurs souffrants, révoltés, déterminés. La misère sociale des familles prolétariennes de la seconde moitié du XIXe siècle est effrayante : elle ressemble comme une sœur à celle endurée aujourd'hui par les quelque 800 millions de sous-prolétaires des bidonvilles du monde, de Lima, Bogota, São Paulo, Rio de Janeiro, Calcutta, Djakarta, Manille, Bombay.

La seconde moitié du XIXe siècle fut une époque de bouleversements sociaux inouïs : des centaines de milliers de propriétaires furent arrachés avec leurs familles à l'existence campagnarde séculaire et jetés – sans transition souvent – dans l'enfer bruyant, violent, répressif des usines de production manufacturée des grandes cités enfumées et sales de l'Angleterre septentrionale, de la Ruhr, de la Basse-Autriche, de la Silésie ou des Flandres. En moins de quinze ans, de 1882 à 1895, la classe des ouvriers industriels allemands augmenta de 7 à 10 millions d'hommes, de femmes et d'adolescents, soit une augmentation de près de 40 %. Mêmes bouleversements en France : de 1850 à 1900, les ouvrières et ouvriers industriels passèrent de 1,3 million à plus de 5 millions. L'AIT donnait un début d'identité, une fragile sécurité psychologique, une perspective politique de lutte à ces hommes et à ces femmes si fraîchement et si violemment déracinés[1].

Ces damnés de la terre, ce peuple de la nuit – de façon balbutiante, titubante, incertaine encore – se mettaient en marche derrière la bannière de l'AIT. Le Conseil général lui-même – organe exécutif suprême – était composé majoritairement de travailleurs vivant quotidiennement la misère, l'humiliation partagées par ceux qu'ils représentaient. Leurs espérances n'étaient pas médiatisées par la parole d'interprètes plus ou moins fidèles. Le conflit continuel entre Bakounine et Marx, dont nous parlerons tout à l'heure, gardait en permanence ouvert un espace large et aéré pour la discussion spontanée, libre, non hypothéquée par une quelconque référence discursive immuable. De Bakounine, cette affirmation : « L'enfant n'appartient ni à ses parents ni à la société […] mais à sa liberté future. » Cette phrase s'applique parfaitement à

l’AIT. Il ne s’agissait pas de presser dans un moule organisationnel et idéologique préétabli les multiples composantes sociales (que nous analyserons plus loin) de l’AIT. L’AIT était un gigantesque laboratoire, un fleuve en crue, un torrent qui roule vers la plaine. Bruyant, virulent, puissant et grandissant sans cesse, son cours n’était nullement fixé d’avance.

Au Conseil général se réunissaient en principe les délégués de toutes les fédérations membres de l’Internationale : ces délégués étaient pour la plupart des exilés résidant à Londres ou alors des travailleurs anglais. A chaque séance, il y avait environ de 20 à 25 personnes. Elles se réunissaient en moyenne deux fois par semaine, au siège des syndicats anglais. Les organisations elles-mêmes avaient souvent des contours flous. Il n’existait pas encore, en 1864, de partis ouvriers structurés[2].

Dans un premier temps, le Conseil résonna des disputes entre marxistes, proudhoniens, anarchistes, francs-maçons et anciens chartistes. Dans une seconde phase, plus nettement dominé par Marx, le Conseil devint plus homogène, les discussions plus « scientifiques », les analyses plus documentées.

Mais, bien que les discussions au sein du Conseil fussent menées en plusieurs langues, les procès-verbaux étaient tenus en anglais exclusivement. Engels, après la mort de Marx, réunit la plupart de ces procès-verbaux. Lorsque Engels mourut à son tour, ce furent les filles de Marx qui récupérèrent les précieux documents. Ceux-ci parvinrent ensuite aux mains des chercheurs de l’Institut d’histoire sociale d’Amsterdam. L’édition complète, toutefois, dont nous nous servons dans le présent chapitre – la seule édition complète qui existe actuellement – est celle qu’a mise au point, en anglais et en français, l’Institut du marxisme à Moscou.

Les hommes qui dirigeaient les principales sections de la Première Internationale étaient presque tous des personnalités hors pair, presque tous des dirigeants nés des luttes menées dans les usines. Des militants issus des grandes grèves de France, d’Espagne, d’Italie, d’Allemagne, d’Angleterre. Leur

leadership était le produit d'une sorte de génération spontanée : les luttes ouvrières dans les différents pays d'Europe, en cette seconde moitié du XIX^e^ siècle, étaient d'une inimaginable dureté, elles étaient souvent meurtrières. Ceux qui les conduisaient étaient nécessairement dotés de caractères bien trempés. L'espèce des paisibles et médiocres bureaucrates, des intrigants carriéristes, des lamentables manipulateurs d'assemblées et des fades opportunistes qu'on rencontre aujourd'hui en abondance dans les officines des centrales syndicales européennes ou les bureaux climatisés des quartiers généraux des partis socialistes ou communistes, n'était pas encore née. Non, les hommes de l'AIT étaient des êtres de sang et de chair, de force, d'intelligence et de caractère. Des hommes de la tempête. Il était normal que de telles personnalités s'affrontassent.

J'insiste sur l'intensité et le caractère constamment conflictuel des débats des congrès : la virulence faisait bon ménage avec une formidable richesse intellectuelle. L'unanimisme indolent, le morne consensus si couramment appliqués dans les instances syndicales et socialistes d'aujourd'hui, n'étaient pas de mise.

Dominés par des hommes de combat, des agitateurs, des organisateurs, des syndicalistes, des mutualistes, des meneurs de grandes grèves, les congrès de l'Internationale produisirent des théories nourries d'évidences et de sentiments très concrets : sentiments de solidarité spontanée entre tous les opprimés, sentiments de révolte, de compassion, de sympathie chaleureuse, de révolte intransigeante, de colères torrentielles, de rage devant un monde inhumain, absurde et massacreur.

Pour savoir ce qui se disait dans les couloirs, il faut avoir recours à des sources secondaires et, en premier lieu, à la volumineuse correspondance entre Marx et Engels. Une autre œuvre nous aide à comprendre les débats, le climat humain, les préoccupations pratiques et théoriques qui habitaient le Conseil et les congrès ; ce sont les trois tomes des souvenirs de James Guillaume. Médecin originaire du Jura suisse, Guillaume avait nagé dans ce formidable torrent qu'était la Première Internationale ouvrière. C'était un homme subtil, un peu en retrait des combats quotidiens, s'efforçant constamment de comprendre,

d’expliquer et de fixer par l’analyse le formidable mouvement qui bouleversait l’Europe et dont, avec passion, il était l’un des acteurs. Ses notes couvrent la période 1864-1878[3].

Combien étaient-ils, adhérents de l’une ou de l’autre, ou de plusieurs à la fois, des formations constituantes de la Première Internationale ?

Premier indice : lors du troisième procès intenté par le gouvernement français, le 8 juin 1870, à la section française de l’Internationale, le procureur de l’empereur indiqua plus de 800 000 membres, dont 433 000 en France, 80 000 en Angleterre, 45 000 en Suisse, 150 000 en Allemagne, 100 000 en Autriche-Hongrie, 3 000 en Espagne. Un mois plus tard, un procès similaire – pour « subversion » – se tint à Vienne. Le procureur viennois énonça des chiffres voisins. Le *Times* de Londres du 5 juin 1871 indique un chiffre qui est plus du double : l’Internationale aurait regroupé, selon le *Times*, dans le monde entier, 2,5 millions d’adhérents. Ces chiffres ne sont pas très éloignés de ceux avancés par l’Internationale elle-même. Un décompte fut discuté lors du congrès de Bâle, en septembre 1869 : Applegarth dénombra pour l’Angleterre 230 sections et un total de 95 000 adhérents ; Becker, 30 000 pour la Suisse alémanique ; César de Paepe, 64 000 pour la Belgique. Au congrès, A. C. Cameron, de la National Labour Union des États-Unis, apporta le soutien de 800 000 membres. *L’internationale*, le journal de la section belge, rapporte, dans son édition du 27 mars 1870, que « l’Internationale réunit aujourd’hui déjà en Europe et en Amérique, sous sa direction, plusieurs millions de membres ».

Parmi tous les grands ténors – et ils étaient nombreux ! – des congrès de l’Internationale, il en est un que j’aime tout particulièrement et qui incarne bien l’esprit des congrès. C’est August Bebel, ouvrier tourneur de Leipzig. Il n’avait que vingt-trois ans au moment de la fondation de l’AIT. Il mourra en 1913. Entre-temps, il fonde avec Wilhelm Liebknecht l’éphémère parti populaire saxon et devient le premier – et pendant longtemps l’unique – député ouvrier du Reichstag. Bebel est le cauchemar des bourgeois, l’ennemi cruel de Bismarck.

C’est un homme volcanique, à l’énergie inépuisable, aux talents conciliateurs prononcés, formidablement intelligent. De lui, ses collègues de l’AIT disent qu’il est « le dictateur moral de l’Internationale ». Bebel résume bien la conscience confuse de la Première Internationale en un terme, à mon avis, très juste. Il dit : l’AIT est une *Gesinnungsgemeinschaft* (une communauté de conviction, de conscience), une sorte d’instance morale supérieure destinée à servir de référence à toutes les formations ouvrières, mutualités, syndicats, cercles culturels, *etc.* – qui en font partie. N’oublions pas que c’est pour créer un contact permanent et organique entre les ouvriers d’Europe, et empêcher ainsi que les patrons, frappés par la grève, ne puissent recruter des ouvriers briseurs de grève dans un autre pays, que s’est fondée la Première Internationale.

Le langage au sein de l’AIT était – par la force de l’héritage – imprégné d’accents chrétiens, humanistes et souvent francs-maçons. Exemple : en septembre 1869, le IV^{e} congrès de la Première Internationale se réunit à Bâle. Comme les congrès précédents, il dura huit jours, du dimanche 5 au dimanche 12 septembre. Le dimanche 5 à 2 heures de l’après-midi, les délégués se retrouvèrent, avec les membres des sections de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne et leurs familles, au Café national. De là, selon la coutume de mon pays, ils formèrent un cortège. Musique ouvrière en tête, drapeaux et bannières déployés, environ 2 000 personnes, hommes, femmes et enfants, parcoururent la ville. Le cortège s’arrêta devant la porte d’une brasserie. Dans le vaste jardin tout le monde prit place pour écouter la chorale du *Gruetli*, qui donna un concert en l’honneur de tous ces délégués venus de si loin. Puis Bruhin, président de la section locale, prit la parole (en allemand) :

> Frères travailleurs,
>
> Avant toute chose, qu’il me soit permis de souhaiter cordialement la bienvenue à vous tous, représentants de la classe ouvrière. Nous aurions aimé vous recevoir dans une église, mais il paraît que les églises de cette

ville sont fermées aux messagers qui viennent proclamer la vérité réellement évangélique de l'émancipation de l'ouvrier. Consolons-nous, citoyens, en pensant que tout endroit est saint où viennent se réunir des fils de l'homme pour discuter des intérêts de l'humanité…

Et plus loin :

Cet endroit est saint trois fois lorsqu'il renferme des représentants de cette grande association ouvrière qui admet dans ses rangs tous les hommes sans exception aucune. Ah ! il est vrai, aujourd'hui l'Association n'embrasse que l'élite des ouvriers, les ouvriers les plus intelligents, les plus énergiques de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Suisse et de l'Amérique. Nous ne formons que l'avant-garde de la grande armée des travailleurs. Beaucoup s'effraient encore au seul mot *d'Internationale*, beaucoup ont peur.
[…] Mais au milieu de ce triste état de choses notre cœur s'est ouvert au pressentiment qu'un monde tout nouveau va se former, qu'une société nouvelle va sortir des décombres de l'ancienne, assez forte, assez glorieuse pour rendre heureuse toute créature humaine.

Encore Bruhin :

Travaillons donc, travaillons sans relâche à la création de la république populaire [*Volksstaat*], car avant tout il faut que le peuple prenne en main le gouvernement. La paix, un jour, sera perpétuelle, les peuples ne formeront plus qu'une grande famille répandue sur l'une des innombrables planètes qui se meuvent dans l'espace infini.

Le Conseil général de l'AIT assumait notamment une tâche importante : la collecte à travers toute l'Europe, dans toutes les sections de chaque pays, des dons de solidarité versés lors des grandes grèves. Ces grèves étaient

généralement d'une grande violence, le patronat ne reconnaissant nulle part le droit de grève. L'État non plus d'ailleurs. A la moindre insoumission, c'était le lock-out, le licenciement généralisé, la charge des dragons. La faim était l'ennemie la plus cruelle des grévistes et de leurs familles. Cependant, l'extraordinaire fraternité qui habitait le prolétariat européen tout au fond de lui-même et qui, en de telles occasions, se faisait jour, remporta maintes victoires. Exemple : le 9 mars 1869, le Conseil lança un appel international pour le secours aux ouvriers de la soie, aux coloristes et *Bandweber* de Bâle. De toute l'Europe, des milliers de livres sterling, de francs français, de lires italiennes, de marks allemands, etc., affluèrent dans les caisses de l'Association ouvrière internationale de Bâle-Ville (Internationaler Arbeiterverein, Basel-Stadt). Trois mois plus tard, les barons du charbon de Belgique et d'Allemagne réduisirent la production, limitèrent les jours de travail à quatre par semaine et baissèrent les salaires de 10 %. Grève générale dans les mines. Les deux États procédèrent à des milliers d'arrestations. Mais les mineurs tinrent bon : des dizaines de milliers d'entre eux entrèrent à l'AIT, après que la collecte internationale leur eut permis de trouver une issue dans la dignité. Même phénomène en France : durant les années 1868-1869, les travailleurs du coton de Rouen, ceux de la soie à Lyon, les mineurs de Saint-Étienne vécurent des grèves terribles. L'AIT les aida. Plus de 50 000 d'entre eux rejoignirent ensuite l'organisation.

Dans les textes allemands de la Première Internationale, tous ces dons collectés dans l'Europe entière par le Conseil général en temps de grève portent le joli nom de *Liebesgaben*, dons d'amour.

L'AIT était traversée d'affrontements d'idées comme il s'en est peu trouvé, depuis lors, dans l'histoire du mouvement ouvrier. Deux hommes symbolisent ces affrontements : un ancien bourgeois rhénan, d'origine juive, marié, ayant trois filles, philosophe formé à l'université de Berlin, économiste, écrivain prodigieux, d'une part, un aristocrate russe né à Prijamuchino, émigré, autodidacte, solitaire, de l'autre. Karl Marx et Mikhaïl Bakounine, aussi dissemblables que fussent leurs deux personnalités, étaient doués d'une même et

fulgurante intelligence, d'une détermination et d'une endurance au travail qu'on a peine à imaginer. Ils avaient sensiblement le même âge : Marx était né en 1818, Bakounine, quatre ans plus tôt, en 1814. Aucun n'a vu l'avènement de la révolution dans sa propre patrie. Tous deux sont morts en exil. La tombe de Bakounine, mort en 1876 à Berne, se trouve reléguée dans un coin sombre du cimetière de Bremgarten, noircie par les gaz d'échappement de l'autoroute Genève-Zurich. Marx a été enterré le 17 février 1883 au cimetière de Highgate, à Londres.

Bakounine et ses amis libertaires entrèrent au Conseil général en 1868. Ils le quittèrent quatre ans plus tard, en 1872.

Des dizaines de volumes ont été publiés sur les combats théoriques et pratiques entre les deux hommes et leurs partisans[4]. Les marxistes œuvraient pour le soulèvement organisé, la construction d'un parti discipliné. Les libertaires de Bakounine, par contre, témoignaient face à tout pouvoir organisé – fût-il prolétarien – d'une méfiance instinctive. Les libertaires incarnaient – et incarnent encore aujourd'hui – la lutte absolument prioritaire contre toute forme de contrainte exercée par un homme contre son semblable ; ils défendaient le soulèvement spontané, l'auto-organisation des syndicats, libres de toute influence d'un quelconque parti politique.

Derrière Marx se tenaient avant tout les délégués des usines de Manchester, de Glasgow, les dockers de Liverpool, les tisserands de Silésie, les républicains radicaux de Rhénanie. Bakounine, par contre, exprimait la vision du monde, la stratégie de combat des travailleurs non encore totalement déracinés, des travailleurs à domicile, autodidactes cultivés, souvent érudits, qui, au cours des interminables hivers suisses, étudiaient les philosophes des Lumières et les économistes anglais.

Pour les artisans et ouvriers horlogers de Suisse romande notamment, certains des auteurs cités par Bakounine venaient de leur propre monde, leurs œuvres procédaient de leur propre expérience sociale et professionnelle.

Entre centralistes et libertaires (ou fédéralistes), entre disciples de Marx et disciples de Bakounine (mais la distinction est trop schématique et ne rend pas compte de l'infinie complexité de la composition sociale de l'AIT), la

cohabitation, dès le début, parut difficile. Marx et les siens croyaient en la nécessité de la construction d'une Internationale efficace, bien organisée, capable de mener la guerre de classe d'une façon coordonnée dans toute l'Europe. Pour mener la guerre de classe contre un adversaire infiniment puissant et qui détenait le pouvoir politique, militaire, judiciaire, policier, financier, idéologique, économique partout en Europe, il fallait une organisation forte et structurée dirigée par un Conseil général capable de planifier et de commander.

C'est l'autorité de ce Conseil général que les libertaires avaient de la peine à accepter. Après leur départ au congrès de La Haye, en 1872, ils se réunirent, dix jours plus tard, dans un vallon du Jura suisse, dans la magnifique petite cité horlogère de Saint-Imier. C'est aujourd'hui un bastion de la social-démocratie, tristement ennuyeuse et franchement réactionnaire. A l'époque, c'était un foyer extraordinaire de réflexion audacieuse, d'invention sociale, d'agitation, un lieu de refuge aussi pour les proscrits libertaires de l'Europe. Le congrès de Saint-Imier des 15 et 16 septembre 1872 opposa, par ces mots, une fin de non-recevoir définitive aux demandes des centralistes :

> Considérant que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit des classes et au détriment des masses, et que le prolétariat s'il voulait s'emparer du pouvoir politique deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante ;
>
> […]
>
> Le congrès réuni à Saint-Imier déclare :
> 1. Que la destruction de *tout pouvoir politique* est le premier devoir du prolétariat.
> 2. Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui.

> 3. Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire […][5].

La Première Internationale n'eut qu'une vie très courte : douze ans à peine. Ses sources de financement étaient d'une pauvreté ridicule. Elle n'avait pas d'organisation digne de ce nom et sa stratégie politique était contradictoire, fragile et souvent confuse. Elle ne disposait ni d'armée, ni de police, ni d'État, ni d'aucune force offensive constituée. Elle s'adressait à des millions d'êtres humiliés, écrasés, vivant à l'extrême limite de la subsistance.

Mais, dans l'imaginaire des puissants, elle projetait le spectre terrifiant de la révolution. Les gouvernements d'Europe la jugèrent porteuse d'une irrésistible et dévastatrice violence. Le pape Pie IX la maudit comme « l'ennemie de Dieu et de l'humanité ». La monarchie austro-hongroise et la plupart des États allemands la mirent au ban de la société comme organisation dangereuse pour l'État. Ses membres furent déclarés hors la loi. La France et l'Espagne édictèrent des lois spéciales en vue de sa persécution. Le *Times* de Londres, plus nuancé mais manifestant une terreur encore plus grande, comparait l'Internationale aux premières Églises chrétiennes ! La force incomparable contenue dans la volonté d'hommes et de femmes décidés à sacrifier leurs vies pour abolir leurs souffrances, changer leur existence quotidienne et créer un monde plus libre et plus juste n'échappait pas aux perspicaces journalistes de Londres.

Parlant du mouvement ouvrier naissant, Marx dit : « Pour le traquer, toutes les puissances de la vieille Europe se sont liguées en une Sainte-Alliance. Le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux français et les policiers allemands[6]. »

Partout en Europe, les différentes sections de l'Internationale, leurs dirigeants, leurs adhérents étaient persécutés sauvagement. L'AIT était mal organisée. Elle n'avait même pas de concept clair de la révolution à venir. Mais son pouvoir symbolique était formidable : sur le front de la lutte de classes

théorique, elle disposait de forces ravageuses, déterminantes. Elle relevait, disait Marx, de l'« imaginaire de convocation ». A des millions d'hommes et de femmes déculturés, aliénés, au psychisme détruit, au corps meurtri, elle donnait une identité, un drapeau de ralliement, une direction de lutte et de marche. L'AIT – c'est l'anarchiste jurassien Schwizguebel qui parle – est « le vent de la résurrection » qui se lève.

Pour montrer l'action de cet « imaginaire de convocation », il suffit d'évoquer en quelques lignes l'étonnant destin de Ferdinand Lassalle. Lassalle était un disciple de Marx. Il fut le fondateur de la première Association générale des travailleurs allemands, composante importante de l'AIT. Lassalle naquit le 11 avril 1825 d'une famille d'intellectuels et d'industriels juifs de Breslau. La stupide arrogance des junkers, grands propriétaires terriens de Prusse, l'opulence méprisante des barons de l'industrie et des financiers de Berlin heurtaient son intelligence. La misère des travailleurs de Poméranie, de Prusse orientale, de Silésie et de Thuringe le révolta dès son adolescence. Il mit toutes ses forces dans le combat pour leur émancipation.

Mais Lassalle n'était ni un grand théoricien ni un bon organisateur syndical ou politique. Il n'avait que peu de culture et pas d'érudition. Pour le travail d'organisation, il lui manquait l'obstination, la patience silencieuse, l'humilité. Mais il possédait un grand talent d'orateur, une rare et puissante faculté de convaincre. C'était un homme extrêmement attachant, doué d'un amour sincère et profond pour les êtres. Il fut constamment traversé de passions variées : il apparaissait sur le devant de la scène politique, harcelait les puissants, puis disparaissait. Il mourut sur les hauteurs de Bossey, dans la clairière d'un petit bois au-dessus de Genève, de la main de Ranko Rancowiez, un étudiant roumain, à la fin du mois d'août 1864. L'étudiant aimait la même femme que Lassalle, Hélène von Doenniges, une jeune et belle Munichoise fixée à Genève. Le duel eut lieu au pistolet. Lassalle tirait mal. L'étudiant l'abattit du premier coup.

Qui était Lassalle ? Un simple agitateur politique. Mais un agitateur qui, en l'espace de deux ans (1862-1864), avait fait naître le premier parti ouvrier allemand. Lassalle et Bismarck traitaient presque d'égal à égal[7]. Bismarck,

maître effectif du plus puissant royaume d'Europe, chef d'une force militaire colossale, cherchait l'alliance avec cet agitateur juvénile venu des marches de l'Est. Pourquoi ? parce que l'agitateur exprimait l'attente, l'impatience d'une foule immense.

Une multitude de femmes, d'hommes et d'adolescents prolétaires, vivant une existence intolérable mais prenant lentement conscience de leur force collective et prêts à tous les sacrifices pour arracher aux puissants une chance de vie digne et libre… Lassalle refusa finalement de collaborer avec le maître de la Prusse. En mars 1864, il fut amené pour la troisième fois devant la Haute Cour d'État (Staatsgerichtshof) de Berlin. Le procureur général du roi l'accusait de « haute trahison ». Mais des manifestations de masse éclatèrent aussitôt. La popularité de l'accusé auprès du prolétariat berlinois était telle que les juges n'osèrent pas le condamner. A peine libéré, Lassalle partit pour la Rhénanie. Dans sept villes il tint des réunions, devant des milliers de personnes, afin de propager les buts et moyens proposés par son nouveau parti. La réaction des foules ouvrières fut délirante. Lassalle nota dans son carnet : « *So muss es bei der Stiftung neuer Religionen ausgesehen haben* » (c'est ainsi qu'a dû se passer la fondation de religions nouvelles)[8]. Un mois plus tard, Lassalle était complètement épuisé, sa santé craquait une nouvelle fois. Il partit en cure à Bad Ems. Retour au combat en juillet : au début de ce mois, il prononça son dernier grand discours devant une assemblée de masse à Francfort.

August Bebel, qui n'était pas encore socialiste à l'époque et était un adversaire déterminé de Lassalle, reste ébahi devant ces vagues débordantes d'enthousiasme, l'adhésion passionnée que suscite la parole du jeune agitateur silésien. Le républicain Bebel ne comprend pas le surgissement en moins de deux ans de cet immense parti ouvrier. Bebel n'était pas le seul. Marx non plus ne comprenait rien à l'action de Lassalle. Lorsqu'il apprit sa mort en duel, il ricana. Dans une lettre à Engels, il écrivit cette phrase méprisante (parlant du duel de Lassalle) : « *Das ist nun seine letzte Taktlosigkeit* » (c'est sa dernière faute de goût). Bebel, plus tard, prendra la succession de Lassalle comme principal dirigeant du prolétariat allemand. Il rendra alors cet hommage à son ancien adversaire : « *Sein Einfluss auf dis Massen war eminent… ohne ihn wäre*

die Bewegung kaum so rasch das geworden, was sie geworden ist » (son influence sur les masses était éminente… sans lui, le mouvement ne serait pas devenu si rapidement ce qu'il est devenu). Qu'un agitateur déterminé, extrêmement doué, mais dépourvu de talents organisationnels, de collaborateurs permanents, d'argent et d'infrastructure institutionnelle, ait pu – par la simple force de sa conviction – mettre sur pied, en moins de deux ans, le plus puissant parti politique d'Allemagne prouve l'attente, chez des centaines de milliers de travailleurs, d'une parole émancipatrice.

Une légende tenace court sur la fondation de la Première Internationale : elle serait l'œuvre exclusive de l'intelligence visionnaire de Karl Marx. C'est une erreur. En 1864, Marx était un intellectuel allemand en exil. Il n'avait jamais mis les pieds au Cartel syndical de Londres et n'avait jamais occupé une quelconque position de responsabilité dans aucune des grandes organisations du mouvement ouvrier anglais. Mais Howell avait lu quelques-unes de ses brochures… et en était profondément impressionné. Il vouait au savant allemand une vénération lointaine. Lorsque, après le succès du II^e^ congrès de solidarité avec le peuple polonais en lutte contre la tyrannie tsariste, Odger, Tolain et leurs amis conçurent le projet d'une réunion plus vaste, devant coordonner les actions futures des ouvriers anglais avec celles de la fraction anti-impériale du prolétariat français, Howell persuada ses collègues d'inviter à la tribune le D^r^ Marx. Howell se présenta un soir au pauvre logis de la famille Marx, une invitation manuscrite du Cartel à la main. C'est ainsi que la grande assemblée du 28 septembre 1864 à St. Martin's Hall, dans le quartier de Long Acre, à Londres, débuta par une adresse inaugurale prononcée avec l'accent horrible et la voix monocorde de Marx. Cette adresse fit presque immédiatement le tour du monde. Écoutons Marx :

> Si l'émancipation des classes ouvrières exige leur concours fraternel, comment peuvent-elles accomplir cette grande mission, quand la politique étrangère ne poursuit que des desseins criminels et, exploitant les préjugés nationaux, ne fait que gaspiller le sang et les trésors des

peuples dans des guerres de flibustiers ? Ce n'était pas la sagesse des classes gouvernantes, mais la résistance héroïque de la classe ouvrière de l'Angleterre à leur folie criminelle, qui sauva l'ouest de l'Europe du danger de se jeter à corps perdu dans l'infâme croisade pour perpétuer et propager l'esclavage de l'autre côté de l'Atlantique. L'approbation honteuse, l'ironique sympathie ou l'indifférence idiote avec lesquelles les classes supérieures de l'Europe assistaient à l'écroulement de la forteresse montagnarde du Caucase qui est devenue la proie de la Russie, et à l'assassinat de la Pologne par la même puissance ; les immenses empiétements supportés sans résistance de cette puissance barbare, dont la tête est à Saint-Pétersbourg et les mains dans tous les cabinets de l'Europe, ont imposé aux classes ouvrières le devoir de s'initier aux mystères de la politique internationale, de veiller sur les actes de leurs gouvernements respectifs, de les contrecarrer, s'il est nécessaire, par tous les moyens en leur pouvoir. La justice, la morale doivent régler les relations entre les individus comme entre les peuples.
La lutte pour une telle politique étrangère fait partie de la lutte générale pour l'émancipation de la classe ouvrière.
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous[9] !

Le mât central de ce navire des tempêtes qu'est la Première Internationale ouvrière, s'appelait *solidarité*. Ses statuts ne parlent de rien d'autre. Écoutons :

Art. 1er. Une association est établie pour procurer un point central de communication et de coopération entre les ouvriers des différents pays aspirant au même but, savoir : le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière[10].
Le nom de cette Association sera : Association internationale des travailleurs. […]
Art. 4. Le Conseil général siégera à Londres et se composera d'ouvriers représentant les différentes nations faisant partie de l'Association

internationale. Il prendra dans son sein, selon les besoins de l'Association, les membres du bureau, tels que président, secrétaire général, trésorier et secrétaires particuliers pour les différents pays. […]

Art. 6. Le Conseil général établira des relations entres les différentes associations d'ouvriers, de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays ; qu'une enquête sur l'état social soit faite simultanément et dans le même esprit[11] ; que les questions proposées par une société, et dont la discussion est d'un intérêt général, soient examinées par toutes, et que, lorsqu'une idée pratique ou une difficulté internationale réclameront l'action de l'Association, celle-ci puisse agir d'une manière uniforme. […]

Art. 7. Puisque le succès du mouvement ouvrier ne peut être assuré dans chaque pays que par la force résultant de l'union et de l'association ; que, d'autre part, l'utilité du Conseil central dépend de ses rapports avec les sociétés ouvrières soit nationales ou locales, les membres de l'Association internationale devront faire tous leurs efforts, chacun dans son pays, pour réunir en une association nationale les diverses sociétés d'ouvriers existantes, ainsi que pour créer un organe spécial[12].

Il est sous-entendu cependant que l'application de cet article dépendra des lois particulières de chaque pays, et que, abstraction faite des obstacles légaux, chaque société locale aura le droit de correspondre directement avec le Conseil central de Londres.

Art. 8. Jusqu'à la première réunion du congrès ouvrier, le Conseil élu en septembre agira comme Conseil central provisoire. Il essaiera de mettre en communication les sociétés ouvrières de tous pays. Il groupera les membres du Royaume-Uni. Il prendra les mesures provisoires pour la convocation du congrès général, il discutera avec les sociétés. […]

Art. 9. Chaque membre de l'Association internationale, en changeant de pays, recevra l'appui fraternel des membres de l'Association.

Art. 10. Quoique unies par un lien fraternel de solidarité et de coopération, les sociétés ouvrières n'en continueront pas moins d'exister

sur les bases qui leur sont particulières. […]

Ces statuts de l'AIT constituent une des expressions les plus pures de la raison solidaire que le mouvement ouvrier international ait connue au cours de sa longue histoire.

Il faut se rappeler que l'AIT précède l'établissement et l'expansion des grands empires coloniaux européens outre-mer. Les problèmes multiples, contradictoires, révoltants créés par la conquête militaire européenne des peuples d'Afrique, par la domination exercée sur les peuples d'Asie et d'Amérique latine, ne sont pas encore clairement perçus par les masses laborieuses d'Europe. Les drames du monde d'outre-mer (mis à part la terrible institution de l'esclavage dans les États du sud des États-Unis, que la guerre de Sécession contribua à rendre célèbre) ne sont pas encore compris avec précision par les dirigeants ouvriers de France, d'Allemagne, d'Angleterre, de Suisse et d'Italie. L'universalisme ne s'articule donc pas sur des revendications anticoloniales clairement formulées. Mais cet universalisme est sincère, puissant, et s'exprime avec lyrisme et conviction.

Les grandes affaires de la Première Internationale ne furent pas les colonies, mais la guerre franco-prussienne de 1870 et l'insurrection de la Commune de Paris de 1871. C'est durant ces années 1870-1871 que la raison solidaire du mouvement ouvrier heurte avec une violence inouïe la raison d'État prussienne, puis française. C'est pendant ces années de guerre que la solidarité de tous les prolétaires d'Europe subit l'épreuve la plus dure, victorieusement surmontée. Les ouvriers français et les ouvriers allemands résistèrent avec dignité à la tempête de chauvinisme imbécile, au nationalisme violent et débile qui ravagèrent leurs pays respectifs. Les délégués allemands et français de l'Internationale se rencontrèrent régulièrement au cours des mois précédant la guerre, élaborant des projets pour tenter d'empêcher le déclenchement de la boucherie fratricide.

Lorsque l'Empire français fut battu et la République proclamée, les ouvriers allemands organisèrent d'immenses manifestations de masse où ils exigèrent une paix honorable pour la France et protestèrent contre l'annexion de territoires français par l'Allemagne. August Bebel, lui, ne dit pas « annexion » mais *Raub* (vol à main armée). En septembre 1871, un congrès de délégués siégeant à Londres honora la conduite des ouvriers allemands par ces sobres mots : « Durant la guerre, les ouvriers allemands ont fait leur devoir. » A Berlin même, à Cologne, à Munich, à Leipzig, à Hambourg, les ouvriers allemands revendiquaient avec fierté le titre de « traîtres à la patrie » dont la bourgeoisie les avait qualifiés. Aux dirigeants allemands de l'Internationale, Bismarck lança l'insulte de *Vaterlandslose Gesellen* (voyous apatrides). Bebel, ennemi juré de toute raison d'État, répondit au Reichstag : « Pour nous, votre insulte est un honneur. »

L'Internationale n'avait pas organisé elle-même l'insurrection de la Commune de Paris. Le Conseil général avait même lancé un avertissement aux ouvriers parisiens, leur disant que, dans les circonstances présentes, la révolte armée équivalait à un « acte de folie et de désespoir ». Mais, dès qu'elle fut déclenchée, toutes les sections de l'Internationale lui accordèrent un soutien sans réserve.

Au Reichstag, sous les huées, Bebel prononça cette phrase : « Soyez-en convaincus : tous les prolétaires d'Europe et tous les hommes qui portent dans leur cœur l'amour de la liberté et de l'indépendance regardent aujourd'hui avec espérance et une immense sympathie vers Paris. »

A Hyde Park, le 12 avril 1871, les syndicats anglais organisèrent la plus grande manifestation de masse de leur histoire pour témoigner leur soutien à la Commune de Paris.

La Commune écrasée, ses survivants fusillés ou déportés à Cayenne, en Algérie ou en Nouvelle-Calédonie, les familles des vaincus se dispersèrent à travers l'Europe. Elles trouvèrent aide, accueil et refuge dans toutes les banlieues ouvrières de toutes les grandes villes d'Europe. Lorsqu'en juin 1871 le ministre de la Justice de Belgique voulut expulser du pays les réfugiés de Paris, les syndicats belges déclenchèrent la grève générale : « Les communards ont

combattu pour leur liberté et leur émancipation au nom de l'humanité tout entière. Ils ont à leur tour le droit d'exiger de tous les hommes qui ont un cœur, le respect, l'estime et la sympathie qui leur sont dus. »

Rien n'est plus terrifiant que la haine de classe. Les riches qui ont – ne serait-ce qu'un instant – tremblé pour leurs privilèges poursuivent d'une haine absolue les pauvres qui ont osé se révolter. L'écrasement de la Commune de Paris fut suivi d'une vague de persécutions, d'une tentative de destruction des sections de l'Internationale dans l'Europe tout entière.

En octobre 1871, Bismarck fait arrêter Wilhelm Liebknecht et August Bebel, pourtant députés au Reichstag de l'Allemagne du Nord, ainsi que des centaines de syndicalistes. A la même époque, le gouvernement de Vienne ordonne des razzias contre les membres de l'AIT à Vienne et à Pest. L'acte d'accusation du procès intenté par la monarchie austro-hongroise aux dirigeants ouvriers de Vienne avance les arguments qui seront utilisés dans tous les autres procès, par tous les autres gouvernements à travers l'Europe. Arguments d'une simplicité désarmante ! Vous êtes militant de l'Internationale, donc ennemi de la loi et traître à la société. Voici ce que dit le procureur de Vienne :

> Les prisonniers eux-mêmes admettent qu'ils ont adopté le programme du congrès ouvrier allemand d'Eisenach (1869) et qu'ils ont agi en conséquence. Ce programme comprend le programme de l'Internationale. L'Internationale a pour but l'émancipation de la classe ouvrière de la domination de la classe possédante et de la dépendance politique. Cette émancipation est inconciliable avec les institutions actuelles de l'État, en Autriche. Ainsi, qui adopte et répand les principes du programme de l'Internationale entreprend une action préparant la ruine du gouvernement autrichien et se rend donc coupable de haute trahison[13].

Liebknecht et Bebel sont condamnés à Leipzig, en 1872. La même année, Brix, Pio et Geleff sont jugés à Copenhague. Motif : leur appartenance à

l'Internationale « est incompatible avec le maintien de l'État danois ». En Espagne, le gouvernement Lanza use du même argument pour faire condamner à de lourdes peines de travaux forcés les principaux dirigeants du prolétariat ouvrier et paysan. En Belgique et en Suisse, des pressions sont exercées contre ceux qui donnent refuge aux survivants du massacre des communards. A une délégation de bourgeois catholiques helvétiques, Sa Sainteté Pie IX tient les charitables propos que voici :

> Votre gouvernement, qui est républicain, se juge obligé de faire un lourd sacrifice à ce que l'on appelle la liberté. Il assure le droit d'asile à nombre de gens de la pire espèce, il tolère cette secte de l'Internationale qui voudrait traiter toute l'Europe comme elle a traité Paris. Ces Messieurs de l'Internationale, qui ne sont d'ailleurs pas du tout des Messieurs, sont redoutables parce qu'ils travaillent pour le compte de l'éternel ennemi de Dieu et des hommes. Quel avantage a-t-on de les protéger ? Il faut prier pour eux[14] !

Pour August Bebel, la Première Internationale était, nous l'avons dit, avant tout une *Gesinnungsgemeinschaft*, une communauté de conscience et de conviction. On pourrait dire mieux : l'AIT équivalait à une *Gefühlsgemeinschaft*, une communauté de sentiments. C'est une perception immédiate, spontanée du monde, une perception avant tout infraconceptuelle qui mobilisa durant ces années les capacités d'indignation, de révolte, de compassion et de sympathie des sections de l'Internationale. Mais on aurait tort de sourire, tort même de prendre la cacophonie théorique pour une faiblesse. Gravement tort, enfin, de sous-estimer la force des sentiments, l'action historique de cette communauté de conviction.

Ces « voyous apatrides » étaient le sel de la terre et l'espérance du monde.

1. Michelle Perrot, *Jeunesse de la grève, France 1871-1890*, Paris, Éd. du Seuil, 1984 (rééd. de la thèse de doctorat parue chez Mouton en 1974) ; cf. aussi Bénigno Cacérès, *Le Mouvement ouvrier*, Paris, Éd. du Seuil, 1967 et 1984.
2. Les procès-verbaux des différentes réunions du Conseil général et des congrès de la Première Internationale, les listes nominatives des délégués (avec leurs métiers respectifs, leur provenance, etc.), l'historique de l'élaboration des appels, des résolutions, des ordres du jour, des adresses prononcées, des messages envoyés dans le monde entier, tous ces textes nous sont connus grâce au remarquable travail documentaire effectué par les historiens de l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, notamment Miklos Molnar, Henri Burgelin, Karl Langfeld, Jacques Freymond. Cf. *La Première Internationale, recueil de documents*, vol. I et II, Genève, Droz, 1962.
3. James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs, 1864-1878*, Paris, Stock, 3 vol. publiés de 1905 à 1909.
4. J'utilise ici plus particulièrement Julius Braunthal, *Geschichte der Internationale*, Hanovre, Dietz, 3 vol., 1961, 1963 et 1971. Pour le débat Marx/Bakounine, cf. vol. I.
5. Je cite ici une œuvre monumentale dont je me sers fréquemment au cours de ce chapitre : *La Première Internationale, recueil de documents, op. cit*.
6. Karl Marx, *Manifeste communiste*, dans *Œuvres complètes, op. cit*., vol. I, p. 6.
7. Sur le contenu des négociations secrètes entre Lassalle et Bismarck, cf. p. 157 *sq.*
8. Notation citée par Willy Brandt, président en exercice de la Deuxième Internationale, lors de son discours commémoratif à Bossey, le 10 avril 1984.
9. Adresse inaugurale, dans *La Première Internationale, recueil de documents, op. cit*., vol. I, p. 3.
10. Dans le texte original anglais : *working classes.*
11. Nous reproduisons ici la note de James Guillaume (*l'Internationale, documents et souvenirs, op. cit*., p. 17) à ce sujet : « Le texte anglais dit : *under a common direction* (sous une direction commune) ; le texte français dit (et Longuet a suivi ici la traduction parisienne) : *dans un même esprit*. Il y a là une nuance très sensible et très caractéristique : on voit déjà la tendance centraliste – qui veut "diriger" – et la tendance fédéraliste – qui pense que l'identité des besoins produira spontanément "un même esprit" – s'opposer l'une à l'autre. »
12. Le texte anglais de l'article 7 est plus nuancé, et il en ressort la préférence de ses auteurs pour la création d'associations nationales centralisées non obligées d'entretenir des contacts avec « *a great number of small and disconnected local societies* ». Par ailleurs, le dernier mot de l'article 7 a été mal traduit : il ne s'est pas agi d'un « organe spécial » mais bien d'« organisations centrales nationales » *(central national organs).*
13. *La Première Internationale, op. cit*., vol. II, p. 322.
14. *Ibid*., vol. II, p. 323.

V

Le front des pauvres : « canuts » anglais et esclaves américains

Pour gouverner, il faut avoir
Manteaux et rubans en sautoir
Nous en tissons pour vous, grands de la terre
Et nous, pauvres canuts,
Sans draps on nous enterre

[…]

C'est nous les canuts,
Nous sommes tout nus.
Pour chanter Veni creator
Il faut une chasuble d'or
Nous en tissons pour vous
Gens de l'Église

[…]

Mais nous pauvres canuts
N'avons pas de chemises,

[…]

Nous sommes les canuts,
Nous sommes tout nus.
Mais notre règne arrivera
Quand votre règne finira
Alors nous tisserons

Le linceul du vieux monde
Car on entend déjà la révolte qui gronde

[…]

C'est nous les canuts
Nous n'irons plus tout nus.

« La ronde des canuts », dans Bénigno Cacérès, *Le Mouvement ouvrier*, Paris, Ed. du Seuil, 2e éd., 1984.

L'année où se tenait le congrès fondateur de l'AIT vit l'apogée d'une des actions de solidarité les plus dures, les plus longues de toute l'histoire du mouvement ouvrier européen : la pratique intransigeante de la fraternité solidaire des travailleurs anglais avec les Noirs américains en guerre pour leur émancipation.

L'esclavage aux États-Unis d'Amérique a été vaincu grâce – en grande partie – à la détermination, à la capacité d'organisation, aux sacrifices personnels, familiaux du prolétariat anglais. La mort de centaines d'enfants affamés des familles ouvrières anglaises contribua à la libération de l'homme noir et à la destruction de la société esclavagiste du sud des États-Unis. Solidarité exemplaire entre hommes qui ne se connaissaient pas, de races différentes, qui ne se parlaient pas et qui, pourtant, changèrent ensemble le cours de l'histoire.

Abraham Lincoln, à la fin de la guerre de Sécession, écrivit aux ouvriers de Manchester : « *Ce sont généralement les hommes les plus pauvres qui sont les plus aimants les uns envers les autres*[1]. »

La lutte contre l'esclavage aux États-Unis a une longue et tortueuse histoire. Dès la première décennie du XIXe siècle, mais plus particulièrement dès l'accession à la présidence du *général Andrew Jackson*, la composition sociale de la nouvelle nation change rapidement. Jackson est un homme du peuple. Il arrache la présidence en 1829 et gouverne jusqu'en 1837. C'est un homme ambigu, violent, mais visionnaire. C'est d'abord un général massacreur, brutal et cynique : il mène une guerre de destruction contre les peuples indiens. Ses

régiments de cavalerie, alliés à des bandes de brigands, exterminent des sociétés entières, conquièrent d'immenses territoires à l'ouest des montagnes des Appalaches. Colons blancs et sociétés capitalistes, spéculant sur les terrains récemment « libérés » de leurs occupants ancestraux, reçoivent des titres de propriété à des prix modestes. Des dizaines de milliers de femmes, d'enfants, d'hommes – chasseurs, éleveurs, agriculteurs indiens – sont affamés, tués à l'arme blanche, brûlés vifs par les vaillants soldats des États-Unis. Mais Jackson est aussi un homme d'État : il ouvre grand les frontières aux immigrants de toute sorte, venus des différentes nations d'Europe. Des centaines de milliers de familles persécutées, harassées par les autocraties d'Europe trouvèrent un refuge, du travail, une chance de vie aux États-Unis. Jackson est un être double : méprisant pour les Indiens, il se bat pour l'égalité des droits entre les Blancs. Il unit agriculteurs et ouvriers. Il abolit les grands groupes capitalistes qui s'étaient constitués autour des banques new-yorkaises. Le premier, il introduit le *spoil system :* parvenu à la présidence, il congédie tous les hauts fonctionnaires que ses prédécesseurs avaient installés à la tête de l'administration et attribue les postes à ses propres partisans.

En ce sens, Jackson achève l'œuvre de Thomas Jefferson. En 1776, la Déclaration américaine des droits de l'homme avait instauré le droit « à la vie, à la liberté, à la recherche du bonheur » de tous les hommes. La Constitution du nouvel État et sa Déclaration des droits de l'homme postulaient également le droit à la résistance contre un gouvernement injuste. Mais les grands principes de Jefferson étaient restés largement lettre morte pour tous ceux qui n'appartenaient pas à la classe aristocratique des fondateurs. George Washington, premier président de la nouvelle nation, était propriétaire d'esclaves et défenseur du système censitaire. Jackson, pour la première fois, donne un contenu social, une réalité politique concrète aux documents de 1776.

En accélérant la conquête de l'Ouest, en accueillant massivement les nouveaux immigrants blancs, Jackson, toutefois, ne fait qu'accélérer un mouvement commencé deux générations avant lui : en 1790, la population des États-Unis était de 3,9 millions de personnes. Vingt ans plus tard, en 1810, elle s'élève déjà à 7,2 millions. Dans cette période sont fondés les États du Kentucky

(1792), du Tennessee (1796), de l'Ohio (1803). Jackson profite également d'un événement majeur : la vente par Napoléon I^{er}, pour le prix ridicule de 15 millions de dollars, de la dernière possession française en Amérique du Nord. La *Louisiane* passe sous souveraineté des États-Unis en 1803. Le gouvernement de Washington passe à l'exploitation de la voie de pénétration du Mississippi. Les États de Louisiane, d'Indiana, du Mississippi, d'Illinois et d'Alabama sont fondés respectivement en 1812, 1816, 1817, 1818 et 1819.

A partir des années 1830, le conflit traditionnel entre l'Est et l'Ouest du pays fait graduellement place à la tension croissante entre le Nord et le Sud. Les États du Nord connaissent un formidable essor industriel. Les États du Sud restent essentiellement agricoles, dominés par l'agriculture de plantation monoproductrice. Les sociétés politiques du Nord sont des sociétés en voie de démocratisation rapide. Les sociétés du Sud restent marquées par l'héritage aristocratique, censitaire, où quelques grandes familles de vieille et subtile culture monopolisent la totalité des charges politiques et ont le pouvoir économique. Les États du Nord pratiquent une politique commerciale du libre échange. Les États du Sud s'enferment derrière des barrières douanières rigides et appliquent une politique commerciale de rigoureux protectionnisme douanier. Le Nord se réclame de la Déclaration des droits de l'homme et exige l'abolition – sur tout le territoire de la République – du travail servile et de l'esclavage. Or, l'esclavage est la base même de la richesse inouïe et des privilèges des seigneurs latifundiaires du Sud.

La lutte pour l'abolition de l'esclavage, en fait, commence dès le début du siècle. En 1820, déjà, les deux sociétés antagonistes avaient dû négocier un compromis : la conférence du Missouri tentait d'assurer la fragile coexistence entre États sans esclaves et États esclavagistes. Compromis boiteux puisque les abolitionnistes n'acceptaient pas l'armistice conclu au niveau des États : Grant continue sa campagne dans le journal *The Liberator*, Harriet Beecher-Stowe publie *la Case de l'oncle Tom*. Partout le combat des intellectuels est ardent. Et

surtout : l'Anti-Slavery Society crée une organisation puissante qui aide les travailleurs noirs et leurs familles à fuir les plantations du Sud. La société achète de vastes terres sur la côte occidentale de l'Afrique et fonde l'État du Libéria, en 1847, assurant le retour sur leur sol d'origine de milliers de Noirs libérés ou fugitifs. 1850 : nouvelles négociations entre le Nord et le Sud, nouveau compromis. Chaque État résoudra selon son gré la question noire. 1854 : conflit entre les États du Kansas et du Nebraska sur l'introduction de l'esclavage dans les territoires de l'Ouest. En 1861, c'est la rupture. La Caroline du Sud et dix autres. États sudistes font sécession et proclament les *États confédérés d'Amérique*. Davis en devient président. Capitale : Richmond.

La même année, les États-Unis élisent leur seizième président : un ancien bûcheron du Kentucky, devenu avocat dans l'Illinois, Abraham Lincoln. *Lincoln décrète l'abolition de l'esclavage* sur tout le territoire des États-Unis.

La guerre menée par Lincoln et les États-Unis contre les États confédérés du Sud se déroule à deux niveaux : les armées de Grant et de Sherman se battent pendant cinq ans contre les armées du Sud ; pendant ce temps, la flotte des États-Unis fait le blocus des ports confédérés et tente d'asphyxier l'économie des sécessionnistes.

Le blocus des ports confédérés menaçait de ruiner l'économie anglaise. Car le prodigieux essor industriel anglais, en ce milieu du XIX^{e} siècle, tenait au développement rapide des industries hautement rentables du textile. Cette industrie avait un unique fournisseur de matières premières : les exportateurs de coton du sud des États-Unis[2].

En 1864, les trois cinquièmes de tous les métiers d'Angleterre furent paralysés ! Le blocus maritime par la flotte nordiste des ports confédérés empêchait pratiquement tout approvisionnement ; seuls quelques téméraires briseurs de blocus – sorte de corsaires patriotes originaires du Maryland, de Virginie et de Caroline du Sud – parvenaient parfois à tromper la surveillance des bateaux de guerre nord-américains et à rejoindre, en haute mer, les navires de contrebande, financés par les marchands de Liverpool, de Southampton et de Halifax. Les grandes et moyennes bourgeoisies industrielles, marchandes et financières d'Angleterre exigeaient du gouvernement de Londres l'envoi d'un

corps expéditionnaire pour aider les armées confédérées. Elles demandaient également l'envoi de la flotte de guerre britannique de l'Atlantique sur les côtes des États confédérés afin de briser le blocus et d'assurer l'approvisionnement en coton des usines du Lancashire. La Chambre des communes retentissait de houleux débats, les interventionnistes se faisaient de plus en plus pressants. De même à la Chambre des lords : l'aristocratie britannique – en plus de ses intérêts financiers – défendait aussi une cause plus culturelle. Ayant souvent des liens de parenté avec les familles latifundiaires de Géorgie, d'Alabama, de Virginie, elle éprouvait une solidarité naturelle pour une classe sociale et un mode de vie qui lui étaient historiquement proches et idéologiquement sympathiques. Le gouvernement de Sa Majesté hésitait : d'une part, il y avait la catastrophe économique en Angleterre, consécutive au blocus ; mais, de l'autre, il lui paraissait difficile de prendre ouvertement le parti des esclavagistes et d'affronter le gouvernement légalement constitué des États-Unis. S'y ajoutait un fait diplomatique : l'accord de paix de Gand, de 1814, qui avait mis fin à la deuxième guerre anglo-américaine, réglait définitivement la question des frontières entre le Canada et les États-Unis et neutralisait les grands lacs ; le gouvernement de Londres n'avait donc plus aucun prétexte plausible – sous l'angle du droit international – pour déclencher la guerre contre Lincoln.

Mais ce qui en premier lieu, et d'une façon indiscutable pour pratiquement tous les historiens, a empêché l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne aux côtés des États du Sud, fut *la mobilisation extraordinaire de la classe ouvrière anglaise*. Ce sont les prolétaires anglais qui ont sauvé les Noirs du sud des États-Unis. La Grande-Bretagne était de loin la première puissance maritime de l'époque. Si elle était intervenue, Lincoln – avec certitude – aurait perdu la guerre. Devant White Hall, les manifestations de masse, les cortèges se succédaient. A Manchester, capitale du Lancashire, cœur du pays du textile, où l'immense majorité de la population était en chômage depuis des mois, où le commerce était mourant, les écoles fermées et les hôpitaux surchargés d'enfants atteints des maladies de la sous-alimentation, c'était un ancien chartiste, Ernest Jones, qui conduisait les mouvements de masse, rédigeait les adresses de soutien au président Lincoln et tint quelques-uns des discours les plus beaux, les plus

vigoureux que l'histoire ait connus sur la fraternité des hommes et l'abomination de l'esclavage.

Écoutons Jones :

> La nation ne signifie rien pour nous. C'est l'homme qui est tout. A nos yeux tous les peuples opprimés de la terre ne forment qu'un seul peuple […] le peuple des pauvres. Son combat est un combat du peuple contre les possédants, le combat gigantesque des travailleurs pour le droit à la santé, au travail, à la vie. […] Nous commençons aujourd'hui une croisade, non seulement contre l'aristocratie. Nous ne voulons pas seulement abattre une tyrannie pour en voir naître une autre aussitôt après. Notre combat se dirige donc non seulement contre la tyrannie de la noblesse, mais en même temps et avec une égale force contre la tyrannie du capital[3].

A Londres, les principaux chefs des différents syndicats – Odger, Howell, Applegarth – dirigeaient les grèves de solidarité, les marches de la faim, les manifestations antiesclavagistes réunissant fréquemment des dizaines de milliers de personnes. Ces dirigeants syndicalistes étaient ceux-là mêmes qui, le 28 septembre 1864, à St. Martin's Hall, furent les principaux fondateurs de l'AIT.

Pour apprécier à son juste prix la détermination, le courage, l'abnégation qu'exigeait, de la part des hommes, femmes et adolescents sous-alimentés, chômeurs sans ressources, la mise en œuvre de leur conviction antiesclavagiste, il faut un instant considérer les conditions de vie du prolétariat anglais de l'époque.

Ce prolétariat, d'ailleurs, n'était pas qu'industriel. Les travailleurs de la terre n'étaient guère mieux lotis que les ouvriers des manufactures. Les travailleurs agricoles aussi suivaient l'appel d'Ernest Jones, d'Odger, de Howell et participaient aux grandes manifestations de masse contre l'entrée en guerre de la

Grande-Bretagne et l'envoi de la flotte devant les côtes de Caroline, de Maryland, de Virginie et dans le golfe du Mexique.

Documents officiels du gouvernement à l'appui, Marx décrit avec précision la condition de vie des prolétaires anglais et de leurs familles :

> Si vous voulez savoir à quelles conditions de la santé brisée, de la morale flétrie et de la ruine intellectuelle, l'enivrante augmentation de richesses et de puissance, exclusivement restreinte aux classes qui possèdent, a été et est produite par les classes laborieuses, regardez le tableau des ateliers de tailleurs, d'imprimeurs et de modistes, qui est brossé dans le dernier « Rapport sur l'état de la santé publique » ! Comparez le « Rapport de la Commission pour examiner le travail des enfants », où il est constaté, par exemple, que la classe des potiers, tout aussi bien les hommes que les femmes, présente une population très dégénérée, tant sous le rapport physique que sous le rapport intellectuel ; que « les enfants infirmes deviennent ensuite des parents infirmes » ; que « la dégénérescence de la race en est une conséquence absolue », que « la dégénérescence de la population du comté de Stafford serait beaucoup plus avancée, n'étaient le recrutement continuel des pays adjacents et les mariages mixtes avec des races plus robustes ». Jetez les yeux sur le Livre bleu de M. Tremenheere, sur les griefs et plaintes des journaliers boulangers. […] Et qui n'a pas frissonné d'indignation à la lecture des paradoxes des inspecteurs des fabriques, […] qui assurent que la santé des ouvriers du comté de Lancaster s'est améliorée considérablement, quoiqu'ils soient réduits à la plus misérable nourriture, parce que le manque de coton les a chassés des fabriques cotonnières ? Que la mortalité des enfants a diminué, parce qu'enfin il est permis aux mères de leur donner leurs propres mamelles[4] ?

Insistant plus particulièrement sur le sort des travailleurs du textile, Marx indique que, dans certaines villes du nord de l'Angleterre, les conditions de vie

des ouvriers et de leurs familles sont plus précaires que celles des esclaves noirs d'Amérique :

> Quand, en conséquence de la guerre civile de l'Amérique, les ouvriers des comtés de Lancaster et de Chester ont été jetés sur le pavé, la même Chambre des lords délégua un médecin dans les districts manufacturiers, en le chargeant d'examiner quelle est, en moyenne, la plus petite quantité de carbone et d'azote qui doit être administrée dans la forme la plus simple et à meilleur marché, « rien que pour prévenir la mort d'inanition ». Dr Smith, le médecin délégué, s'assura que 28 000 grammes de carbone et 1 330 grammes d'azote par semaine sont nécessaires, en moyenne, à un adulte, rien que pour le garantir de la mort d'inanition. Il découvrit, en outre, que cette quantité ne s'éloignait pas trop de la maigre nourriture à laquelle l'extrême détresse d'alors a réduit les ouvriers des manufactures cotonnières. Mais écoutez encore. Le même savant médecin fut depuis délégué par le département médical du Conseil privé à examiner la nourriture de la plus pauvre classe ouvrière. Le « Sixième Rapport sur l'État de la santé publique », publié par ordre du Parlement dans le courant de l'année 1863, contient le résultat de ses recherches. Qu'est-ce que le médecin a découvert ? Que les tisserands, les couturières, les gantiers, les tisserands de bas, etc., ne reçoivent même pas, en moyenne, la misérable pitance des ouvriers cotonniers, donc une quantité de carbone et d'azote à peine suffisante pour prévenir la mort d'inanition[5].

Abraham Lincoln répondait personnellement à chacun des messages de solidarité, à chacune des adresses de sympathie que lui envoyaient les assemblées de masse des ouvriers anglais. L'une de ses plus belles réponses est celle qu'il adresse aux chômeurs de Manchester :

> Je connais et je plains du fond de mon âme les souffrances qu'endurent les travailleurs de Manchester du fait de cette crise. […] Dans ces circonstances leur attitude déterminée constitue un haut exemple d'héroïsme chrétien tel qu'il n'a été surpassé à aucune époque dans aucun pays[6].

Le 14 avril 1865, un comédien partisan fanatique de la séparation des races, abattit le président des États-Unis dans un théâtre de Washington. Le 15 avril, à 7 h 20, sans avoir repris conscience, Abraham Lincoln rendit l'âme.

Le même mois, le général Lee, commandant en chef des armées confédérées, signa la capitulation sans condition des armées sudistes, dans un petit bourg du nom d'Appomattox. La société esclavagiste américaine était définitivement détruite.

---

1. Julius Braunthal, *op. cit*., vol. I, p. 102 *sq.*
2. Ce n'est qu'après la guerre de Sécession que l'approvisionnement en coton se diversifie et que les cotons égyptien et indien supplantent graduellement le coton américain.
3. Jones, cité dans Julius Braunthal, *op. cit*., vol. I, p. 93.
4. Marx devant le congrès de Londres, dans *La Première Internationale, recueil de documents*, *op. cit*., vol. I, p. 3.
5. *Ibid.*
6. Cité par Julius Braunthal, *op. cit*., vol. I, p. 102-103.

VI

Les barbares arrivent

1. La gloire du sabre

Chers primitifs, ô Bamboulas,
Benjamins de la terre antique,
Grands innocents qui n'avez pas
De morale ni d'esthétique,

Ô vous qui ne songez à rien,
Qui n'avez ni. Codes ni Bibles,
Que méprise l'Européen
Et qui n'êtes pas perfectibles !

Puisque c'est un chemin sans bout
Que nous ouvre l'étude austère,
Plus heureux par l'oubli de tout,
Vivez la vie élémentaire !

Et riez, comme aux cieux sereins
Rit le soleil, père du monde ;
Jouissez de sentir vos reins
Piqués par la chaleur profonde ;

Et dansez sous ses flèches d'or,
Dans l'ivresse de la lumière,
Ô bons nègres, tout près encor

De l'inconscience première !

JULES LEMAÎTRE, « Les Achantis au Jardin d'acclimatation », dans *la France colonisatrice* (collection de textes), Paris, Éd. Liana Lévi/Sylvie Messinger, 1983.

Au cours de la seconde moitié du XIX^e^ siècle, les conditions du combat que livre en permanence à la raison d'État la raison solidaire du mouvement ouvrier changent radicalement : en Asie et en Afrique, les États européens se lancent dans une furieuse épopée de conquête, de soumission, d'occupation et de pillage.

Léon Bloy : « *L'histoire de nos colonies, surtout en Extrême-Orient, n'est que douleur, férocité sans mesure et indicible turpitude*[1]. » Le mouvement ouvrier international ne prend conscience que très tardivement de la formidable expansion coloniale des États bourgeois nationaux d'Europe et des massacres, famines, turpitudes innombrables qui l'accompagnent.

Aux ennemis traditionnels de la classe ouvrière européenne, la conquête coloniale procure d'immenses richesses, des pouvoirs nouveaux. Au sein de la bourgeoisie nationale une classe impérialiste se constitue, qui fonde son pouvoir non plus seulement sur l'exploitation du travail au centre, mais aussi et surtout sur l'accumulation à la périphérie. On pourrait dire : la lutte de classes devient – du moins en son principe – une lutte de classes planétaire. Tout cela, je le répète, le mouvement ouvrier international ne le saisit qu'avec un énorme retard. Pourquoi cette prise de conscience, cette réaction tardives au bouleversement des rapports entre les classes que provoque la conquête des empires d'outre-mer ? Nous le verrons. Auparavant, regardons rapidement les principales étapes de l'expansion du pouvoir économique, politique, militaire des classes dirigeantes d'Europe vers les territoires immenses d'outre-mer. *Expansion* n'est pas le terme juste. Je préfère parler d'*explosion*. Formidable dynamisme productiviste au cœur de l'Europe industrielle, la révolution technologique, les capacités d'organisation des entrepreneurs et marchands capitalistes, les exigences du capital financier et l'idéologie élitaire, ethnocentriste et discriminatoire que produisaient tous ces bouleversements dans la tête des dirigeants firent éclater, comme par nécessité, les frontières somme toute étroites de l'Europe

continentale. Comme mus par une succession d'éruptions volcaniques, par des coups successifs de geysers surchauffés, les soldats européens furent projetés sur les terres d'Afrique et d'Asie. Très souvent les terres convoitées n'étaient – suprême absurdité ! – pas encore inventoriées, cartographiées. Lorsque la furie de la conquête se déchaîna, les cartes de l'Afrique étalées dans les chancelleries, les quartiers généraux des grandes banques et les états-majors des armées étaient constellées de taches blanches. Chacun de ces vastes cercles portait le nom pudique de *terra incognita*. Les contours du lac Victoria, immense mer d'eau douce au centre de l'Afrique, ne furent fixés par Burton qu'en 1858. Ce n'est que durant les années 1870 que les géographes purent localiser avec exactitude les sources du Nil et découvrir les limites respectives des deux principaux systèmes aquatiques de l'Afrique, celui du Nil et celui du Congo.

Il est bien sûr simpliste d'attribuer au seul dynamisme immanent du mode de production capitaliste et aux principes fondateurs qui le gouvernent (maximalisation du profit, de l'accumulation de la plus-value, etc.) l'extraordinaire vitalité, la violence et la capacité organisationnelle de la conquête coloniale. Une multitude d'autres raisons – secondaires, mais réelles – sont à l'œuvre au sein d'un processus historique encore très mal exploré par les sciences humaines. J'en cite quelques-unes dans le désordre : après 1870, l'expansion coloniale française revêt un caractère nettement *compensatoire*. La perte de l'Alsace et de la Lorraine, l'humiliation subie de la main de Bismarck jouent un grand rôle dans la volonté de la bourgeoisie française d'étendre son emprise territoriale, financière, économique sur les vastes terres « vierges » au-delà des mers. Pour l'Allemagne et l'Italie, d'autres mécanismes sont à considérer. Les deux pays ne connurent qu'une tardive unification nationale. Mais, dès qu'elle fut acquise, les bourgeoisies des deux nations nouvellement constituées se lancèrent dans une campagne de conquête après l'autre, l'une plus furieuse que la précédente. Il s'agissait de rattraper le temps perdu, d'arracher au monde inconnu les lambeaux encore disponibles ; de prendre de vitesse, sur les terres vierges, les grands ancêtres du pillage, l'Angleterre et la France. En moins de vingt ans, l'Allemagne conquit, sur le front atlantique de l'Afrique, l'immense Sud-Ouest africain, le Cameroun, le Togo ; sur le front de l'océan

Indien, la Tanzanie ; sur le toit du continent, là où les eaux du Nil se séparent de celles du Congo, les territoires batutsi et bahutu du Rwanda et du Burundi[2].

Le même raisonnement peut être tenu pour la bourgeoisie financière et marchande piémontaise : les campagnes menées sur les côtes somaliennes du golfe d'Aden, dans les montagnes de l'Érythrée et, plus tardivement, en Tripolitaine et en Cyrénaïque procèdent d'une motivation similaire : rattraper le temps perdu, fortifier dans le concert des nations européennes sa propre position par l'extension de sa souveraineté à des peuples lointains.

La Grande-Bretagne, pendant ce temps, ne fait qu'intensifier son rythme ancestral de conquête. Elle rationalise son pillage. Les sociétés à charte, grandes entreprises privées d'exploitation et de rapine, cèdent graduellement leurs pouvoirs en Extrême-Orient, dans le sous-continent indien, en Afrique australe, dans la vallée du Zambèze au gouvernement central, qui y établit des vice-royautés, des *crown colonies* et des protectorats.

Seules l'Espagne et la Russie sont absentes de la course : l'Espagne, parce qu'elle s'épuise dans la défense (inutile) de son empire ibéro-américain ; la guerre de Cuba ne se termine qu'en 1898, treize ans après la conférence de Berlin (1885) qui vit la « légalisation » entre les nations européennes du dépeçage de l'Afrique[3]. La Russie, parce qu'elle est tournée vers l'Orient et vers les Dardanelles ; elle est, de plus, affligée d'un gouvernement féodal, autocratique et obscurantiste, incapable du moindre mouvement novateur, de la moindre hardiesse conceptuelle ou militaire.

Le dynamisme propre à chacune des bourgeoisies conquérantes n'explique pas complètement la formidable succession d'explosions coloniales qui secouent le monde connu tout au long de la seconde moitié de ce XIX^{e} siècle. Dans le subconscient européen traînent des religions, des idéologies, des images collectives qui aiguisent, excitent et potentialisent l'instinct de conquête, de rapine des bourgeoisies capitalistes triomphantes. Nommons avant tout la religion chrétienne, dans sa forme ecclésiale, institutionnalisée, figée. Les deux confessions, la catholique comme la protestante, rendent d'évidents services aux conquérants. Des cathédrales – plus laides les unes que les autres – constellent aujourd'hui les anciennes capitales coloniales d'Afrique. Des *Te Deum* étaient

chantés sur chaque territoire conquis, à peine le peuple autochtone réduit aux chaînes. L'immémoriale revendication de l'Église romaine à la maîtrise des corps et des cœurs puisait dans la conquête coloniale une nouvelle et violente actualité. Le calvinisme, ses pasteurs, ses propagandistes « légitimaient » les pillages. Les États boers d'Afrique du Sud s'établirent entre 1843 et 1902. Les banquiers genevois financèrent de bon cœur, et avec une absolue bonne conscience, les campagnes coloniales les plus sanglantes. La Compagnie de Sétif est inscrite jusqu'à ce jour dans le registre du commerce de Genève.

Même la sociologie n'est pas innocente : la théorie de l'*évolutionnisme unilinéaire*, telle qu'elle fut formulée par Auguste Comte et affinée par Émile Durkheim, fut un stimulant puissant pour l'activité conquérante de maints chefs de guerre, entrepreneurs, idéologues ou financiers républicains, francs-maçons et anticléricaux. La théorie de l'évolutionnisme unilinéaire procède des axiomes suivants : il existe pour chaque société une forme source, une forme mère. Celle-ci se développe par complexité croissante : complexité institutionnelle, idéologique, démographique, instrumentale, *etc.* Chaque nouvelle étape du processus de socialisation est caractérisée par un acquis nouveau : la rationalisation progressive des rapports humains, la connaissance que l'homme a de lui-même, des arts et de la nature s'accroissent à chaque nouveau palier qu'atteint le processus de socialisation. D'où le très contestable classement des sociétés de la planète (classement encore en vigueur – hélas ! – dans la terminologie des Nations unies et de leurs organisations spécialisées : UNESCO, FAO, BIT, etc.) : sociétés « archaïques », sociétés « en voie de développement », sociétés « développées », etc., dont le caractère pseudo-scientifique sert de couverture à un impérialisme culturel persistant et dévastateur.

Mais, quelles que soient les figures idéologiques qui abritent, masquent, légitiment la conquête et son cortège de rapines, de spoliations, de destructions, de massacres, la réalité coloniale produit toujours les mêmes contradictions. De l'Orient extrême à l'Orient proche, du Maghreb à l'Afrique tropicale, ces contradictions ne varient guère. Elles ne peuvent se résoudre que par la violence la plus extrême. La colonisation est partout et toujours, quel que soit le langage qui la couvre, d'abord un combat à mort contre l'autochtone.

Anéantissement de tout ce qui précède la conquête. On arrache à leurs terres les populations locales comme on déracine les arbres. On les déporte, les entasse ou les brûle. Sur la terre blessée, on greffe une population nouvelle. L'agresseur venu d'au-delà des mers détruit une société, abîme une civilisation, anéantit une culture, asservit et soumet un peuple. L'autochtone doit disparaître… refoulé dans la montagne aride, enfermé dans un camp de travail, enterré dans les cimetières. Dans son village, son champ, son jardin, auprès de sa fontaine, un autre s'installe. Et cet autre vient dans les fourgons du conquérant.

La colonisation porte avec elle *la haine comme par nécessité*. Le nouveau venu et l'autochtone spolié ne peuvent que se haïr d'une haine inextinguible, brûlante, dévastatrice. Le conquérant déteste l'autochtone de toute la force de sa conviction : seule l'affirmation arrogante de sa supériorité, la pratique intransigeante, quotidienne du racisme le plus élémentaire permettent au conquérant de vaincre sa peur, d'éteindre ses remords, de pacifier sa conscience, de légitimer ses privilèges.

Le conquérant doit exercer un pouvoir total sous peine de n'en exercer aucun. Et ce pouvoir, il l'applique contre un ennemi dont désormais il conteste la qualité d'homme. Qu'il s'agisse du pasteur et cultivateur kabyle, du montagnard de l'Hindu-Kuch, du docker tonkinois, le conquérant traite l'homme spolié, l'homme asservi non seulement comme un non-humain, mais comme un *contre-homme*. Jean-Paul Sartre explique la fonction historique, au sein du processus de colonisation, de la haine négatrice d'autrui :

> Qu'il s'agisse de tuer, de torturer, d'asservir ou simplement de mystifier, le but est de supprimer la liberté étrangère comme force ennemie, c'est-à-dire comme cette force qui peut me repousser du champ pratique […] Autrement dit, c'est bien à l'homme en tant qu'homme, c'est-à-dire en tant que libre praxis d'un être organisé que je m'attaque. C'est l'homme et rien d'autre que je hais chez l'ennemi, c'est-à-dire moi-même en tant qu'Autre et c'est bien moi que je détruis en lui[4].

Voyons les principales étapes de la conquête. Pour resserrer mon argumentation, je privilégie les conquêtes de la France.

Avant même que ne naisse la Première Internationale ouvrière, la conquête de l'Algérie est achevée ; les implantations militaires et commerciales sont réalisées à Grand-Bassam et Assinie (Côte-d'Ivoire), au Gabon, à Mayotte et à Nossi-Bé (Madagascar).

La conquête de l'Algérie commence en 1830. Elle s'achève militairement en 1843, avec la prise et la destruction de la smala de l'émir Abd el-Kader. Le 9 décembre 1848, l'Algérie devient partie intégrante de la France et est subdivisée en trois départements.

Très vite, la logique qui préside à toute conquête coloniale s'impose en Algérie. Le pouvoir étranger ne parvient à survivre en terre arabe qu'à condition d'anéantir le mode de production, la langue, la culture, la religion des autochtones. Le colonisateur doit, par le fer et le feu, expulser les cultivateurs, les éleveurs autochtones des terres fertiles, les déporter, les massacrer s'ils résistent… pour greffer sur ces terres, redevenues vierges, une population neuve qui lui soit acquise et fidèle.

Des hommes d'exceptionnelle lucidité comprennent tout de suite cette logique. Louis Veuillot est de ceux-là. Veuillot, nommé secrétaire général du gouverneur d'Algérie en 1841 par le roi Louis-Philippe, fonctionne en fait comme l'informateur, l'indicateur personnel de François Guizot, rival d'Alphonse Thiers au gouvernement. (Il s'agit de surveiller les agissements du gouverneur, le général Bugeaud, épaisse brute militaire, qui, depuis la soumission d'Oran, nourrit, en France, des ambitions politiques incontrôlées.) Dans son rapport du 8 mars 1841, Veuillot écrit à Guizot :

> Cette question de l'organisation, on pourrait presque dire de la création de l'Algérie, se présente toujours avec les mêmes mystères. C'est un abîme qui se trouve sans cesse au bout des plus difficiles chemins. En somme, et par quelque moyen que ce soit, il y a ici deux choses à faire simultanément : une nationalité à transformer ou à détruire, une

> nationalité à créer. Présentement nous allons combattre, et, je n'en doute pas, vaincre. Mais, sur le champ de bataille où nous enterrerons les morts, si nous n'implantons pas un peuple nouveau, qui s'attache au sol, c'est-à-dire qui le cultive et qui le défende, les victoires ne serviront à rien. L'ennemi sans cesse dispersé reparaîtra sans cesse ; le champ de nos succès redeviendra le lendemain la possession du vaincu qui le fouillera pour en sortir les cadavres, afin que même les ossements chrétiens n'y séjournent pas[5].

En 1853, la France annexe la Nouvelle-Calédonie. L'année d'après, Faidherbe commence la conquête du Sénégal. Le comptoir de Saint-Louis était acquis depuis le congrès de Vienne (1815). En 1857, c'est la fondation de Dakar. La campagne de Faidherbe est longue et sanglante : elle ne s'achèvera qu'en 1898.

En 1858, l'armée coloniale occupe Tourane, en Annam ; l'année d'après, elle prend Saigon.

En 1862, nouvelle poussée en Afrique, sur les rives de l'océan Indien : la France acquiert Obock, en Somalie.

1863 : le gouvernement de Paris, à la suite d'un savant chantage, obtient la soumission du roi du Cambodge, qui, par un traité, reconnaît « librement » le protectorat français. En Cochinchine, la légion étrangère fait des ravages : en 1867, l'empereur Tu Duc, pour préserver la population, cède à la France la totalité de la Cochinchine.

Lorsque à Paris les armées de Napoléon III capitulent devant la Prusse, les serfs se lèvent en Algérie. Sidi Mokrani conduit l'insurrection. Le corps expéditionnaire l'écrase et organise d'horribles massacres dans les régions indociles.

1873 : Francis Garnier et ses troupes conquièrent le delta du Tonkin.

1878 : grâce à l'action de Savorgnan de Brazza, le gouvernement français établit un protectorat de fait sur le Gabon. A la fin de la même décennie : nouvelle et violente révolte en Algérie ; cette fois-ci, ce sont les montagnards de

l’Aurès qui rejettent le joug français. La répression sera impitoyable, coûtant des milliers et des milliers de morts.

Octobre 1880 : sur la rive droite du fleuve Congo, le gouvernement français érige son protectorat ; Brazzaville est fondée face aux rapides du fleuve. De 1880 à 1895, Gallieni ravage de vastes territoires de l’Afrique occidentale. Ses troupes conquièrent le Soudan français (aujourd’hui Mali), malgré une résistance acharnée de Samory Touré et de nombre de chefs autochtones.

1881 : nouvelle insurrection en Algérie, « partie intégrante » de la France. Le Sud-Oranais se soulève tout entier. Bou-Hamma conduit les insurgés algériens. Il fait face au général de Négrier, le si bien nommé. Bou-Hamma et les siens sont battus. S’ensuivent les habituelles exécutions collectives, expéditions punitives et châtiments de toutes sortes. A la même époque, les colonisateurs tentent une percée vers le sud, vers les immensités désertiques du Sahara. Les nomades tuent le capitaine Flatters et ses accompagnateurs.

Mars de la même année : venus de Tunisie, d’autres guerriers, les Kroumirs, transgressent la frontière algérienne. L’armée française organise une expédition punitive en Tunisie. 12 mai : le gouvernement français impose au bey de Tunis la signature du traité du Bardo, créant le protectorat français sur la Tunisie.

Septembre : crise dans les terres coloniales de l’Extrême-Orient. Les Annamites se soulèvent contre la terreur coloniale, l’impôt de captation, l’expropriation des terres. Il faudra deux ans à un nouveau corps expéditionnaire pour écraser les patriotes annamites et transformer le pays en terre brûlée.

1882 : la France annexe les antiques villes et les terres de Mzab, à six cents kilomètres au sud d’Alger. Fin avril de la même année, une étonnante nouvelle atteint Paris : le commandant Henri Rivière et ses troupes ont réussi à s’emparer de Hanoi. La presse délire. Mais, horreur : des Tonkinois, conduits par une société secrète, les Pavillons noirs, osent contre-attaquer. Le 19 mai, le vaillant commandant Rivière est fait prisonnier et décapité. Le gouvernement français réagit par l’envoi massif de troupes.

Voici dans quelles conditions s'est effectuée la conquête de l'Afrique centrale. En mai 1898, le ministre des Colonies André Lebon convoque le capitaine d'infanterie de marine Voulet et le lieutenant des spahis soudanais Chanoine. Leur mission : « Visiter les pays situés entre le Soudan français et le lac Tchad, au nord de la ligne Say-Barroua, et entrer en relation avec les chefs des principaux pays du Soudan central[6]. » Description quasi idyllique d'un projet politique de la plus haute importance pour le pouvoir colonial : il s'agissait d'atteindre, avant les colonnes anglaises, les bords du lac Tchad, afin de pouvoir établir un pont territorial entre les possessions du Maghreb et les territoires occupés par la France au Niger, au Dahomey et au Congo. Il fallait aussi étouffer, avant qu'elle ne puisse s'étendre dans la région, la révolte fomentée au Tchad par la secte des Senoussis – dont le chef résidait à Tripoli – contre la présence des « infidèles » au Soudan (aujourd'hui Mali). Enfin, il fallait couper court aux prétentions du colonisateur allemand qui, depuis sa colonie du Cameroun, envoyait des colonnes en direction de l'Oubangui-Chari. D'immenses territoires au cœur de l'Afrique étaient à prendre.

Voulet, chef de la mission, âgé d'à peine trente-deux ans en 1898, était un jeune bourgeois, fils de médecin, habité par la frénésie colonialiste et la volonté de conquête de sa classe d'origine. Il s'était engagé très tôt : en 1891, il combat Samory. Puis participe à la conquête du plateau mossi ; il entre le premier en 1894 à Ouagadougou, devançant ainsi les troupes anglaises et réussissant à établir le contact entre le Dahomey et le Soudan. C'est un homme intelligent, brutal et raciste. L'expédition rencontre des difficultés presque insurmontables : l'approvisionnement d'abord. Tous les jours la colonne a besoin, pour subsister, de deux tonnes de mil, de centaines de litres d'eau, d'une dizaine de bœufs. Les pays traversés sont pauvres, exsangues. Une terrible sécheresse ravage la région du nord du Sokoto depuis deux ans. Voulet, Chanoine et leurs soldats exigent des populations rencontrées qu'elles leur remettent leurs provisions. Les paysans, pasteurs, nomades à moitié morts de faim refusent souvent. Ils sont alors torturés, assassinés ; leurs maisons, leurs tentes, brûlées, les femmes, les enfants, mutilés. Dans un rapport, Voulet écrit : « Les trois villages de Ouélé,

Boré et Gassam qui, au cours de cette marche en pays samo, nous ont attaqués, ont été entièrement détruits et rasés. »

Au début de mai 1899, la population de la ville de Birni N'Konni, au bord de la famine, refuse de remettre ses provisions, cache ses maigres réserves en mil. Un rapport parvenu à Paris dit : « On dut s'occuper d'ensevelir tous les cadavres qui, sous l'influence d'une température très élevée, se décomposaient immédiatement. […] Les cadavres furent jetés dans de grandes fosses, la ville fut ensuite systématiquement détruite, sur ordre de Voulet. »

Le commandant en second de l'expédition, le lieutenant Chanoine, compagnon d'âge de Voulet, partage les méthodes de son chef : sur son ordre, les tirailleurs arrachent systématiquement les plantes de mil, brûlent les récoltes dans les villages traversés qui sont considérés comme peu sûrs.

Chanoine écrit à son père, qui est général et ministre de la Défense : « Trêve de diplomatie et de conciliation avec ces barbares qui ne comprennent que la force. […] Il ne faut pas hésiter à imposer des corvées aux habitants, à les forcer enfin à travailler. »

Voulet et les siens tuent à la baïonnette, à la lance, incendient, pillent. Leur route est jalonnée de charniers. Voulet renvoie un officier français qui proteste : le lieutenant Peteau. C'est une erreur grave : car Peteau parle. Pour Paris, les méfaits de la colonne Voulet dépassent la mesure courante, acceptable de l'horreur qui accompagne traditionnellement les conquêtes coloniales. Le gouvernement décide que Voulet ne peut continuer son épopée sanglante « sans honte pour la France et danger pour sa domination ». Un Conseil des ministres restreint, d'où le père de Chanoine est exclu, charge le colonel Klobb, un polytechnicien d'Alsace, qui se trouve à ce moment-là dans la boucle du Niger, de constituer une colonne, de rejoindre Voulet et Chanoine, de les mettre en état d'arrestation et de prendre lui-même le commandement de la mission d'Afrique centrale.

Au début du mois de juillet, Klobb et sa troupe retrouvent Voulet et les siens dans le bois de Dankori. Un spahi de la troupe de Voulet vient à la rencontre du colonel, portant une note manuscrite de Voulet : « Si vous faites un pas de plus, je tire. » Klobb, persuadé qu'aucun officier français ne tirera jamais sur un

collègue, s'avance. La salve crépite : Klobb et six tirailleurs de son escorte tombent. Morts. Des blessés gisent à terre. D'autres s'enfuient dans la savane.

L'aventure de Voulet semble somme toute banale. Elle révèle la quotidienneté de la conquête coloniale. Elle ne nous aurait pas retenu outre mesure, si Voulet, dans un dernier et glorieux sursaut, n'était devenu fou, poussant jusqu'à son extrême limite, jusqu'à sa plus haute clarté la logique inhérente à toute conquête coloniale. Le colonel mort à ses pieds, les blessés gémissant, étendus, suppliant entre les racines gigantesques des baobabs, Voulet rassemble ses hommes. Les yeux brillants, l'uniforme soigneusement ajusté, sabre à la main, il leur tient ce discours : « Maintenant je suis un hors-la-loi. Je renie ma famille, mon pays. Je ne suis plus français. Je suis un chef noir. […] Nous allons nous créer un empire fort, imprenable. Je l'entourerai d'une grande brousse sans eau […] Pour me prendre, il faudra 10 000 hommes et 20 millions […] Si j'étais à Paris, je serais aujourd'hui le maître de la France. »

Le chef tant admiré, auquel ils avaient obéi au doigt et à l'œil, sans rechigner devant le crime, commence quand même à inquiéter les officiers et sous-officiers blancs. Certains hésitent à s'engager dans la construction de cet empire « entouré d'une grande brousse sans eau ». Une dispute éclate. Chanoine est tué. Les tirailleurs sénégalais se mutinent, refusent tous, à six exceptions près, d'obéir à Voulet. Des centaines de porteurs s'éparpillent, disparaissent dans la savane. Voulet reste seul avec ses six compagnons. Il faut lever le campement, continuer, sans provisions, avec très peu d'eau, la marche obstinée vers le lac Tchad.

Le 17 juillet à l'aube, une sentinelle de tirailleurs sénégalais postée près du village de Maygiri voit sortir de la brume un être en loques, titubant ; les haillons d'un uniforme d'officier français pendent de son corps décharné. L'Africain reconnaît Voulet et le tue.

Interrompons ici un instant la chronologie des campagnes coloniales de la France pour observer les multiples problèmes que fait naître, dans la conscience des Français, la conquête des territoires de l'Extrême-Orient. L'opinion publique

métropolitaine ne connaît que très imparfaitement les faits et gestes des officiers, soldats, missionnaires et administrateurs qui pénètrent les vastes terres de l'Afrique continentale. Elle suit, par contre, avec passion chacune des péripéties des guerres de l'Annam, du Tonkin ou de la Cochinchine. Ce sont les descriptions des horreurs perpétrées en Extrême-Orient, paraissant régulièrement dans la grande presse bourgeoise – et notamment dans *le Figaro* –, qui alertent, les premières, la conscience du mouvement ouvrier[7]. Pierre Loti, grand reporter au *Figaro*, attaché à l'escadre de l'Extrême-Orient, est un journaliste doué d'un grand talent d'observateur et d'une bonne conscience à toute épreuve. Voici la description qu'il donne des combats de l'automne 1883 aboutissant à la prise de la citadelle et de la ville de Hué :

> Les Français sont entrés par deux côtés à la fois dans le grand fort circulaire que les obus de l'escadre ont déjà rempli de morts. Les derniers Annamites qui s'y étaient réfugiés se sauvent, dégringolent des murs, absolument affolés ; quelques-uns se jettent à la nage, d'autres essaient de passer la rivière, dans des barques, ou à gué, pour se réfugier sur la rive du sud. Les Français, qui sont montés sur les murailles du fort, tirent sur eux, de haut en bas, presque à bout portant, et les abattent en masse. Ceux qui sont dans l'eau essaient de se couvrir naïvement avec des nattes, des boucliers d'osier, des morceaux de tôle ; les balles françaises traversent le tout. Les Annamites tombent par groupes, les bras étendus ; trois ou quatre cents d'entre eux sont fauchés en moins de cinq minutes par les *feux rapides* et les *feux de salve*. Les marins cessent de tirer, par pitié, et laissent fuir le reste ; il y aura bien assez de cadavres dans le fort à déblayer ce soir avant l'heure de se coucher. […]
> Déjà une chaleur accablante, une réverbération mortelle sur ces sables ; les grandes fumées des villages incendiés montaient toujours, très droites, puis s'épanouissaient tout en haut de l'air en gigantesques parasols noirs. […]

> Plus personne à tuer. Alors les matelots, la tête perdue de soleil, de bruit, sortaient du fort et descendaient se jeter sur les blessés, avec une espèce de tremblement nerveux. Ceux qui haletaient de peur, tapis dans des trous, qui *faisaient les morts*, cachés sous des nattes ; qui râlaient en tendant les mains pour demander grâce ; qui criaient « Han !… Han !… » d'une voix déchirante – ils les achevaient, en les crevant à coups de baïonnette, en leur cassant la tête à coups de crosse[8].

La dernière grande aventure de l'époque des conquêtes fut l'épopée sanglante de Joseph Gallieni à Madagascar. Elle aussi remua profondément les foules en Europe et contribua puissamment à la formation de la conscience critique du mouvement ouvrier. Voici les faits.

L'île de Madagascar, grande comme la France et située dans l'océan Indien à quelque 200 km des côtes du Mozambique et de la Tanzanie, abrite une société humaine millénaire, diverse, contradictoire et fascinante. Les Malgaches sont les héritiers d'une très vieille et complexe civilisation dont les origines multiples ne sont encore connues qu'imparfaitement. Née d'une succession de colonisations mélanésiennes, cette société a accueilli et intégré au cours des siècles des Africains, des Indiens, des Arabes. Madagascar n'appartient ni à l'Afrique ni à l'Asie : l'île est un continent pour elle-même, aux paysages somptueux et aux traditions sociales et symboliques puissantes. Son histoire est dominée largement par le long et sanglant conflit opposant les multiples peuples des côtes orientale, occidentale et méridionale aux paysans des rizières des plateaux centraux et à leurs rois respectifs.

Madagascar avait accueilli les premiers comptoirs français sur la côte orientale et la côte septentrionale à la fin du XVI^e^ siècle. Comptoirs abandonnés, sous les coups de boutoir des révoltes malgaches successives, en 1674.

La conquête progressive de Madagascar, tout au long du XIX^e^ siècle, est un processus lent et compliqué, fait d'alliances que la France signe avec des chefs malgaches ennemis, de trahisons, d'invasions brutales, de corruptions et de meurtres. A la fin des années 1850, les différents rois des plateaux centraux ont

définitivement perdu leur pouvoir et sont soumis à la monarchie centrale qui siège à Tananarive. Vingt ans plus tard, cette monarchie contrôle la plupart des pouvoirs centrifuges des côtes et des îles voisines. En 1885, la reine Ranavalona III est forcée de signer un traité de protectorat avec la France, dont les garnisons militaires, colonies de peuplement, bases navales et comptoirs marchands sont déjà puissamment implantés dans plusieurs régions du pays. Les dix ans qui suivent sont des années de guerre, de destruction, d'armistices provisoires et de trahisons : l'armée française conquiert pas à pas les montagnes, les villes, les villages, les rizières du plateau central. C'est un des seigneurs de guerre les plus impitoyables, mais aussi les plus habiles de toutes les campagnes coloniales françaises, le général Joseph Gallieni (futur ministre de la Guerre en 1916, maréchal à titre posthume en 1921), qui mène à son terme l'écrasement des peuples malgaches. Le 18 août 1896, le gouvernement de Paris proclame l'annexion de Madagascar. Gallieni est nommé gouverneur général de l'île. La reine Ranavalona III se soumet et remet son abdication entre les mains de Gallieni, le 28 février 1897.

Les différentes campagnes militaires françaises à Madagascar ont été menées avec une barbarie incroyable. Et surtout : elles étaient suivies pas à pas par une opinion publique française enthousiaste dans sa majorité, indignée et honteuse pour une petite minorité consciente. Pour comprendre l'évolution, la réaction de la conscience ouvrière face au problème colonial, je cite ici – en de larges extraits – l'un des textes qui a le plus remué des travailleurs français juste avant le Congrès d'Amsterdam de la Deuxième Internationale ouvrière. Le texte est emprunté au livre du député Vigné d'Octon : *la Gloire du sabre*, paru en 1900 et qui relate, d'après des témoins oculaires, la campagne contre les Sakalaves, peuple de la côte occidentale :

> La canonnière la *Surprise* attendait sur la côte l'arrivée de la colonne. A la prière de son capitaine, l'agent des Messageries maritimes à Mouroundave était venu à l'embouchure de la Tsiribihine.

> Cet agent, M. Samat, depuis de longues années établi dans le pays, le connaissait et y était connu, en relations commerciales avec l'intérieur, bien vu des Sakalaves, particulièrement lié par « fraternité du sang » au chef du district d'Ambike, le roi Touère.
> A Madagascar, la fraternité du sang se consacre entre deux personnes par une cérémonie entourée de quelques solennités ; des incisions sont faites aux deux poitrines, le sang de l'une est mélangé au sang de l'autre, les deux frères boivent le mélange : ils se doivent, dès lors, foi et dévouement mutuels. Les Malgaches respectent cet engagement et ne croient pas y pouvoir manquer sans forfaiture.
> M. Samat se rendit à Ambike ; l'enseigne de vaisseau Blot et quelques marins s'y rendirent en même temps par la Tsiribihine. Le roi Touère offrit une hospitalité empressée à ces messieurs, aux marins, aux porteurs et domestiques indigènes qui les accompagnaient. Pleinement confiant dans son « frère » Samat, il se concerta avec lui pour préparer une réception triomphale au commandant Gérard dont l'approche était annoncée ; afin de donner à l'événement plus d'importance et à la fête plus d'éclat, il appela à Ambike tous les notables du district et les plus considérables de ses voisins ; ceux-ci vinrent avec leurs étendards et de nombreux musiciens, jouant de la valihe et du tambour, remplissaient la réunion d'entrain et de gaîté.

C'est ici qu'entre en jeu le commandant Gérard. C'est un de ces officiers coloniaux – pas rares, hélas ! – qui a l'étoffe du capitaine Voulet, conquérant de la Haute-Volta. Comme lui, il est à ranger dans la catégorie des *tueurs pathologiques :*

> Le matin du 29 août, l'enseigne Blot et M. Sainat, apprenant que la colonne française n'était plus qu'à deux heures de distance, allèrent à son campement ; ils pensaient rentrer le jour même à Ambike et y laisser leurs domestiques, leurs bourjanes, leurs bagages, leur petite installation.

> Ayant joint le commandant Gérard, ils lui dirent les excellentes dispositions du pays. Le commandant, comme s'il ne les eût pas compris, prévint l'enseigne qu'il aurait le lendemain, avec ses marins, à prendre part à l'attaque ; le général Gallieni avait débuté en Imerne en frappant un grand coup ; le commandant Gérard voulait affirmer par un grand coup sa prise de possession du Ménabé. Blot et Samat se récrièrent, croyant à un malentendu ; alors le commandant réitéra son ordre d'un ton qui n'admettait pas de réplique ; en outre, il consigna au camp le négociant et l'officier de vaisseau pour les empêcher de retourner à la ville et d'avertir la population. Un instant après, le roi Touère vint à son tour demander à présenter ses hommages ; Gérard refusa de le recevoir et lui fit répondre : « Je porterai moi-même mes ordres au chef-lieu. »

L'homme sans conscience politique – de quelque continent, ethnie, couleur qu'il soit – est une bête féroce pour son semblable. Ici, les massacreurs seront des Sénégalais au service de la France :

> Au milieu de la nuit, les troupes se mirent en marche ; elles avancèrent inaperçues à travers les bois et les taillis épais qui précèdent Ambike, l'investirent en silence ; l'artillerie occupa une position d'où elle pouvait, le cas échéant, le foudroyer. Au point du jour, par six côtés à la fois on entre dans la ville endormie. Les *Sénégalais* se ruent dans les maisons, le massacre commence. Surprise sans défiance, sans moyen de résister, la population entière est passée au fil des baïonnettes. Pendant une heure, ceux qui n'avaient pas été tués du premier coup cherchèrent à fuir ; traqués par nos compagnies noires, on les vit, leur sang ruisselant des blessures fraîches, courir affolés, atteints et frappés à nouveau, trébuchant sur les corps de leurs camarades, ou allant donner contre les armes impitoyables des réserves postées aux issues. Le roi Touère, les personnages de marque, tous les habitants tombèrent sous les coups des

> tirailleurs dans cette matinée ; les tirailleurs n'avaient ordre de tuer que les hommes, mais on ne les retint pas : enivrés de l'odeur du sang, ils n'épargnèrent pas une femme, pas un enfant. Les domestiques et les porteurs de M. Samat, confondus parmi les habitants, partagèrent leur sort. Quand il fit grand jour, la ville n'était plus qu'un affreux charnier dans le dédale duquel s'égaraient les Français, fatigués d'avoir tant frappé. Un certain nombre d'entre eux se sentaient étouffer de honte ; c'étaient les marins de la *Surprise*, co-auteurs malgré eux du meurtre de leurs hôtes de la veille, et quelques officiers et soldats des troupes, habitués à la guerre cruelle, humiliés cependant par le rôle qu'on venait de leur imposer.

Comme tous les grands massacres coloniaux, celui-ci également s'acheva par une virile cérémonie militaire : l'appel au clairon des héroïques assassins.

> Les clairons sonnèrent le ralliement, les sous-officiers firent l'appel : nul des nôtres ne manquait. On se reposa, on mangea, des chants joyeux célébrèrent la victoire. Une boue rouge couvrait le sol. A la fin de l'après-midi, sous l'action de la chaleur, un petit brouillard s'éleva : c'était le sang des cinq mille victimes, l'ombre de la ville, qui s'évaporait au soleil couchant. Quand les ténèbres du soir furent tombées, des gémissements, exhalés des lèvres des rares blessés qu'on avait mal achevés, sortirent de dessous les tas de cadavres. Un Français, croyant suffisante l'exécution déjà accomplie, demanda l'autorisation de secourir ceux qui vivaient encore ; il ne l'obtint pas, et les derniers moururent dans la nuit.

Restait un dernier problème à régler : il est lui aussi classique. Chaque massacre colonial exige d'être travesti en action militaire d'autodéfense, afin de le rendre acceptable, mieux admirable, pour une opinion métropolitaine par trop

sensible et par trop ignorante des dures « nécessités » des campagnes d'outre-mer :

> Le nombre des victimes, évalué à cinq mille par les uns, fut de deux mille cinq cents, suivant les autres. Les rapports publiés l'ont voilé avec soin. La *Gazette officielle* dit seulement : « Le roi Touère, son ministre et deux chefs ont été tués pendant le combat. » Il ne fallait pas que l'affaire, où nous-mêmes n'avions pas perdu un seul homme, parût excéder l'importance d'un engagement quelconque avec les rebelles. La *Gazette officielle* ajoutait : « Cinq cents prisonniers sont tombés entre nos mains » ; la vérité est que pas un indigène n'en est sorti vivant[9].

Si j'insiste, dans ce chapitre, sur les conquêtes coloniales de la France, ce n'est évidemment pas dans le dessein de l'accabler plus particulièrement. Pratiquement toutes les conquêtes coloniales en cette seconde moitié du XIX^e^ siècle se font sur le même modèle. Toutes produisent les mêmes horreurs, obéissent à une même raison d'État. A titre de comparaison, voici quelques hauts faits de la conquête impériale allemande dans le Sud-Ouest africain, territoire aujourd'hui connu sous le nom de Namibie. Deux grands peuples l'habitent : les paysans Hottentots et les éleveurs Herreros. En 1883, un jeune armateur allemand négocie pour 2 000 marks et 200 fusils l'achat d'une bande de terre que lui cède un chef hottentot, assurant ainsi à l'Allemagne le contrôle de la baie d'Angra-Pequena. Ce territoire sera progressivement agrandi, malgré la protestation des autres puissances coloniales présentes dans la région (notamment la Grande-Bretagne). Le 24 avril 1884, Bismarck, chancelier du Reich, affirme, par la publication d'une déclaration unilatérale, la souveraineté allemande sur tous les territoires du Sud-Ouest africain où existent des comptoirs marchands ou des plantations appartenant à des citoyens allemands.

Progressivement les colonnes allemandes marchent vers les terres du Sud, savanes fertiles où nomadisent avec leurs troupeaux les pasteurs Herreros. La résistance des Herreros est violente : de 1891 à 1893, ils mènent sous la conduite

de leurs chefs une guerre sanglante de guérilla. De nombreuses familles de colons allemands – généralement de pauvres émigrants, des paysans sans terre d'Allemagne du Nord – s'installent sur les terres des Herreros. Entre les Herreros vaincus et les colons allemands des liens se nouent : le marché à crédit est instauré. Marché de dupes, puisque les Herreros sont graduellement dépossédés de leurs bœufs afin de « rembourser leurs dettes ». Les colons leur prennent même leurs bœufs sacrés. Une formidable insurrection populaire éclate en 1904 : 6 000 guerriers herreros se lancent à l'attaque des colonies allemandes. 123 colons – hommes, femmes, enfants – sont massacrés. Le général von Trotha, commandant militaire et gouverneur civil de la colonie, parvient à encercler, en avril 1904, 5 000 Herreros retranchés à 2 000 mètres d'altitude dans le massif du Waterberg. Le Schutzkorps allemand les massacre jusqu'au dernier. Après la victoire du Waterberg, von Trotha lance son *Vernichtungsbefehl*, ordre célèbre qui préfigure les méthodes nazies de 1933-1945. Voici l'ordre : « A l'intérieur des frontières de la colonie allemande, tout Herrero, avec ou sans fusil, avec ou sans bétail, sera fusillé. »

Les Herreros qui réussissent à fuir sont relégués dans le désert de l'Omahéné où ils meurent de faim. Seules quelques centaines d'entre eux parviennent à rejoindre le territoire sud-africain sous contrôle britannique. En 1904, les Herreros étaient au nombre de 90 000 environ. Ils ne sont plus que 20 000 en 1907, lorsque le ministère allemand des Colonies ordonne un nouveau recensement afin de faciliter l'introduction de la *Pflichtarbeit*, le travail forcé.

Un homme d'État européen joue pour l'organisation du monde colonial naissant un rôle capital : c'est le comte Otto von Bismarck-Schônhausen, chancelier du Reich allemand. Bismarck comprenait une chose essentielle : la progression anarchique des conquêtes coloniales par les différents États nationaux d'Europe mettait en danger la Sainte-Alliance des pouvoirs réactionnaires en Europe même. En d'autres termes : par un curieux retour des choses – une « ruse de l'histoire », dirait Hegel ! – les campagnes coloniales

affaiblissent la capacité de résistance des gouvernements bourgeois face aux forces de la révolution socialiste montante en Europe.

Au fur et à mesure qu'elles progressaient, s'amplifiaient, s'étendaient jusqu'aux confins du monde, les campagnes coloniales produisaient sur la société européenne des effets inattendus : la rapacité des marchands, guerriers et financiers, le fanatisme des missionnaires devenaient tels qu'ils mettaient en danger la paix civile en Europe et l'équilibre entre les États. Déjà, dans le Haut-Dahomey, aux confins du Soudan, aux bords du plateau voltaïque, les troupes françaises faisaient face aux envahisseurs anglais, les officiers de la République invectivaient les envoyés de Sa Majesté. Il n'existait, en effet, aucune loi, aucun critère juridique, aucune règle coutumière qui auraient permis de séparer, de délimiter, de définir les zones de conquête et d'influence respectives des différents États d'Europe en Afrique. L'agressivité des militaires, la soif de conquête, les séductions de la gloire mondaine, mais aussi les intérêts économiques en jeu et les messianismes idéologiques (laïques ou religieux) transformaient ces campagnes d'Afrique en de véritables épopées où s'affrontaient les orgueils « nationaux », la « dignité » des États, la « crédibilité » des gouvernements. Le moindre incident entre troupes anglaises et françaises, marchands portugais et explorateurs allemands dans un quelconque coin reculé des steppes sahéliennes ou des montagnes de Benguela résonnait dans l'opinion publique européenne et prenait invariablement les dimensions d'un conflit majeur.

Bismarck, mieux que quiconque parmi ses collègues à la tête des autres gouvernements d'Europe, comprit les dangers de l'heure. La montée des forces ouvrières et révolutionnaires obsédait sa vieillesse. La raison solidaire des travailleurs progressait rapidement. Seigneur de la police la mieux organisée d'Europe, Bismarck connaissait parfaitement les progrès de l'implantation, de l'organisation, de l'influence du mouvement ouvrier dans chacun des pays en voie d'industrialisation. Bebel, Guesde, Liebknecht, Malatesta hantaient ses nuits sans sommeil. Bismarck souffrait dans sa vieillesse de névralgies aiguës et très douloureuses. Ses cauchemars étaient alors peuplés des hommes qu'il nommait, avec un mélange de dédain hautain et de crainte intense, *« die gemeine*

Bande », la bande des voyous[10]. Par ce terme, le chancelier désignait les chefs ouvriers qui, partout en Allemagne – surtout après la réunification de leur mouvement au congrès de Gotha –, contestaient son pouvoir dictatorial. Je le répète : Bismarck, à l'opposé de la quasi-totalité des autres dirigeants politiques de son temps, n'était point hanté par le rêve colonial. Son souci exclusif et constant était la consolidation de la fragile unité allemande, la puissance et la gloire de l'État allemand. Visionnaire, il comprit que les conflits qui naissaient presque quotidiennement de l'anarchique occupation européenne de l'Afrique risquaient de bouleverser – en Europe même – sa savante et complexe stratégie des alliances par laquelle il tentera, trente ans durant, d'assurer la permanence et la grandeur du Reich. Bismarck voulait, avant de mourir, créer pour les conquêtes coloniales des règles de partage et de légitimité. En 1885, il convoqua à Berlin une conférence coloniale.

La liste des délégations présentes à l'ouverture de la conférence, le 26 février, donne une idée de ce cartel des seigneurs coloniaux qui regroupait en son sein pratiquement toutes les grandes et moyennes puissances militaires, économiques et financières de l'époque :

> Au nom de Dieu Tout-puissant,
> S.M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ; S.M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi apostolique de Hongrie ; S.M. le Roi des Belges ; S.M. le Roi de Danemark ; S.M. le Roi d'Espagne ; le Président des États-Unis d'Amérique ; le Président de la République Française ; S.M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ; S.M. le Roi d'Italie ; S.M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg ; S.M. le Roi de Portugal et des Algarves ; S.M. l'Empereur de toutes les Russies ; S.M. le Roi de Suède et Norvège ; et S.M. l'Empereur des Ottomans. […]
> Voulant régler, dans un esprit de bonne entente mutuelle, les conditions les plus favorables au développement du commerce et de la civilisation dans certaines régions de l'Afrique, et assurer à tous les peuples les

avantages de la libre navigation sur les deux principaux fleuves africains qui se déversent dans l'océan Atlantique ; désireux, d'autre part, de prévenir les malentendus et les contestations que pourraient soulever à l'avenir les prises de possession nouvelles sur les côtes d'Afrique, et préoccupés en même temps des moyens d'accroître le bien-être moral et matériel des populations indigènes, ont résolu, sur l'invitation qui leur a été adressée par le Gouvernement Impérial d'Allemagne, d'accord avec le Gouvernement de la République Française, de réunir à cette fin une Conférence à Berlin, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir : […].

Voici maintenant l'énoncé des principaux actes négociés et signés à Berlin :

[…] lesquels, munis de pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont successivement discuté et adopté :

1. Une convention relative à la liberté du commerce dans le bassin du Congo, ses embouchures et pays circonvoisins, avec certaines dispositions connexes ;
2. Une déclaration concernant la traite des esclaves et les opérations qui, sur terre ou sur mer, fournissent des esclaves à la traite ;
3. Une déclaration relative à la neutralité des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo ;
4. Un Acte de navigation du Congo, qui, en tenant compte des circonstances locales, étend à ce fleuve, à ses affluents et aux eaux qui leur sont assimilées, les principes généraux énoncés dans les articles 108 à 116 de l'Acte final du Congrès de Vienne et destinés à régler, entre les Puissances signataires de cet Acte, la libre navigation des cours d'eau navigables qui séparent ou traversent plusieurs Etats, principes conventionnellement appliqués depuis à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique, et notamment au Danube, avec les modifications prévues

par les traités de Paris de 1856, de Berlin de 1878, et de Londres de 1871 et de 1883.

5. Un Acte de navigation du Niger qui, en tenant également compte des circonstances locales, étend à ce fleuve et à ses affluents les mêmes principes inscrits dans les articles 108 à 116 de l'Acte final du Congrès de Vienne ;

6. Une déclaration introduisant dans les rapports internationaux des règles uniformes relatives aux occupations qui pourront avoir lieu à l'avenir sur les côtes du continent africain[11].

Résumons : les grandes et moyennes puissances coloniales disposaient de l'Afrique, de l'Amérique latine, de l'Asie à leur guise. Ils dépeçaient ces continents, y découpaient des possessions, écartelant des peuples, détruisant des systèmes culturels, pillant, brûlant, volant des richesses du sol, de la forêt et des hommes, au gré de leurs intérêts les plus égoïstes. La convocation de la conférence coloniale de Berlin marque l'apogée de ce processus.

Cette conférence devait donner à l'ordre colonial mondial, et notamment africain, sa légitimité et sa légalité : mettre fin aux occupations « sauvages » en instituant des règles visant à déterminer entre États européens concurrents le droit de la « première occupation », ouvrir à la navigation internationale les grands systèmes aquatiques ; contrôler la traite des esclaves et, plus généralement, le traitement de la main-d'œuvre autochtone. Une présomption de droit international était créée par l'accord final de la conférence : un territoire sur lequel flottait un drapeau national européen était considéré propriété légitime de l'État en question. Si un État européen concurrent revendiquait le même territoire, il devait prouver devant une instance arbitrale la plus grande validité de ses propres titres de propriété (accords de protectorat conclus avec des chefs autochtones, contrat d'achat, etc.).

En bref : grâce à la conférence coloniale de Berlin naît un véritable système mondial, avec ses règles d'occupation et de conduite, ses instances arbitrales, son idéologie de légitimation, sa légalité fondée par un corpus de droit que

promulgue le cartel. C'est ce système colonial homogène, structuré, cohérent qu'affronte désormais le mouvement ouvrier international.

Bismarck organise la conférence coloniale de Berlin pour des raisons essentiellement « européennes ». La conférence de Berlin est surtout dirigée contre l'Angleterre. Elle est dirigée aussi contre l'Internationale socialiste : dans l'esprit de Bismarck, la sauvage compétition coloniale menace la stabilité des États conservateurs d'Europe. Des États affaiblis ne résisteraient qu'avec peine à la permanente subversion interne que constituaient les activités sur leur sol des différentes sections de l'Internationale. Le 5 décembre 1888, dans sa maison de maître de Kriepdorf, Bismarck reçoit le savant et explorateur allemand Eugen Wolf qui lui soumet la toute dernière carte de l'Afrique ratifiée par les sociétés savantes d'Allemagne. Assis dans son grand fauteuil, Bismarck se dresse tout à coup, se fâche. Il interrompt brusquement l'exposé savant de Wolf et dit : « Votre carte de l'Afrique est certes très belle ! Mais la mienne se trouve ici en Europe ! » Bismarck se penche sur la carte, la parcourt de la main : « Ici, il y a la Russie… et là [montrant le côté gauche de la carte] il y a la France… Et nous ? Nous, Wolf, nous sommes ici, au milieu, encerclés de toutes parts. Voilà ma carte de l'Afrique[12]. »

Pratiquement chacune des campagnes évoquées dans ce chapitre – celles d'Afrique occidentale et centrale, mais surtout celles de Cochinchine, d'Annam, du Tonkin et celle de Madagascar – a marqué les consciences collectives métropolitaines. Elles ont été rapportées – dans les termes de l'idéologie coloniale bourgeoise dominante, bien sûr – par les grands journaux de Paris, de Berlin. Elles ont fait l'objet de débats souvent virulents à l'Assemblée nationale, au Reichstag, dans les partis politiques, moins fréquemment au sein des syndicats. C'est à travers ces débats – médiatisés, je le répète, par une presse bourgeoise acquise à l'expansion coloniale des États nationaux européens, à la mondialisation du pouvoir de leurs classes capitalistes dirigeantes – que les classes travailleuses perçoivent, en cette deuxième moitié du XIX^{e} siècle,

l’agression des troupes coloniales et la résistance des peuples autochtones. Cette perception est lente à se former. Elle est dès le début entachée de multiples déformations, de nombreuses contradictions. Elle ne donne pas tout de suite naissance à une claire conscience de la question coloniale. Il faudra l’intervention puissante de théoriciens comme Jules Guesde, Jean Jaurès, Van Kol, Hyndman, Kautsky, etc., pour qu’au début du XX^e^ siècle le prolétariat européen saisisse dans toute sa dimension politique, stratégique la cruciale importance que revêt la question coloniale pour sa propre libération en tant que classe opprimée en Europe[13]. Dans cette prise de conscience, le rôle joué par Karl Marx est crucial.

*

2. Avoir été bons, cela ne suffit pas…

J’ai appris une chose et je sais en mourant
Qu’elle vaut pour chacun :
Vos bons sentiments, que signifient-ils
Si rien n’en paraît au-dehors ? Et votre savoir, qu’en est-il ?
S’il reste sans conséquence ? […]

Je vous le dis :

Souciez-vous, en quittant ce monde
Non d’avoir été bons, cela ne suffit pas,
Mais de quitter un monde bon !

BERTOLT BRECHT, *Sainte-Jeanne des abattoirs*, Paris, Éd. de l’Arche, 1974.

Personne au sein de l’immense et multiforme mouvement socialiste européen n’a mieux et plus rapidement perçu le problème colonial que Marx. La seule théorie cohérente des rapports existant entre lutte anticoloniale, anti-impérialiste, d’une part, et lutte de classes, de l’autre, est de sa plume.

A l'extérieur du cercle familial, Marx était un être froid, facilement arrogant, parfois méprisant, habité jusqu'à l'obsession par la conscience de sa mission à accomplir. La longue patience, l'humble attente, la soumission à la majorité n'étaient pas parmi ses qualités principales.

En 1875, Marx avait cinquante-sept ans.

Voici la situation politique qui donne naissance à l'appel à la lutte anticoloniale par Marx : du 22 au 27 mai 1875 se tient, dans la petite ville de Gotha, en Allemagne, le congrès d'unification des deux partis socialistes allemands. Congrès difficile, puisque les deux partis allemands sont divisés gravement.

Lassalle mort, c'était le journaliste J. B. von Schweitzer qui avait pris la tête de l'Association. Il était le rédacteur en chef de l'organe officiel du parti : le *Social démocrate*[14]. Ce journal avait joué un rôle crucial dans l'élaboration du corps théorique du mouvement ouvrier allemand. Journal éclectique, situé à des années-lumière des sinistres et illisibles organes officiels des partis de gauche tels que nous les connaissons aujourd'hui un peu partout dans le monde. Il était rédigé à Berlin, mais comptait des collaborations extérieures régulières venant de Zurich (le colonel W. Rüstow), de Genève (Johann Philipp Becker), de Paris (M. Hess), de Leipzig (le P^{r} Wuttke). Karl Marx et Friedrich Engels y collaboraient régulièrement. Or, en février 1865, Schweitzer écrit un article où il défend pour la première fois *ouvertement* l'alliance des classes travailleuses avec les classes féodales proches de Bismarck contre la bourgeoisie capitaliste marchande.

Marx est révolté. Il avait été méfiant face à Lassalle. Il déteste carrément von Schweitzer. Il attaque durement la direction de l'Association. L'aile marxiste de l'organisation s'autonomise. Elle crée, à *Eisenach*, en 1869, le *parti social-démocrate allemand*. August Bebel, Wilhelm Liebknecht et Wilhelm Bracke en sont les principaux dirigeants. Mais Bebel garde pour les lassalliens un respect humain et une reconnaissance pour les combats passés qui permettent de rapprocher graduellement les deux organisations. Cela malgré les excommunications et les invectives de Marx. Le congrès de fusion doit se tenir à

Gotha sur la base d'un programme de compromis, qui reprend une partie des thèses lassalliennes et une partie des analyses marxistes.

Bracke est un homme inquiet. Toute cette opération ne lui dit rien qui vaille. Il envoie le projet de programme à Londres pour recueillir l'avis de Marx. Le pressentiment de Bracke se révèle exact : Marx explose ! Le projet de programme l'exaspère. Marx ressemble à un de ces arbres de l'Inde qui ne portent des fruits que sous l'orage. Sa colère éclaire comme la foudre tout le paysage alentour. Sa lucidité est extrême. Il écrit alors des textes magnifiques de précision factuelle et d'intelligence visionnaire. Il rédige notamment les *« Gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand »* durant trois semaines, de fin avril à la mi-mai 1875. Il les envoie à Bracke pour qu'elles soient communiquées à Geib, Auer, Liebknecht et Bebel. Ces « gloses », publiées ensuite dans *Die Neue Zeit* en 1891, et qui exerceront une influence profonde sur le prolétariat allemand, s'attaquent notamment à la question coloniale[15].

Le passage du projet du programme de Gotha qui suscite plus particulièrement la colère de Marx est celui-ci :

> La classe ouvrière travaille à son affranchissement tout d'abord *dans le cadre de l'État national actuel*, sachant bien que le résultat nécessaire de son effort, qui est commun aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples.

Comme toujours, Marx lance une attaque personnelle contre les responsables de l'énoncé qu'il entend démolir :

> Lassalle savait par cœur le *Manifeste communiste*, de même que ses fidèles savent les saints écrits dont il est l'auteur. S'il le falsifiait aussi grossièrement, ce n'était que pour farder son alliance avec les adversaires absolutistes et féodaux contre la bourgeoisie. […]
> Sa maxime est d'ailleurs fort tirée par les cheveux, sans aucun rapport avec la citation défigurée des statuts de l'Internationale. Il s'agit donc ici

simplement d'une impertinence et, à la vérité, une impertinence qui ne peut être nullement déplaisante aux yeux de M. Bismarck, une de ces grossièretés à bon compte comme en confectionne le Marat berlinois. […]
Contrairement au *Manifeste communiste* et à tout le socialisme antérieur, Lassalle avait conçu le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. On le suit sur ce terrain, et cela après l'action de l'Internationale !

Voici maintenant la critique analytique de Marx :

Il va absolument de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle *en tant que classe* et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais, comme le dit le *Manifeste communiste*, quant à sa forme. Mais le cadre de l'État national actuel, par exemple de l'Empire allemand, entre lui-même, à son tour, économiquement, dans le cadre du marché universel, et politiquement dans le cadre du système des États. Le premier marchand venu sait que le commerce allemand est aussi commerce extérieur et la grandeur de M. Bismarck réside pleinement dans le caractère de sa politique *internationale*.
Et à quoi le Parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? *A la conscience que les résultats de son effort ce « sera la fraternité nationale des peuples »* – expression empruntée à la Ligue bourgeoise pour la paix et la liberté[16] que l'on voudrait faire passer comme un équivalent de la fraternité internationale des classes dominantes et leurs gouvernements ! Des *fonctions internationales* de la classe ouvrière allemande par conséquent, pas un mot ! Et c'est ainsi qu'elle veut tenir tête à sa propre bourgeoisie, laquelle fraternise déjà contre elle avec les

> bourgeois de tous les autres pays, ainsi qu'à la politique de conspiration internationale de M. Bismarck !

Chaque fois qu'il attaque des thèses erronées, la trahison d'un adversaire, Marx pose la question : à qui profitent la trahison, l'erreur ?

> En fait, la profession d'internationalisme du programme est *encore infiniment au-dessous* de celle du parti libre-échangiste. Celui-ci prétend, lui aussi, que le résultat final de son action est la fraternité internationale des peuples. Mais encore *fait-il* quelque chose pour internationaliser l'échange et ne se contente-t-il pas du tout de savoir […] que chaque peuple fait, chez lui, du commerce. […]
> La *Norddeutsche* de Bismarck était pleinement dans son droit quand elle annonçait, pour la satisfaction de son maître, que le parti ouvrier allemand a, dans son nouveau programme, abjuré l'internationalisme.

Marx fait allusion à l'éditorial publié le 20 mars 1875 dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*. On y lit à propos du projet du programme du parti social-démocrate : « La propagande social-démocrate est devenue à bien des égards plus circonspecte », et : « Elle a abjuré l'Internationale. » Ce journal réactionnaire, publié à Berlin de 1861 à 1918, fut l'organe officieux du gouvernement de Bismarck dans les années 1860-1880.

Pour Marx, lutte de classes et lutte anti-impérialiste, anticoloniale sont indissolublement liées. Il n'y aura jamais de libération du prolétariat industriel en Europe, de prise et de destruction du pouvoir d'État par les socialistes, de victoire sur la société capitaliste inégalitaire sans une liquidation préalable des empires coloniaux. D'où le capital allemand tire-t-il ses profits, son immense puissance ? de l'exploitation du travailleur allemand, bien sûr, mais aussi et surtout du sang, de la peine des travailleurs du Tanganyika, du Sud-Ouest africain, du Cameroun, du Togo, du Rwanda. La libération du travailleur de Leipzig passe par celle – non moins urgente – du manœuvre de Windhoek.

L’une ne va pas sans l’autre. La « fraternité internationale des peuples » qu’évoque le programme de Gotha ? balivernes ! humanisme vaseux ! Il ne s’agit pas ici de bons sentiments ni d’incantations moralisantes. Il s’agit de comprendre un mécanisme historique : le rythme accéléré d’accumulation de la plus-value dans les colonies, le pillage sans frein des matières premières minières et agricoles, la surexploitation du travail outre-mer, la rapine commerciale, les spéculations et les trafics maritimes. Les empires coloniaux sont au fondement de la puissance des bourgeoisies d’Europe. Marx rend hommage à Bismarck ! à sa compréhension de la raison d’État ! Marx n’a aucune connaissance directe des peuples coloniaux. La seule colonie qu’il ait visitée – et encore pendant quelques semaines seulement – est l’Algérie. Mais il saisit avec précision ce mécanisme essentiel de la domination bourgeoise du centre : l’accumulation accélérée de la plus-value du travail humain et du capital investi à la périphérie.

Il existe donc *une fonction internationale de la lutte de classes*. Une tâche urgente en découle : il faut, entre les travailleurs du centre et ceux de la périphérie, construire un front commun de lutte anti-impérialiste, anticoloniale capable d’affronter sur la base d’une stratégie unifiée un même et mortel ennemi : la bourgeoisie capitaliste d’Europe et sa raison d’État.

Marx termine curieusement sa *Critique du programme de Gotha*. Il conclut par une phrase en latin : *Dixi et salvavi animam meam :* « j’ai dit ce que j’avais à dire, mon âme est en paix ». Ou en traduction plus libre : « je vous ai dit mon opinion, maintenant faites ce que vous voulez ». Sous-entendu : « je doute que vous arriviez à comprendre ce que je viens de vous expliquer ».

*

3. Stuttgart 1907 : l’aube d’une conscience nouvelle

Apprends ce qui est le plus simple,
Il n’est jamais trop tard
Pour ceux dont le temps est venu !

[…]

Apprends, homme à l’hospice !
Apprends, homme en prison !
Apprends, femme en ta cuisine !
Apprends, femme de soixante ans !
Tu dois devenir celle qui dirige.
Va à l’école, sans-abri
Procure-toi le savoir, toi qui as froid !
Toi qui as faim, jette-toi sur le livre : c’est une arme
Tu dois devenir celui qui dirige.

N’aie pas peur de poser des questions, camarade !
Ne te fie à rien de ce qu’on te dit,
Vois par toi-même !
Ce que tu ne sais pas par toi-même,
Tu ne le sais pas.
Vérifie l’addition,
C’est toi qui la paies.
Pose le doigt sur chaque somme,
Demande : que vient-elle faire ici ?
Tu dois devenir celui qui dirige.

BERTOLT BRECHT, « Éloge de l’instruction », dans *Poèmes*, vol. III, Paris, Éd. de l’Arche, 1966 (trad. Maurice Regnaut).

Le congrès anticolonial de la Deuxième Internationale ouvrière ouvre ses travaux le dimanche matin, 18 août 1907, à la Liederhalle de Stuttgart. Il suit de neuf ans la mort du comte von Bismarck-Schönhausen. La Deuxième Internationale, fondée en 1889, est une organisation bien plus structurée, plus cohérente, mieux ordonnée que la Première. Le Bureau socialiste international

de Bruxelles, dirigé par Émile Vandervelde, avait préparé minutieusement ce congrès[17]. Voici le programme :

Dimanche, 18 août, à 11 heures, ouverture du congrès dans la salle des fêtes Liederhalle. A 16 heures, grande réunion populaire au Volksfestplatz, près de la König-Karls-Brucke. A 20 h 30, grand concert dans la même salle des fêtes.

Lundi, 19 août, à 9 heures, réunion des sections nationales, chargées de la vérification des mandats. A 11 heures, réunion des commissions désignées par les sections nationales pour examiner les questions inscrites à l'ordre du jour. A 21 heures, réunion des rédacteurs et administrateurs des journaux socialistes, convoqués par les camarades italiens pour discuter les propositions tendant à améliorer les rapports de correspondance socialiste entre les divers journaux des partis affiliés, et, éventuellement, la création d'un office international d'information.

Mercredi, 21 août, à 20 heures, soirée amicale au Schützenhaus dans la Karlsvorstadt.

Tous les jours, le Bureau se réunit le matin de 9 à 10 heures. Les séances plénières ont lieu de 10 à 13 heures, et de 15 à 18 ou 19 heures, dans la grande salle des fêtes, aussitôt qu'une des commissions a terminé ses travaux.

Pas moins de 884 délégués, venant de vingt-cinq pays différents, sont présents à Stuttgart, dont 289 d'Allemagne, 123 d'Angleterre, 78 de France, 22 des États-Unis, 41 de Bohême, 27 de Belgique, 63 de Russie, 30 de Pologne et 75 d'Autriche. Du monde extra-européen, seules trois sections sont présentes : l'Argentine (3 délégués), l'Australie et l'Afrique du Sud (1 ouvrier blanc). Mais il y a à Stuttgart deux Indiens, les époux Rama, qui font partie de la délégation britannique au titre de représentants du « Groupement hindou de Paris ».

A 11 heures précises, les membres du Bureau socialiste international font leur entrée solennelle, s'installent sur l'estrade. A leur tête : Émile Vandervelde, de Belgique, tribun d'un immense prestige et d'une vaste et riche culture, connu dans toute l'Europe comme l'adversaire haï du roi Léopold II et le défenseur des Noirs du Congo. Dans la salle, à la manière des *Bierhalle* allemandes, des grandes tables, couvertes de nappes, sont disposées où les délégués s'installent selon leur appartenance nationale. Des deux côtés de la tribune deux bustes en

plâtre blanc : l'effigie de Marx et celle de Lassalle. Des placards géants rappellent la légitimité du congrès en énumérant – en blanc et rouge – les noms et dates de tous les congrès précédents de la Deuxième Internationale : Paris 1889 (congrès de fondation), Bruxelles 1891, Zurich 1893, Londres 1896, Paris 1900, Amsterdam 1904. Dans les tribunes se pressent des centaines et des centaines de familles, représentant des organisations ouvrières – partis, syndicats, écoles populaires, mutualités, coopératives d'habitation, *etc.* – du Wurtemberg.

L'immense salle est inondée de fleurs. Sur tous les murs, au-dessus du portail d'entrée et le long de l'allée qui conduit à la Liederhalle, flottent les drapeaux rouges. Deux chorales, réunies pour l'occasion, la « Freya » et la « Lassalia », dirigées par Brenner, entonnent le chant d'ouverture : *Eine feste Burg ist unser Bund* (une forteresse puissante est notre association). Chant étonnant, puisque c'est la réédition à peine modifiée du chant de combat des protestants allemands du XVI^e^ siècle. Avant chaque bataille contre les armées de la Contre-Réforme, les chevaliers luthériens, les paysans, les mercenaires, les pasteurs en armes le chantaient. Chant intimement familier à quiconque a grandi en milieu protestant. (Il me rappelle mon enfance à Thoune, au pied des Alpes bernoises. Dans la *Schlosskirche*, église du château, où tous les dimanches matin je traînais mon ennui de gamin, tout le monde, au début du culte, chantait l'exhortation de Luther.) A Stuttgart, en 1907, Jakob Audorf en avait simplement modifié un peu les paroles, en remplaçant notamment le nom de Dieu par celui de l'Internationale, tout en conservant la puissante et belle mélodie de Luther.

J'insiste sur tout cela pour montrer combien l'Internationale, en 1907, est l'expression d'une culture européenne multiforme qui plonge ses racines dans l'histoire immémoriale des peuples du continent. Le comte von Bülow, successeur de Bismarck à la Chancellerie, avait ridiculisé les délégués affluant vers la capitale du Wurtemberg en les traitant au Reichstag et dans la presse du Nord de « bande de conspirateurs » et de « mendiants ». Eh bien, ces mendiants et ces conspirateurs non seulement réunissaient quelques-uns des esprits les plus brillants de l'époque, quelques-uns des théoriciens les plus perspicaces d'avant-guerre, mais encore se considéraient – et à juste titre – comme les héritiers de

Charles Quint et des *premiers chrétiens*. Je cite ici deux extraits du discours inaugural de Vandervelde qui traduisent bien cette double revendication. Dans la salle il y a – sourd comme un pot, mais alerte et vif – le député français Vaillant, survivant de la Commune de Paris. Vandervelde s'adresse à lui :

> Quels changements depuis trente-six ans ! La Commune était vaincue. Bebel et Liebknecht étaient en prison et ils expiaient le crime d'avoir protesté contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. A peine un dixième des électeurs suivait le drapeau rouge. L'Internationale tout entière ne comptait peut-être pas le chiffre des voix allemandes actuelles. Aujourd'hui, au contraire, 25 nations des cinq parties du monde sont représentées ici : il est venu des délégués de toute l'Europe, depuis Stockholm jusqu'à Madrid, depuis Londres jusque Saint-Pétersbourg. Nous avons les délégués des États-Unis et de l'Argentine, du Japon et de l'Hindoustan, et notre camarade Kato vient d'un pays qui n'a pas seulement emprunté à l'Europe ses canons, ses vaisseaux et ses industries, mais encore *le Capital* de Karl Marx, les principes de la lutte des classes et de l'organisation des travailleurs[18]. D'Australie nous est venu un délégué du jeune parti socialiste unifié. D'Afrique ne sont pas venus les délégués nègres du Congo exploités par Léopold II, mais il nous est venu un délégué des ouvriers blancs, luttant contre les barons de l'or et du diamant. *Charles Quint* disait un jour que le soleil ne se couchait jamais sur ses terres. Nous, socialistes, nous pouvons reprendre ces paroles et dire que le soleil ne se couche point sur les pays où flotte le drapeau rouge.

La journée d'ouverture du dimanche 18 août est marquée par un autre événement : le long discours analytique du vieil August Bebel. Le tourneur de Leipzig, installé depuis sa sortie de prison à Schöneberg, parle au nom du comité central du plus puissant parti de l'Internationale, le parti social-démocrate d'Allemagne. Bebel dresse l'inventaire précis, circonstancié des récentes luttes

et des combats en cours des différentes sections de l'Internationale dans une vingtaine de pays. Puis, profitant du relatif climat de liberté qui règne en pays de Souabe, il règle ses comptes avec von Bülow. Le congrès adore son humour mordant, son ironie. C'est Bebel que Bismarck avait traité de *Vaterlandsloser Geselle*, de « voyou sans patrie ». Et c'est Bebel qui dit aujourd'hui : « Voyou je l'étais, voyou je le reste… et j'en suis fier. » Incarcéré pour avoir protesté contre la guerre d'agression de 1870, contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, contre la persécution des communards, Bebel démolit ce sous-Bismarck qu'est le très réactionnaire von Bülow. Le compte rendu de Stuttgart note à chaque page les réactions de la salle : la plupart du temps il note simplement : « hilarité », « rires », « applaudissements ». Cependant, l'atmosphère du congrès est studieuse, sérieuse. Les délégués qui arrivent en retard aux séances sont « notés » (le procès-verbal indique pour chaque séance les retardataires !).

Chaque discours est soigneusement et laborieusement traduit dans les principales langues. Clara Zetkin, représentante de la Fédération des femmes allemandes, et Arthur Smith, du comité central de la Social-democratic Federation d'Angleterre, assurent la traduction ; ils sont applaudis au même titre que les orateurs.

A Stuttgart, nous sommes loin des mortifères conférences nationales des partis communistes d'Europe de l'Est ou des médiocres congrès sans joie de l'actuelle social-démocratie européenne. Les grands congrès de l'Internationale ne sont pas de mornes exercices de diplomatie ouvriériste, des rituels réglés comme du papier à musique pour bureaucrates soucieux de leur carrière, de tristes spectacles ou s'épanouit devant une presse complaisante la vanité des dirigeants.

A Stuttgart en 1907 – comme à Paris en 1900, à Amsterdam en 1904 –, c'est la fête. Les rencontres chaleureuses, multiples, spontanées entre des centaines de délégués venus des cinq continents tissent un précieux réseau d'amitiés personnelles. Pour les responsables des différentes sections, séparés les uns des autres par des frontières nationales souvent difficiles à franchir, par des distances que n'abolit aucun avion, les conversations personnelles sont utiles et précieuses. Elles assurent la circulation de l'information.

Ce qui est important aussi : les populations qui accueillent les délégués du monde entier le temps d'un congrès vivent en symbiose intime avec leurs invités. Aujourd'hui, Willy Brandt, président de la Deuxième Internationale, arrive aux congrès dans une Mercedes blindée, précédée et suivie d'une voiture de police. Felipe Gonzalez, Bettino Craxi, Mario Soares, vice-présidents, arrivent en avion particulier. A terre, ils sont noyés dans un essaim de gardes du corps. Les approcher – même pour les délégués, dûment fouillés et surveillés – relève de l'exercice acrobatique. Tous ces dirigeants, comme d'ailleurs les délégués ordinaires, habitent à l'hôtel Intercontinental du lieu du congrès. Hôtels qui se ressemblent tristement, d'Helsinki à Madrid, de Genève à Paris, de Tokyo à Rio de Janeiro. Aujourd'hui, nous siégeons de préférence dans les sous-sols climatisés, protégés comme des nababs du peuple alentour. L'écho de nos paroles est avalé par la moquette et les portes capitonnées. Des policiers de toutes nationalités nous protègent du contact des travailleurs de la ville où nous siégeons. En guise de fête, on nous offre une réception guindée dans les salons du gouvernement du pays hôte.

A Stuttgart, en 1907, les délégués du monde entier habitaient évidemment chez les familles ouvrières, mangeaient à leur table, écoutaient leurs problèmes, répondaient à leurs questions. D'ailleurs, le mercredi 21 août, à l'ouverture de la séance, le député allemand Paul Singer, président du jour, annonça qu'un incendie avait ravagé, la nuit précédente, une soixantaine de maisons ouvrières dans la banlieue de Stuttgart et que des centaines de familles avaient tout perdu dans la catastrophe. Le congrès suspendit immédiatement son ordre du jour, organisa une collecte et fit porter aux sinistrés une somme équivalant à 500 francs-or. Quand on connaît la pauvreté extrême de la majorité des délégués, on évalue l'importance du sacrifice consenti.

Le soir du dimanche 18 août eut lieu la fête populaire de Canstatt. En 1907, Canstatt était une jolie banlieue de Stuttgart où s'alignaient les logements

ouvriers, mêlés aux jardins familiaux, à quelques fermes et à des maisonnettes « petites-bourgeoises » au bord du Neckar.

Ces fêtes populaires, qui accompagnaient avant-guerre chacun des grands congrès de l'Internationale, revêtaient une signification politique essentielle : c'est à cette occasion que les principaux dirigeants du mouvement ouvrier international se présentaient aux populations ouvrières du lieu, rendaient compte des événements dans leurs pays respectifs, expliquaient l'un ou l'autre point de la théorie qu'ils défendaient et, surtout, répondaient publiquement aux mensonges idéologiques, aux mots d'ordre « patriotiques », aux explications du monde produites par les bourgeoisies régnant en Europe. Pour la formation d'une conscience révolutionnaire, ces fêtes populaires étaient d'une importance capitale. A Canstatt, six tribunes étaient dressées le long du fleuve. A la fin de l'après-midi, vers 4 heures, des trompettes annoncèrent l'ouverture de la fête. La presse locale rapporte qu'il y avait environ 60 000 personnes venues de toute la Souabe, du pays de Bade et des régions alentour qui se pressaient – avec leurs femmes, leurs enfants – sur les vastes prairies des bords du Neckar. Les gestes de portée symbolique étaient ici nombreux, comme ils avaient été nombreux à la fête qui avait accompagné trois ans plus tôt, en Hollande, le congrès d'Amsterdam. En 1904, en Hollande, le représentant du Japon avait embrassé fraternellement le plus illustre des délégués russes, Plekhanov, afin de témoigner leur commun refus des carnages auxquels s'étaient livrées au même moment, en Extrême-Orient, les armées japonaise et russe. A Canstatt, il y eut même un instant d'intense émotion : Ce fut l'arrivée, sur la Festwiese, de Jean Jaurès[19].

Le lecteur d'aujourd'hui aura peine à imaginer le climat de racisme, de chauvinisme, d'imbécile haine de l'autre qui baignait l'Europe de 1907. Des savants allemands écrivaient de gros traités pour prouver l'infériorité raciale de l'ethnie gauloise. La caste militaire prussienne, la presse à la solde de von Bülow, des professeurs s'épuisaient dans de furibondes campagnes de diffamation antifrançaises. En France, le climat n'était guère plus sain. Ici aussi la stupidité xénophobe, la passion raciste faisaient rage. L'obsession du « boche », la haine aveuglaient les dirigeants, les journalistes, les universitaires.

L’annexion de l’Alsace-Lorraine restait une blessure ouverte, purulente. L’heure était à la revanche.

Or, les socialistes ne sont pas des saints de naissance. Ils ne vivent pas sur un nuage bleu. Ils font partie d’une société concrète. Ils sont socialisés par celle-ci, influencés par son climat social ; ils sont pétris par un inconscient collectif qui subit profondément le poids et les ravages de l’histoire.

Parmi les adhérents de l’Internationale, au sein du prolétariat le plus conscient, le désarroi, en 1907, était perceptible. Le poison du chauvinisme, de la xénophobie s’infiltrait partout. Le crétinisme chauvin distillé par les bourgeois pénétrait les demeures les plus modestes. Les paroles de Jean Jaurès, prononcées d’une voix chaude, devant des dizaines de milliers d’ouvriers allemands, et traduites par Kautsky, firent l’effet d’une eau fraîche tombant sur un désert aride. Jaurès :

> Je me réjouis particulièrement de pouvoir saluer les camarades d’Allemagne en ma qualité de Français, parce que les uns et les autres, nous avons eu des malheurs, parce que nous avons des obligations réciproques. Je suis particulièrement heureux d’être ici dans ce beau pays de Souabe qui a donné à la civilisation allemande des biens précieux, la contrée où naquit Schiller, auquel la République française accorda le titre de « citoyen », la patrie du philosophe Hegel, qui a fécondé la pensée socialiste. Lorsque je retournerai en France, je dirai à mes compatriotes tout ce que j’ai vu et tout ce que vous m’avez dit, et la France ouvrière tâchera d’imiter les travailleurs allemands.

Jaurès est interrompu par les applaudissements qui roulent sur la plaine. Il s’arrête. Puis reprend en allemand cette fois-ci :

> Si le chancelier de l’Empire allemand me faisait l’honneur de me recevoir, je lui dirais qu’il n’est pas parvenu à terrasser la social-démocratie. C’est avec joie et fierté qu’au nom des socialistes français,

> je salue la social-démocratie allemande, désireuse comme elle de travailler à la suppression du capitalisme, à une victoire qui sera celle de l'humanité tout entière, de la liberté, du progrès, de la civilisation.

J'insiste : les grandes fêtes populaires se déroulant en marge des congrès de l'Internationale assument une fonction essentielle : celle d'aider à la naissance d'une conscience critique, d'une raison alternative, d'une identité collective, irréductible et inassimilable des familles prolétariennes des différents pays d'Europe. Mais, pour que les valeurs de solidarité, d'entraide, de compréhension mutuelles puissent s'enraciner dans la conscience de chacun, il faut que l'information circule. Le crétinisme patriotique, la haine chauvine, le racisme des classes dominantes ne sont puissants que dans la mesure où la conscience ouvrière reste vierge, ignorante des réalités du monde, désinformée, crédule, non structurée. Les fêtes populaires internationales accordent ainsi une large place aux récits que font les différentes délégations nationales de leurs expériences particulières de lutte. A Canstatt, parmi les dizaines de récits qu'écoutent dans un silence solennel les familles prolétariennes du Wurtemberg, trois sont particulièrement impressionnants : l'un est dû à l'Autrichien Victor Adler, principal théoricien – avec Otto Bauer – du mouvement révolutionnaire viennois, l'autre à Enrico Ferri, socialiste italien, le dernier enfin à Vera Hillquit, ouvrière du textile de New York.

Écoutons Adler :

> Quand les Autrichiens viennent ici, ils se sentent chez eux. Un jour, Napoléon I^{er} s'est fait construire à Erfurt un théâtre, dont le parterre était composé de roitelets, courbés devant la puissance du vainqueur. Nous montrons au monde entier un spectacle beaucoup plus grandiose : un parterre de lutteurs, dont la vie est une suite de dévouements, de travaux et d'enthousiasmes. L'Autriche est un pauvre pays, et quand vous en parlez, vous levez les épaules et vous dites : « Oh ! cette lande sauvage ! » Je puis cependant vous dire qu'elle a changé. C'est que ce

pays, pourri par une noblesse obsédée de rapines et des capitalistes modernes avides de profits, a été transformé grâce au prolétariat moderne, qui mène la bataille pour l'existence. […]

Écoutons Enrico Ferri :

Je viens du pays de la lumière où il y a encore tant de misère et d'oppression. Les ouvriers des champs et les prolétaires des fabriques se sont réveillés, et bien que le mouvement socialiste soit encore jeune en Italie, il remplira fidèlement son devoir international. La liberté ne se laisse pas opprimer dans le pays de Garibaldi, et lorsque le tsar meurtrier, qui a laissé torturer et assassiner son peuple, voulait mettre les pieds sur notre sol, la nation lui a promis une bordée de sifflets. Il recula devant l'audition de cette symphonie[20].

Vera Hillquit, de New York, est peut-être la plus écoutée. C'est que des dizaines de milliers de familles pauvres du Wurtemberg ont été forcées d'émigrer tout au long du XIXe siècle vers la côte est des États-Unis. Dans l'auditoire, beaucoup ont un fils, un frère, un cousin aux États-Unis. Hillquit :

Je vous apporte le salut du parti socialiste des États-Unis. Un demi-million de prolétaires socialistes, qui travaillent au-delà de l'Océan, sont reconnaissants aux camarades allemands de leur avoir donné non seulement des armes théoriques, mais d'avoir été les pionniers du mouvement socialiste en Amérique. Pendant très longtemps, ils ont été les uniques messagers de l'idée socialiste. Les ouvriers américains semblaient inaccessibles au socialisme. Leur situation économique était relativement bonne, mais leur sécrétion cérébrale était mauvaise. L'idée socialiste ne pouvait les enthousiasmer. Depuis lors notre pays agricole est devenu une immense usine industrielle. Nous avons des trusts. Nous avons des milliardaires. Nous avons aussi la misère, la faim et le crime.

> Nous avons une république avec une liberté presque illimitée ; mais une république sans démocratie, livrée à l'hégémonie capitaliste. Nous n'avons pas un gouvernement du peuple. Nous subissons la domination de l'argent. Nos bourgeois sont plus absolutistes que le tsar de Russie et le sultan de Turquie. Mais l'ouvrier américain commence à penser et il se trouve sur la voie conduisant au socialisme. Le géant étend ses membres puissants, et bientôt vous entendrez, par-delà l'Océan, résonner son pas de tonnerre.

Mais déjà, à la fête de Canstatt, des éclairs déchirent le ciel. Les orages futurs s'annoncent. Quelques orateurs particulièrement perspicaces évoquent la nécessité de s'armer, de se préparer à l'insurrection violente. Lénine est présent au meeting, mais n'intervient pratiquement pas. C'est encore Vandervelde qui, devant la foule de Canstatt, évoque les grandes stratégies à venir. Son discours, prononcé en français, est traduit par Rosa Luxemburg.

Vandervelde célèbre la beauté de la manifestation internationale de cette nuit, magnifiquement ordonnée par une social-démocratie allemande qu'admire toute l'Internationale. Vandervelde :

> […] Le capitalisme est en train de faire son tour du monde, et le socialisme le suit. Mais l'œuvre de celui-ci est le contraire de l'œuvre de celui-là. Le propre du capitalisme est de décimer les populations. Voyez les Américains massacrant les Peaux-Rouges, les Anglais exterminant les Australiens, Léopold II l'Africain assassinant les Nègres du Congo ! Partout la curée capitaliste fait des monceaux de victimes. Mais les ouvriers des pays divers ne s'entre-tueront pas ! Ils se ligueront contre l'ennemi commun.

Le ciel déjà s'éclaircit. L'aube approche. Les enfants, depuis longtemps, dorment sur la prairie. Des dizaines de milliers de personnes ont les paupières lourdes. La lune pâlit. L'horizon s'illumine. Clara Zetkin, présidente de la

deuxième tribune, clôt le meeting. Elle étend ses bras vers la vaste plaine qui borde le Neckar. Plaine où se déroulent traditionnellement les grandes parades des armées du duc de Wurtemberg. Zetkin : « Sur cette plaine, où habituellement les classes capitalistes déploient leurs troupes pour s'exercer aux armes, l'Internationale rouge se livre aujourd'hui à des exercices pacifiques. Mais le temps viendra où elle ne se bornera plus à prononcer de simples paroles mais où elle marchera à la bataille. »

Dix ans et un mois séparent la fête populaire de Canstatt de l'incendie de Saint-Pétersbourg.

A Stuttgart, le mouvement ouvrier international est au faîte de sa puissance : il est fortement implanté dans presque tous les États industriels d'Europe, d'Amérique et d'Asie. En Australie et parmi les travailleurs blancs d'Afrique du Sud, des sections se constituent. Des groupements socialistes commencent à naître en Inde, aux Antilles, en Argentine, en Chine, en Uruguay. Partout en Europe, au Japon et aux États-Unis le mouvement s'est structuré : de puissants partis politiques, des centrales syndicales sont nés. Et surtout : grâce au suffrage universel, qui fut pendant toute la seconde moitié du XIX^{e} siècle l'une des principales revendications des ouvriers, ces partis participent maintenant en force variable aux parlements des États bourgeois. Participation fortement conflictuelle : au Reichstag allemand, à l'Assemblée nationale française, aux Communes britanniques, les députés socialistes sont traités par les gouvernements et les députés bourgeois – pour reprendre les termes du député anglais Henry Quelch – comme des *outcasts,* des hors-la-loi.

De leur côté, la majorité des députés socialistes ne montrent aucun goût particulier pour le compromis parlementaire. A leurs ennemis de classe, ils témoignent la même aversion, au Parlement comme en dehors. Exemple : Quelch désigne ainsi la conférence diplomatique de La Haye, organisée par le gouvernement britannique : *a thiefs supper* (un souper de voleurs). De nos jours – je parle d'expérience, ayant été pendant seize ans député socialiste de Genève

au Parlement de la Confédération –, le parlementarisme avilit celui qui l'exerce. La vanité, la recherche à tout prix du consensus, les lamentables tentatives de séduction de l'adversaire, tout cela mine son homme. D'ailleurs, quoi de plus sinistre que cette convivialité entre cadres politiques de partis adverses ? Avez-vous déjà fréquenté la « buvette » d'un Parlement ? Je parle ici du Conseil national de la Confédération suisse. Mais la situation est la même au Palais-Bourbon et au Bundestag, à Bonn. Tout le monde se tutoie, se donne du « cher ami ». Ceux qui, dans la salle et devant les caméras de la télévision se lancent des invectives et se combattent aux accents de la sincérité, se serrent complaisamment la main une fois les lumières éteintes. L'hypocrisie est reine. Comme si le spectacle de l'hémicycle n'était destiné qu'aux imbéciles, spectateurs du journal télévisé. Ennemis farouches devant les caméras, compères au restaurant. C'est ainsi qu'en Europe se constitue une classe politique quasi homogène au vocabulaire politique variable mais à la conduite identique. Cette classe pèse comme une dalle de béton sur les différents pays d'Europe. Le peuple réagit par l'indifférence, la dérision. En Suisse, plus de 50 % des citoyens disposant du droit de vote ne se rendent jamais aux urnes. Complaisance, compromissions, privilèges partagés entre nababs parlementaires de quelque parti qu'ils soient. Rien de tel dans les parlements du début de notre siècle. Jean Jaurès, August Bebel, William Thorne, John Hodge, Paul Singer, Wilhelm Liebknecht, Karl Kautsky, Angelo Vivante ont une conception purement « tribunaire » du parlementarisme. Pour eux, le parlement est avant tout une tribune où ils développent les analyses du mouvement. Ils parlent pour briser le consensus, démasquer la théorie du « bien public », dénoncer le mensonge de l'identité entre intérêts « nationaux » et intérêts de la classe bourgeoise. Pour Liebknecht, le député socialiste est, dans le sens précis du terme, un *porte-parole*. Il porte les mots d'ordre, l'argumentation élaborée dans les congrès, au Parlement. Il n'est qu'un messager. Il annonce la couleur à l'ennemi. Et quand il a fini de parler, il redescend de la tribune et réintègre, dit Liebknecht, le « front de classe ». Front homogène qui s'oppose comme un mur impénétrable aux tentatives de corruption, de séduction du gouvernement bourgeois et des fractions adverses.

L’entrée aux parlements des socialistes a renforcé considérablement le mouvement : les socialistes ont maintenant accès à une connaissance plus précise, plus directe du fonctionnement de la machine d’État des classes dominantes. Ils reçoivent des documents, participent à des missions ; ils interpellent le gouvernement ; ils peuvent exiger – de par la loi – des réponses concrètes à des questions concrètes. Ils peuvent formuler des propositions législatives précises. Ces propositions sont généralement refusées, les socialistes étant partout minoritaires. Mais ces propositions provoquent des débats publics et ces débats créent la transparence. La *pédagogie de conflit* se développe. Elle contribue grandement à la rapide évolution, à l’approfondissement de la conscience de classe du prolétariat.

Le mouvement se radicalise, s’épure : les débats (et la liste des délégués) du congrès de Stuttgart en témoignent. Toute une foule de bourgeois libéraux, d’intellectuels républicains aux idées humanistes confuses ont disparu. Nous avons déjà parlé, par exemple, d’un homme comme Bruhin, qui, à Bâle, dirigeait la section de la Première Internationale tout en exerçant le métier de procureur général de l’État ; Bruhin, au demeurant, était un homme sincère et attachant, mais doté d’une conscience parfaitement schizophrène. Au tribunal, il faisait condamner pour subversion des camarades qu’il avait fréquentés la veille à la réunion de la section au Landhaus. Autre exemple : du temps où le journal le *Social-démocrate* était encore l’organe officiel des lassalliens, le correspondant à Zurich se nommait W. Rüstow. Or, ce Rüstow était colonel dans l’armée suisse. Armée profondément réactionnaire et qui, à l’époque déjà, servait essentiellement à la répression des grèves ouvrières.

Au cours de la longue et complexe histoire du mouvement révolutionnaire mondial, peu de débats apparaissent aussi contradictoires que le débat anticolonial de Stuttgart. Essayons de systématiser les principaux thèmes traités. Les campagnes coloniales ont un but unique : exporter le mode de production capitaliste jusqu’aux confins extrêmes de la planète. Cette exportation est-elle

bénéfique pour la classe ouvrière des sociétés industrielles d'Europe ? Il existe, au sein de la Deuxième Internationale, *une aile franchement pro-impérialiste*. Cette aile répond par l'affirmative. Ces pro-impérialistes épousent totalement la théorie coloniale dominante sur le caractère bénéfique (pour l'économie européenne) de l'expansion outre-mer. Ils partagent en même temps la vision discriminatoire, raciste et hiérarchique des rapports entre les peuples d'Europe et ceux d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie[21]. Un autre groupe de délégués, se désignant eux-mêmes comme des « socialistes réalistes », s'opposent aux militants anti-impérialistes conséquents qui refusent toute forme de colonisation. Ces « socialistes réalistes » partent de l'hypothèse que le système colonial ne peut plus être brisé. Ce système organise le monde. L'Internationale n'y peut rien. C'est ainsi. Le combat doit donc être mené pour améliorer le sort des colonisés, pour éviter les excès de la violence coloniale, pour faire reconnaître les droits de l'homme dans les colonies. Ces « socialistes réalistes » parlent de la nécessité de définir une politique « coloniale socialiste ». Il existe un troisième groupe à Stuttgart : celui qui condamne sans recours, sans nuance, sans restriction le système colonial. Mais il considère que le purgatoire colonial, aussi horrible soit-il, est nécessaire aux peuples « arriérés » afin de détruire sur leur sol les modes de production asiatique (tribal), féodal, bref : précapitalistes. Le mode de production capitaliste est une étape indispensable de l'évolution historique de n'importe quelle société de quelque origine culturelle, ethnique, géographique qu'elle soit.

Le débat de Stuttgart se déroule à trois niveaux. Il y a d'abord les rapports préparatoires : documents considérables comportant de nombreux relevés empiriques, des analyses de situations dans les différentes colonies, des références historiques nombreuses ; les rapporteurs en avaient été désignés au congrès d'Amsterdam, en 1904. Deuxième niveau : la commission. Les fronts se forment dès les débats en commission. Les affrontements sont extrêmement vifs. Des coalitions se forment, se défont ; elles préfigurent les regroupements qui

cristalliseront la discussion en séance plénière. Troisième niveau : le congrès. Rappelons qu'il y a dans la salle plus de 800 délégués représentant vingt-cinq pays dont chacun connaît des problèmes coloniaux de types souvent très différents. Exemples : entre la conquête du Maroc, les exactions coloniales en Afrique noire, les campagnes du Tonkin qui mobilisent les ouvriers français, d'une part, et le problème de la soumission de la Mandchourie qui préoccupe les socialistes japonais, d'autre part, il n'y a – à première vue du moins – qu'un rapport lointain. De la commission sort un projet de résolution procolonial qui sera violemment contesté devant le congrès. C'est l'intervention de Karl Kautsky qui – à deux heures à peine de la clôture – renversera complètement le savant équilibre entre pro-et anticolonialistes et imposera à l'Internationale une stratégie de lutte anti-impérialiste, sans compromissions. La résolution finale citée plus loin sera l'expression de la victoire de Kautsky.

Dans la Liederhalle de Stuttgart, les débats sont rudes. Comment résumer la discussion sans schématiser à outrance, sans réduire à néant l'extraordinaire richesse, la virulence aussi des affrontements ? Par moments, c'est franchement le tumulte. Les applaudissements crépitent dans une partie de la salle tandis qu'à d'autres tables les délégués sifflent l'orateur. L'hilarité de la gauche répond aux propos sentencieux de David. Le soleil tape. L'été 1907 est exceptionnellement chaud. C'est la canicule. Une odeur de sueur âcre et de bière renversée remplit l'immense salle. Que tel orateur monte à la tribune, et un silence immobile s'installe brusquement. A d'autres instants, le bruit infernal de centaines de poings qui s'abattent en guise de protestation sur les longues tables de bois avale la voix de l'intervenant. Pour rendre la trame de ces débats, le mieux est de suivre l'ordre chronologique des interventions. Je n'évoque ici que les discussions au plénum.

C'est Van Kol qui ouvre les hostilités. Pourquoi lui ? Dans la salle se trouvent des dirigeants de l'Internationale connus dans le monde entier, des représentants écoutés du prolétariat des plus puissantes nations industrielles de l'époque. Or, Van Kol est pratiquement inconnu des délégués : il a moins de trente ans et vient d'un petit pays peu industrialisé. Fils de colons hollandais immigrés sur l'île de Java, il s'est lui-même fixé (après des études d'ingénieur à

Hilversum) à Djakarta. Il connaît donc de l'intérieur le fonctionnement de la machine coloniale. Van Kol d'ailleurs est un homme chaleureux, sympathique, profondément malheureux. Il est déchiré : il voit les bienfaits indiscutables que le capitalisme hollandais a apportés aux Indonésiens : construction de routes, ouverture d'écoles, établissement d'une première industrie de transformation des produits agricoles, *etc.* Mais, enfant déjà, Van Kol a vu les ravages du système des plantations de caoutchouc ; il a assisté aux razzias de la police qui, conduite par les contremaîtres, arrachait à leur famille les jeunes gens, les déportait à l'intérieur de l'île, les réduisait en esclavage. Le travail forcé contre un salaire de misère dépeuplait non seulement les banlieues des grandes villes, mais aussi les villages. La production vivrière devait faire place aux grandes plantations. Des centaines de milliers de petits paysans perdaient leur terre ancestrale. La famine, la misère s'installaient parmi un peuple autrefois à l'abri du besoin. Van Kol, ne disposant d'aucune formation théorique sérieuse, était sans armes face à ces contradictions. Sa thèse : malgré sa quotidienne horreur, gardons-nous de condamner en bloc le colonialisme ! Élaborons plutôt une « politique coloniale socialiste » qui protégera les indigènes et assurera la rétrocession des bénéfices coloniaux aux prolétaires européens…

Au congrès d'Amsterdam (1904), Van Kol avait été chargé de la rédaction d'un des trois rapports introductifs au débat colonial de Stuttgart. Dès l'ouverture du VII^{e} Congrès, la position de Van Kol devient prédominante au sein de la commission qui prépare les débats du plénum. Bref, sa qualité de « témoin » lui confère une position stratégique que ni ses écrits – inexistants – ni ses engagements antérieurs – inconnus – ne pouvaient justifier.

Van Kol est l'auteur de la résolution procoloniale qui recueillit la majorité des voix en commission et qui figure maintenant à l'ordre du jour du plénum sous l'intitulé : « Résolution de la majorité. » Voici le passage clé de la résolution procoloniale :

> Le Congrès, constatant que le socialisme a besoin des forces productives du globe entier, destinées à être mises au service de l'humanité et à

> élever les peuples de toutes les couleurs et de toutes les langues à la culture la plus haute, voit dans l'idée colonisatrice, envisagée sous ce rapport, un élément intégral du but universel de civilisation, poursuivi par le mouvement socialiste.

David, allié de Van Kol, est allemand. Il connaît mieux la salle que Van Kol. Il prépare à tout hasard une résolution de rechange. Elle est fidèle à l'idée de Van Kol, mais l'exprime d'une façon plus nuancée. Voici le projet de résolution de David :

> Le Congrès, tout en constatant qu'en général on exagère fortement – notamment pour la classe ouvrière – l'utilité ou la nécessité des colonies, ne condamne pas en principe et pour tous les temps toute politique coloniale, qui, en régime socialiste, pourra être une œuvre de civilisation.

En commission, un seul délégué, le jeune révolutionnaire berlinois Georg Ledebour, défenseur intransigeant de la raison solidaire, s'était insurgé contre les sornettes des pro-impérialistes. Il avait rédigé une résolution de minorité. Et c'est lui – Ledebour – que Van Kol attaque maintenant devant le plénum :

> Une grande majorité de la commission a adopté une résolution qui renonce au point de vue purement négatif, et réclame une politique coloniale socialiste. La résolution de la minorité, au contraire, révèle un esprit sombre de désespérance et de doute. Son expression est incertaine et est en contradiction formelle avec les faits et la vérité. Je ne comprends pas comment un social-démocrate qui connaît nos théories peut signer pareille résolution. Ledebour doit être convaincu, lui également, que le capitalisme est une nécessité en Europe, qu'il est un degré inéluctable de l'évolution. Cette même nécessité ne se retrouve-t-elle pas dans le capitalisme des colonies ? Ledebour déclare que les

> crimes coloniaux sont une partie intégrante du capitalisme colonial. Il demande que l'on proteste contre la barbarie coloniale. Si nous prenons ce congrès international au sérieux, nous devons faire plus que nous livrer à des protestations. Nous avons protesté violemment dans les congrès internationaux et nationaux antérieurs, mais cela n'a servi à rien. Certes, les crimes coloniaux sont abominables, mais il n'est pas exact de dire que nous soyons incapables de les diminuer et d'améliorer la politique coloniale.

Van Kol est lancé. Ledebour est sa cible préférée. Pour le combattre, il s'aventure dans des considérations planétaires :

> Depuis que l'humanité existe, il y a eu des colonies, et je crois qu'il y en aura encore pendant de longs siècles. J'oserai même dire qu'il n'y a pas beaucoup de socialistes qui regarderont les colonies comme inutiles dans l'ordre social de l'avenir, mais nous n'avons pas à discuter de ces questions maintenant. Je me borne à demander à Ledebour si, sous le régime actuel, il a le courage de renoncer aux colonies. Il me dira alors ce qu'il fera de la surpopulation de l'Europe, dans quel pays les gens qui veulent émigrer pourront trouver de quoi vivre, si ce n'est dans les colonies. […] Que fera Ledebour du produit croissant de l'industrie européenne, s'il ne veut trouver de débouchés nouveaux dans les colonies ? Enfin, veut-il, en tant que social-démocrate, renoncer au devoir de travailler à la culture des peuples attardés ?

Ledebour demande la parole. Extrêmement nerveux. Cette colère lui fait commettre une erreur grossière : il nie la capacité de résistance des peuples colonisés. Mais personne ne relève l'erreur (et pour cause : l'ignorance des situations concrètes dans les colonies règne à la Liederhalle). Le jeune chef de l'aile gauche du SPD galvanise les anticolonialistes :

> Toute politique coloniale résulte de l'exploitation capitaliste. Aussi longtemps que nous aurons une société capitaliste, la politique coloniale prendra toujours les formes abominables que nous condamnons tous. Toute politique coloniale est nécessairement capitaliste, parce que l'exploitation des colonies résulte du capitalisme lui-même. Van Kol s'imagine que l'on peut éviter ces abominations qu'il considère comme des phénomènes illustrant la colonisation actuelle.

Ledebour insiste :

> Nous n'attendons de la politique coloniale capitaliste aucun progrès de civilisation, et comme nous sommes adversaires de toute exploitation et de toute oppression de notre propre pays, nous devons également combattre l'exploitation et l'oppression qui sévit dans une plus grande mesure encore dans les colonies. Si cette déclaration figure en tête de notre résolution, nous pouvons ajouter qu'en notre qualité de minorité, nous voulons participer à la création d'un droit colonial, destiné à protéger éventuellement les indigènes. A ce point de vue, nous sommes bien tous d'accord. […] La grande question, c'est que nous devons nous déclarer *contre toute colonisation*, et nous garder de créer l'illusion qu'actuellement il puisse y avoir une politique coloniale civilisatrice. Personne ne doit pouvoir interpréter notre résolution de façon à laisser supposer que nous croyons une politique capitaliste capable de se libérer des abominations qui la caractérisent.

Un travailleur de Chicago, délégué du Socialist Party des États-Unis, A. M. Smith, seconde Ledebour. Il connaît l'impérialisme américain naissant et en parle à un congrès incrédule en des termes précis :

> Pour nous, Américains, la question coloniale est très importante, parce que nous nous trouvons au début d'une nouvelle ère de la politique

> impérialiste américaine. L'Amérique a envoyé toute une armée d'instituteurs aux Philippines, mais elle y a expédié également beaucoup de soldats et de canons. Elle y, a fait couler, au nom de la civilisation, des fleuves de sang. […] L'État capitaliste et le régime capitaliste existent pour le profit, et ils doivent, pour ce motif, être maintenus par l'exploitation du travail autochtone et étranger. C'est pour ce motif que la politique coloniale américaine est également une conséquence de la domination capitaliste. A mon avis, une politique coloniale socialiste est inconcevable. La société socialiste de demain, qui ne sera pas fondée sur le profit, et qui ne reposera pas sur l'exploitation des races étrangères, n'aura pas de politique coloniale. Elle ne pourra le faire, et elle n'en aura pas besoin. Nous concevons le système socialiste comme une union fraternelle de nations et de races, mais non pas de manière que l'un se trouve plus haut que l'autre, et que l'autre soit traité en inférieur.

Deux voix puissantes plaident la légitimité et le maintien des colonies : Eduard David et Eduard Bernstein. Tandem extrêmement efficace. David est le parlementaire, le manœuvrier d'assemblée, le manipulateur d'esprits ; Bernstein, lui, est un intellectuel de grande race, cultivé, érudit, respecté. Ils vont travailler main dans la main. David, d'abord, exploite habilement la division de plusieurs délégations, et notamment de la puissante délégation anglaise. Quelch avait, en commission et au plénum, condamné toute conquête coloniale comme « criminelle par essence ». Il avait, en commission, déjà combattu l'idée de Van Kol d'imposer aux colonisateurs un code international de bonne conduite « car il serait absurde de demander aux exploiteurs de protéger le prolétariat qu'ils exploitent ». Mais, au sein de la délégation britannique, le jeune Quelch est bien seul : la figure dominante s'appelle Ramsay Macdonald. Pour l'instant, Macdonald est député de Londres, dirigeant incontesté de l'aile droite du Labour, ennemi des fabiens. Macdonald, indifférent au sort des indigènes, est surtout préoccupé par le destin des petits Blancs, souvent affiliés au Labour, qui émigrent dans les colonies pour échapper à la pauvreté et à la précarité de leur

existence en métropole. La thèse de Macdonald : cette émigration est compréhensible, plus : justifiée. On ne peut donc condamner les conquêtes coloniales en bloc. Le Labour doit se préoccuper en premier lieu du sort de ces colons blancs issus des couches populaires, et souvent des plus pauvres. Quelques années plus tard, Macdonald parcourra le même chemin que Guy Mollet : devenu Premier ministre du premier gouvernement travailliste de l'histoire britannique, la défense des petits Blancs coloniaux l'amènera à pratiquer une politique impérialiste et coloniale sanglante.

David, vieux routier des manœuvres d'assemblée, voit tout de suite le parti qu'il peut tirer des dissensions entre Quelch et Macdonald. Écoutons David :

> Ledebour estime que la politique coloniale n'est pas sujette à des réformes, et le même citoyen Ledebour est d'avis que le congrès peut déclarer que les socialistes doivent défendre les réformes dans le but d'améliorer la situation des indigènes. Quand on se montre aussi peu logique, on n'a pas le droit d'accuser les autres d'illogisme.
> Lorsque la minorité dit qu'il n'est pas possible d'améliorer la politique coloniale actuelle, que celle-ci est un malheur pour les indigènes en toutes circonstances, alors la minorité, si elle veut être conséquente, doit demander la suppression des colonies.

Remous dans la salle. David s'arrête, puis reprend :

> Ledebour m'interrompt et me dit que c'est bien là son intention. S'il en est ainsi, que les camarades anglais, partisans de la résolution Ledebour, que les camarades français, qui la soutiennent également, proposent, dans leur parlement respectif, l'abandon des colonies ! Si les représentants de cette conception en avaient le pouvoir, ils devraient rendre les colonies aux indigènes. Qu'adviendrait-il alors des colonies ? Ce ne seraient pas les sentiments d'humanité qui triompheraient. Ce serait la barbarie.

David, je l'ai déjà dit, reproduit la vision d'un monde extra-européen, l'analyse des rapports centre-périphérie que distillent à longueur d'années les journaux des von Bülow, Ullstein, von Trotha. Il a totalement intériorisé la raison d'État du Reich allemand. En Allemagne, c'est la civilisation, les lumières, le droit, l'histoire, le progrès, la raison. Là-bas, en Afrique, en Chine, en Inde, règnent la barbarie, la violence, l'immobilité, la nuit, la déraison. David :

> Le camarade Ledebour a essayé de démontrer que l'opinion d'après laquelle un peuple civilisé a le droit de remplir une mission de culture dans les colonies est inexcusable dans la bouche d'un socialiste. Il a tort. Les colonies doivent également traverser le stade du capitalisme, et on ne peut pas plus là-bas qu'ici sauter à pieds joints de la barbarie dans le socialisme. La route de douleur à travers le capitalisme n'est pas un don qu'on fait à l'humanité, mais d'après la conception scientifique de Marx, cette route est la condition préalable d'une organisation socialiste harmonieuse. Le socialisme ne se borne pas à critiquer partout. Il a un idéal positif, un but qu'on ne peut atteindre que par des réformes progressives. C'est notre idéal politique positif au point de vue colonial qui justifie notre activité réformatrice.
>
> Dans ce domaine, c'est lui qui donne à notre activité la certitude de la victoire, et c'est pourquoi je vous prie, dans l'intérêt des êtres humains vivant dans les colonies, dans l'intérêt de notre culture, de donner votre approbation à cet idéal positif.

David, de son pas lourd, redescend de la tribune. Dans les travées où sont assis les députés de Reichstag, il est accueilli par des embrassades, de bruyantes félicitations. Le procès-verbal de la séance du 19 août note : « fin du discours du député de Mayence, applaudissements passionnés » *(leidenschaftlicher Applaus)*.

Eduard Bernstein n'est pas un grand orateur comme David. Il a la voix douce. Il parle un allemand magnifique. A chaque argument qu'il avance il fournit immédiatement sa référence littéraire. Il démonte systématiquement l'argumentation de Ledebour, Quelch, Smith :

> Contrairement à ce que vient d'affirmer l'orateur précédent[22], je n'entends nullement justifier la politique coloniale capitaliste. […] Tous, nous sommes adversaires de pareilles exploitations, et le différend existant entre nous réside dans l'unique fait de donner une expression à cette opposition, dans la manière de nous y opposer. La force croissante du socialisme dans certains pays augmente également la responsabilité de nos groupements. C'est pourquoi nous ne pouvons maintenir un point de vue purement négatif en matière coloniale. Mais, comme Van Kol l'a dit, nous devons poursuivre une politique socialiste positive. Nous devons rejeter l'idée utopique, dont l'aboutissement serait l'abandon des colonies. La dernière conséquence de cette conception serait que l'on rende les États-Unis aux Indiens ! Les colonies sont là, on doit s'en occuper, et j'estime qu'une certaine tutelle des peuples civilisés sur les peuples non civilisés est une nécessité.

Bernstein utilise une tactique habile, il présente ses propres arguments comme l'exégèse fidèle des textes fondateurs de la doctrine socialiste :

> Cela a été reconnu par de nombreux socialistes, notamment par Lassalle et par Marx, et ce dernier spécialement dans le troisième volume de son *Capital*, où je lis la phrase suivante : « La terre n'appartient pas à un seul peuple mais à l'humanité, et chaque peuple doit la gérer au profit de l'humanité. » De son côté, Lassalle écrivait un jour : « Le droit d'un peuple à un développement autonome n'est pas un droit absolu. Les peuples, qui ne se développent pas, peuvent être soumis de bon droit à des peuples qui jouissent d'une civilisation développée. »

Bernstein poursuit :

> D’autres congrès internationaux ont reconnu ce fait. C’est pourquoi j’estime que nous devons nous placer sur le terrain des faits réels et que nous devons opposer à la politique coloniale capitaliste la politique coloniale socialiste. Une grande partie de notre économie repose sur l’acquisition des produits des colonies, produits dont les indigènes ne font presque rien. Pour toutes ces raisons, nous devons adopter la résolution de la majorité.

Bernstein est légaliste dans l’âme. C’est d’ailleurs ce qui le perdra. Ce grand intellectuel, ami de Bebel, entrera dans l’histoire comme le propagandiste d’une social-démocratie soumise à la raison d’État, parlementariste, timidement réformiste. Bernstein :

> Personnellement, je ne tiens nullement au dernier alinéa de la résolution de la majorité : la demande faite aux gouvernements de créer un droit colonial international. Nous avons toute une série de traités internationaux, qui, quel que soit leur caractère incomplet, n’en sont pas moins un progrès. Il est donc bon que cette idée soit également exprimée, avec ces réserves, dans la résolution. Les socialistes belges n’ont pas rejeté l’annexion du Congo parce qu’ils ne reconnaissaient pas la responsabilité des députés belges dans la question du bien-être des nègres, mais surtout parce qu’ils voulaient éviter des complications internationales. En tout cas, il est préférable que le Congo soit administré par un parlement où la classe ouvrière possède ses représentants, au lieu que le même Congo soit exploité par une compagnie privée et purement capitaliste[23].

Interrompons un instant la chronologie des disputes de Stuttgart. Bernstein soulève ici un problème théorique important. Les trois quarts des délégués du

VII[e] congrès ne sont certes pas des érudits. Ils ne connaissent pas intimement l'œuvre de Marx, ni celle de Lassalle. Ils ne saisissent pas immédiatement l'importance de la référence au *Capital* évoquée par Bernstein. Seul Kautsky, dans son attaque finale contre les pro-impérialistes, relèvera et rejettera ce passage du discours de Bernstein. La question théorique soulevée par Bernstein est celle-ci : toutes les sociétés humaines passent-elles nécessairement par les mêmes stades de développement, par une même succession linéaire de modes de production ? La théorie de l'évolutionnisme unilinéaire est-elle une théorie universellement valable ? Doit-elle guider la lecture de l'histoire de toutes les sociétés de la terre ? Marx, dans les *Grundrisse*, un manuscrit de 1844, et puis de nouveau dans le troisième volume du *Capital*, répond par l'affirmative. Bernstein utilise cette théorie pour fonder son idée de la nécessité de l'expansion coloniale des sociétés capitalistes. Mais les choses sont bien plus compliquées que ne le prétend Bernstein. Car, vers la fin de sa vie, Marx avait remis lui-même en question la lecture évolutionniste et unilinéaire de l'histoire. Cette mise en question s'était opérée dans une situation historique particulière : les marxistes russes, et notamment une jeune femme du nom de Vera Zassoulitch, avaient contesté sa théorie à partir de leurs propres expériences dans les campagnes russes. Marx avait répondu. Une correspondance entre Marx et la jeune femme s'était développée. Cette correspondance figure *aujourd'hui* dans les *Œuvres complètes* de Marx[24].

A la suite de son expérience du travail à la campagne comme socialiste révolutionnaire, notamment dans les mirs, communautés paysannes où tous les biens meubles sont partagés équitablement, où le travail des champs se fait collectivement sans hiérarchie d'aucune sorte, Vera Zassoulitch acquiert une conviction : la révolution doit se faire en priorité pour et à partir des paysans, qui forment plus de 90 % de la population. Les termes dans lesquels doivent se définir les lignes à suivre pour un développement socialiste du monde rural lui manquent. Vera Zassoulitch trouve absurde de détruire ces communautés « communistes », de faire passer leurs membres par le calvaire capitaliste, alors qu'à présent nombre de revendications sociales, économiques et humaines du socialisme sont satisfaites en leur sein.

Le 16 février 1881, Vera Zassoulitch écrit, de Genève, cette lettre à Marx[25] :

> Honoré citoyen,
> […] vous ignorez probablement […] le rôle que votre *Capital* joue dans nos discussions sur la question agraire en Russie et sur notre commune rurale. […] Cette question est une question de vie ou de mort, surtout pour notre parti socialiste. De telle ou telle autre manière de voir sur cette question dépend même la destinée personnelle de nos socialistes révolutionnaires. L'un des deux : ou bien cette commune rurale, affranchie des exigences démesurées du fisc, des paiements aux seigneurs et de l'administration arbitraire, est capable de se développer dans la voie socialiste, c'est-à-dire d'organiser peu à peu sa production et sa distribution des produits sur les bases collectives. Dans ce cas, le socialiste révolutionnaire doit sacrifier toutes ses forces à l'affranchissement de la commune et à son développement.
> Si, au contraire, la commune est destinée à périr, il ne reste au socialiste, comme tel, que de s'adonner aux calculs plus ou moins mal fondés pour trouver dans combien de dizaines d'années la terre du paysan russe passera de ses mains dans celles de la bourgeoisie, dans combien de centaines d'années, peut-être, le capitalisme va atteindre en Russie un développement semblable à celui de l'Europe occidentale. Ils devront alors faire la propagande uniquement parmi les travailleurs des villes qui seront continuellement noyés dans la masse des paysans, qui, par suite de la dissolution de la commune, sera jetée sur le pavé des grandes villes à la recherche du salaire[26].

Marx ne répond que partiellement, sans entrer en matière sur la ligne à suivre. Il ne répond pas à la question fondamentale, à savoir : existe-t-il oui ou non des sociétés socialistes précapitalistes ? Il s'abstient de donner des directives pour le combat des paysans en société précapitaliste. Voici la réponse que Marx rédige à Londres, le 8 mars :

> En analysant la genèse de la production capitaliste, je dis : au fond du système capitaliste, il y a la séparation radicale du producteur avec les moyens de production […], la base de toute cette évolution c'est l'expropriation des cultivateurs. Elle ne s'est encore accomplie d'une manière radicale qu'en Angleterre. […] Mais tous les autres pays d'Europe occidentale parcourent le même mouvement. […] La fatalité historique de ce mouvement est donc expressément restreinte aux pays de l'Europe occidentale.

Plus loin :

> Le mouvement d'élimination transformant les moyens de production individuels et épars en moyens de production socialement concentrés, faisant de la propriété du grand nombre la propriété colossale de quelques-uns, cette douloureuse, cette *épouvantable expropriation* du peuple travailleur, voilà la genèse du capital. […] La propriété privée fondée sur le travail personnel […] va être supplantée par la propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat. […] Pour ne pas laisser le moindre doute sur ma pensée, je dis : la propriété privée, comme antithèse de la propriété collective, n'existe que là où les […] conditions extérieures du travail appartiennent à des particuliers. Mais selon que ceux-ci sont des travailleurs ou des non-travailleurs, la propriété privée change de forme[27].

Marx, je le répète, reste indéterminé sur la question de savoir si le mode de production capitaliste, la création d'une bourgeoisie, l'expropriation des paysans, bref : la destruction de la société traditionnelle agraire, constituent une étape inéluctable, nécessaire du processus de développement historique de la paysannerie russe. Il ne répond pas avec précision et clarté à la question fondamentale de Vera Zassoulitch. Mais une chose est certaine : Bernstein n'a aucun droit d'utiliser comme un dogme immuable la théorie de Marx sur

l’évolution unilinéaire des sociétés. Aucun droit d’invoquer cette théorie pour établir la légitimité, la nécessité historique de l’expansion coloniale du mode de production capitaliste. Bernstein est de mauvaise foi.

C’est Sigmund Karski qui le premier répond à Bernstein et à David. Karski est un étonnant Polonais. Homme subtil et fin, il a été blessé dans les combats insurrectionnels de Varsovie contre l’autocratie tsariste. Karski :

> Nous ne pouvons pas plus parler de « politique coloniale socialiste » que d’« État socialiste ». David a reconnu le droit d’une nation de mettre en tutelle une autre nation. Ce que vaut une pareille tutelle, nous le savons, nous Polonais, nous qui avons comme tuteur le tsar de Russie et le gouvernement de Prusse. Il s’agit ici d’une confusion d’expression, qui est moins due à l’influence bourgeoise qu’à l’influence des hobereaux. En affirmant que tout peuple doit passer par le capitalisme, David invoque l’autorité de Marx. Je conteste cette interprétation. Marx dit que les peuples qui connaissent un commencement de développement capitaliste doivent traverser cette évolution complètement, mais il ne dit pas que tous les peuples doivent passer par le stade capitaliste. David affirme encore que nous ne pouvons plus nous opposer au principe de la politique coloniale, car nous sommes partisans de réformes coloniales. Je lui réponds qu’en principe nous sommes contre le militarisme, et que néanmoins nous acceptons des réformes militaires qui allègent le fardeau du prolétariat, par exemple, la réduction du temps de service.

L’ethnocentrisme galopant d’un David, d’un Bernstein n’affecte pas Karski. Son horizon de Polonais est bien plus vaste que celui des Berlinois.

> Je crois que, pour un socialiste, il est encore d’autres civilisations que la civilisation capitaliste ou européenne. Nous n’avons nul droit de tant

> nous vanter de notre civilisation, et d'imposer celle-ci aux peuples asiatiques jouissant d'une culture beaucoup plus ancienne et peut-être beaucoup plus élevée. David a affirmé encore que les colonies retomberaient dans la barbarie si on les abandonnait à elles-mêmes. Cette affirmation me semble sujette à caution, surtout pour les Indes. Je m'y représente là l'évolution d'une tout autre façon. On peut parfaitement y comprendre le maintien de la culture sans que pour cela les Européens y dominent avec la force de leurs baïonnettes.

Karski se fait huer par les pro-impérialistes. Ceux-ci, selon toute apparence, contrôlent toujours la grande majorité des tables. C'est alors que Karl Kautsky se lève. Kautsky n'avait assisté ni aux travaux de la commission ni aux débats internes préparatoires de la délégation allemande. Mais il ne peut rester indifférent au massacre que subissent les ennemis de son vieil ennemi Bernstein. Il vient donc au secours de Karski et des anticoloniaux. Et il le fait avec un immense talent. C'est de cette heure que date le changement de majorité. Le glissement d'abord est imperceptible. Très doucement le congrès vire de bord. Les applaudissements se déplacent. La franche hilarité qui accueillit les interventions de Ledebour disparaît. Kautsky est écouté dans un silence religieux. David, Macdonald, manipulateurs expérimentés des congrès les plus difficiles, sentent confusément le danger. Ils hument l'air, voient que le vent tourne… et s'affolent. Ils envoient le jeune Van Kol, fragile esquif à l'attaque du cuirassé Kautsky. Mais Van Kol se trompe d'homme, de lieu, de ton. Agressif, il chavire. Il utilise des arguments qui paraissent indignes d'un congrès de l'Internationale. Van Kol : Kautsky est un rêveur. Un théoricien utopiste. Imaginons, dit Van Kol, que le grand Kautsky arrive en Afrique centrale pour convertir les indigènes au socialisme. Imaginons que pour obtenir leur confiance Kautsky leur amène en cadeau une machine moderne, produit de l'industrie européenne la plus avancée. Savez-vous ce qui arriverait ? demande Van Kol. Eh bien, les indigènes organiseraient d'abord une danse de guerre autour de cette machine. Ils détruiraient ensuite avec leurs haches de pierre la merveille de

l’industrie européenne. Enfin, ils feraient un grand feu, arrêteraient Kautsky, le ficelleraient, l’égorgeraient et le feraient rôtir sur une broche. Ils mangeraient le grand théoricien allemand. Van Kol conclut sa brillante démonstration culinaire : « C’est pour cela que nous devons aller en Afrique avec les armes appropriées, qui sont les nôtres ; des armes qui sont adaptées à l’étape de développement mental et matériel des indigènes. Même si Kautsky considère cette façon de faire comme de l’impérialisme. »

Van Kol – outre qu’il n’était visiblement pas doué pour l’humour – fit une erreur capitale : il oubliait qu’il se trouvait en Allemagne devant une salle où les ouvriers allemands étaient largement majoritaires. Or, dans les pays de langue allemande, Kautsky, frêle vieillard, jouissait à juste titre d’un formidable prestige : c’était un théoricien et un savant d’exceptionnelle qualité. Un homme fraternel. Aimé des ouvriers. Dans leur esprit, Karl Kautsky était le disciple estimé, l’héritier légitime de Marx. Kautsky jouissait surtout de l’affection de la nouvelle génération des jeunes révolutionnaires d’Europe orientale, comme ceux de Pologne, de Bohême, de Hongrie et de Russie. Une profonde amitié – qui devait se défaire plus tard – le liait notamment à Rosa Luxemburg.

Georg Ledebour, voyant l’extrême maladresse de Van Kol, s’engouffre dans la brèche. Il court à la tribune. (Son ami, le député Paul Singer, préside et trafique quelque peu la liste des orateurs déjà inscrits.) Mais Ledebour est un militant expérimenté. Il n’attaque pas Van Kol, qui s’est retiré sous les huées. Il ne faut jamais frapper un adversaire à terre. Cela fait mauvaise impression. Surtout chez les socialistes. Ledebour sait où loge le véritable adversaire, celui qui conduit une immense fraction du mouvement ouvrier allemand vers des compromissions de plus en plus lamentables. Cet adversaire, c’est Eduard Bernstein, qui est maintenant tranquillement assis, sans dire un mot, à la longue table au beau milieu de la Liederhalle où sont regroupés les délégués du Grand-Berlin. Dans ses écrits, Bernstein avait prétendu qu’« une certaine tutelle des peuples civilisés sur les peuples non civilisés était une nécessité ». Il avait également affirmé qu’« une grande partie de l’économie allemande repose sur l’acquisition des produits des colonies, produits dont les indigènes ne font presque rien ».

Contrairement à la plupart des autres délégués, Ledebour n'est pas traumatisé par l'érudition de Bernstein. Il n'a pas les moyens d'attaquer le savant. Il attaque le militant. Or, une grande partie du prestige de Bernstein vient du fait qu'il est constamment mis en valeur par la presse bourgeoise et les publications des junkers comme « un théoricien intéressant », « un patriote valeureux », « un socialiste raisonnable ». Complicité involontaire d'un intellectuel vaniteux avec le pouvoir ennemi. Attaquant sur l'affaire de Kiao-tcheou[28], Ledebour est sans pitié :

> Bernstein ne se gênait pas pour déclarer, lorsque les Allemands sont devenus locataires de Kiao-tcheou, que ce n'était pas là la plus mauvaise politique de la diplomatie allemande. Or, aujourd'hui tout le monde est d'accord pour dire que la location de ce rocher est une des plus grandes sottises de notre gouvernement. Le prince von Bülow, qui aime à exploiter à son avantage toutes les gaffes des révisionnistes, a naturellement regardé Bernstein, à la suite de cette déclaration, comme un homme de génie.

Hilarité dans la salle. Ledebour avait visé juste. Il continue sur sa lancée et passe à l'affaire des Boers :

> Bernstein, avec quelques fabiens et quelques socialistes anglais, a eu la faiblesse de se mettre, pendant la guerre des Boers, du côté des Jingoes britanniques. A ce moment-là, il était encore plus impérialiste que les libéraux anglais. Il était partisan de l'incorporation du Transvaal à la Grande-Bretagne, et il ressemblait fort étrangement au citoyen Blatchford, qui, pendant la guerre des Boers, se faisait jouer, au piano, par sa fille, chaque soir, la mélodie bien connue : *Rule Britannia*[29].

L'auditoire exulte ! Ledebour plante les banderilles (l'estocade, c'est Kautsky qui la donnera) :

> Blatchford a fait cela pendant toute la guerre, et je dois en conclure que la répétition sempiternelle de ce chant doit avoir exercé une influence malheureuse sur la mentalité de toute la famille des révisionnistes.

Le terrain d'attaque choisi par Ledebour était favorable : le destin tragique des Boers agitait les prolétaires d'Europe. Les communautés paysannes des colons hollandais, attaquées, puis écrasées par les troupes coloniales anglaises, hantaient, à l'époque du congrès de Stuttgart, l'imaginaire de tout le prolétariat européen. Les ouvriers d'Europe voyaient dans les combattants boers les héroïques résistants à l'impérialisme du grand capital. Après leur défaite, en 1902, des milliers de familles boers avaient été enfermées dans des camps de concentration. C'étaient de véritables camps d'extermination où les enfants périssaient de faim, de maladie, de soif. L'été 1907, les premières nouvelles parvinrent de ces camps en Europe. Elles révoltèrent les délégués de Stuttgart. Ceux-ci s'identifiaient aux Boers.

Ce mercredi 21 août, au soir, Karl Kautsky remonte à la tribune. Dans la Liederhalle baignée par les derniers rayons du soleil rouge de l'été, tout le monde sent confusément que le dénouement est proche. C'est l'un des grands moments de l'histoire du mouvement révolutionnaire international. Moment décisif pour des millions d'êtres humains vivant en Afrique, en Asie, en Amérique latine. Kautsky place le débat au niveau le plus élevé possible. Il passe en revue toutes les implications théoriques que provoque le débat colonial. Chauve, le front haut et bombé, une barbe grise encadrant un visage énergique, Kautsky est une figure impressionnante. Derrière ses lunettes cerclées de métal, les yeux bleus extraordinairement alertes scrutent la salle. Puis la voix s'élève, mélodieuse et chaude :

> D'où vient donc que l'idée d'une politique coloniale socialiste trouve tant de partisans dans nos milieux alors qu'il me semble, en réalité, que cette idée est fondée sur une contradiction logique ? J'attribue ce fait à ceci : c'est que l'idée était tellement neuve que l'on n'a pas eu le temps

de délibérer sur sa signification réelle. Jusqu'à présent, nous n'avons jamais entendu parler d'une politique coloniale socialiste.

Mais cette idée neuve exige un examen préalable approfondi :

Elle est liée à d'autres idées, idées justes et nécessaires, qui n'ont avec la politique coloniale, qu'une relation extérieure, mais qui, en vérité, n'ont rien de commun avec elle. Parmi elles, je trouve deux idées que nous ne pouvons rejeter. D'abord, l'idée que nous ne pouvons ignorer les colonies, que nous avons à remplir certains devoirs, et que nous devons y agir positivement. A ma connaissance, personne n'a jamais combattu pareille proposition. Mais ces devoirs que nous avons à remplir dans les colonies sont exactement les mêmes que ceux que nous remplissons dans notre patrie : la protection des masses populaires contre l'exploitation du capitalisme, contre l'oppression de la bureaucratie et du militarisme, en d'autres termes, de la politique sociale et de la politique démocratique.

Or, il convient de distinguer avec netteté entre la défense des prolétaires d'Europe et des colonies et la prétendue « mission civilisatrice » du capital financier. Ces deux stratégies politiques, économiques, militaires sont à l'exact opposé l'une de l'autre :

La défense du prolétariat c'est tout autre chose que la politique coloniale ! Celle-ci signifie la conquête violente et le maintien par la force d'un pays d'outre-mer sous la domination d'une nation capitaliste. Je conteste que la démocratie et la politique sociale aient quelque chose de commun avec la conquête et la domination étrangère !
On dit que nous avons à poursuivre une politique civilisatrice, que nous devons nous rendre auprès des peuplades attardées, afin de nous transformer en éducateurs et en conseillers de ces peuplades primitives.

> Je suis complètement d'accord. J'approuve ce qui a été dit à ce sujet par Bernstein. Nous avons tout intérêt à ce que ces peuplades primitives parviennent à une culture supérieure, mais ce que je conteste, c'est qu'il faille pour cela pratiquer la politique coloniale. Je conteste qu'il soit nécessaire de conquérir et de dominer. Je pourrais même dire que la politique coloniale est l'exact contraire de la politique civilisatrice.

Kautsky, qui, comme Bernstein, connaît parfaitement la correspondance entre Marx et Zassoulitch – Engels lui en a parlé longuement –, attaque maintenant les fondements théoriques de la politique coloniale socialiste proposée par son adversaire. Kautsky a l'ironie féroce :

> Bernstein invoque à grand tort Marx. Certes Marx a déclaré que la terre appartenait à l'humanité. Marx n'a pas dit que la terre appartenait aux capitalistes !

La salle éclate de rire. Kautsky retourne des centaines de délégués. Les applaudissements fusent. Kautsky redevient sérieux :

> Bernstein essaie de nous faire croire que cette politique de conquête est une nécessité naturelle. J'ai été fort étonné qu'il ait défendu ici cette théorie d'après laquelle il y aurait deux groupes de peuples, dont les uns sont destinés à dominer, et les autres à être dominés, qu'il y aurait des peuples incapables de se conduire et de s'administrer eux-mêmes, des peuples de grands enfants. Ce n'est là qu'une variation du vieux mensonge qui constitue la justification de tous les despotismes et d'après lequel les uns viennent au monde les éperons aux pieds, et les autres avec une selle sur le dos, afin de permettre aux premiers d'utiliser les seconds comme leurs montures. Cela a été toujours l'argumentation des maîtres d'esclaves dans l'Amérique du Nord et du Sud, qui prétendaient que la civilisation reposait sur le travail forcé des esclaves, et que les

> pays retomberaient dans la barbarie si l'on supprimait l'esclavage. Nous ne devons pas accepter cette argumentation.

Kautsky se dresse contre toute forme de démission devant l'histoire. Il est faux de dire qu'on ne peut rien contre le système colonial, qu'il est impossible de le détruire. Faux de prétendre que la seule tâche réaliste assignée au mouvement ouvrier est d'adoucir le sort des colonisés. Kautsky refuse la coexistence pacifique prônée par Bernstein, Van Kol, David et tant d'autres. Kautsky est un matérialiste et un marxiste rigoureux : il déteste par-dessus tout la naturalisation des processus historiques. L'homme est l'unique sujet de son histoire. Ce sont les peuples qui font le monde. Or, les intérêts des peuples ne peuvent s'opposer :

> C'est une erreur très répandue que de croire que les peuples attardés sont adversaires de la civilisation qui leur est apportée par des peuples plus civilisés. L'expérience démontre, au contraire, que là où on se montre bienveillant à l'égard des sauvages, ceux-ci acceptent volontiers les instruments et le secours d'une civilisation supérieure. Mais si on vient pour les dominer, pour les opprimer, pour les soumettre, quand ils doivent se mettre sous la tutelle d'un despotisme même bienveillant, ils perdent toute confiance, ils rejettent alors, avec la domination étrangère, la culture étrangère, et on en vient à des combats, à des dévastations.

Paul Singer, président de séance, interrompt Kautsky : « Citoyen Kautsky, votre temps de parole est écoulé. »

La salle explose : « Laissez-le parler ! » « Nous voulons écouter Kautsky ! » « Faites taire Singer ! »

Kautsky est lancé. Rien ni personne ne l'arrêtera :

> Nous voyons que partout où l'on pratique la politique coloniale, nous n'assistons pas à un relèvement, mais à une régression des peuples ! Un

> gouvernement socialiste ne pourrait rien changer à cela. Il devrait considérer les colonies comme des corps étrangers. Si nous voulons agir en civilisateurs sur les peuples primitifs, la première nécessité pour nous, c'est de gagner leur confiance, et cette confiance nous ne la gagnerons que lorsque nous leur apporterons la *liberté*.

Kautsky se tait, épuisé. Son corps brusquement s'affaisse. C'est un frêle vieillard aux yeux d'un bleu extraordinaire. Il a le vertige. Des bras se tendent vers lui, on le descend de la tribune, précautionneusement. Il est étendu dans les travées. La salle explose. Les applaudissements n'en finissent pas.

Surprenant retournement de situation ! C'est comme si ces centaines de délégués se sentaient brusquement soulagés d'un poids énorme. Au fond d'eux-mêmes ils avaient toujours su que Bernstein, David, Van Kol, Macdonald les trompaient : le général, le banquier, le juge, le ministre, le patron qui – à Berlin, Paris, Londres, Madrid – leur témoignaient quotidiennement un mépris si blessant, leur infligeaient des humiliations si nombreuses ne pouvaient être dans les colonies des parangons de vertu.

Le lecteur d'aujourd'hui a de la peine à imaginer le ton sur lequel la grande presse bourgeoise de l'Europe du début du siècle traitait le mouvement ouvrier ; le climat psychologique humain dans les grandes entreprises était détestable. Le maître de l'expressionnisme allemand Georges Grosz conçut à cette époque un tableau, intitulé *Die Stützen der Gesellschaft* (les piliers de la société). Les épaisses faces rougeâtres, la pompeuse vulgarité, l'arrogance méprisante de tous ces généraux prussiens, spéculateurs français, évêques espagnols, juges britanniques figurant sur le tableau de Grosz, résument parfaitement le racisme social à l'égard du prolétariat. Par quel miracle ces hommes-là pouvaient-ils, dans les colonies, se transformer en porteurs de progrès, en humanistes généreux, hérauts de la civilisation des Lumières ? Ces hommes étaient des malfaiteurs en Europe. Ils ne pouvaient agir différemment dans les colonies. Quelque chose dans le raisonnement – aussi savant, aussi érudit qu'il soit – de Bernstein, Van Kol, Macdonald, David sonnait faux. Les hommes et les femmes

modestes rassemblés à Stuttgart l'avaient senti confusément tout au long des interminables débats de ce congrès.

L'érudition de Bernstein, la force de conviction de Macdonald, la logique formelle de l'argumentation de David, la sincérité de Van Kol les avaient subjugués. Charme maléfique. La parole de Kautsky brisait brusquement le charme. Elle libérait la salle. Les hommes, les femmes montaient sur les tables. Les porteurs des drapeaux rouges agitaient leurs bannières. Le soleil de l'après-midi inondait les travées. *La Marseillaise* retentissait. Les applaudissements, les cris, les vivats s'élevaient comme un fleuve en crue.

Paul Singer mit au vote les deux résolutions contradictoires : celle de la majorité, prônant l'adhésion à une politique coloniale socialiste, celle de la minorité, qui refusait tout appui à une quelconque aventure coloniale et annonçait une lutte sans merci contre le système impérialiste. La première résolution fut balayée. La seconde reçut un appui unanime, moins quelques abstentions. Kautsky, conscient de la gravité de l'heure, avait demandé le vote à l'appel nominal.

Voici les passages essentiels de la résolution anticoloniale, ils sont la pure expression de la raison de solidarité :

> La mission civilisatrice dont se réclame la société capitaliste ne lui sert que de prétexte pour couvrir sa soif d'exploitation et de conquête. Seule la société socialiste pourra offrir à tous les peuples la possibilité de développer pleinement leur civilisation. […]
>
> La politique coloniale capitaliste, au lieu d'accroître les forces productives, détruit, par l'esclavage et la misère où elle réduit les indigènes, de même que par des guerres meurtrières et dévastatrices, la richesse naturelle des pays dans lesquels elle transplante sa méthode. Elle ralentit ou empêche par là même le développement du commerce et des débouchés pour les produits de l'industrie des États civilisés.

Ensuite les méthodes de la conquête : elles sont inadmissibles. Ses conséquences pour la vie des peuples asservis sont désastreuses :

> Le congrès est d'avis que la politique coloniale capitaliste, par son essence même, mène nécessairement à l'asservissement, au travail forcé ou à la destruction des populations indigènes dans le domaine colonial.
> Le congrès condamne les méthodes barbares de colonisation capitaliste et réclame, dans l'intérêt de l'extension des forces productives, une politique garantissant le développement pacifique de la civilisation et mettant, par toute la terre, les richesses du sol au service du progrès de l'humanité tout entière.

La résolution pose ensuite une question élémentaire : qui paie les frais de toutes ces glorieuses expéditions d'outre-mer ? les banquiers, les spéculateurs, l'Église qui les bénit ou encore les généraux, les amiraux qui récoltent les médailles en massacrant les autochtones ? Évidemment non ! Ceux qui supportent les dépenses considérables, paient de leur sueur et de leur travail les épopées d'Afrique, d'Asie sont les ouvriers de la métropole. Évidence déjà mise au jour au congrès de Paris et d'Amsterdam :

> Affirmant de nouveau ses résolutions de Paris (1900) et d'Amsterdam (1904), le congrès réprouve la colonisation actuelle, qui, étant d'essence capitaliste, n'a d'autre but que de conquérir des pays et de subjuguer des peuples pour les exploiter sans merci au profit d'une infime minorité, tout en aggravant les charges des prolétaires de la métropole.
> Ennemi de toute exploitation de l'homme par l'homme, défenseur de tous les opprimés sans distinction de races, le congrès condamne cette politique de vol et de conquête, application effrontée du droit du plus fort qui foule aux pieds le droit des peuples vaincus, et constate encore que la politique coloniale augmente le danger de complications internationales et de guerres entre les pays colonisateurs – aggravant

> ainsi les charges pour la marine et pour l'armée. Au point de vue financier, les dépenses coloniales, aussi bien celles qui découlent de l'impérialisme que celles qui sont nécessaires pour favoriser l'évolution économique des colonies, doivent être supportées par ceux qui profitent de la spoliation commise et en tirent leurs richesses.

Mais les socialistes ne sont pas – du moins ceux qui sont réunis à Stuttgart – des gauchistes irresponsables ou encore d'obstinés idéalistes. Dans leur grande majorité, les délégués de Stuttgart sont des *matérialistes* qui ont le sens de l'histoire et qui savent que le temps – partout dans le monde – est de la vie humaine. La révolution prolétarienne dans la métropole fera s'écrouler l'édifice colonial. Mais il faut dès maintenant mobiliser toutes les forces pour tenter d'améliorer concrètement la situation des colonisés :

> Le congrès déclare que les mandataires socialistes ont le devoir de s'opposer irréductiblement dans tous les parlements à ce régime d'exploitation à outrance et de servage, qui sévit dans toutes les colonies existantes, en exigeant des réformes pour améliorer le sort des indigènes, en veillant au maintien des droits de ceux-ci, en empêchant toute exploitation et tout asservissement, et en travaillant par tous les moyens dont ils disposent, à l'éducation de ces peuples pour l'indépendance.

Cette résolution constitue un texte lucide, sans équivoque, une raison analytique cohérente, un instrument politique puissant. Elle fonde la stratégie anticoloniale, anti-impérialiste du mouvement ouvrier international. Elle servira de ligne de conduite, référence morale, arme théorique lors des grands débats nationaux en France (opposition des socialistes à la conquête du Maroc), en Allemagne (lutte contre la campagne d'extermination menée par von Trotha contre les Herreros), en Grande-Bretagne (guerres de l'Inde).

Résumons : La conscience anticoloniale de Kautsky et des socialistes qui le suivent n'est en rupture avec la conscience coloniale dominante de l'époque que sur un point seulement. Mais ce point est crucial : le prétendu droit des « civilisés » de soumettre par la force les « peuples barbares ». J'insiste : Kautsky et les siens ne nient pas l'existence de « peuples barbares ». Ils ne refusent pas l'évidence de la « supériorité » intrinsèque – due au développement plus rapide des forces de production, à une histoire culturelle différente – des sociétés d'Europe sur les sociétés asiatiques, indiennes, africaines. Mais ils s'opposent au racisme que les premières témoignent aux secondes.

Or, ce racisme est au fondement de toute entreprise coloniale. Avec la raison d'État, il constitue même la seule justification intelligible de cette entreprise. Colonialisme et racisme sont deux termes synonymes pour une même vision de l'histoire et de l'homme. J'envahis, je soumets, j'exploite, je pille… J'impose ma volonté aux peuples les plus lointains, parce que je suis d'essence supérieure. La colonisation est probablement l'entreprise qui a disposé – au début de notre siècle du moins – de l'idéologie légitimatrice la plus cohérente, la mieux structurée, apparemment la plus convaincante de toutes les pratiques de domination que l'histoire moderne ait connues.

Au début du siècle, cette idéologie est assenée à haute dose et quotidiennement par les gouvernements, les écoles, les églises, la presse. Elle se donne à voir comme la transcription d'une évidence scientifique : la civilisation est en Europe, la barbarie, au-delà des mers. Le civilisé possède le droit sacré de poser son pied sur la nuque du barbare.

Ce racisme, désormais, les sections de l'Internationale ne l'acceptent plus. Surprenant refus, si l'on considère que les ouvriers européens, aussi exploités, aussi discriminés et pauvres qu'ils soient, sont néanmoins immergés dans des sociétés où l'idéologie raciste, colonialiste est triomphante.

D'où le mouvement ouvrier international puise-t-il la force, la clairvoyance pour refuser le surmoi collectif de sa propre société d'origine ? Pour opposer avec tant de clarté la raison de solidarité à la raison d'État ? Ce choix est, je crois, d'ordre moral.

Le prolétariat européen de 1907, héritier de tant de souffrance, ne peut accepter que la soldatesque qu'il affronte chez lui traverse les mers et réduise en esclavage d'autres hommes au profit des mêmes seigneurs. L'homme au-delà des mers, le colonisé, dont les ouvriers d'Europe ne connaissent ni l'histoire, ni la culture, ni les rêves, qu'ils n'ont jamais vu et dont ils ne savent rien, est d'instinct perçu comme un frère.

---

1. Cité dans *la France colonisatrice, op. cit.*
2. Au moment où je termine ce chapitre, la classique biographie de *Bismarck* par Emil Ludwig vient d'être rééditée (Paris, Payot, 1984 ; 1re éd. 1929). Sa relecture permet une compréhension immédiate des mécanismes psychologiques qui gouvernent la rapacité bis-marckienne face à l'Afrique.
3. L'Espagne, par contre, sera la dernière nation européenne à se lancer dans une conquête africaine : ses armées entrent à Smara, capitale du Sahara occidental et ville sainte du peuple sahraoui, en 1934.
4. Jean-Paul Sartre, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960, p. 209 *sq.*
5. Rapport de Louis Veuillot au ministre François Guizot, 8 mars 1841, dans *La France colonisatrice, op. cit.*, p. 46 *sq.*
6. Jean-François Rolland, *Le Grand Capitaine*, Paris, Grasset, 1975 ; Michel Pierre, « L'affaire Voulet-Chanoine », *L'Histoire*, no 69, 1984, p. 67 *sq.*
7. La presse socialiste, syndicaliste, mutualiste n'a évidemment pas les moyens d'envoyer ses propres correspondants en Extrême-Orient. Elle reprend, en les commentant, les récits des reporters de la grande presse bourgeoise et colonialiste.
8. Extraits de l'article de Pierre Loti, paru dans *le Figaro*, le 28 septembre 1883 ; reproduit dans *la France colonisatrice, op. cit.*, p. 185-186.
9. Vigé d'Octon, *La Gloire du sabre*, Paris, Flammarion, 1900, p. 208-214.
10. Cf. Emil Ludwig, *op. cit.*, p. 383.
11. Annexe documentaire, dans Henri Brunschwig, *Le Partage de l'Afrique*, Paris, Flammarion, coll. « Questions d'histoire », 1971, p. 112 *sq.*
12. Conversation citée par Lothar Gall, dans *Bismarck, le révolutionnaire blanc*, trad. par Jeanne-Marie Gaillard-Paquet, Paris, Fayard, 1984, p. 658.
13. Cf. notamment notre chapitre consacré aux débats du congrès colonial de Stuttgart de la Deuxième Internationale ouvrière en 1907, p. 160 *sq.*
14. Le *Social-démocrate* deviendra, après le congrès de Gotha, l'organe officiel et le principal forum théorique des sociaux-démocrates allemands.

15. Ces « gloses » figurent aujourd'hui dans les œuvres complètes sous le titre : *Critique du programme de Gotha*. Cf. *Œuvres, op. cit.*, p. 1413 *sq.*

16. La Ligue internationale pour la paix et la liberté, organisation pacifiste bourgeoise, fut fondée en 1867, en Suisse, par un groupe de bourgeois républicains et libéraux (Victor Hugo, Giuseppe Garibaldi et d'autres). Bakounine participa aux travaux de la Ligue de 1867 à 1868. Au début, elle tenta d'utiliser le mouvement ouvrier pour atteindre ses propres buts. Elle répandait parmi les masses l'illusion que la création d'États-Unis d'Europe permettrait de mettre fin aux guerres.

17. Les procès-verbaux des délibérations, les documents de base, les différentes interventions de chacune des délégations présentes ont été publiés par le secrétariat du Bureau socialiste international, à Bruxelles ; cf. *VII^e^ Congrès socialiste international, tenu à Stuttgart du 18 au 24 août 1907, compte rendu analytique*. Imprimerie-Lithographie Veuve Désiré Brismée, rue de la Prévoté 11, Bruxelles, 1908. Autre source : le *Minkoff-Reprint*, publié en 1978, à Genève, vol. XVI. Il s'agit de la réimpression de l'ensemble des documents du VII^e^ congrès. Les rapports, interventions, *etc.* sont réimprimés dans les langues respectives de chacun des auteurs. Pour reconstituer le débat colonial, j'utilise alternativement ces deux sources. Afin de ne pas alourdir le texte, je renonce à attribuer une référence bibliographique à chacune des interventions citées.

18. Vandervelde désigne ici le jeune Dr Tokyrio Kato, fondateur du parti socialiste du Japon.

19. Max Gallo décrit cette arrivée dans *Le Grand Jaurès*, Paris, Laffont, 1985, p. 441 *sq.*

20. Ferri fait allusion à l'annulation de la visite du tsar, par suite des manifestations populaires de protestation.

21. Pour une analyse plus poussée de la fraction pro-impérialiste, cf. Georges Haupt et Madeleine Rebérioux, *La Deuxième Internationale et l'Orient* (ouvrage collectif), Paris, Éd. Cujas, 1967, p. 31 *sq.*

22. Bernstein se réfère à Quelch.

23. Le Congo était possession privée du roi Léopold II depuis 1870 ; le roi en fait don à la Belgique en 1912. Le don est ratifié par un vote du Parlement de Bruxelles, vote appuyé par les députés socialistes. Le Congo devient ainsi colonie belge. Il le restera jusqu'au 30 juin 1960.

24. Karl Marx, *Œuvres complètes, op. cit.*, vol. II, p. 1556 *sq*. Pour un commentaire de cette correspondance, cf. Maurice Godelier, *Les Sociétés socialistes précapitalistes*, Paris, Éditions sociales, 1973.

25. Pour une analyse détaillée de la situation sociale qui donne naissance à cette correspondance, cf. J. Weiller et G.-D. Desrouilles, *Les Cadres sociaux de la pensée économique*, Paris, PUF, 1974, p. 69 *sq.*

26. Dans K. Marx, *Œuvres complètes, op. cit.*, vol. II, p. 1556.

27. *Ibid.*

28. Kiao-tcheou est une ville portuaire en Chine méridionale occupée par le Reich dans des circonstances peu claires.

29. Blatchford est le Dupont-la-Joie de la presse britannique. Il est popularisé par des dizaines de dessins « patriotiques » en Angleterre et sur le continent.

TROISIÈME PARTIE

LA PREMIÈRE FRACTURE

Qu'avons-nous besoin d'ouragan ?
Le typhon le plus dévastateur
Est bien moins terrible que l'homme Quand il cherche à se divertir.

[…]

Nous n'avons pas besoin d'ouragan Nous n'avons pas besoin de typhon :
Ce qu'ils peuvent faire d'effrayant, Nous pouvons le faire
Nous pouvons le faire
Nous pouvons le faire nous-mêmes.

BERTOLT BRECHT, *Grandeur et Décadence de la ville de Mahagony*, dans Bernard Dort, *Lecture de Brecht, op. cit*.

I

« Prolétaires de tous les pays, égorgez-vous les uns les autres ! »

1. La trahison des dirigeants

Dans l'histoire des hommes se produisent des catastrophes qui n'obéissent à aucune causalité totalement intelligible. Pourquoi la déraison surgit-elle là où on l'attend le moins ? Pourquoi, dès 1933, l'un des peuples les plus culturellement riches, les plus civilisés, les plus anciens du monde, le peuple allemand, s'abandonne-t-il, corps et âme, à la parole magique d'un fou, d'un assassin ? Pourquoi, en 1914, le mouvement ouvrier international, quelques dizaines d'années à peine après sa constitution en sujet historique autonome, animé par la raison de solidarité, doué d'une claire conscience de sa mission historique, sombre-t-il dans le délire militariste et colonialiste ? Les différentes sections de la Deuxième Internationale rallient en quelques semaines la raison d'État de leur patrie respective.

Ces brusques effondrements de la raison solidaire relèvent du mystère. J'utilise ce terme dans le sens que lui donne Blaise Pascal. Le mystère n'est pas radicalement inconnaissable. Il est ce qui ne peut être compris qu'en partie. Pascal emploie l'image d'un immense tronc d'arbre. Les bras de l'homme réussissent à cerner le tronc jusqu'à une certaine limite. Mais ces bras ne

pourront jamais l'enlacer complètement. Il restera pour toujours cette part d'inconnaissable. Des raisons claires à l'adhésion de tel ou tel parti socialiste ou syndicat à la déclaration de guerre du gouvernement de son pays existent : en Allemagne (comme ailleurs), l'effort de guerre signifiait du travail supplémentaire, de meilleurs salaires pour les ouvriers métallurgistes. En France, en Italie, jouait un réflexe d'autodéfense : ces pays étaient agressés, envahis par des armées étrangères. Dans tous les pays d'Europe, la grande presse bourgeoise, les écoles, parfois même les Églises avaient – durant les années de l'immédiat avant-guerre – soumis l'opinion publique, et donc le mouvement ouvrier, à une intense campagne de haine, de diffamation de l'adversaire étranger (allemand, français, italien, autrichien, russe, serbe, etc.). Mais quelles que soient les causes qu'on puisse invoquer, il reste cette part de radicalement inconnaissable. La raison analytique est mise en échec par l'irruption de la démence dans l'histoire.

Le 28 juillet 1914, l'Empire austro-hongrois déclare la guerre à la Serbie. 31 juillet : mobilisation générale des armées russes. 1er août : Guillaume II déclare la guerre à la France et à la Russie. 4 août : la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche.

1914 signifie la fracture du mouvement ouvrier international. Le front anticolonial vole en éclats : les hommes et les femmes qui, sept ans auparavant, lors du congrès anticolonial de Stuttgart, s'étaient engagés avec détermination et clarté dans la lutte pour la libération des peuples coloniaux, qui avaient fait grève – en France – contre l'invasion du Maroc, subi l'opprobre et la prison – en Allemagne – pour s'être opposés à l'occupation forcée des terres hottentotes, applaudissent maintenant au recrutement obligatoire des soldats africains, arabes, indiens, soutiennent le travail forcé qui doit augmenter la production des aliments nécessaires aux armées en campagne, célèbrent l'empire. Fracture au niveau organisationnel : la Deuxième Internationale socialiste s'effondre. L'ouvrier français en armes se transforme en ennemi mortel du travailleur allemand casqué, armé. Entre les deux, la haine s'installe. Glaciale, meurtrière. Un petit noyau de militants reste fidèle à la raison de solidarité, crie dans la nuit, tente de briser le cercle infernal du fanatisme chauvin et du massacre entre

prolétaires. En vain. Ce petit groupe d'hommes et de femmes fondera, au sortir de la grande boucherie, la Troisième Internationale ouvrière.

Comme l'éclair annonciateur de tant de malheurs à venir jaillit, le 31 juillet 1914, le coup de feu qui abat Jean Jaurès.

La veille, à la rédaction de *l'Humanité*, au coin de la rue Feydeau et de la rue Montmartre, Jaurès écrit son dernier éditorial, intitulé *« Sang-froid nécessaire » :*

> Le péril est grand, mais il n'est pas invincible, si nous gardons la clarté de l'esprit, la fermeté du vouloir, si nous avons à la fois l'héroïsme de la patience et l'héroïsme de l'action. La vue nette du devoir nous donnera la force de le remplir. […] Ce qui importe avant tout, c'est la continuité de l'action, c'est le perpétuel éveil de la pensée et de la conscience ouvrières. Là est la vraie sauvegarde. Là est la garantie de l'avenir.

A minuit, son travail terminé, Jaurès descend avec trois de ses camarades au café du Croissant (établissement situé au rez-de-chaussée de la rue Montmartre). Assis devant sa bière, il dit : « Cette guerre va réveiller toutes les passions bestiales qui dorment au cœur de l'humanité ; il faut nous attendre à être assassinés au coin des rues. »

Le lendemain, tôt, fou d'angoisse, il se rend au Quai d'Orsay. Au secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Abel Ferry, il demande qu'on exige des Russes qu'ils acceptent la proposition d'arbitrage anglaise qui pourrait arrêter la machine infernale, réduire la tension entre le tsar et le kaiser. Ferry tergiverse, marmonne que, « justement », le gouvernement français va « tenter quelque chose » pour prévenir la guerre. Jaurès sait que Ferry ment, que les gouvernements bourgeois d'Europe veulent la guerre, ou du moins s'y résignent. Sa colère éclate : « Vous ne le faites pas comme il faudrait… Vous êtes victimes d'Isvolsky et d'une intrigue russe ; nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère, dussions-nous être fusillés[1]. »

Du Quai d'Orsay, Jaurès rentre au journal. Il prend connaissance des dernières nouvelles. Elles sont mauvaises. Avec des camarades il va dîner au Croissant. Il s'installe à une longue table près d'une fenêtre qui donne sur la rue. Il a le dos tourné vers la rue. Un ami s'approche : il lui montre des photos de sa petite-fille. Jaurès se penche. Un rideau s'agite légèrement. Une main apparaît. L'assassin tire depuis la rue, presque à bout portant, dans la nuque. Deux coups de feu. Jaurès s'effondre lentement. Sa tête heurte la table. Il est mort.

Immédiatement des cris, des hurlements s'élèvent, remplissent le restaurant, la rue, le quartier ; le cri court dans Paris : « Ils ont tué Jaurès ! Ils ont tué Jaurès ! » Rapidement un autre cri se mêle au premier : « Ils ont tué Jaurès… c'est la guerre ! »

L'assassin s'appelle Raoul Villain. Il n'avait jamais lu ni entendu Jaurès avant de l'assassiner. On ne saura jamais qui a armé son bras, inspiré, commandé le crime. Villain est arrêté sur place, incarcéré. Il subit une détention préventive de cinq ans. En mars 1919, il est jugé… et acquitté. Il avait bien servi la raison d'État française.

En 1914, l'Allemagne abrite la plus puissante section de la Deuxième Internationale, le parti, les syndicats, les mutualités, les coopératives et même déjà les banques socialistes de loin les mieux organisés d'Europe. Au Reichstag, le groupe parlementaire du SPD vote à une écrasante majorité – 78 oui contre 14 non – les crédits de guerre demandés par le kaiser. Il les vote « en bloc », c'est-à-dire sans négociation préalable, sans demander des compensations politiques quelconques (introduction du suffrage universel, rationnement égalitaire des denrées alimentaires, protection sociale des familles des ouvriers partis à la guerre, etc.)[2]. Le SPD renonce d'un seul coup à l'essentiel des revendications qu'il a défendues pendant deux générations et pour lesquelles sont morts, ont été emprisonnés des milliers de socialistes et de syndicalistes. La vague de chauvinisme pangermanique, impériale et raciste submerge l'immense édifice du SPD. L'édifice tient debout. Les murs sont là. Mais la maison désormais est dévastée, les corridors vides, les feux éteints. A l'exception d'un faible groupe d'hommes et de femmes, le SPD s'engouffre dans le piège de la

Burgfriedenspolitik du kaiser et adhère corps et âme à la raison d'État du Reich allemand.

Le terme de *Burgfriede* est lui-même plein de mensongères significations. *Burg* veut dire forteresse, *Friede :* paix. Le kaiser, qui déclenche lui-même la guerre d'agression contre la France, suggère que l'Allemagne tout entière est une « forteresse » attaquée de l'extérieur, assiégée, et qu'il est donc du devoir de tous les citoyens – banquiers, industriels, latifundiaires, ouvriers, paysans – d'assurer la paix à l'intérieur du bastion menacé.

Dès la fin de 1916, la guerre des Flandres, de Lorraine, révèle son vrai visage : celui de la boucherie sanglante conduite par des généraux arrogants et souvent imbéciles. La même année Rosa Luxemburg écrit tristement : « La fière devise "prolétaires de tous les pays, unissez-vous" est devenue "prolétaires de tous les pays, égorgez-vous" ! » Les soldats-ouvriers tombent, meurent ou sont mutilés par dizaines de milliers. En Allemagne, l'angoisse, la faim s'installent dans les foyers prolétaires. Que fait le SPD ? Il purge son organisation ! Ceux qui défendent la raison de solidarité contre la raison d'État, ceux qui osent critiquer la guerre sont chassés. En 1916, les députés du groupe dit du centre – conduit par Haase – sont exclus du groupe parlementaire du Reichstag. Au sein du parti, les militants de la tendance de gauche, unis autour de Liebknecht et de Rosa Luxemburg dans le groupe « spartakiste[3] », sont persécutés, exclus de toutes les organisations. Certains des militants antimilitaristes les plus déterminés doivent s'exiler. Tel est le cas – entre autres – d'un des plus brillants jeunes intellectuels marxistes, Ernst Bloch, qui cherche refuge en Suisse[4].

En 1917, sont expulsées du SPD toutes les sections dont le comité est majoritairement tenu par les antimilitaristes. Les exclus forment immédiatement un nouveau parti : l'USPD (Unabhängige SPD, SPD indépendant). Les expulsions de 1917 donneront lieu à un sanglant débat dans les années de l'immédiat après-guerre : le SPD, alors au pouvoir, refusera la réunification avec l'USPD, prétendant que ses militants, liés aux bolcheviks, auraient en 1917 provoqué une scission. Les faits indiquent une tout autre évidence : fidèles aux décisions de la Deuxième Internationale, les socialistes de l'USPD ont été les victimes de l'intolérance, de la trahison du SPD.

En France, les socialistes se rallient dès les premiers jours de la guerre à la politique de l'« Union sacrée ». De prestigieux dirigeants, tels Marcel Sembat, Jules Guesde et Léon Jouhaux, entrent au gouvernement. Albert Thomas suivra, Gustave Hervé, principal propagandiste du parti, se fait en des termes lyriques et passionnés l'avocat de la guerre à outrance. Mais, en France aussi, un groupe d'hommes et de femmes – très minoritaires – résistent à la folie collective. 1916 est une année charnière : les horreurs de la guerre de tranchées, les souffrances des familles paysannes, ouvrières, privées de leurs hommes, subissant la pénurie, les maladies, le désespoir. Cette expérience ôte toute crédibilité aux tirades bellicistes d'Hervé. L'opposition s'organise. Deux courants principaux la constituent : les socialistes pacifistes, autour de Jean Longuet, le courant dit de gauche, organisé par d'anciens anarcho-syndicalistes tels que Monatte et Rosmer. Cependant – contrairement à ce qui se passe alors en Allemagne –, aucune purge importante n'a lieu. Longtemps le socialisme français avait été divisé en deux partis hostiles ; Jules Guesde et Jean Jaurès n'avaient réussi l'unification qu'un peu plus de dix ans auparavant. Le souvenir des luttes fratricides passées était trop frais encore pour que la direction de 1916 osât tenter une épreuve de force.

L'opposition antimilitariste fait même des progrès : elle réussit à forcer la démission de deux d'entre les trois ministres socialistes, Sembat et Guesde. Mais les socialistes opposés à l'« union sacrée » entre les classes dominantes et les dominées subissent un échec décisif sur un autre terrain : celui de l'anticolonialisme.

En 1916, l'offensive allemande fait croire à la victoire du Reich. En Allemagne, Eduard David, Hyndmann – mais hélas aussi Kautsky – applaudissent aux victoires des armées du kaiser. Pendant ce temps, la guerre tourne à l'avantage des puissances de l'Entente dans les territoires coloniaux d'Afrique. Le Cameroun allemand, le Togo, l'immense Sud-Ouest africain, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi sont envahis par les troupes – africaines pour la plupart – de France, d'Angleterre et de Belgique. Le Schutzkorps allemand subit des pertes effroyables. A Paris, Jules Guesde, Léon Jouhaux, Albert Thomas exultent, célèbrent en des termes dithyrambiques cette brusque

extension de l'Empire français ! Lorsque sonnera l'heure de la distribution définitive du butin, à Versailles en 1919 notamment, les mêmes dirigeants socialistes seront parmi les défenseurs les plus acharnés des revendications d'annexion coloniale présentées par la France.

Au sein de l'Empire austro-hongrois, la situation n'est pas fondamentalement différente de celle qui prévaut en France et en Allemagne : les principaux théoriciens de l'austro-marxisme – le puissant parti socialiste autrichien notamment[5] – se rallient dès les premiers jours de la guerre aux mots d'ordre de l'état-major impérial. Victor Adler, en particulier, président en exercice du parti à Vienne, met sa très forte intelligence au service de la politique de l'« union sacrée » et de la théorie de la guerre « patriotique » d'autodéfense.

Seuls survivants (provisoires) de ce désastre : les partis anglais et russe. En Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier refuse d'abdiquer, de se rallier corps et âme à la bourgeoisie et de faire table rase d'une expérience sociale, économique, politique d'un demi-siècle. La situation y est en fait assez compliquée : la base du parti est résolument anti-impérialiste, pacifiste et refuse la guerre. Une majorité des membres du Comité exécutif, et surtout du groupe parlementaire, est prête à plier devant les anathèmes de la Couronne et des classes dirigeantes. Dans un premier temps, le Comité exécutif du Labour, sous la pression des manifestations de masse, adopte une résolution condamnant dans les termes les plus vifs la guerre impérialiste. Cette résolution indique que toute guerre entre États européens ne saurait être qu'une guerre civile entre bourgeoisies qui chacune lutte – par soldats prolétaires interposés – pour accroître sa position sur le marché. Une telle guerre n'a rien à voir ni avec la défense de la patrie ni avec les intérêts véritables de la classe ouvrière. Les travailleurs anglais doivent refuser d'obéir aux ordres de marche, refuser de faire la guerre et chercher immédiatement le contact avec les autres sections de l'Internationale afin d'obtenir des partis frères d'Allemagne, de France, d'Italie, d'Autriche, de Belgique, de Serbie, une attitude analogue. « Guerre à la guerre et paix aux hommes ! » Cet appel – l'un des plus beaux que le mouvement ouvrier international ait produits dans sa longue histoire – a été publié à Londres un jour

seulement avant la déclaration de guerre du gouvernement royal britannique au gouvernement impérial allemand. Le lendemain, catastrophe : dans la salle 42 du Parlement de Westminster se réunissent les députés du Labour. Ramsay Macdonald propose de lire la résolution du Comité exécutif devant la Chambre des communes afin d'expliquer la décision des députés du Labour de refuser les crédits de guerre. Une majorité de députés du groupe refuse la proposition Macdonald. Deux heures plus tard, dans la grande salle des Communes réunie en séance extraordinaire avec les Chambre des lords et en présence du roi, la majorité des députés du Labour se rallie à la raison d'État et vote les crédits de guerre.

Les socialistes russes ont une position plus digne et plus cohérente : pendant la session extraordinaire de la Douma de Petrograd, le 8 août 1914, les députés mencheviques et bolcheviques s'abstiennent lors du vote de confiance au cabinet de guerre imposé par le tsar.

En Afrique (mais aussi aux Antilles, en Orient), le pouvoir colonial organisait des razzias, imposait le service obligatoire, procédait de force au recrutement massif des jeunes autochtones. Il déversait par bateaux entiers ses cargaisons de Sénégalais, de Soudanais, de Voltaïques, de tirailleurs algériens, de goumiers marocains sur les champs de bataille de Champagne, de Lorraine et des Flandres. Là, les troupes coloniales mouraient en première ligne. Elles servaient généralement de bouclier aux régiments métropolitains.

Les colonies devinrent rapidement un réservoir quasi inépuisable de chair à canon. L'opinion publique française – et surtout les familles paysannes et ouvrières qui, parmi les troupes métropolitaines, fournissaient les plus gros contingents de tués, de mutilés, de gazés – concevait à l'endroit de ces soldats d'outre-mer une vive et permanente reconnaissance. D'autant plus que la propagande gouvernementale réussit ce tour de force de présenter les victimes du recrutement forcé comme des « volontaires enthousiastes » qui venaient de leurs plein gré offrir leurs corps à la France !

Combien de ressortissants autochtones des colonies françaises ont combattu sous le drapeau tricolore sur les différents fronts de la guerre durant la période 1914-1918[6] ?

Le plus fort contingent – et de loin – provenait de l'Algérie, pays dont la conquête par la France avait commencé dès 1830 ; 174 000 jeunes Algériens furent recrutés[7]. De Tunisie venaient 80 000 hommes, du Maroc 40 000. Les deux fédérations coloniales d'Afrique noire – l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française – fournirent ensemble 189 000 soldats. Madagascar dut envoyer 41 000 hommes. En Indochine, l'état-major leva 49 000 soldats et dans les colonies américaines (Antilles et Guyanne), 23 000. Les statistiques comportent une rubrique « divers » comprenant 11 000 hommes. Dans cette rubrique figurent notamment les Somalis et les Afars, de Djibouti, et les Canaques, de Nouvelle-Calédonie. Le total des troupes coloniales recrutées par la France, pour la période 1914-1918, s'élève à 607 000 soldats[8].

Ces chiffres ne comprennent pas les dizaines de milliers d'autres troupes coloniales qui servaient sous les drapeaux français avant le début de la guerre. Depuis le XIX^e^ siècle, il existait en effet un corps d'infanterie de marine, fer de lance des conquêtes coloniales, composé d'unités métropolitaines et de bataillons autochtones. Les unités autochtones de ce corps participaient, évidemment, elles aussi à la guerre en Europe.

Comment se faisait le recrutement ? En Algérie existait le service militaire obligatoire, la conscription par classes d'âge. Ailleurs, et jusqu'en 1915, il était plus ou moins volontaire, accompagné toutefois des pressions et des chantages dont sont capables les administrateurs coloniaux régnant en maîtres sur les sujets de leurs districts. Très souvent, les notables locaux, corrompus par l'administrateur, conseillaient aux jeunes de signer – par une empreinte digitale – le document d'engagement. L'exemple le plus connu à ce propos est celui du député sénégalais Blaise Diagne, élu de la commune libre de Saint-Louis, qui se fit auprès de ses infortunés compatriotes l'apôtre ardent de la guerre des Blancs. Pour ses bons et loyaux services de chasseur de têtes, Diagne fut nommé commissaire de la République par le président du Conseil Georges Clemenceau. Une prime à l'engagement était payée à la jeune recrue. Les pertes

étant énormes durant la première année de la guerre déjà, le colonisateur dut recruter rapidement de nouvelles masses d'hommes pour les régiments de ligne. Il s'engage alors dans le recrutement forcé. En Afrique tropicale notamment, de *gigantesques chasses* à l'homme furent organisées périodiquement. La population s'enfuyait dans la brousse à l'approche des recruteurs, généralement des bataillons « indigènes » conduits par des officiers blancs. Les premières résistances armées se firent jour au Soudan (aujourd'hui : le Mali).

Des milliers de villages, du Gabon au Tchad et du Sénégal au Chari, entrèrent en dissidence. En Afrique du Nord aussi, la résistance était permanente. Dès 1915, elle allait croissant.

En 1916, à la suite des pertes sévères en Europe, le gouvernement décide d'anticiper l'appel de la classe 1917 : 26 000 jeunes Algériens sont amenés dans les centres de recrutement, poussés dans les bateaux et déversés sur les champs de bataille européens. L'instruction militaire préalable était quasi inexistante : les jeunes Maghrébins commençaient souvent à tirer leurs premiers coups de fusil sous la mitraille et les bombardements allemands. L'appel anticipé de la classe 1917 en Algérie se fit en pleine insurrection du Constantinois.

En Afrique occidentale française, les chasses à l'homme de 1915 provoquèrent une formidable révolte des populations qui habitaient entre le fleuve Bani et la Volta noire. Cette révolte ne fut matée qu'après des combats de plus de neuf mois.

En Afrique équatoriale, les soldats africains subissaient une situation particulière : ils étaient souvent contraints de tirer sur leurs frères, cousins, parents de la même ethnie, du même clan. En 1914 et 1915, en effet, les colonnes françaises levées en AEF servaient de fer de lance pour la conquête du Cameroun allemand.

En Europe, les troupes coloniales vivaient la discrimination du statut militaire : la plupart d'entre elles (exception faite de celles issues des communes libres du Sénégal, notamment) furent privées de permission pour se rendre au pays jusqu'en septembre 1917. De plus, l'encadrement fut et resta blanc pendant toute la durée de la guerre. Il n'y eut guère que quelques dizaines de promotions

au grade d'officier. Ces promotions se firent presque exclusivement en faveur de combattants algériens.

En Afrique tropicale, au Maghreb, la situation était plus compliquée encore que celle que je viens d'évoquer : la contradiction provoquée par le recrutement forcé ne se limitait pas à celle, principale, entre recruteurs blancs et populations autochtones réticentes, voire hostiles et ouvertement résistantes. Au sein même du système colonial, les oppositions à la politique et aux méthodes du gouvernement d'union nationale à participation socialiste de Paris étaient vives. Ces oppositions secondaires se manifestaient à deux niveaux : au niveau de l'administration coloniale, d'une part, de celle des colons, de l'autre. Le premier niveau : en 1917, le nouveau gouverneur général de l'AOF, Joost Van Vollenhoven, adressa une protestation à Paris, disant qu'il fallait choisir entre les « hommes » et les « produits ». En d'autres termes, les administrateurs coloniaux, partout, éprouvaient de plus en plus de difficultés à assurer les normes de production avec une population masculine de plus en plus défaillante. Les colonies étaient considérées comme l'arrière-pays de la nation (française). Elles devaient fournir notamment des produits alimentaires, des matières premières minières, essentielles à la poursuite de la guerre. Effort impossible sans main-d'œuvre adéquate. Pour les colons, un problème analogue se posait. Problème doublé souvent d'une angoisse particulière : comme nous l'avons vu, la plupart de ces colons étaient, notamment en Algérie, des producteurs modestes, sans grande réserve financière et qui, pour le travail de la terre, dépendaient directement de la main-d'œuvre saisonnière qu'ils recrutaient dans les gourbis. Le départ forcé vers l'Europe de dizaines de milliers d'autochtones provoquait ainsi la faillite et la misère de nombreux colons et de leurs familles.

On pourrait m'objecter que les quelque 607 000 soldats coloniaux recrutés durant la période 1914-1918 ne constituaient finalement que 7,8 % de la totalité des soldats, sous-officiers et officiers mobilisés en métropole durant la même période. Pas grand-chose finalement au regard des 7 740 000 Français ayant combattu durant cette guerre. L'objection n'est pas recevable. Car les Africains noirs, Arabes, Vietnamiens, Créoles, Canaques et Malgaches payaient en proportion un tribut de mort et de sang considérablement plus élevé que les

soldats français. Les bataillons coloniaux étaient, on l'a dit, systématiquement utilisés comme troupes d'assaut. 30 000 Sénégalais (désignation qui, dans les statistiques officielles, comprend aussi les Voltaïques, les Soudanais, les Gabonais, etc.) sont morts ou ont disparu dans les combats. 26 000 Algériens sont morts au front, ainsi que 5 500 Malgaches et Vietnamiens. Les blessés se chiffrent par centaines de milliers. Lors de la bataille du *Chemin des Dames*, le général Mangin envoya en vagues successives des dizaines de milliers d'Africains sur les fortifications et tranchées allemandes. 7 000 Sénégalais moururent au Chemin des Dames. Dans la presse parisienne, Mangin reçut le titre de « boucher des Noirs ».

Le fait que les soldats coloniaux étaient louangés par l'état-major ne changeait rien. Ces troupes coloniales précédaient presque partout les troupes métropolitaines. En guise d'exemple, je reproduis ici la citation à l'ordre de l'armée du 7 février 1919, parue dans le *Journal officiel* du 29 mai 1919, et qui concerne le 68e bataillon des tirailleurs sénégalais[9] :

> Au front depuis septembre 1914, s'est constamment signalé à Reims (1914), aux Dardanelles (1915), sur la Somme (1916), et sur l'Aisne (1917) par ses remarquables qualités de vigueur et d'esprit offensif. Le 16 juillet 1918 […] malgré les rafales d'artillerie d'une intensité inouïe et des feux de mitrailleuses très meurtriers, a fourni plusieurs brillantes contre-attaques locales qui sont parties dans un ordre parfait et ont été exécutées avec une énergie farouche faisant l'admiration de toutes les troupes en ligne.

Les troupes coloniales, réservées à l'assaut, servaient durant pratiquement toutes les offensives : les Africains, Arabes, Vietnamiens, Malgaches, Canaques moururent en Artois et en Champagne en 1915. Ils furent étripés, aveuglés, déchiquetés par les barrages de l'artillerie allemande sur la Somme en 1916. Dans l'Aisne, en 1917, ils tombèrent par milliers. En 1918, les batailles de Villers-Cotterêts, de Verdun et de Reims firent des hécatombes parmi les

« coloniaux ». Mais les soldats d'outre-mer ne furent pas seulement utilisés en Europe : leurs tombes jalonnent toutes les routes de la guerre. Ils mouraient en Orient, ils expiraient aux Dardanelles.

Les bombardements, la mitraille et les baïonnettes allemands (ou turcs) n'étaient pas seuls responsables des charniers remplis de cadavres noirs, jaunes, bruns. D'autres ennemis les attendaient en Europe : l'hiver et le désespoir.

L'hiver : les Sénégalais, Voltaïques, Tchadiens, Gabonais, Congolais, Guinéens, Chariens, Soudanais furent bloqués en novembre 1914 dans les marais et affluents glacés de l'Yser. En décembre 1915, ils moururent de pneumonie, furent amputés de leurs membres gelés aux Dardanelles, en Turquie. L'état-major, pour remettre son « matériel humain » en état de fonctionnement, dut installer, dès 1916, des camps d'« hivernage » pour les troupes africaines dans le midi de la France.

Le désespoir : arrachés à leurs villages, leurs bleds ou leurs villes d'au-delà des mers, l'immense majorité des soldats des colonies n'avaient aucune idée ni de l'Europe ni surtout de la façon dont les Européens avaient coutume de s'étriper entre eux. Ils ne connaissaient ni l'artillerie moderne, ni les mitrailleuses lourdes, ni le gaz, ni encore les blindés. En 1914 déjà, sur l'Yser, des mouvements de panique de masse se produisirent. Fuite massive, refus d'obéissance, angoisse paralysante. La panique des Africains fut sanctionnée par des exécutions sélectives.

Mais les mutineries n'étaient pas seulement le fruit de la stupeur, de la panique des jeunes recrues. Sacrifier ses bras, ses yeux, son ventre, sa vie pour la victoire de son maître ? Nombre de soldats noirs, bruns, jaunes aguerris refusèrent l'absurde guerre des Blancs. Chez les musulmans marocains, tunisiens, algériens, mais aussi tchadiens et guinéens, des désertions individuelles ou en petits groupes eurent lieu à partir de 1915 lorsque les agents et la radio turcs commencèrent à appeler au Jihad contre les Français. La désertion la plus célèbre fut celle d'un des très rares officiers indigènes, héros de l'Yser, le lieutenant algérien Boukabouya. En août 1917, l'un des bataillons les plus « valeureux », souvent distingué par l'état-major, le 61^{e} bataillon de

tirailleurs sénégalais, entrait en mutinerie ouverte, chassant ses officiers blancs, refusant de remonter au front. Sa mutinerie fut écrasée dans le sang.

Les socialistes se rangèrent tout au long de la guerre parmi les partisans les plus convaincus, les plus ardents de la raison d'État et du recrutement forcé des hommes colonisés. Ils furent aussi de ceux qui, à chaque occasion, défendaient avec une vigueur inentamée l'envoi en première ligne des troupes africaines, canaques, malgaches et la pratique courante – surtout après 1916 – de l'attaque par vagues humaines successives.

Dès la fin de la guerre s'ouvrit aux dirigeants socialistes reconvertis à l'impérialisme et à la raison d'État une nouvelle page de gloire : les puissances de l'Entente allaient se partager le butin, dépecer l'Empire colonial allemand et se répartir les débris coloniaux de l'Empire ottoman. Au sein des délégations françaises aux différentes conférences de la paix, ainsi qu'au Parlement et dans la presse, les principaux dirigeants de la SFIO jouaient souvent un rôle important. Contre l'Angleterre, la Belgique, mais surtout contre les mouvements anticoloniaux autochtones de la péninsule arabe, du Croissant fertile, d'Afrique noire, de Chine et du Maghreb, ils menèrent une bataille constante afin d'étendre l'empire colonial français et d'asseoir son pouvoir sur des contrées autrefois allemandes ou ottomanes. Les socialistes avaient une prédilection pour une institution inédite : les territoires « sous mandat », créés par la charte de fondation de la Société des Nations. Les anciennes colonies des puissances européennes étaient confiées aux vainqueurs sous forme de mandat ; ce mandat était exercé sous la surveillance toute théorique de la Société des Nations et de sa commission permanente créée spécialement à cet effet. Il faisait obligation aux mandataires – du moins sur le papier – de conduire les peuples colonisés à eux confiés vers l'autonomie, puis à l'indépendance[10].

Comble du désespoir : les Camerounais, les Togolais, etc., qui se trouvèrent sous mandat de la France firent une très mauvaise affaire. Les grandes entreprises minières, forestières, de plantation françaises utilisaient des méthodes d'exploitation de la main-d'œuvre et du sol bien plus brutales et efficaces que les archaïques administrateurs du défunt Reich allemand.

*

2. Des hommes contre la guerre

Pour nous leur gloire n'est qu'une fumée,
Dénonçant les ravages d'un incendie.

BERTOLT BRECHT, *Lucullus*[11].

Tout au long de la guerre, plusieurs sections de l'Internationale ou individus isolés tentèrent de favoriser la négociation entre partis socialistes européens devenus ennemis mortels. La plus sérieuse – et pendant quelques mois du moins, la plus prometteuse – de ces initiatives fut celle qu'entreprirent Lénine et une poignée de ses amis, une année après le déclenchement des massacres. Lénine souhaitait transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire, obtenir des armées mobilisées, composées essentiellement de paysans et d'ouvriers, qu'elles tournent leurs armes non plus contre leurs frères de classe, mais contre leurs oppresseurs.

En été 1915, Lénine, membre du parti socialiste suisse, section de Zurich-Ville, décide, avec ses rares amis de la tendance de gauche, de convoquer une conférence internationale des résistants à la guerre[12].

Dans son livre *Lénine à Zurich*, Alexandre Soljenitsyne donne une description attachante de l'existence quotidienne de l'exilé. Éloigné d'Inès Armand, revenu à sa femme, Lénine, à quarante-sept ans, mène une vie apparemment tranquille entre ses travaux d'écrivain à la bibliothèque de la Predigerstrasse et ses débats politiques au restaurant Stiissihof. C'est là que se réunit, pratiquement tous les soirs, le Kegelclub (club de joueurs de quilles). Lénine écrit en 1914 : « La neutralité suisse est une mystification bourgeoise et une soumission passive à la guerre impérialiste. » Dès son installation en Suisse, il dépêche Inès Armand auprès des principaux dirigeants du parti socialiste suisse, leur demandant de dénoncer la guerre et de convoquer une conférence socialiste internationale pour provoquer, sur tous les fronts, l'arrêt immédiat des

hostilités. Échec. Lénine écrira plus tard : « Charles Naine était à la pêche. Paul Graber étendait le linge pour sa femme. Tout le monde s'en foutait[13]. »

Partisan de la raison d'État, la direction du parti suisse est violemment hostile à cette initiative. La Suisse étant neutre dans la guerre, le Conseil fédéral ne peut tolérer qu'une telle réunion ait lieu sur le sol helvétique. Cependant, au sein du parti suisse le projet de Lénine rencontre des sympathies actives, déterminées. Fritz Platten, un jeune serrurier zurichois, qui plus tard suivra Lénine en Russie, et Robert Grimm deviennent les chargés de mission de Lénine, effectuant des voyages dans les pays en guerre, prenant des contacts, exposant le projet. Ils réussissent à convaincre quelques-uns des militants anti-impérialistes des différents partis européens de rejoindre la réunion.

Robert Grimm devient le principal agent de liaison de Lénine. Grimm est un jeune typographe trapu, de taille moyenne, au visage énergique. Taciturne et coléreux, c'est un homme extrêmement intelligent, fils de tout petits paysans des Préalpes bernoises. Il est habité par l'énergie inépuisable de son peuple, ces étranges Bernois disséminés entre le Jura et les Alpes. Le véritable commis voyageur de Zimmerwald (et de Kienthal), c'est lui.

Outre Grimm et Platten, d'autres hommes participent à la préparation de la réunion : un jeune Allemand d'Erfurt, Willy Münzenberg ; Ernest Nobs, chef de file de la jeune gauche de Zurich, qui finira – hélas – vingt-trois ans plus tard conseiller fédéral de la Confédération ; le jeune Karl Sobelsohn, révolutionnaire polonais, passé au parti allemand, puis réfugié à Zurich, qui, sous le nom de Radek, est maintenant le collaborateur le plus direct de Lénine.

Le congrès mondial des adversaires de la guerre s'ouvre finalement, le 5 septembre 1915, au premier étage d'une boulangerie dans le petit village de Zimmerwald, situé dans les collines à 30 km à l'ouest de Berne.

Trente-huit délégués se rendent à Zimmerwald. Pratiquement toute l'aile anticolonialiste, anti-impérialiste de la conférence de Stuttgart, à quelques grandes exceptions près (Kautsky notamment), est présente. La délégation allemande est conduite par Georg Ledebour ; les mencheviks, par Axelrod et Martov ; les bolcheviks, par Lénine et Zinoviev. Trotski représente le journal *Nashe Slovo ;* Merrheim et Bourderon, des sections syndicales françaises ;

Serratti et Morgari, des sections du parti italien. D'autres délégués viennent de Roumanie, de Suède, de Hollande, de Lituanie. Jowett et Glasier, envoyés par le parti anglais, ne parviendront pas jusqu'à Zimmerwald. Liebknecht et Luxemburg, en prison à Berlin, se font représenter par l'étrange Julian Borchardt.

Dans cette guerre où, comme des tigres fous, s'entre-déchirent les peuples, Lénine reconnaît l'occasion unique d'une insurrection décisive des ouvriers contre leurs maîtres. Des millions de prolétaires sont sous les armes partout en Europe ! L'heure est donc venue non pas de déposer, mais de retourner les fusils ! Lénine – volontaire – exige l'insurrection révolutionnaire, non la désertion ou le refus de combattre.

Il subit un échec : la résolution finale adoptée par la conférence appelle simplement au combat antimilitariste, au refus de la guerre. Lénine veut *la transformation, non l'arrêt* de la guerre.

De toute façon, même cette résolution antimilitariste – et qui, je le répète, ne fait aucune référence à l'insurrection finale – est refusée par la direction de l'Internationale, qui siège à Londres. L'Internationale refuse de diffuser la résolution de Zimmerwald dans ses sections [14].

Un an plus tard, Lénine et la gauche du parti socialiste suisse reviennent à la charge : cette fois-ci, la conférence est convoquée dans un endroit plus reculé, mieux abrité encore de la police fédérale, dans la vallée alpestre de Kienthal. Quarante-quatre délégués y parviennent par des chemins détournés.

De nouveau, l'échec : les dirigeants socialistes présents maintiennent leur position pacifiste, antimilitariste, mais s'opposent à la création d'un front international uni contre la guerre impérialiste et pour la guerre révolutionnaire. La raison d'État est battue en brèche, mais la raison solidaire n'a pas triomphé.

Le 8 mars 1917 (23 février pour le calendrier russe), des grèves éclatent dans la ceinture industrielle de Saint-Pétersbourg. Il s'agit de grèves largement spontanées, dues à la disette, aux inégalités devant l'approvisionnement et à la distribution insuffisante de pain dans les banlieues ouvrières. Le mouvement s'étend rapidement. Le soir du 9, la grève générale est proclamée. La police, les régiments de cosaques, spécialement entraînés à la répression des grèves

industrielles, se répandent dans la ville ; mais dans plusieurs quartiers, dans plusieurs usines les cosaques fraternisent avec les grévistes[15]. Des conseils ouvriers, des « soviets », surgissent dans les usines. Le 12 mars au matin, le pouvoir réel appartient au soviet de Saint-Pétersbourg. Il se réunit dans la nuit même. Dans la salle, des centaines de délégués venus des usines, des casernes et des banlieues les plus éloignées se pressent.

Devant le bâtiment, une foule énorme d'enfants, de femmes, d'hommes attend en silence. Durant cette première nuit, le soviet de Saint-Pétersbourg adopte une résolution destinée « aux peuples du monde entier » leur demandant de mettre fin immédiatement à la guerre, de déposer les armes, d'accepter une paix sans annexions ni réparations. En faveur des peuples coloniaux d'outre-mer et des nations opprimées des Balkans et de l'Europe centrale, le soviet exige la reconnaissance du droit à l'autodétermination.

Cet appel suscite un enthousiasme délirant chez les combattants ouvriers et paysans de toutes les armées en guerre. Il se répand comme une traînée de poudre dans les tranchées et les abris de l'Ouest comme de l'Est, du Sud comme du Nord. La boucherie s'arrête comme par enchantement sur plusieurs fronts ! Sur le front de Trieste, des anarchistes, syndicalistes et socialistes italiens déposent leurs armes, traversent les lignes, embrassent leurs « ennemis » autrichiens. Des scènes analogues se produisent sur le front de l'Ouest où plusieurs régiments de l'armée française entrent en mutinerie ; ils seront décimés – chaque dixième homme étant fusillé – sur ordre de Philippe Pétain. Sur le front russe, l'état-major tsariste parvient à imposer sa loi, à enrayer, par des exécutions sommaires, la vague de désertions.

A Saint-Pétersbourg, le gouvernement Kérenski, qui coexiste malaisément avec les soviets, décide la poursuite de la guerre. A la Douma, l'écrasante majorité des députés de gauche, les députés sociaux-révolutionnaires, mencheviques, mais aussi une majorité de députés bolcheviques, l'appuient. En avril 1917, Lénine, revenu à la hâte, obtient la convocation d'une conférence commune entre les exécutifs menchevique et bolchevique. Il se dresse violemment contre la décision d'appui au gouvernement tsariste (et donc contre la trahison par les députés de la volonté des soviets). Lénine échoue. Il réussira

cependant, par la seule puissance de son verbe, à reprendre le contrôle du parti bolchevique.

La guerre continuait donc. Mais l'appel du soviet de Saint-Pétersbourg avait traumatisé les chancelleries occidentales, les gouvernements de l'Entente. Si jamais les soldats russes, ukrainiens, tatars, géorgiens, arméniens, etc., déposaient les armes, le kaiser pouvait tourner la totalité de ses forces contre l'Angleterre et la France. Dans leur angoisse, les gouvernements impérialistes de Paris et de Londres firent appel à leurs propres notables socialistes. Ceux-ci acceptèrent de partir à Saint-Pétersbourg et de là dans les casemates et les tranchées de l'armée tsariste. Ils usèrent de leur considérable talent oratoire pour persuader les soldats russes de la nécessité de poursuivre les massacres.

De France partirent pour les tranchées et les usines russes certains des plus prestigieux dirigeants socialistes tels que Marcel Cachin, Albert Thomas, Maurice Moutet. En Grande-Bretagne, le gouvernement royal réussit à expédier Henderson et Thome. Vandervelde, figure légendaire de l'Internationale, fit, courbé par l'âge, le voyage de Russie. Il était accompagné par deux autres dirigeants du socialisme belge, de Brouckère et de Man. En relisant leurs discours, à la gloire de la raison d'État, aux ouvriers et soldats du tsar, je reste frappé de stupeur : les généraux les plus réactionnaires, de quelque armée qu'ils soient, n'auraient pas trouvé des mots d'un racisme antiallemand, d'un militarisme et d'un « patriotisme » aussi délirants que ceux que prononçaient maintenant – avec un talent rhétorique exceptionnel – les dirigeants socialistes occidentaux devant les soldats russes abasourdis [16].

En automne 1917, la situation est devenue intolérable dans les casemates et les tranchées du front. La faim ravage les villes. Les grèves se succèdent dans les usines. Des couches toujours plus nombreuses de la très complexe société russe se détournent du nouveau gouvernement républicain dirigé par Kerenski. Les contradictions sociales, la crise économique ont atteint leur extrême limite. Réunis au premier étage de l'Institut Smolny, tout près des quais de la Neva, à Saint-Pétersbourg, Lénine et ses partisans jugent le moment venu de déclencher la bataille finale. Le matin du 25 octobre, Lénine remet aux courriers les ordres d'attaque pour les milices ouvrières des différentes usines et les soldats des

garnisons. Leur mission : prendre d'assaut le Palais d'hiver, siège du gouvernement Kerenski, arrêter les principaux ministres. L'attaque devait se faire la nuit, soutenue par la canonnière *Aurora* amarrée près des quais de la Neva.

Le 8 novembre, le soviet des ouvriers, soldats et paysans adopte un décret rédigé de la main de Lénine contenant un appel aux ouvriers des pays en guerre leur demandant de tout mettre en œuvre pour arrêter immédiatement les combats. L'écho est nul ! Le souvenir récent de la sauvage répression (en France et en Italie, notamment) des mutineries d'avril 1917 traumatise les soldats. Ce n'est qu'au début de janvier 1918, lorsque les conditions d'armistice exorbitantes que l'Allemagne impériale tente d'imposer aux soviets sont connues en Europe, que des mouvements de masse se déclenchent dans les villes et usines de France, d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne et d'Autriche.

La révolution russe d'octobre 1917 est la première révolution ouvrière et paysanne de l'histoire. Des millions d'hommes et de femmes dans le monde entier croient à l'aube d'une époque nouvelle et au triomphe définitif de la raison solidaire sur la raison d'État. Ils s'identifient aux travailleurs de Saint-Pétersbourg. Ils sont intimement convaincus que sur les bords de la Neva se joue leur propre avenir, leur destin. Les conditions impériales allemandes, imposées par un état-major rétrograde et antipopulaire, sont perçues dans toute l'Europe comme une tentative d'humilier et peut-être de blesser mortellement la jeune révolution. En France, d'immenses cortèges de protestation défilent à Paris, à Marseille, à Lyon. Vienne, Prague, Sofia sont paralysées par la grève générale. Des grèves de solidarité éclatent en Italie, en Grande-Bretagne. Mais toutes ces manifestations sont sévèrement réprimées par les gouvernements en place [17].

Le 2 mars 1918, Lénine obtient du conseil des commissaires du peuple l'autorisation de signer le traité d'armistice de Brest-Litovsk, qui met fin aux hostilités entre la Russie et les puissances centrales. A l'Est, la guerre est terminée.

1. Jean Rabaut et Jean-Pierre Rioux, « Jean Jaurès », dans *les Grands Révolutionnaires*, Paris, Martinsart, 1978, p. 67.
2. Lénine, en exil à Cracovie, apprenant le résultat du vote allemand, refuse d'admettre l'évidence de la déchéance du SPD. Il croit à une manœuvre d'intoxication de la propagande impériale !
3. Les spartakistes prennent leur nom de Spartacus, chef des esclaves romains insurgés, crucifié avec plusieurs milliers de ses compagnons en 71 av. J.-C. Le groupe spartakiste deviendra, en 1919, le parti communiste allemand (D.K.P.).
4. Ernst Bloch, auteur de *Geist der Utopie* (Berlin, Cassiers, 1923 ; trad. fr. chez Gallimard), rejoindra plus tard le parti communiste allemand. Il publiera après la Deuxième Guerre mondiale son monumental ouvrage *Prinzip Hoffnung*, vol. I et II, Suhrkamp, 1959 (trad. fr. chez Gallimard).
5. Les sections bohémienne, croate, hongroise, tchèque et serbe de l'Internationale, travaillées par un nationalisme antihabsbourgeois, se trouvaient dans des situations évidemment différentes.
6. Chiffres relevés dans l'article de Marc Michel, « Les troupes coloniales arrivent », *L'Histoire*, n° 69, 1984, p. 116 *sq*.
7. Tous les chiffres utilisés ici sont arrondis au 1 000 supérieur.
8. Je me limite dans le présent chapitre à l'évocation du recrutement forcé tel qu'il était pratiqué par le gouvernement français à participation socialiste. Une même analyse pourrait être produite pour les colonies belges, italiennes, allemandes ou britanniques.
9. J'emprunte cette citation à l'article déjà cité de Marc Michel, « Les troupes coloniales arrivent », p. 116.
10. La bibliothèque du Palais des Nations, à Genève, 4 avenue de la Paix, ayant repris les archives de la Société des Nations, abrite la collection complète des rapports annuels que les puissances mandatées devaient soumettre à la commission des territoires sous mandat. Leur lecture est instructive : ces rapports sont, dans leur majorité, de véritables chefs-d'œuvre de mauvaise foi et de manipulation de la réalité vécue par les peuples « administrés » par les puissances européennes.
11. Bernard Dort, *Lecture de Brecht*, *op. cit.*, p. 117.
12. A la fin de l'été 1914, Lénine était entré en Suisse avec la caution de Hermann Greulich, président de l'Union syndicale, qui lui avait obtenu un permis de séjour en Suisse, avec interdiction du gouvernement fédéral de poursuivre une quelconque activité politique. (Au moment du déclenchement de la guerre, Lénine et sa femme sont en exil dans un village près de Cracovie, territoire polonais sous domination autrichienne. Le gouvernement de Vienne ordonne son expulsion.)
13. Alexandre Soljenitsyne, *Lénine à Zurich*, Paris, Éd. du Seuil, 1975, trad. Jean-Paul Semon ; Maurice Pianzola, *Lénine en Suisse*, Genève, Librairie Rousseau, 1965.
14. La direction de l'Internationale, réfugiée à Londres, s'oppose à Lénine et à ses partisans. L'Internationale veut, elle-même, organiser une conférence. Le 5 septembre 1917 s'ouvre, à Stockholm, la conférence pour l'arrêt immédiat de la guerre. Échec total, les socialistes des diverses sections de l'Internationale étant maintenant opposés par des sentiments de haine intenses, par le fanatisme « patriotique » et par des réactions chauvines, nourris par trois années de massacres fratricides.

15. Lorsque éclate la révolution de février, Lénine est en exil à Zurich, Staline, interné dans un camp pénitentiaire en Sibérie et Trotski, en exil à New York.
16. Ces soldats, dont les délégués étaient en contact avec le soviet de Saint-Pétersbourg, étaient étroitement surveillés par les troupes caucasiennes, peu politisés et totalement dépendants de leurs officiers réactionnaires.
17. Ces manifestations sont le fait de la base du mouvement ouvrier. Partout, les dirigeants, les notables socialistes de la droite et du centre se tiennent à l'écart ou ne suivent que prudemment le mouvement. Lénine et les bolcheviks continuent d'ailleurs à les attaquer, les désignant comme coresponsables de la guerre impérialiste et de ses vingt millions de morts.

II

La tragédie allemande

Quand tu n'as plus ni pain ni soupe,
Pour t'en tirer, il te faut quoi ?
L'État tout entier, il te faut
Le retourner de bas en haut
Jusqu'à tant que tu aies ta soupe.
Tu pourras alors t'inviter chez toi.

Quand le chômage est seul patron,
Il faut t'en tirer, avec quoi ?
L'État tout entier, il te faut
Le retourner de bas en haut
Jusqu'à devenir ton patron.
Tu auras alors du travail pour toi.

Quand on rit de votre faiblesse,
Que vous faut-il pour que tout cesse ?
L'État tout entier, il vous faut
Le retourner de bas en haut.
Vous voilà une force ainsi
Immense et plus personne alors ne rit.

BERTOLT BRECHT, « Le chant de la soupe », dans *Poèmes*, vol. III, *op. cit*.

La fracture de 1914 est multiple : fracture entre les principaux dirigeants de la Deuxième Internationale ouvrière et les dissidents de Zimmerwald et de Kienthal ; fracture entre les adhérents aveugles à la raison d'État des belligérants et ceux qui – en plein massacre – tentent d'organiser l'insurrection générale des travailleurs, le dépérissement de l'État et l'avènement d'une société plus solidaire et plus libre.

Dans cette conjoncture, la destruction du mouvement ouvrier le plus puissant, le plus nombreux d'Europe revêt le caractère d'une tragédie : elle isole, condamne à terme la formidable aventure commencée le 25 octobre 1917 à Saint-Pétersbourg.

La révolution allemande commence le 27 octobre 1918. Ce jour-là, les matelots de la base navale impériale de Kiel se mutinent, élisent des conseils et demandent l'arrêt immédiat de la guerre. Le haut commandement des forces armées fait arrêter les principaux dirigeants de la mutinerie. Le 3 novembre à l'aube, la garnison de Kiel, les ouvriers des chantiers navals envahissent la ville. Ils réclament la libération des matelots arrêtés et la fin de la guerre. Le haut commandement envoie des régiments pour encercler les manifestants. Les soldats refusent, pour la plupart, d'obéir à leurs officiers et fraternisent avec les manifestants. Mais au croisement de deux avenues principales, Brunswick-et Karlsstrasse, une patrouille, sous le commandement du lieutenant Steinhäeuser, barre le passage au cortège. Le ciel est bas et gris. Le vent souffle. Les premiers flocons de neige dansent dans le ciel. Steinhäeuser crie à la foule de se disperser. Personne n'obéit ou ne l'entend. Steinhäeuser ordonne de tirer : neufs morts, dont deux enfants, vingt-neuf blessés graves jonchent le pavé. La foule reflue, paniquée. Le silence s'installe. Les manifestants se regroupent. Du mur silencieux des hommes, des enfants et des femmes qui maintenant fait face à la patrouille, un matelot se détache. Il traverse lentement la place, se dirige droit sur Steinhäeuser et le tue d'un coup de revolver. La révolution allemande est commencée.

Le 5 novembre, la grève générale est proclamée à Kiel et à Lubeck. Elle s'étend rapidement à de nombreuses autres villes allemandes.

Le 6 novembre, les dirigeants de l'USPD et les spartakistes se réunissent à Berlin. L'insurrection générale est décidée pour le 11 novembre. Elle doit débuter avec la prise de la capitale : onze colonnes d'ouvriers armés avanceront, des différentes usines situées dans les banlieues rouges qui cernent la ville, vers le centre. Elles occuperont les principaux bâtiments publics et arrêteront les ministres. Dans les casernes, les soldats révolutionnaires (encore minoritaires) arrêteront les officiers. Le 6 au soir, Ernst Daeumig, membre des Revolutionare Obleute (hommes de confiance de l'USPD, agissant dans les usines, les casernes, les administrations), qui porte sur lui les plans de l'insurrection, est arrêté par la police impériale. L'USPD décide de déclencher le plan dès le lendemain matin.

Pendant ce temps, sur le front de l'Ouest, la guerre se termine. Le 8 novembre, à 10 heures du matin, le député Mathias Erzberger et trois accompagnants montent dans la voiture de chemin de fer, dans la forêt de Compiègne. Le commandant en chef des forces alliées, le maréchal Foch, est assis devant une longue table de bois. Il demande : « Que veulent ces messieurs ?… Que désirent-ils ? » Erzberger : « Nous attendons vos propositions pour la réalisation d'un armistice dans les airs, sur les eaux et sur terre. » Foch : « Je n'ai pas de proposition à vous faire. Il n'y a pas de discussion possible entre nous. » Les Alliés exigent la capitulation des armées allemandes. Sans condition ni négociation. Foch fixe aux Allemands un délai de réflexion de 72 heures.

L'empereur allemand est au quartier général des forces armées impériales de Spa, en Belgique. Il refuse toujours de démissionner. Il refuse également la capitulation.

Interrompant le récit événementiel, j'ouvre une parenthèse : la révolution allemande est un processus infiniment complexe. Il ne peut être question de le résumer en quelques mots. La problématique institutionnelle centrale est celle du choix entre la république parlementaire et la république des conseils. Ebert, le SPD, l'armée et les partis bourgeois exigent l'élection d'une constituante, d'une assemblée nationale et la construction d'une république parlementaire. Rosa Luxemburg, Liebknecht et les révolutionnaires demandent la république des conseils, un pouvoir véritablement populaire dont les organes à chaque niveau réuniraient des délégués élus par chaque assemblée (de quartier, d'usine, etc.) de base. La bataille institutionnelle finale débute le 16 décembre 1918, lors du congrès des conseils allemands réunis à Berlin. Ce congrès dure trois jours et trois nuits. Il doit congédier le Comité exécutif des conseils du grand Berlin et préparer son remplacement par un Conseil central des conseils de toute l'Allemagne. Le mode d'élection du nouveau Conseil central est fondé sur le recensement de 1910 : 200 000 habitants éliront un délégué ; dans l'armée, 100 000 hommes seront représentés par un délégué. Ce Conseil central aura tous les pouvoirs dans l'État. Il préparera l'expropriation des industries, des maisons de commerce, des banques ; il organisera la réforme agraire, la réforme de l'armée, de l'enseignement, du système de santé et toutes les autres mesures d'urgence qui feront de l'Allemagne une république socialiste des conseils.

Le 19 au soir, après un dernier affrontement entre Max Cohen, qui, au nom du SPD, plaide contre la république socialiste des conseils et pour la république parlementaire, et le spartakiste Ernst Daeumig, défendant la position inverse, le congrès passe au vote : 400 voix pour la proposition de Cohen, 50 pour celle de Daeumig[1].

Le 9 novembre, au matin, le gouverneur de Berlin téléphone à Spa. Il dit au kaiser : « Toutes les unités sont passées aux insurgés. Je n'ai plus aucun soldat à ma disposition ici. »

L’empereur hésite, veut faire marcher des unités du front sur Berlin. Il refuse toujours de démissionner.

C’est alors que le chancelier Max von Baden appelle le président du SPD Friedrich Ebert et lui demande de prendre sa succession. Ebert accepte de former un gouvernement où le SPD aurait la majorité mais serait allié à l’USPD. A midi, Max von Baden remet à la société privée de télégraphe des frères Wolff un télégramme annonçant la démission de l’empereur[2], son propre retrait et l’offre faite à Ebert. Max von Baden dit également qu’une constituante sera convoquée, qui décidera de la forme future de l’État allemand.

Des centaines de milliers de personnes envahissent les rues de Berlin. Entre la Wilhelmstrasse et le Reichstag, au centre de la ville, la foule ressemble à la mer, agitée, indécise, traversée de courants contradictoires, désorientée. Des ouvriers pénètrent dans le palais du Reichstag, à la recherche d’un dirigeant. A la cantine, le député du SPD Philipp Scheidemann avale une maigre soupe. Des ouvriers s’approchent, entourent sa table, le bousculent : « Philipp, viens ! Tu dois parler ! » Scheidemann se défend. Il est traîné au-dehors, poussé à travers la salle des pas perdus, puis la salle de lecture. Là, un capitaine de la garde du Parlement ouvre une fenêtre. Scheidemann se retrouve sur le balcon. En bas, le tumulte, la foule et, brusquement, le silence. Scheidemann parle : « Tout pour le peuple ! Gardez le calme ! Maintenez l’ordre ! Évitez tout ce qui pourrait nuire à l’honneur du mouvement ouvrier ! Ce qui est vieux et pourri est mort… La monarchie est morte. Vive la République allemande ! »

Le dimanche 10 novembre, à 17 heures, se réunissent sous le grand chapiteau du cirque Busch les délégués de tous les conseils de Berlin. Ebert annonce qu’une entente s’est établie entre le SPD et l’USPD. Une atmosphère de fraternité, d’enthousiasme règne dans la salle. Le Comité exécutif des conseils est élu : 7 SPD, 7 USPD et 14 représentants des soldats. Mais la majorité des membres du Comité est formée d’adversaires des spartakistes : plusieurs commissaires de l’USPD appartiennent à la droite réformiste de cette formation ; parmi les soldats, les sympathisants d’Ebert sont également majoritaires. Le gouvernement Ebert est confirmé par le Comité.

Au milieu de la nuit du dimanche au lundi, Ebert, qui dort sur un canapé à la Chancellerie, est réveillé par un coup de téléphone du quartier général des armées, à Spa. Au bout du fil : le général Groener. Il parle au nom des officiers de l'armée défaite.

Voici le dialogue : « Monsieur le Chancelier, l'armée se met à votre disposition. Nous attendons de vous le maintien de la discipline et de l'ordre au sein des forces armées. Les officiers attendent du gouvernement une lutte sans merci contre le bolchevisme. » Ebert : « J'accepte volontiers vos propositions. Je vous remercie. » Groener : « Il serait bon que nous discutions chaque jour des décisions successives qui devront être prises. » Ebert : « C'est une bonne idée. Nous utiliserons la ligne de téléphone secrète qui existe entre la Chancellerie et le quartier général[3]. »

Face à cette ultime trahison du SPD, face à l'alliance d'abord secrète, puis ouvertement revendiquée d'Ebert avec les officiers impériaux et les classes sociales dominantes dont ils sont le bouclier, l'USPD et les spartakistes n'avaient guère le choix : le SPD leur imposait l'épreuve de force. Ils l'acceptèrent. Les dirigeants révolutionnaires déclenchèrent l'insurrection populaire contre l'armée, contre le gouvernement Ebert. C'était l'insurrection du désespoir, un ultime sursaut de dignité. L'insurrection n'avait que peu de chances de réussir : la victoire de la révolution bolchevique en octobre 1917 avait traumatisé, effrayé, profondément inquiété les classes dominantes de Paris, de Londres, de Rome. Il fallait absolument éviter que dans la plus puissante nation d'Europe continentale la révolution remportât une nouvelle victoire. Y parviendrait-elle que toute l'Europe et probablement tout le monde industriel basculerait dans le camp du pouvoir populaire, du socialisme et de la démocratie directe ! Le haut commandement allié laissait donc intacte l'armée allemande, vaincue, du front de l'Ouest. Cette armée ne fut pas désarmée : elle garda ses camions, ses munitions, ses canons, sa structure de communication, sa hiérarchie de commandement. Les gouvernements de Paris et de Londres dépêchèrent des émissaires secrets, des conseillers auprès d'Ebert et de ses ministres. La Sainte-Alliance de la réaction soutint – avec tous ses moyens financiers, policiers – le gouvernement SPD.

Contre les milices ouvrières, les déserteurs, les étudiants mal armés, la répression fut sanglante, impitoyable. C'est Gustav Noske, ministre de l'Intérieur du gouvernement Ebert et dirigeant de l'aile conservatrice du SPD, qui organisa la répression contre les révolutionnaires. La police de Berlin et des autres villes du pays, les différentes garnisons militaires étant peu « sûres », Noske, au nom de la raison d'État, s'allia à des organisations secrètes constituées par des officiers tsaristes et des nobles russes réfugiés en Allemagne, qui s'étaient fixés pour mission de traquer les communistes et de les assassiner. Le chef de ces organisations, von Tyszka, devint l'assistant principal de Noske. Le ministre de l'Intérieur s'appuyait également sur les Freikorps (corps francs). C'étaient des unités militaires, plus précisément des bandes armées, composées d'officiers impériaux allemands ayant servi sur le front de l'Est, issus pour la plupart de la petite noblesse rurale des États baltes.

En janvier 1919, les combats de rue font rage à Berlin. L'hiver est extrêmement sévère cette année-là dans le nord de l'Allemagne. En même temps, des négociations se déroulent entre le SPD et l'USPD. Le 10 janvier, Noske parvient à faire arrêter Georg Ledebour et Ernst Meyer dans un appartement clandestin. Ils sont sauvagement torturés. Le lendemain, Hugo Eberlein et Leo Jogiches tombent entre les mains des corps francs. Le quartier général du parti communiste allemand, Friedrichsstrasse, est pris. Les locaux de la rédaction de la *Rote Fahne* (le drapeau rouge), journal des spartakistes puis du KPD, sont saccagés. Une prime de 100 000 marks est promise à quiconque donnera des renseignements permettant l'arrestation de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Une femme ressemblant à Rosa est arrêtée le 10, dans la Friedrichsstrasse. Elle est battue sauvagement, puis relâchée.

11 janvier : il gèle. Les dirigeants révolutionnaires se réunissent une dernière fois dans l'un des rares appartements secrets convenablement chauffés. Leur situation est désespérée : pratiquement tout le centre de la ville est aux mains des corps francs. L'assemblée presse Rosa Luxemburg d'imiter l'exemple de Lénine

(qui en juillet 1917 s'était réfugié pour quelque temps en Finlande) et de quitter temporairement Berlin. Elle refuse. Au cours de cette même nuit, elle rédige son dernier article pour la *Rote Fahne :*

> Il existe une continuelle contradiction entre les devoirs toujours croissants que doit assumer la révolution et les conditions réelles qui existent pour les assumer. Ces contradictions font que les combats particuliers, isolés de la révolution se terminent toujours par des défaites formelles. Mais la révolution est la seule forme de la lutte où la victoire finale se prépare par une longue série de défaites passagères.

Liebknecht et Luxemburg regagnent leur logement dans la banlieue ouvrière de Neukoelln. Un ouvrier les avertit en chemin que leur logement est repéré. Ils vont se cacher dans une maison bourgeoise, dans le quartier résidentiel de Wilmersdorf, auprès de la famille Markussohn, révolutionnaire sympathisante. Situé 43 Mannheimerstrasse, ce logement semble offrir toutes les garanties de sécurité. Le 15 janvier dans l'après-midi, Wilhelm Pieck apporte de nouveaux faux papiers. A 21 h 30, une patrouille conduite par le lieutenant Linder fait irruption dans la maison. Liebknecht et Rosa Luxemburg sont emmenés dans une voiture à l'hôtel Eden, situé au coin du Kurfuerstendamm et de la Budapesterstrasse. Chacun des prisonniers a le droit de prendre quelques effets personnels, un livre. Rosa prend avec elle son ouvrage préféré : le *Faust*, II^{e} partie, de Goethe. A l'hôtel Eden se trouve le quartier général d'un corps franc, du nom de « Division de la cavalerie de la garde ». Le capitaine Pabst, le chasseur Runge et d'autres militaires interrogent d'abord Liebknecht. Rosa Luxemburg attend dans le corridor, son livre sur les genoux. Liebknecht perd son sang. Les tortures l'ont rendu inconscient. Il est traîné dehors, jeté dans une voiture. Celle-ci s'arrête dans une allée du parc Tiergarten, près du jardin zoologique. Liebknecht est tiré du véhicule. Le capitaine Pflugk-Harttung lui ordonne de marcher. Liebknecht fait quelques pas en trébuchant. Le capitaine l'abat de plusieurs balles dans le dos.

Rosa, elle aussi, est interrogée, torturée pendant plusieurs heures. Une voiture attend, garée le long du trottoir, devant l'hôtel Eden. Les passants sont nombreux en cette fin de soirée dans le centre de la ville. Rosa est camouflée au fond de la voiture qui démarre. Après cent mètres de route, le premier lieutenant Wilhelm Souchon monte sur le marchepied. Il dirige son pistolet vers le visage de la prisonnière. Rosa dit : « Ne tirez pas… » La première balle ne part pas. La deuxième l'atteint à la tempe. La voiture bifurque vers le pont Liechtenstein. Les officiers jettent le cadavre dans les eaux du Landwehrkanal[4].

Le 16 au matin, le *BZ am Mittag* publie une édition spéciale que s'arrachent les badauds. Un titre barre toute la page : « Liebknecht tué alors qu'il tentait de prendre la fuite, Rosa Luxemburg lynchée par la foule. »

Gustav Noske et le gouvernement Ebert exigent l'ouverture d'une procédure judiciaire contre les assassins. Un tribunal militaire, sous la présidence du capitaine de frégate Canaris (futur amiral et chef du contre-espionnage de Hitler), décrète quelques peines symboliques. C'est Adolf Hitler qui reconnaîtra les vrais mérites des assassins de Rosa Luxemburg, de Karl Liebknecht, de Leo Jogiches et de tant d'autres révolutionnaires de 1919. Ils seront honorés par les nazis comme les précurseurs de la « restauration de l'honneur allemand ». Par décision du gouvernement allemand du 13 juin 1934, le chasseur Otto Runge recevra une récompense d'État de 6 000 marks et sera reçu personnellement par Adolf Hitler.

L'assassinat de Rosa Luxemburg, de Liebknecht et de pratiquement tous les dirigeants révolutionnaires sonne le glas du mouvement ouvrier allemand et de la république de Weimar. Ebert meurt en 1926. Lors des élections au Reichstag de juillet 1932, le parti national-socialiste devient le parti le plus puissant. Janvier 1933 : Hindenburg appelle Hitler à la Chancellerie. La majorité des députés du SPD vote l'investiture et les pouvoirs spéciaux. Le 23 mars 1933, Hitler suspend le Parlement et érige sa dictature personnelle. Les dirigeants et les simples membres du SPD sont arrêtés par milliers et disparaissent dans les camps de concentration. La conversion du SPD, à la raison d'État en 1918-1919 avait préparé sa destruction physique en 1933.

1. Les historiens se perdent en conjectures sur les raisons de cet échec. La plus évidente, à mon sens, est celle-ci : la politique de collaboration – inavouée entre 1910 et 1914, avouée dès 1914 – avec le pouvoir impérial et la grande bourgeoisie a graduellement vidé le SPD de sa capacité analytique, de sa volonté de combat, de son projet historique.
2. L'empereur, à ce moment-là, refuse toujours de se démettre. Le chancelier le met devant le fait accompli : Guillaume II, juste retour des choses, est donc chassé de son emploi par l'une de ses propres créatures.
3. Frederik Hetmann, *Rosa L., die Geschichte von Rosa Luxemburg und ihrer Zeit*, Weinheim et Bâle, Verlag Beltz und Gelberg, 1976, p. 235 *sq*.
4. Le 31 mai, les restes de Rosa Luxemburg sont retrouvés par des promeneurs. L'enterrement aura lieu au cimetière de Berlin-Friedrichsfelde le 13 juin.

QUATRIÈME PARTIE

LES APÔTRES DE LA RÉVOLUTION

Vous qui émergez du flot Où nous avons sombré
Pensez
Quand vous parlez de nos faiblesses Au sombre temps aussi
Dont vous êtes saufs.

Nous allions, changeant de pays plus souvent que de souliers, A travers les guerres de classes, désespérés Là où il n'y avait qu'injustice et pas de révolte.

Nous le savons :
La haine contre la bassesse, elle aussi Tord les traits.
La colère contre l'injustice Rend rauque la voix. Hélas, nous Qui voulions préparer le terrain à l'amitié Nous ne pouvions être nous-mêmes amicaux.

Mais vous, quand le temps sera venu Où l'homme aide l'homme, Pensez à nous
Avec indulgence.

BERTOLT BRECHT, « A ceux qui viendront après nous », dans Bernard Dort, *Lecture de Brecht, op. cit.*

I

Les communistes et les peuples colonisés

1. 1919 : la méprise

La brusque conversion en 1914 de la majorité des dirigeants socialistes français, allemands, italiens, autrichiens, etc., aux idées légitimatrices des empires coloniaux, au militarisme, en bref à la raison d'État, rendait pratiquement impossible leur cohabitation avec ceux d'entre les militants qui étaient restés fidèles aux principes fondamentaux du socialisme. Le 2 mars 1919, se réunit à Moscou le congrès fondateur d'une nouvelle Internationale, appelée Troisième Internationale ou Internationale communiste. Elle serait la nouvelle gardienne, la garante de la raison solidaire du mouvement ouvrier international[1].

Au moment du congrès fondateur, la famine, la guerre civile, les interventions étrangères ravageaient la Russie. 53 délégués seulement parvinrent à rejoindre Moscou. Ils représentaient les groupes ou noyaux révolutionnaires nés au sein des grands partis socialistes d'Europe (ou par scission de ceux-ci) durant la guerre. Pratiquement toute l'opposition de gauche aux appareils chauvins, procoloniaux, réformistes des grandes organisations ouvrières d'Europe était réunie à Moscou. Mais cela ne faisait pas beaucoup de monde ! L'hôtel Lux à Moscou où logeaient les délégués était à moitié vide.

Au congrès assistaient également – mais avec une voix consultative seulement – quelques délégués venant de pays coloniaux ou semi-coloniaux. La Perse était représentée par Husseinov, la Géorgie par Slegenti, la Turquie par Subhi. Le parti socialiste chinois avait dépêché Lao Shitschao, le parti des travailleurs socialistes de Corée, Chan-Gu-Kug. Jalymov représentait les quelques socialistes du Turkestan, Bagirov, la poignée de révolutionnaires actifs en Azerbaïdjan[2].

Huit d'entre les cinquante-trois délégués étaient des Soviétiques, habitant sur place. Des quarante-cinq restant, douze seulement pouvaient prétendre jouir d'un mandat clair et indiscutable, délivré par une organisation ouvrière constituée. Le cas de Henri Guilbeaux, qui signe comme représentant du parti socialiste français, et celui de plusieurs autres sont instructifs : Guilbeaux, refusant de servir dans l'armée, s'était exilé en Suisse au début de la guerre ; il rejoignit Lénine et Zinoviev à Zimmerwald et répondit ensuite à un appel personnel de Lénine pour venir à Moscou (il arrivera d'ailleurs avec deux jours de retard). Boris Rainstein, Américain né en Russie, avait quitté les États-Unis depuis deux ans déjà ; il est invité par Lénine à représenter l'American Socialist Labour Party. Même situation pour Andreas Rudniansky, ancien prisonnier de guerre hongrois, resté en Russie après la révolution et qui s'inscrira comme délégué du parti socialiste hongrois, et pour Christian Rakovsky, agitateur roumain, présent à Moscou depuis octobre et qui parle au nom de la Fédération socialiste des Balkans. Angelica Balbanova, digne vieille dame aux cheveux blancs, au beau visage intelligent et rond, écrivain russe de renom qui avait vécu autrefois de longues années d'exil comme traductrice en Italie, fut invitée – en l'absence de délégués italiens – à représenter le mouvement ouvrier de ce pays.

Le lecteur de ce livre, qui regarde à la télévision les mornes débats et le rituel monocratique des congrès organisés par les actuels dirigeants du Kremlin, aura de la peine à imaginer la vivacité, la véhémence, la totale et chaotique liberté qui présidaient, en 1919 et 1920, aux discussions de la Troisième Internationale. Chacun respectait l'autre. Les uns étaient des chefs révolutionnaires célèbres. D'autres sortaient tout juste de prison. D'autres encore, hors la loi depuis des années, étaient des habitués des asiles de pauvres.

Les uns étaient connus dans le monde entier, orateurs, écrivains prestigieux. Le camarade à côté ? Un obscur militant qui savait à peine écrire son nom. Quels que fussent la position politique occupée, son prestige intellectuel, tout orateur était écouté avec respect et attention. L'unité de doctrine était – notamment en ce qui concerne l'appréciation de la situation allemande – loin d'être réalisée. L'affrontement véhément entre Eberlein et Lénine, dont nous parlerons plus loin, en témoigne. En mars 1919, à Moscou, ce n'étaient pas de pompeux et sinistres bureaucrates qui se réunissaient, mais des révolutionnaires.

Cependant, aussi modestes qu'aient été le nombre et – pour les pays extra-européens du moins – la qualité et la représentativité réelles des délégués, l'écho du congrès fondateur de la Troisième Internationale dans le monde fut tout de suite immense. Lénine, président de cette première conférence, avait envoyé à tous les partis connus, d'abord neuf, puis vingt et une thèses, qui définissaient à la fois les principes fondateurs de la nouvelle Internationale et les conditions pour y adhérer. Ces thèses de Lénine furent intensément discutées dans pratiquement tous les partis. Débattues lors de congrès nationaux, celles-ci aboutirent, la plupart du temps, à des scissions importantes. Dans certains cas – congrès de Tours pour le parti français, congrès de Berne pour le parti suisse –, la très grande majorité des délégués décidèrent l'adhésion à la Troisième Internationale.

Les fondateurs de l'Internationale communiste étaient fermement persuadés que l'imminente révolution en Europe allait provoquer dans un délai rapproché l'effondrement des gouvernements capitalistes des grandes métropoles colonialistes et engendrer, par contrecoup naturel, la disparition de la domination coloniale partout dans le monde. Ils ne doutaient pas un instant que l'écroulement du puissant et apparemment immuable système capitaliste était proche, qu'il allait sous peu entrer en agonie et que de la révolution en Europe surgirait, comme par nécessité, la liberté des peuples d'Asie, d'Amérique latine, d'Océanie et d'Afrique.

Chose remarquable : *les délégués venus des pays coloniaux eux-mêmes partageaient cette analyse*. En tout cas – et contrairement à ce qui se passera lors des congrès suivants où des socialistes européens seront vivement attaqués par

des ressortissants de l'Inde, de Tunisie, de Chine –, le procès-verbal de mars 1919 n'indique ici aucune opinion divergente.

Le I[er] congrès avait été convoqué par la *Pravda* – que personne en dehors des militants soviétiques ne lisait – et par un appel plusieurs fois répété à la radio de Moscou. La première invitation radiophonique aux révolutionnaires du monde de se rendre à Moscou date du 24 janvier 1919. Elle était accompagnée de l'appel suivant, qui résume parfaitement la stratégie esquissée plus haut :

> 1. La période actuelle est celle de la décomposition et de l'effondrement de tout le système capitaliste mondial. Demain elle sera celle de l'effondrement de la civilisation européenne en général, si le capitalisme, avec ses contradictions insurmontables, n'est pas abattu.
> 2. La tâche du prolétariat consiste maintenant à s'emparer du pouvoir d'État. La prise du pouvoir d'État signifie la destruction de l'appareil d'État de la bourgeoisie. […] Non à la fausse démocratie bourgeoise – cette forme hypocrite de la domination de l'oligarchie financière – avec son égalité purement formelle ! Oui à la démocratie prolétarienne, avec la possibilité de réaliser la liberté des masses laborieuses ; non au parlementarisme, oui à l'auto-administration de ces masses par leurs organismes élus ; non à la bureaucratie capitaliste, oui aux organes d'administration créés par les masses elles-mêmes ! […]
> 4. Le pouvoir du prolétariat doit être le levier de l'expropriation immédiate du Capital, de l'abolition de la propriété privée des moyens de production et de sa transformation en propriété sociale. La socialisation de la grande industrie et des banques, la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et la socialisation de la production agricole capitaliste, la monopolisation du commerce ; la socialisation des grands immeubles des villes ; l'introduction de l'administration ouvrière et la centralisation des fonctions économiques entre les mains des organismes émanant de la dictature prolétarienne – voilà les problèmes essentiels du jour.

5. Pour la sécurité de la révolution socialiste, pour sa défense contre ses ennemis extérieurs et intérieurs, pour l'aide aux autres fractions nationales du prolétariat en lutte, le désarmement complet de la bourgeoisie et de ses agents, l'armement général du prolétariat est nécessaire.
6. La situation mondiale exige maintenant le contact le plus étroit entre les différentes parties du prolétariat révolutionnaire et l'union complète des pays dans lesquels la révolution a triomphé.
7. La méthode fondamentale de la lutte est l'action de masse du prolétariat, y compris la lutte ouverte à main armée contre le pouvoir d'État capitaliste[3].

Le seul grave conflit qui surgit au I^er^ congrès de 1919 *ne doit rien à la problématique coloniale*. Il concerne exclusivement l'opposition entre la totalité des délégués et l'envoyé du parti communiste allemand (né du mouvement spartakiste) : Hugo Eberlein. Eberlein (nom de clandestinité : Albert) poursuit avec ténacité l'argumentation de la défunte Rosa Luxemburg : une Internationale anti-impérialiste, anticoloniale qui naîtrait avant l'accomplissement de la révolution en Allemagne tomberait nécessairement sous l'influence prépondérante des bolcheviks. Or, Rosa Luxemburg et ses amis nourrissaient depuis des années déjà une profonde méfiance face à la méthode d'organisation des bolcheviks. Luxemburg ne concevait la prise du pouvoir révolutionnaire que par la grève générale, le mouvement de masse, bref : par un mouvement coordonné, direct de l'immense majorité des travailleurs. Elle était opposée à la conception léniniste du parti, organisation disciplinée et quasi militaire d'une avant-garde de révolutionnaires professionnels. Elle détestait l'idée d'une prise de pouvoir par les moyens du coup d'État[4]. Sa critique est formulée dans un livre écrit lors de sa première condamnation et incarcération pour « haute trahison », en Allemagne, en 1916, et intitulé : *Organisations-Fragen der russischen Sozialdemokratie*[5].

Eberlein était chargé d'empêcher par tous les arguments possibles la fondation de la Troisième Internationale. Lénine tenta, pendant un jour et une nuit, de persuader Eberlein d'abandonner son opposition. Sans succès. C'est alors qu'au matin du 4 mars l'Autrichien Karl Steinhardt (nom de clandestinité : Gruber) entra dans la salle. Il demanda immédiatement la parole et parla en des termes enthousiastes des combats que livraient, au même moment, les ouvriers révolutionnaires de Vienne contre les troupes de répression de la nouvelle république. Une émotion très forte et une grande agitation se saisirent de la salle. Steinhardt conjura les délégués de ne pas refuser la création de l'Internationale, arme de solidarité et de combat indispensable pour tous les ouvriers révolutionnaires en lutte partout en Europe.

Eberlein renonça à son opposition intransigeante. Au vote final, il s'abstint. L'Internationale communiste, qui allait sans tarder jouer un rôle efficace, fondamental et irremplaçable dans la lutte des peuples colonisés pour leur libération, était née. Elle se dota immédiatement d'un appareil capable de mettre en œuvre ses stratégies. Le soir du 6 mars, les délégués élisent un Comité exécutif permanent, dont la présidence est confiée au jeune Zinoviev. Il a trente-six ans en 1919. C'est un intellectuel russe, sans grande personnalité, follement ambitieux. Braunthal publie une photo de Zinoviev : on y voit un jeune visage un peu empâté, habité par une large bouche, un nez droit et fin et des yeux noirs où brillent l'intelligence, la dureté et l'ambition. De beaux cheveux noirs abondants surmontent un front large[6]. De lui, la bonne Angelica Balbanova, dont les *Mémoires* pourtant sont d'une indulgence légendaire pour à peu près tous ses camarades, même les plus sanguinaires, note : « Zinoviev est l'individu le plus misérable que j'aie jamais rencontré[7]. »

Zinoviev est doté d'un grand courage personnel et d'une obstination formidable. Condamné à mort, recherché par les polices du tsar, en fuite et exilé depuis 1902, il revient clandestinement en Russie, en 1906, pour organiser l'insurrection des ouvriers de l'arsenal dans la base maritime baltique de Cronstadt. Échec. Zinoviev repart. Il rejoint Lénine à Genève. Cet homme froid, calculateur connaît pourtant une grande amitié : celle qui le lie à Kamenev. Il voue à Lénine une admiration sans limites. Mais, en octobre 1917, il affronte

Lénine : il ne croit pas (Kamenev non plus) à la possibilité d'un coup d'État. Réconciliation après la victoire. Zinoviev, déjà membre du Bureau politique du parti bolchevique, devient, après la victoire, président du soviet de Saint-Pétersbourg. Près de vingt ans plus tard, il prouvera une ultime fois son indépendance d'esprit et son courage en résistant à la dictature personnelle de Staline. Il est fusillé en 1936 dans les caves de la Lubijanka. Avec son ami Kamenev.

Les deux premiers adjoints de Zinoviev au Comité exécutif, installés à l'Institut Smolny à Saint-Pétersbourg, sont Angelica Balbanova et un photographe d'origine russo-belge du nom de Victor Serge. Ils seront rejoints dans les mois suivants par toute une série d'hommes et de femmes dévoués, souvent efficaces et courageux, appartenant aux nations les plus diverses. Je n'en cite qu'un que j'ai connu dans son grand âge et qui par sa parole et par ses livres, m'a énormément appris : l'extraordinaire pasteur de La Chaux-de-Fonds, Jules Humbert-Droz[8].

Le comité exécutif envoyait dans le monde un fleuve ininterrompu de mots d'ordre, d'analyses de situations, de directives, d'anathèmes. Mais les communications par radio, poste et messagers étaient souvent défectueuses. Exemple : le journal *l'Humanité* de Paris ne fut informé de l'issue du I^er^ congrès que le 17 mars. Le Comité exécutif avait à sa disposition des fonds considérables. Il était surtout servi par des délégués à la qualité humaine et intellectuelle souvent hors pair. Ces délégués se répandaient à travers les cinq continents.

Les mois qui avaient précédé la rédaction de l'appel de 1919 avaient été des mois d'intense agitation anticoloniale dans les pays d'Afrique noire, du Proche et de l'Extrême-Orient, en Amérique latine et au Maghreb. Au Japon, en août 1918, près de dix millions de personnes avaient été entraînées dans les émeutes du riz ; la famine ravageait le pays ; les villes étaient paralysées par l'émeute. Des grèves, souvent de caractère insurrectionnel, avaient éclaté en Argentine, au Chili, en Uruguay, au Brésil, au Pérou. L'insurrection populaire balayait la domination impériale japonaise en Corée. Le mouvement du 4 mai en Chine annonçait la première grande insurrection prolétarienne dans ce pays. En

Indonésie, sur l'île de Java, les colons hollandais durent se regrouper dans quelques places fortes pour échapper au massacre par les paysans affamés. La Perse, la Mongolie étaient en révolte. Dans plusieurs pays d'Afrique noire et du Maghreb, les promesses non tenues de libéralisation (notamment celle de l'abolition du travail forcé) faites par les gouvernements métropolitains aux soldats noirs et arabes, lors des levées de masse en 1914-1918, aboutirent – au moment du retour des survivants – à des mutineries et à des campagnes de désobéissance civile. Face aux tentatives de reprise en main des populations par les administrateurs coloniaux locaux, des régions entières se soulevèrent. Dans l'empire anglais des Indes, la province d'Amritsar, habitée par les sikhs, se révolta.

Or, voici le *paradoxe :* le I^er^ congrès de l'Internationale communiste qui, parmi les peuples coloniaux, soulevait un tel espoir, un tel enthousiasme, une telle attente, ne s'occupait guère de la question coloniale ! Aucun des grands textes programmatiques n'accorde la moindre attention sérieuse au destin des hommes colonisés.

Le manifeste de la Troisième Internationale, rédigé par Trotski et lu par lui à la cinquième session du I^er^ congrès, mentionne à peine les pays coloniaux.

Voici ce que dit Trotski :

> La libération des colonies n'est possible que si elle est précédée par celle des métropoles. Les ouvriers et les paysans d'Annam, d'Algérie, du Bengale, de Perse et d'Arménie n'auront une chance d'acquérir une existence libre et indépendante que le jour où les ouvriers de France et d'Angleterre auront renversé Lloyd George et Clemenceau et pris le pouvoir d'État dans leurs propres mains. Dans les colonies plus avancées, la lutte se déroule non seulement sous le drapeau de la libération nationale, mais montre dès maintenant un caractère plus nettement social. L'Europe capitaliste a entraîné les régions arriérées de la planète dans son sillage. Exactement de cette même façon l'Europe socialiste viendra à l'aide des colonies libérées, avec sa technologie, son

> don d’organisation, son influence spirituelle, afin de faciliter chez elles la transition vers une économie socialiste et planifiée. Esclaves coloniaux d’Afrique et d’Asie, l’heure de la dictature du prolétariat en Europe sera l’heure de votre propre délivrance !

La vision dialectique de Trotski est fascinante sous un autre aspect encore : dans une première phase, une multitude d’États indépendants coexisteront. Mais la révolution socialiste dans chaque pays – dans les pays coloniaux comme dans les métropoles – provoquera le graduel et lent dépérissement des États, des structures de classes, des antagonismes entre les hommes, de l’exploitation des uns par les autres, de la contrainte. Alors naîtra une humanité réconciliée, vivant sous le règne d’une économie unifiée, fondée sur de purs rapports de complémentarité et de réciprocité. Trotski et tous ses camarades réunis à Moscou ne doutaient pas un instant que cette humanité nouvelle, fraternelle, cette libération définitive de l’être humain, cette paix étaient proches.

Les fondateurs de la Troisième Internationale, les dirigeants de la révolution d’Octobre n’étaient pas les seuls à ne voir dans le système colonial qu’un épiphénomène du mode de production capitaliste. La révolution socialiste dans la métropole, voilà le problème ! Une fois la victoire socialiste acquise dans la métropole, la domination qu’exerçaient les États européens sur les deux tiers des hommes de la planète s’écroulerait d’elle-même. Cette vision primaire, réductrice et complètement erronée était partagée par l’immense majorité des socialistes à travers le monde. Exemple : le parti socialiste français réunit son congrès national en décembre 1920, à Tours, pour débattre des vingt et une thèses de Lénine et décider de son affiliation à l’Internationale communiste. Discussions passionnées. Or, la thèse n° 9 qui exigeait la suppression de toutes les colonies ne posa apparemment pas de problème. Elle n’intéressait d’ailleurs pratiquement personne. Un jeune intellectuel français particulièrement clairvoyant du nom de Charles-André Julien et un jeune travailleur immigré du Vietnam, Nguyên Ai Quôc (futur Hô Chi Minh), tentèrent en vain d’intéresser les délégués au sort des peuples colonisés.

Lénine et ses camarades attendaient la révolution en Allemagne. Ils étaient absolument certains qu'elle allait se produire à très brève échéance[9]. A l'Ouest, à l'horizon allemand, allait se lever le fanal de la révolution mondiale. Déjà dans la nuit des incendies épars jetaient leurs lueurs vers le ciel. Lénine guettait l'aube. Aucun doute : elle allait se lever à l'Ouest. En l'attendant, Lénine et ses camarades se sentaient investis d'une mission historique : prendre soin de la révolution russe, la préserver de l'écrasement afin qu'elle puisse opérer, le moment venu, sa jonction avec la révolution allemande.

Isaïah Berlin, l'historien d'Oxford, utilise, pour désigner l'attitude de Lénine et de ses camarades durant ces années 1919-1920, un terme qui résume parfaitement mon propos : Lénine, dit Berlin, se considérait comme un *caretaker*. Le gouvernement soviétique de 1919 était dans sa propre vision un *caretaker-government*. Dans *caretaker*, il y a *care* et *take* : « soigner, préserver, sauvegarder » et « prendre ». Un *caretaker* est quelqu'un qui prend soin de quelque chose, qui sauvegarde quelque chose en vue d'événements dont l'avènement est considéré comme certain et inéluctable. Pourquoi l'Allemagne ? Pourquoi cette fixation des révolutionnaires bolcheviques sur leur voisin occidental ? La réponse est multiple :

Le parti socialiste allemand, malgré sa direction réactionnaire, était de loin le parti le plus structuré, le plus riche, le plus puissant de tous les partis socialistes existants. Il disposait d'un nombre élevé de militants aguerris, expérimentés, ayant un niveau de conscience, une détermination personnelle et un savoir théorique impressionnants. Le SPD, avec ses syndicats, ses troupes de théâtre, ses écoles de cadres et universités populaires, ses maisons d'édition, ses coopératives d'habitation, ses instituts financiers, constituait une véritable contre-société à l'intérieur de la société allemande.

Il y avait ensuite les étroits liens culturels entre la Russie et l'Allemagne. Nombre de dirigeants bolcheviques – du moins ceux qui avaient passé, ne serait-ce que quelques mois, par les universités ou qui avaient vécu en exil – parlaient couramment l'allemand et étaient souvent intimement familiers de la culture allemande. Cette culture était dominante dans les milieux intellectuels russes. Hegel, Marx, Engels étaient allemands, et nombreux étaient les révolutionnaires

d'octobre 1917 qui lisaient *la Phénoménologie de l'esprit, le Capital* ou *la Sainte-Famille* en version originale[10].

Nous disposons de témoignages précis du temps où Lénine, Zinoviev et Kamenev rédigeaient en commun, dans leur exil de Genève, le journal *Proletarii*. Lénine et son jeune disciple Zinoviev habitaient le quartier de la Jonction ; Kamenev avait trouvé abri dans l'ancien appartement de Plekhanov, rue de Candolle. Fréquemment, ils travaillaient à la bibliothèque de la Société de lecture, dans la belle salle du XVIII^e^ siècle, à la Grand'Rue. Ils étaient – les fiches en témoignent – des familiers de la littérature allemande. Lénine éprouvait un amour intense pour l'œuvre de Goethe. Mais il pouvait aussi être d'une ironie grinçante lorsqu'il parlait de l'arrogante banalité de certains dirigeants socialistes allemands. A Radek, il dit : « Les grands penseurs et poètes du peuple allemand ont passé au-dessus de leurs têtes comme un vol de gerfauts. »

Cette attitude *d'attente*, de *guetteurs* déterminait le perception du problème colonial par les bolcheviks : la révolution allemande – ils n'en doutaient pas un instant – allait non seulement se produire très prochainement, mais elle allumerait un incendie mondial (ou du moins européen), c'est-à-dire une succession d'insurrections révolutionnaires qui allaient mettre fin à la domination capitaliste sur l'ensemble des pays industrialisés et coloniaux. Une fois le pouvoir socialiste installé dans les métropoles, les empires coloniaux s'effondreraient d'eux-mêmes, puisqu'une des premières et des plus urgentes tâches des révolutionnaires prolétariens était justement de mettre fin à toute forme de domination qu'un peuple exerce sur un autre.

*

2. 1920 : la conversion

Vers le milieu de l'année 1920, la situation mondiale changea dramatiquement. En Allemagne, la république parlementaire, dirigée par Ebert,

Scheidemann, Noske, mais dont la réalité du pouvoir appartenait à la Reichswehr, aux grandes sociétés industrielles et bancaires et à la bourgeoisie conservatrice, se consolida. Grâce à l'alliance entre le gouvernement de Weimar et le corps des anciens officiers impériaux, les soviets de Berlin, de Munich, de Hambourg, de Leipzig, etc., furent écrasés. Une dernière grande insurrection ouvrière eut lieu. Cette fois-ci en Allemagne centrale, en Saxe et en Thuringe. Elle fut noyée dans le sang. Les insurrections ouvrières – en Hongrie, en Bohême –, les grandes grèves de France, d'Italie, d'Angleterre s'étaient brisées contre le pouvoir, un moment désorienté mais rapidement reconstitué, réorganisé, renforcé de l'oligarchie impérialiste et de la grande bourgeoisie capitaliste. En Pologne aussi, les choses tournaient mal. Le jeune général de l'Armée rouge Toukhatchevski avait reconquis l'Ukraine et conduit ses soldats, ouvriers et paysans, jusqu'aux portes de Varsovie. Là, l'Armée rouge subit une défaite cruelle qui lui fut infligée par le corps expéditionnaire français, dont faisait partie le jeune commandant Charles de Gaulle, et par des troupes levées par les grands propriétaires polonais.

La jeune Fédération russe des républiques socialistes soviétiques[11] couvrait maintenant une énorme étendue de territoires de plus de 20 millions de km^2. Ces terres s'étendaient des mers de glace et de la taïga sibérienne aux rives de la mer Caspienne, de la mer du Japon aux plaines d'Ukraine. Plus de 150 millions d'hommes appartenant à des centaines de peuples différents, dont près d'une vingtaine avaient leurs propres républiques, habitaient la galaxie soviétique. Mais cette Fédération était désespérément seule, encerclée de toute part, boycottée, ravagée par la guerre civile qui venait de s'achever, affamée.

Lénine et les bolcheviks s'étaient lourdement trompés : la révolution en Occident ne se matérialisait pas. Ils avaient commis une erreur d'analyse. Il fallait maintenant la corriger, passer à une autocritique sévère.

La nouvelle analyse de la situation s'appuie presque exclusivement sur la solidarité des révolutionnaires bolcheviques avec les peuples colonisés ou opprimés[12] du tiers monde.

Voici cette analyse :

Les classes dirigeantes capitalistes des grands États industriels d'Europe pouvaient résister victorieusement aux revendications de leur propre prolétariat parce qu'elles disposaient, au-delà des mers, d'immenses empires coloniaux. Ces empires étaient la source la plus féconde du surprofit, de la plus-value accumulée, bref : de la gigantesque puissance financière, militaire, politique des classes capitalistes métropolitaines. Lénine, en 1920 : « L'impérialisme britannique, en réduisant en esclavage des centaines de millions d'habitants d'Asie et d'Afrique, réussit ainsi à maintenir le prolétariat britannique sous la domination de la bourgeoisie. »

Même les capitalistes allemands, pourtant privés maintenant de leurs colonies (la Deutsche Ostafrika Gesellschaft dissoute, les monopoles brisés au Tanganyika, au Cameroun, dans le Sud-Ouest africain), réalisaient à nouveau des affaires fabuleuses grâce aux colonies. Les marchands de Lubeck, de Hambourg, de Brême, les grands armateurs avaient repris le quasi-monopole de la commercialisation et du transport du café arabica en Europe. En France, en Angleterre, mais aussi en Espagne, en Italie, une véritable oligarchie impérialiste, tirant ses profits essentiellement de l'accumulation à la périphérie, s'était constituée.

Pour affaiblir, puis, si possible, abattre les régimes capitalistes d'Occident, il fallait donc les couper de leurs principales sources de richesse, en bref, de leurs colonies. Lénine, dans un document de 1920, résume sous forme de thèses l'analyse de la nécessaire solidarité entre peuples colonisés et opprimés du tiers monde et mouvement ouvrier des pays industrialisés. Lénine : le capitalisme européen se maintient en vie avant tout par son exploitation des peuples coloniaux et opprimés. Le prolétariat européen ne pourra renverser ses maîtres que le jour où il aura réussi à assécher les sources du profit colonial. Car le profit colonial n'est pas seulement le fondement de la puissance répressive des gouvernements métropolitains, il permet aussi aux capitalistes de concéder aux ouvriers et autres classes dominées de la métropole des avantages sociaux qui aboutissent à la formation d'une aristocratie ouvrière et divisent gravement le mouvement socialiste. Le capitalisme ne peut être renversé que par deux forces travaillant la main dans la main : la révolution nationaliste dans les colonies, la

révolution prolétarienne en Europe. La Troisième Internationale ouvrière doit devenir le lien entre ces deux forces. Comme les colonies n'ont pas encore de prolétariat, la volonté révolutionnaire est, pour l'instant, représentée par les classes moyennes. Un vrai prolétariat autochtone ne pourra se développer qu'après le départ du colonisateur, lorsque naîtra une industrie nationale. La révolution nationaliste doit être appuyée : en permettant la naissance ultérieure d'un prolétariat autochtone, elle rend en même temps possible la révolution socialiste à venir.

Lénine conclut : durant une première période, la révolution dans les colonies ne sera pas communiste mais bourgeoise-démocratique, portant avec elle des revendications qui ne sont pas communistes mais bourgeoises (respect de la propriété privée, liberté du marché, etc.). Mais, dès que possible, les partis communistes des colonies devront fonder des soviets d'ouvriers et de paysans : ils devront entrer le plus rapidement possible en concurrence avec les classes bourgeoises afin de prendre la direction du front de libération anticoloniale.

Deux congrès particulièrement importants, convoqués par Lénine à quelques mois d'intervalle, en 1920, concrétisent la nouvelle stratégie de solidarité du mouvement ouvrier d'expression communiste avec les mouvements nationalistes, anticoloniaux du tiers monde : le *congrès dit des peuples de l'Orient*, d'une part, le *II^e^ congrès de la Troisième Internationale*, de l'autre.

En septembre 1920 se réunit à Bakou (Azerbaïdjan) la conférence mondiale des mouvements de lutte anticoloniale[13]. 1891 délégués, dont 55 femmes, se rendirent à la convocation. Les mouvements, partis et organisations les plus divers répondirent à l'appel des bolcheviks : le Congress Party indien du Mahatma Gandhi, l'organisation nationaliste des Patriotes afghans, les seigneurs féodaux – les khans – du nord de l'Iran, les princes des tribus arabes de Hedjaz, les notables de Mésopotamie. Les républicains chinois y côtoyèrent les délégués noirs sud-africains de l'Industrial and Commercial *Workers Union* de Kadalie et la League of African Rights de Buntig.

Le congrès des peuples de l'Orient n'était pas un congrès de l'Internationale mais fut convoqué par un comité *ad hoc* présidé par Lénine.

En 1920, les bolcheviks étaient mal connus des peuples du monde et surtout des peuples coloniaux. Leur État n'avait ni réseau mondial d'ambassades, ni système planétaire de communications. Leur pays était un immense territoire assiégé, économiquement peu développé, ravagé par la guerre civile, isolé du monde extérieur.

D'où vient donc cette extraordinaire crédibilité, cette formidable espérance que provoque l'appel de Lénine aux peuples colonisés ? Une affaire particulière joue un grand rôle dans ce contexte : c'est l'affaire dite des papiers du Foreign Office. Les puissances de l'Entente – les puissances luttant contre l'Allemagne impériale, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman – avaient développé dès le début de la Première Guerre mondiale une stratégie d'insurrection anticoloniale dans les territoires africains, moyen-orientaux, asiatiques contrôlés par leurs ennemis. La France et l'Angleterre notamment finançaient les mouvements anticoloniaux dans les territoires ottomans de Syrie, de la péninsule arabique, de Mésopotamie, de Palestine ainsi que dans les territoires allemands d'Afrique orientale, occidentale et australe. Un autre exemple : la colonie allemande de Shan-tung (Chine) était puissamment défendue par une flotte de guerre allemande et des troupes de garnison retranchées dans des forteresses. Les troupes allemandes avaient pendant des semaines résisté aux bombardements britanniques. Elles furent finalement vaincues par l'insurrection des nationalistes chinois – financés, armés par l'Angleterre – qui s'était développée dans l'arrière-pays. Durant la Première Guerre mondiale, donc, les puissances de l'Entente furent capables de mobiliser, dans les territoires coloniaux de leurs adversaires, les mouvements insurrectionnels les plus divers. L'aventure du sergent anglais Thomas Edward Lawrence, agent de l'Intelligence Service, connu sous le nom de « Lawrence d'Arabie », est à ce titre exemplaire : à la tête des tribus insurgées arabes, Lawrence parcourt le désert de la péninsule arabique, prend Médine et La Mecque, tenues par les Husseini, fidèles des Turcs ; il atteint le chemin de fer de Hedjaz, prend Bagdad et Jérusalem, puis entre à Damas[14].

L’Angleterre, la France et la Russie tsariste ne pouvaient réussir cette politique d’alliance avec les mouvements anticoloniaux des territoires allemands et ottomans qu’en promettant à leurs chefs l’indépendance de leur pays dès la victoire militaire acquise en Europe par l’Entente. Or, cette politique était fondée sur un mensonge : en 1914, la France, la Russie tsariste, l’Angleterre avaient signé, en grand secret, un ensemble de protocoles qui réglaient d’avance la distribution entre eux des territoires coloniaux – africains, asiatiques, moyen-orientaux – conquis sur l’adversaire. En 1917, les révolutionnaires bolcheviques entrèrent dans les bureaux du ministère des Affaires étrangères du gouvernement Kerenski. Ils y découvrirent les copies des accords secrets entre les puissances de l’Entente. Lénine décida de les rendre publics : il fit porter par des messagers les documents de la trahison aux principaux dirigeants des plus importants mouvements anticoloniaux, alliés aux puissances de l’Entente. Le prestige des bolcheviks parmi ces combattants anticoloniaux, trompés par les puissances capitalistes de l’Entente, devint dès lors immense.

L’histoire des protocoles secrets est en fait plus compliquée. Les bolcheviks avaient infiltré, de longue date, un agent déterminé et habile à l’intérieur du cabinet du ministre des Affaires étrangères du gouvernement tsariste d’abord, du gouvernement de Kerenski ensuite : Lénine connaissait la teneur des protocoles coloniaux bien avant la prise du Palais d’hiver. Il avait eu le temps de mettre au point un plan complexe d’exploitation de ces protocoles auprès des principaux mouvements anticoloniaux, surtout du Moyen-et de l’Extrême-Orient.

Lorsque, le 25 octobre 1917 au matin, les dirigeants bolcheviques – outre Lénine, Kamenev, Sokolnikof, Bons-Brujevic, Staline – se réunissent à Smolny, rédigent les ordres de mission pour les courriers qui attendent dans l’antichambre, Lénine a, dans sa poche, un discours rédigé la veille. Il le prononcera devant le soviet de Saint-Pétersbourg le 25 octobre, à 14 h 30. Pari insensé : durant la journée les dispositifs militaires, insurrectionnels se mettent en place, l’attaque ne devant avoir lieu qu’après la tombée de la nuit. Lénine parle en plein après-midi. L’annonce de la découverte des protocoles et la décision de les rendre publics forment un point essentiel de ce discours

historique où Lénine, pour la première fois, parle avec l'autorité du révolutionnaire victorieux :

> Camarades ! La révolution ouvrière et paysanne, dont les bolcheviks ont toujours proclamé la nécessité, a lieu en ce moment même. […] La paix juste, immédiate, que nous proposerons à la démocratie internationale aura partout un retentissement dans les masses prolétariennes. […] Afin de renforcer cette confiance du prolétariat, il est nécessaire de publier immédiatement tous les accords secrets.

L'année 1920 fait surgir des hommes nouveaux. Des hommes passionnants : les Perses Sultan Zadeh et Dajavad Zadek ; le Turc Suleiman Nury, Tan Malaka d'Indonésie et Tahar Budenge de Tunisie. Il y a aussi l'étonnant Makhul bey, l'un des chefs du Comité des musulmans révolutionnaires. Ce Comité joua un rôle crucial dans les nombreuses « insurrections de la foi » de ces années de l'immédiat après-guerre : en Tripolitaine (Libye), les musulmans révolutionnaires conduisirent une révolte populaire anticoloniale qui coûta la vie à 35 000 Italiens ; plus de 70 000 fusils, mitrailleuses, pistolets et une énorme quantité de munitions tombèrent entre les mains des insurgés, qui, à l'approche d'un nouveau corps expéditionnaire italien, se retirèrent vers le sud et continuèrent la lutte de guérilla dans le désert. Du même Comité sortit l'état-major clandestin de l'insurrection au Maroc. Les musulmans révolutionnaires conduisirent, à la même époque, d'autres révoltes de la foi contre les colonisateurs infidèles à Java, en Égypte, en Inde et en Albanie. Parmi les dirigeants les plus prestigieux du Comité, il y avait l'iman Yaba du Yémen.

Pourtant, l'une des figures les plus attachantes de tous les révolutionnaires des pays colonisés, surgis sur la scène mondiale en 1920, s'appelle Manabendra Nath Roy. Agé de vingt-deux ans en 1920, Roy était issu d'une riche famille de brahmanes de Bombay. Il était d'une grande beauté et d'une évidente distinction dans son comportement. C'était un homme qui ne supportait plus ni l'humiliation qui lui était infligée par l'arrogance des fonctionnaires

britanniques, ni l'atroce misère de ses compatriotes, qu'il côtoyait tous les jours depuis qu'il avait rompu avec sa classe d'origine pour travailler comme organisateur syndical dans le port de Bombay. Étudiant à Berlin au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale, il avait adressé un mémorandum à l'état-major impérial allemand pour que celui-ci envoie une flotte en Inde afin de libérer le peuple indien de l'oppression britannique ! Lénine fit de Roy un révolutionnaire et un marxiste. Il lui apprit l'humilité devant l'histoire. Lui expliqua que, dans un pays tel que l'Inde, des phases préliminaires du développement social devaient être franchies avant qu'il ne devienne possible d'organiser la victoire de l'insurrection des ouvriers et des paysans. Roy, lentement, devint un vrai révolutionnaire, capable de reconnaître et de dépasser ses erreurs, de défendre avec obstination une idée tout en mettant entre parenthèses sa propre personne, ses émotions, ses désirs intimes. De faire abstraction de l'animosité personnelle et des attaques blessantes dont il pouvait être l'objet. Lisant beaucoup, apprenant sans cesse, il devint un intellectuel, un dirigeant influent du mouvement anticolonial mondial.

Après la conférence de Bakou, la Troisième Internationale organisa de façon systématique la collaboration des révolutionnaires communistes avec les mouvements pluriclassistes de libération nationale des pays colonisés. Les bolcheviks ne connaissaient pratiquement pas l'Afrique, ils n'avaient que très peu de contacts avec elle. (L'Internationale communiste avait des militants noirs, mais ils étaient, à cette époque, presque tous antillais, afro-américains ou issus de la diaspora africaine d'Amérique latine.) En Extrême-Orient et au Proche-Orient, c'était autre chose. Là, les bolcheviks étaient chez eux : ils avaient, grâce aux communistes d'origine musulmane, leurs entrées partout. Par exemple, le jeune Tatar Mirza Sultan Galiev, un bolchevik de la première heure, fut auprès des Bachkirs et des Ouzbeks d'Afghanistan, des Patchouns de l'Inde britannique, des Mongols, des sikhs du Pendjab, des Turkmènes de Chine, un messager précieux. Le Comité exécutif de l'Internationale était en rapport permanent avec les noyaux révolutionnaires de Chine, surtout ceux qui développaient leur résistance clandestine à l'intérieur des « concessions » européennes de Canton, de T'ien-Tsin, de Shanghai. Des organisations révolutionnaires d'inspiration

communiste travaillaient dans différentes régions de l'immense empire britannique des Indes, surtout dans le Sind, dans le grand port océanique de Karachi, mais aussi dans le Pendjab, à Amritsar, également au Bengale et à Calcutta.

Des réseaux communistes étaient actifs, travaillant contre l'occupant anglais, en Égypte, notamment à Alexandrie, à Port-Saïd et à Suez. En Mésopotamie occupée par les Britanniques et en Perse, l'Internationale communiste pouvait s'appuyer sur des militants décidés, capables, aguerris. En Indonésie, des syndicalistes, des intellectuels hollandais, viscéralement opposés aux méthodes d'exploitation particulièrement brutales du gouvernement de la métropole, luttaient depuis plus d'une génération déjà aux côtés de prolétaires autochtones des usines de Djakarta et de ceux des plantations de caoutchouc et de thé de Java. Dans tous ces pays, les envoyés de l'Internationale étaient reçus à bras ouverts et purent presque immédiatement commencer un travail d'organisation remarquable[15].

J'insiste : les mouvements anticoloniaux, pluriclassistes de libération nationale étaient, pour la plupart, dirigés par les classes bourgeoises nationales ou parfois par des hommes issus des classes féodales. En Perse, ce fut le grand chef féodal du Nord, Kutchuk khan, qui, contre l'occupant anglais, proclama le république démocratique de Perse. En Azerbaïdjan, au Kurdistan, c'étaient également les chefs féodaux qui menaient – avec détermination et intelligence – la lutte de libération contre le tuteur étranger. Le fondateur du mouvement de libération antibritannique « Jeune Afghanistan », Amanhulla khan, était lié à la famille royale de Kaboul ; le principal chef militaire du mouvement, Mohamed Wali khan, était lui aussi d'origine aristocratique. En Syrie, après l'écrasement de la révolte des bourgeoisies et prolétariats urbains de Homs, de Latakieh et de Damas, les féodaux druzes prirent la direction de la résistance antifrançaise. Le parti du Wafd regroupait essentiellement la haute et moyenne bourgeoisie du Caire, de Damiette, d'Alexandrie : ce parti était à l'avant-garde de la lutte antibritannique en Égypte[16]. Dans l'empire britannique des Indes, le mouvement anticolonial était conduit par le parti du Congrès. Ce parti multiforme, contradictoire, avait été fondé par un jeune avocat du barreau de Londres, né en

Afrique du Sud : Gandhi. Le Congrès était dominé, dans pratiquement toutes les régions de l'immense empire, par les grandes et moyennes bourgeoisies hindoues ou musulmanes. En Chine, le principal parti anti-impérialiste et nationaliste s'appelait le Kuo-mintang ; il était dirigé par les grands marchands et les financiers de la Chine du Sud.

En bref : dans les luttes de libération nationale de pratiquement tous les pays colonisés, les bourgeoisies nationales, locales (ou les classes féodales) assumaient tout naturellement le rôle dirigeant. Les partis communistes, quand ils existaient, les forces prolétariennes (travailleurs des plantations, ouvriers de l'industrie et des ports, etc.) devaient presque partout se soumettre à la direction bourgeoise du mouvement et remettre à plus tard leurs aspirations à la révolution sociale. Or, ces grands propriétaires féodaux, ces bourgeois nationalistes des villes, s'ils combattaient souvent avec courage le régime colonial, menaient, face à leurs propres peuples, une politique d'exploitation, de discrimination. Dans de nombreux pays – notamment en Asie –, les classes féodales et les bourgeoisies autochtones infligeaient aux travailleurs locaux des traitements plus cruels, plus cyniques que le colonisateur lui-même.

La stratégie de la solidarité pluriclassiste imposée par la Troisième Internationale heurta ainsi de plein fouet certaines des aspirations les plus intimes des communistes des pays colonisés : celles, notamment, du renversement prioritaire des structures sociales locales, archaïques, injustes, génératrices de misère et d'humiliation.

Et en 1920, pour la première fois depuis la révolution d'Octobre, l'autorité personnelle de Lénine fut mise en échec quelques heures durant, par un congrès de l'Internationale ! Pour s'en convaincre, il faut relire les procès-verbaux de la dernière séance du II^{e} congrès de l'Internationale communiste, tenu à Moscou en juillet 1920. L'ordre du jour était épuisé. Les délégués aussi. Zinoviev, qui présidait la dernière séance, annonça la clôture des débats. C'est alors que Serrati, anarcho-syndicaliste italien, se lève, rouge de colère. Il dit :

> Les thèses de Lénine et de Roy[17] sont hautement dangereuses. Elles nous induisent en erreur. La définition du terme de pays arriéré est, de loin, trop vague et manque de précision. Elle pourra être utilisée pour toute une foule d'interprétations chauvines. […] La libération nationale d'un peuple ne peut jamais être révolutionnaire, c'est-à-dire aboutir à la libération réelle des plus pauvres, la libération de la misère, de l'humiliation, de l'exploitation, si elle n'est pas conduite et dirigée par la classe ouvrière. […] La vraie libération des nations opprimées ne peut être réalisée que par la révolution prolétarienne et par les soviets, pas par des alliances occasionnelles des partis communistes avec les soi-disant partis révolutionnaires bourgeois.

Serrati ne décolère pas :

> Tout au contraire ! De telles alliances ne peuvent conduire qu'à un affaiblissement de la conscience de classe du prolétariat, particulièrement dans le petit nombre de pays où les ouvriers luttent contre le capitalisme.

Il se tourne vers Lénine, vers Roy :

> Vos thèses, leur clarté insuffisante, donnent des armes aux nationalistes pseudo-révolutionnaires de l'Europe occidentale dans leur lutte actuelle contre l'action véritablement internationaliste des communistes. Pour cette raison, je vous le dis, je ne voterai pas pour ces thèses.

La réaction de Serrati, le violent rejet de toute analyse qui pouvait – ne serait-ce que de très loin – être utilisée, pervertie, détournée par des propagandistes du chauvinisme militariste et bourgeois était, à première vue, parfaitement compréhensible. Serrati venait d'Italie. Benito Mussolini, ancien rédacteur de l'*Avanti*, ancien ouvrier maçon, ancien socialiste, commençait à

organiser ses chemises noires – noires parce que les fascistes portaient le deuil de la perte de l'Éthiopie[18]. Les truands du Fascio tabassaient les syndicalistes, les orateurs socialistes. Ils terrorisaient les banlieues ouvrières des villes du Sud. Et surtout : leur propagande raciste, grandiloquente, colonialiste et chauvine faisait des ravages terribles dans un prolétariat italien durement affecté par les privations, les licenciements, le désespoir rampant de ces années de l'immédiat après-guerre.

Serrati était persuadé que les thèses de Lénine exigeant, pour un temps, de s'allier, pire : de se soumettre, à la direction bourgeoise des mouvements de libération allaient encore augmenter la confusion dans l'esprit des ouvriers italiens. En Italie, plus que jamais auparavant, les forces révolutionnaires avaient besoin d'un front clair, d'une perception nette de l'ennemi. La réaction de Serrati me paraît donc explicable.

Ce qui, en revanche, m'est assez incompréhensible, c'est le silence obstiné que Serrati avait gardé pendant toute la durée du congrès. Dans la salle, les placides Slaves, les délégués latins, les Mongols, les révolutionnaires juifs et même le Français Rosmer, pourtant ami intime et défenseur constant de Serrati, étaient consternés. L'épuisant travail de quatre jours et trois nuits de débats était remis en question. Car tel était, dans ces premiers congrès de la Troisième Internationale, le respect de la démocratie (les choses devaient changer dramatiquement plus tard !) qu'il était impensable, pour les délégués, de se séparer sur un désaccord aussi grave. Si Serrati était à ce point opposé au bouleversement stratégique, aux nouvelles directives, aux alliances avec les mouvements nationalistes bourgeois, c'est que les auteurs des thèses introductives, les différents délégués des différents pays ne s'étaient pas exprimés avec suffisamment de clarté, avec suffisamment de précision. Il fallait donc reprendre l'ouvrage, aller plus loin dans l'explication.

La chaleur était étouffante en cet été 1920 à Moscou. Les chemises des délégués étaient trempées de sueur. Une odeur âcre flottait dans la salle, très vaste, mal aérée, aux parois couvertes de lourdes boiseries. Des draps précieux en guise de drapeaux tombaient des balcons, les tribunes étaient bourrées de spectateurs. Entre les tables des délégués, une foule de messagers, de badauds,

de parents et d'amis circulait sans cesse. Braunthal publie une saisissante photo de la salle : Lénine à la tribune des orateurs, Henry Guilbeaux, Paul Lévi, Zinoviev et Kamenev assis derrière lui à la majestueuse tribune surélevée. Les prolétaires du monde étaient installés chez le tsar[19].

Wijnkoop hurla : « Pourquoi n'as-tu pas parlé avant ? Tu sabotes volontairement ce congrès… C'est inadmissible. » Serrati, sa barbe noire tremblant d'émotion, les lunettes embuées, riposta : « Tu n'es qu'un sale opportuniste, Wijnkoop. Je n'ai de leçons à recevoir de personne et surtout pas de toi. » Zinoviev, qui présidait tant bien que mal la séance, s'en mêla. A plusieurs reprises, il frappa de quelques coups de marteau énergiques la précieuse table présidentielle : « Serrati, tu te comportes d'une façon qui n'est pas digne d'un camarade. »

Le jeune Roy perdit complètement le contrôle de lui-même. Il crut percevoir dans l'attaque de Serrati une des manifestations coutumières de l'arrogance des Européens face aux peuples noirs, bruns, jaunes des colonies. Le racisme exhiberait sa face hideuse même ici, dans cette salle où était réunie l'avant-garde des peuples du monde ? Roy en fut brusquement persuadé. Il s'écria : « Serrati appelle contre-révolutionnaires les thèses de Lénine et les miennes… Je demande que les déclarations de Serrati soient rayées du procès-verbal… Ce sont des déclarations impérialistes et réactionnaires… » Puis il se lança dans une interminable analyse compliquée des luttes paysannes et ouvrières en Inde. Personne ne l'écouta, il continua à crier.

Wijnkoop renchérit : « Cette déclaration de Serrati est une honte… Serrati insulte le parti communiste hollandais. Roy a raison, cette intervention doit être biffée du procès-verbal. »

Serrati était un homme dur, mûri par des années de prison et par une multitude de grèves très pénibles qu'il avait conduites dans les mines de Toscane – de Campiglia, de Piombino, de San Vincente – aux côtés de son ami Danilo Gori. Il fut néanmoins ému par la réaction de Roy.

Le racisme était certainement le dernier sentiment qu'il pouvait éprouver. Serrati fut à son tour effaré qu'on pût lui prêter des pensées d'une telle monstruosité. Le silence se rétablit brusquement lorsqu'il se leva. Tout le monde

dans la salle avait remarqué son extrême pâleur : « Non, camarade Roy. Je n'avais pas l'intention de traiter tes propositions de contre-révolutionnaires… Si j'avais pensé qu'elles l'étaient, je me serais battu contre elles en cours de congrès… Je crois simplement que tu as tort quand tu penses que toutes les révolutions nationalistes ont un contenu social. Ce n'est, simplement, pas vrai. » Serrati était absolument opposé à la collaboration de l'Internationale communiste avec tous les bourgeois nationalistes. Il proposa que le congrès adopte la solution suivante : envoyer des salutations fraternelles à tous les mouvements de libération nationale de tout le monde colonial et offrir une collaboration cas par cas. Toute autre solution, celle notamment préconisée par Lénine et Roy, de soumettre les forces communistes, paysannes et ouvrières – minoritaires dans les mouvements de libération anticoloniale – aux exigences, aux priorités, au commandement des classes bourgeoises ou féodales qui dirigeaient ces mouvements, signifiait pour Serrati une démission intolérable devant la réaction autochtone.

Pourquoi ce tollé ? Serrati avait, sans le savoir, touché une plaie secrète : en fait, Lénine proposait une formidable réhabilitation de la bourgeoisie, de son rôle historique. Or, à Moscou, étaient réunis des hommes et des femmes du monde entier. Parmi eux, plusieurs délégués venus de pays européens avaient passé de longues années en prison, sur le front des grèves, dans les manifestations de masse durement réprimées par la police. Ils avaient vu mourir nombre de leurs camarades à leurs côtés, victimes d'attentats des milices patronales. D'autres, surtout des Allemands, des Autrichiens, des Lituaniens, des Polonais, avaient été victimes des tortionnaires des corps francs. Leur vie de famille avait souvent été détruite par l'ostracisme social, la répression quotidienne dans les quartiers, sur les lieux de travail. Ils avaient la haine du bourgeois chevillée au corps.

Et que dire des délégués de couleur issus des peuples colonisés ? Pour ceux des colonies hollandaises, de Java et Sumatra, de la colonie britannique de l'Inde, des possessions françaises de Tunisie, d'Algérie et du Maroc, l'humiliation était quotidienne.

A toutes ces femmes, à tous ces hommes, Lénine et Roy, après une analyse irréfutable de la contradiction entre la bourgeoisie nationale et le pouvoir

colonial, demandaient maintenant de reconnaître le rôle révolutionnaire des bourgeois dans les colonies. Ils leur demandaient de se soumettre à l'évidence de l'histoire, de rejoindre les mouvements de libération anticoloniale, de mettre entre parenthèses leurs aspirations immédiates de justice sociale. Lénine exigeait d'eux qu'ils acceptent le commandement des patrons et propriétaires nationaux, qu'ils leur donnent leur vie.

La stratégie mise en œuvre à Bakou et à Moscou en 1920 ressemblait à une marche sur la crête d'une montagne. Le sentier était bordé d'abîmes. Comment éviter la démobilisation des faibles forces communistes dans les pays colonisés ? Comment leur expliquer qu'il fallait lutter contre le colonisateur, donner sa vie mais renoncer à diriger cette lutte ? Pire : se soumettre à la direction des bourgeois et des grands propriétaires qui, dans leur pratique quotidienne, continuaient à exploiter les classes autochtones démunies, classes dont justement les communistes incarnaient l'avant-garde ? Le nihilisme guettait les communistes des colonies. Le désespoir. L'Internationale exigeait d'eux la quadrature du cercle : elle prônait leur soumission à la direction bourgeoise du mouvement anticolonial, tout en leur demandant de lutter pour conquérir cette direction.

La nuit était tombée depuis longtemps déjà. Une odeur de vin renversé emplissait la salle. Des nuages de fumée montaient des tables. Sur les genoux des femmes, les enfants, depuis longtemps, étaient endormis. Les lourdes boiseries du palais Saint-Georges retenaient la chaleur. Les rideaux de brocart empêchaient l'air de la nuit d'entrer dans la salle. Lénine, qui, sa vie durant, fut un piètre orateur et un mauvais écrivain[20], était cependant un organisateur hors pair et un formidable pédagogue. Patiemment, il reprit son explication : si les empires coloniaux anglais, français, hollandais, japonais, italien devaient basculer, se fissurer, s'écrouler, ce ne serait évidemment pas sous les coups de quelques milliers de dockers communistes du port de Calcutta, de quelques centaines d'ouvriers du textile insurgés à Alexandrie ou des manifestations de rue des intellectuels marocains ou tunisiens, férus de doctrine marxiste et décidés à donner leur vie pour la révolution. Seuls les mouvements armés (ou non) de libération nationale, unissant en leur sein toutes les couches de la société

dominée, étaient capables d'ébranler ces empires. Ces mouvements recelaient un extraordinaire potentiel révolutionnaire : les paysans propriétaires de leurs terres, les usuriers qui les matraquaient, les journaliers agricoles, les travailleurs migrants, les marchands des villes, les membres des professions libérales, les mineurs et les dockers, les employés administratifs, les étudiants, les imans, les marabouts, les cheiks et les prédicateurs chrétiens – chaque homme vivant sous la domination d'une puissance coloniale était un homme nié dans son être, privé de sa liberté, dépouillé de sa dignité. Cela quelles que fussent les souffrances qu'il infligeait à son tour à d'autres colonisés, quelles que fussent les humiliations qu'il subissait lui-même de la part de ses compatriotes.

Ce n'était pas la faute de Lénine si la conscience de classe des populations les plus modestes – des travailleurs journaliers, des petits paysans, des ouvriers – était encore si peu développée dans les colonies. Pas sa faute si le Sarekat Islam et non le parti communiste soulevait les campagnes d'Indonésie. Pas sa faute non plus si l'emprise extraordinaire exercée sur l'esprit des masses urbaines les plus pauvres – en Égypte, au Maroc, en Tunisie – était celle de l'énigmatique Comité des musulmans révolutionnaires.

Malgré leurs qualités humaines, leur don de soi, leur lucidité, les communistes n'étaient pas parvenus à prendre la direction idéologique et pratique de ce torrent d'émotions, de croyances, de volonté de toutes sortes qu'était le mouvement nationaliste anticolonial. Décimés par la répression, les communistes ne pouvaient prétendre à la direction effective de cet amalgame de classes, d'appétits sociaux, d'hostilités interethniques, de contradictions religieuses qui formait la réalité du mouvement. Les communistes étaient peu nombreux. Et surtout : ils étaient coupés maintenant du soutien qu'aurait pu, qu'aurait dû leur apporter le prolétariat des métropoles. La révolution ayant échoué en Occident, le prolétariat métropolitain était pratiquement sans influence sur les événements dans les colonies.

Les mouvements de libération anticoloniale étaient partout dirigés par les bourgeois des villes, par les grands propriétaires des campagnes. L'influence sur les masses des dignitaires religieux – musulmans en Égypte, au Maghreb, en Indonésie, sikhs au Pendjab, coptes en Érythrée – était-elle démesurée ? Lénine

n’y pouvait rien ! C’était ainsi. Il fallait donc épouser dans la présente phase de l’histoire, non la logique de l’insurrection prolétarienne et de la révolution sociale, mais celle, plus lente, plus confuse, de la marche vers l’indépendance des peuples colonisés, toutes classes confondues.

L’aube déjà filtrait à travers les lourds rideaux du palais lorsque Zinoviev parvint enfin à mettre au vote les thèses de Lénine et de Roy. Elles furent acceptées à l’unanimité, moins quatre abstentions.

---

1. *Remarque de méthode :* il convient de distinguer trois sortes de textes fondamentaux (outre les procès-verbaux des séances). Je les évoque à tour de rôle dans ce chapitre. Il s’agit d’abord des vingt et une thèses, élaborées par Lénine, envoyées avant le congrès à tous les partis socialistes du monde, l’adhésion à la totalité de ces thèses étant la condition à l’adhésion à l’Internationale communiste. Ensuite, je fais référence à l’appel diffusé le 24 janvier par la radio de Moscou, publié dans la *Pravda* et porté par des messagers à de nombreux partis ; il s’agit de l’invitation au congrès fondateur devant s’ouvrir à Moscou le 2 mars 1919. Il y a enfin le manifeste dont l’élaboration est confiée à Trotski ; c’est le texte bilan adopté par le congrès fondateur, résumant l’essentiel des points de convergence entre les délégués. Après la clôture du congrès, il fut diffusé largement dans le monde entier par le nouveau Comité exécutif de l’Internationale.
   Pour toutes les citations, je me réfère aux documents et procès-verbaux publiés par le Royal Institute for International Affairs, sous la responsabilité de Jane Degras : cf. *The Communist International*, vol. I, 1919-1922 ; vol. II, 1923-1928, Oxford University Press, 1956 et 1960.
2. Cf. J. W. Hulse, *The Forming of the Communist International*, Stanford University Press, 1964.
3. Pour une exégèse de cet appel et des conditions historiques qui lui donnent naissance, cf. Pierre Frank, *Histoire de l’Internationale communiste 1919-1943*, Paris, La Brèche, vol. I, 1979, p. 42 *sq*.
4. Sur ce point – et quelles que soient leurs nombreuses divergences –, tous les principaux biographes de Luxemburg sont d’accord. Cf. notamment : Gilbert Badia, *Rosa Luxemburg*, Paris, Éditions sociales, 1975 ; Frederik Hetmann, *Rosa L., op. cit.*
5. Ce texte et d’autres ont été publiés trois ans après sa mort par son ami Paul Lévi sous le titre *Die russische Revolution*, Leipzig, Verlag Neuer Weg, 1922.
6. Julius Braunthal, *op. cit*., vol. II.
7. Angelica Balbanova, *My Life as a Rebel*, 1re éd. en langue étrangère, Londres, 1938.
8. Victor Serge et Jules Humbert-Droz deviendront, après leur rupture avec le Komintern, deux des écrivains politiques les plus intéressants de ce demi-siècle. Je fais, au cours de mon livre, souvent appel a leur témoignage. Leurs principaux ouvrages :
   Victor Serge, *Mémoires d’un révolutionnaire, 1901-1941*, Paris, Éd. du Seuil, 1951 ; *Destin d’une révolution 1917-1931*, Paris, Grasset, 1937 ; *Le Tournant obscur*. Les Éditions de l’île d’or, 1951 (diffusion Pion) ; *Portrait de Staline*, Paris, Grasset, 1940.

Jules Humbert-Droz, *De Lénine à Staline, dix ans au service de l'Internationale communiste, 1921-1931*, Neuchâtel, La Baconnière, 1971 ; *L'Origine de l'Internationale communiste*, Neuchâtel, La Baconnière, 1968.

9. Étrange méprise de Lénine : l'écrasement de l'insurrection spartakiste, en janvier 1919, n'était considéré par lui que comme une bataille perdue et non comme la défaite définitive de la révolution allemande.
10. Lénine, né dans une famille de petite noblesse de fonction, avait un grand-père allemand et parlait l'allemand comme le russe.
11. Rappel : la FRSS ne deviendra Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) que lors de l'adoption de sa seconde Constitution en 1922.
12. L'Internationale distingue entre peuples colonisés et peuples opprimés : les premiers sont privés de toute liberté, de toute indépendance ; les seconds gardent une souveraineté formelle, mais souffrent de la tutelle étrangère (exemples : la Perse, la Turquie).
13. Cf. *Le Premier Congrès des peuples de l'Orient, Bakou, 1er-8 septembre 1920*, compte rendu sténographique, réédition en fac-similé, Paris, Maspero, 1971.
14. Thomas Edward Lawrence décrit sa propre aventure dans son livre *The Seven Pillars of Wisdom*, trad. fr., Paris, Payot, 1980.
15. Les idées marxistes et socialistes s'étaient répandues chez les peuples coloniaux bien avant 1920. Cf. à ce sujet dans l'ouvrage collectif de Georges Haupt et Madeleine Rebérioux, *La IIe Internationale et l'Orient, op. cit.*, 3e partie, p. 267 *sq. :* les études de Jean Chesneaux, A. B. Belenki, E. N. Komarov, A. S. Araneta, Alexandre Bennigsen, N. K. Belova, Mohamed Saleh Sfia sur « La naissance du socialisme en Orient ».
16. *Wafd* veut dire « délégation » en arabe. Le parti naquit en 1918, lorsqu'une délégation se rendit auprès du khédive pour réclamer l'indépendance du pays et une constitution pour le peuple.
17. Lénine avait confié à Roy la présentation et l'explication d'une partie des thèses qu'il avait lui-même élaborées pour le IIe Congrès.
18. Une première tentative de conquête italienne en Éthiopie avait échoué avant la guerre. Les colonies italiennes de la corne de l'Afrique se limitaient à l'Érythrée et à la Somalie. Selon Mussolini, les puissances occidentales, notamment l'Angleterre dont l'influence était alors déterminante à Addis-Abeba, avaient « volé » l'Éthiopie à l'Italie. D'où le deuil des fascistes symbolisé par le port de la *chemise noire*. (La conquête par Mussolini de l'Éthiopie aura finalement lieu en 1936.)
19. Julius Braunthal, *op. cit.*, vol. II, p. 193.
20. Dès 1924, Staline instaure le culte de Lénine. Staline se servait de la déification de son prédécesseur pour asseoir son propre pouvoir, sa propre légitimité.

II

La décadence

Il est raisonnable, à portée de tous. Il est facile.
Toi qui n'es pas un exploiteur, tu peux le comprendre.
Il est fait pour toi, renseigne-toi sur lui.
Les sots l'appellent sottise et les malpropres, saleté.
Il est contre la saleté et contre la sottise.
Les exploiteurs disent que c'est un crime.
Nous, nous savons :
Il est la fin des crimes.
Il n'est pas une absurdité.
Mais la fin de l'absurdité.
Il n'est pas le chaos,
Mais l'ordre.
Il est chose simple.
Difficile à faire.

BERTOLT BRECHT, « Éloge du communisme », dans *Poèmes*, vol. III, *op. cit.*

1. Les nationalités

L'Empire tsariste était un vaste empire multi-ethnique. Sur son territoire habitait une population bigarrée, multiforme. Des peuples européens, caucasiens,

turcs, mongols, sibériens se bousculaient entre les rives de la mer du Japon et les plaines de Pologne.

L'un des aspects les plus détestables de l'autocratie tsariste était sa politique de colonisation interne. Tous les postes de pouvoir – dans l'administration, l'armée, les appareils religieux – avaient été tenus par des Russes. Les Russes régnaient, et souvent avec quelle arrogance bornée, avec quelle férocité, sur une multitude de peuples. Ceux-ci étaient privés de tout droit à l'expression culturelle, à l'autonomie administrative, à la mobilité sociale.

Le droit à l'identité culturelle et à l'autodétermination politique, judiciaire, économique constituait une revendication immémoriale de pratiquement tous les peuples de l'Empire des tsars. Droit toujours refusé par la tyrannie impériale.

Le problème des nations, des nationalités et de leur insertion dans le grand projet de la révolution mondiale exigerait un livre à lui seul tant sont complexes les débats et les conflits qui ravagent, à la fin du XIX^e^ et au début du XX^e^ siècle, les différentes fractions du mouvement ouvrier international.

Le 3 avril 1917, Lénine arrive en gare de Moscou, revenant de près de vingt ans d'exil en Europe occidentale. Le même mois, la direction du parti bolchevique convoque un congrès pour fixer une fois pour toutes sa stratégie sur la question nationale. Staline prépare le rapport. Sa conclusion : tous les peuples habitant la République russe ont droit à la sécession, c'est-à-dire à l'indépendance immédiate, pleine et entière.

Boukharine et ses amis attaquent violemment cette position, invoquant le spectre de l'éclatement de la République[1]. Lénine défend la position de Staline : les révolutionnaires, à l'œuvre au sein de tous les peuples si longtemps opprimés par les tsars, imposeront l'adhésion à une Fédération socialiste à venir.

Au cours de ce même printemps 1917, des mouvements spontanés à très large échelle éclatent partout dans la République. Les Ukrainiens, les Géorgiens, les Arméniens, etc., constituent des soviets, un peu partout. Ces soviets exigent le droit à l'autodétermination nationale. Le 29 mai, à Saint-Pétersbourg, un soviet constitué de toutes ces nationalités et groupes religieux se réunit. Les ethnies et même les groupes se définissant par leur affiliation religieuse sont présents, représentés par des socialistes appartenant à l'une ou l'autre des

formations de la gauche. Cette assemblée prend le nom de *Soviet des nationalités et des religions*, ou *Soviet des peuples*. Elle élit un Comité exécutif permanent et adresse au gouvernement Kerenski des demandes précises pour la transformation de la République unitaire en un État fédératif.

Trois mois plus tard, du 6 au 15 septembre, 93 délégués représentant la plupart des peuples de la République se retrouvent au congrès de Kiev, à l'invitation du puissant mouvement nationaliste ukrainien. Les délégués polonais et finlandais expliquent longuement pourquoi leurs peuples désirent quitter immédiatement la « République ». Tous les autres délégués réitèrent leur demande de transformation de la République en confédération.

Le 14 septembre, Kerenski proclame formellement l'organisation provisoire de la nouvelle République. Cette proclamation ne dit rien sur la structure, fédérative ou non, de l'État.

Le 25 octobre, les soldats mutinés, les miliciens ouvriers, les étudiants envahissent le Palais d'hiver. Les cadets, garde prétorienne de Kerenski, sont massacrés. Le gouvernement provisoire tombe. Tous les pouvoirs passent aux soviets. La république parlementaire devient en quelques heures une république des conseils.

Victorieux, les bolcheviks mettent immédiatement en œuvre les décisions arrêtées lors de leurs débats du printemps 1917. Le 2 novembre, le Conseil des commissaires du peuple publie une déclaration en quatre points, qui accorde les droits suivants :

> 1. L'égalité et la souveraineté pour tous les peuples de la République ;
> 2. Le droit à l'autodétermination y compris celui à la sécession pour tous les peuples ;
> 3. L'abolition de tous les privilèges et restrictions nationaux et religieux ;
> 4. Le libre épanouissement de toutes les minorités nationales et groupes ethniques à l'intérieur du territoire de la République[2].

La déclaration est signée par Lénine, président du Conseil des commissaires, et par le commissaire aux Nationalités, Staline.

La Constitution du nouvel État, adoptée par le congrès panrusse des soviets, le 19 juillet 1918, garantit le droit à l'autodétermination des peuples habitant le territoire de la République.

L'impérialisme tsariste, à l'extérieur comme à l'intérieur des frontières de l'Empire, s'était exercé la plupart du temps sous le masque de la religion. Protecteur de l'Église orthodoxe, le tsar avait mené la guerre contre la Turquie musulmane pour protéger, prétendument, les Arméniens chrétiens ; il était intervenu constamment dans les affaires de Palestine sous prétexte de sauvegarder les lieux saints (chrétiens) ; il s'était implanté en Éthiopie, empire féodal copte qui avait l'avantage de contrôler plus de mille kilomètres de côtes sur la mer Rouge. A l'intérieur de l'Empire, le haut clergé orthodoxe, soumis au souverain de droit divin, avait fourni la légitimation théorique à la constante progression du chauvinisme panrusse. L'Église orthodoxe avait été, avec l'armée, la principale force d'oppression utilisée par le tsar pour assurer sa domination autocratique sur les peuples non russes de l'Empire.

La nouvelle Fédération des républiques soviétiques socialistes s'attaque rapidement à cette forme particulièrement hideuse de la domination impérialiste : la domination religieuse. Deux mois à peine après la victoire de la révolution d'Octobre, le 19 décembre 1917, le Conseil des commissaires du peuple (gouvernement fédéral) fait lire à la radio, et devant les soviets déjà constitués dans les territoires, sous contrôle des forces révolutionnaires, une proclamation. Celle-ci s'adresse aux peuples musulmans de la Fédération, mais aussi aux musulmans d'Indonésie, du Maghreb, de Turquie, d'Égypte, de Chine, d'Inde, de Syrie, de Mésopotamie, de la péninsule arabique, d'Amérique noire et de Perse[3].

Voici cette proclamation :

> Musulmans de Russie […] et vous tous dont les mosquées et maisons de prière ont été détruites, dont les croyances et les coutumes ont été

> piétinées par les tsars et les oppresseurs de Russie : vos croyances et vos coutumes, vos institutions nationales et culturelles sont désormais libres et inviolables. Organisez votre vie nationale dans la plus complète liberté ! C'est là votre droit. Sachez que vos droits et ceux de tous les peuples de Russie sont sous la protection puissante de la révolution et de ses organes, les soviets des ouvriers, des soldats et des paysans.

La proclamation s'adresse ensuite plus particulièrement aux musulmans dits de « l'est ». Dans le vocabulaire de l'époque, les termes d'Occident et d'Orient signifiaient souvent « puissances coloniales, industrielles » et « pays colonisés, arriérés ». Si pour un socialiste français les colonies étaient surtout au sud – au Maghreb et en Afrique –, pour un révolutionnaire russe, elles se situaient à l'est (plus précisément au sud-est, au-delà de la mer Caspienne).

> Aux musulmans de l'est, aux Perses, aux Turcs, aux Arabes, aux Indiens et à tous ceux qui, durant des siècles, ont été les objets de chantages, à tous ceux qui se sont fait voler leurs biens par les bandits européens – biens que les bandits tentent aujourd'hui de se les partager – nous disons : les traités secrets concernant le contrôle de l'isthme[4] arrachés par le tsar, et confirmés par Kerenski, sont par la présente déclaration rendus nuls et non avenus […] Constantinople doit rester entre les mains des Turcs.

Le gouvernement fédéral s'adresse maintenant aux Perses, puis de nouveau aux Turcs, enfin aux Arméniens :

> Nous déclarons nul et non avenu le traité qui concerne le partage de la Perse. Nous déclarons nul et non avenu le traité concernant le partage de la Turquie et la séparation de l'Arménie turque de la Turquie. Dès que les opérations militaires dans cette région seront terminées, les

> Arméniens, eux aussi, auront le droit de décider eux-mêmes de leur propre destinée politique.

Le gouvernement fédéral termine par cet appel :

> Ni la Russie ni son gouvernement révolutionnaire ne cherchent à vous opprimer. Ceux qui vous oppressent sont les voleurs européens, les impérialistes qui ont transformé vos pays en colonies. […] Chassez ces voleurs ! Ce sont les oppresseurs de votre pays. […]
> Camarades ! Frères ! Marchons tous ensemble vers une paix honnête et démocratique. Dans les plis de notre drapeau, nous portons la liberté aux peuples opprimés de la terre…
>
> [Signé] Le président du Conseil des commissaires du peuple
> V. Oulianov [Lénine]
> Le commissaire pour les Nationalités,
> J. Djougatchvili [Staline][5].

Revenons à ce moment crucial : le congrès d'avril 1917 du parti bolchevique, chargé d'arrêter une stratégie cohérente pour la décolonisation de la Russie. Rappelons la position de Lénine (inchangée depuis 1899), qui, finalement, après de très durs affrontements, parvient à s'imposer : le droit à l'autodétermination – allant jusqu'à la sécession – de chaque peuple est un droit absolu.

Lénine et les bolcheviks sont-ils des masochistes ? des naïfs ? des inconscients ? En proclamant le droit à l'autodétermination de toutes les ethnies, ils organisent eux-mêmes le démantèlement de l'ancien Empire, l'effondrement de cette formidable puissance qui s'étend de la Vistule à la mer du Japon. L'autodétermination signifie la destruction d'un État qui figure parmi les plus puissants de l'histoire. La Russie proprement dite ne couvre guère que 12 % de l'ancien Empire. Cette réduction de l'assise territoriale, démographique, économique de la révolution risque de condamner presque certainement

l’entreprise bolchevique. Est-ce là la volonté réelle de Lénine ? évidemment non !

Le problème de l’autodétermination ne peut être compris en dehors et indépendamment du problème complémentaire de l’organisation du parti. Depuis 1899, Lénine l’affirme : la révolution sera faite par un parti fortement centralisé, un parti quasi militaire ; les décisions importantes, les stratégies et les moyens tactiques sont définis dans les congrès. C’est la démocratie qui gouverne les congrès. Mais une fois les décisions prises, les militants – moines de la révolution – les appliquent sans discuter. La démocratie des congrès est la garantie que les décisions prises tiennent compte de l’infinie complexité de la situation réelle. Le libre débat, et lui seul, permet d’approcher graduellement cette complexité, de la cerner, de la comprendre. L’organisation disciplinée des révolutionnaires professionnels, par contre, garantit l’exécution efficace, rapide, complète des décisions.

En avril 1917, Lénine ne doute pas un instant que la révolution à venir déclenchera des révoltes, dans chacune des multiples provinces de l’ancien Empire. Le fracas de cet effondrement allait envoyer des ondes de choc à travers les immenses étendues mentales et territoriales de la galaxie des peuples composant l’ancien Empire. La chute du pouvoir féodal et bourgeois à l’ouest allait retentir à l’est. L’incendie allumé à Saint-Pétersbourg allait rapidement se propager à travers les steppes de l’Asie centrale, atteindre les rives de la mer Caspienne, parcourir les plaines d’Ukraine, ravager les taïgas de Sibérie et ne s’arrêter qu’aux bords des mers de glace. Dans chacune des ethnies, ce seront évidemment les bolcheviks – mais aussi les mencheviks, les sociaux-révolutionnaires, les anarchistes, bref, les forces révolutionnaires mobiles, intellectuellement formées et politiquement organisées – qui déclencheront l’insurrection nationale et balayeront les structures archaïques des différents peuples, dont certains, les Mongols, les Ouzbeks, les Kirghizes, par exemple, vivaient encore en 1917 sous le règne tribal, nomade ou semi-nomade.

Pourquoi cet optimisme obstiné de Lénine ? Qu’est-ce qui fonde sa confiance dans la stratégie de l’intégration pluri-ethnique ? Après tout, le mouvement normal de peuples si longtemps et si durement opprimés devrait être

la sécession immédiate, la fuite, la rupture. Même révolutionnaire, même justicier du tsar détesté, le parti bolchevique restait encore, en avril 1917, essentiellement un parti russe[6]. Donc suspect. Pourquoi ces peuples du Caucase, d'Asie centrale iraient-ils rejoindre une Fédération proposée par des Russes ? Lénine, en effet, fit un pari simple. Il croyait dur comme fer en la force de l'exemple de la Fédération socialiste à venir : elle serait porteuse de la réforme agraire, des droits sociaux, de l'industrialisation, des technologies modernes, de la justice sociale, de la libération de la femme, de l'alphabétisation, des soins médicaux.

L'intégration dans la Fédération serait donc de l'intérêt immédiat et évident des peuples libérés. Leur adhésion spontanée irait de soi. D'ailleurs, quelle alternative s'offrirait aux peuples opprimés ? L'État national ? État étriqué, isolé, pauvre, qui tomberait presque certainement victime, à courte ou moyenne échéance, des forces sociales les plus rétrogrades, féodales, religieuses. Ou pire, victime d'un nouveau colonisateur. Lénine ne doutait pas que les forces progressistes qui, dans chacun des peuples opprimés, allaient prendre le pouvoir dès le lendemain de la victoire de la révolution en Russie, rejetteraient la sécession, choisiraient la Fédération.

L'histoire donna raison à Lénine. Il gagna son pari. Dès octobre 1917, partout, deux mouvements se mêlèrent : les socialistes, les démocrates ou simplement les réformistes, jeunes pour la plupart, des peuples tatars, kirghizes, turkmènes, azerbaïdjanais, arméniens, etc., s'enflamment pour la révolution de Saint-Pétersbourg, se rallient au programme des bolcheviks et organisent la lutte antiféodale sur leurs territoires respectifs. Ils le font sous la double bannière de la révolution socialiste et de la récupération de l'identité culturelle autochtone. Sur la plupart des territoires habités par les peuples non russes, des soviets de paysans, d'ouvriers et de soldats sortent du sol comme champignons après la pluie. Or, presque partout, les forces révolutionnaires sont archi-minoritaires : elles sont rapidement menacées d'extermination. L'Armée rouge, nouvellement créée, vient au secours de la plupart de ces jeunes révoltés.

La guerre de libération des peuples non russes dura trois ans, de 1917 à 1920. Le 27 avril 1920, l'Armée rouge entra à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan ;

la contre-révolution blanche, qui avait fait cause commune avec la résistance féodale autochtone, fut définitivement balayée du Caucase. Dans chacune des nouvelles républiques socialistes – en Azerbaïdjan, en Kirghizie, en Arménie, en Ouzbékistan, au Kazakhstan, au Turkménistan, au Tadjikistan, *etc.* –, le peuple autochtone avait maintenant le contrôle économique et démographique de son propre territoire, vivait sa renaissance culturelle, parlait sa langue, exerçait sa propre religion et administrait lui-même ses propres affaires civiles.

*

2. La catastrophe de Géorgie

C'est la soie rouge qui brûle.

[…]

Mais tes vertèbres se sont brisées,
Ô mon pauvre et merveilleux siècle.
Avec un sourire insensé
Tu te retournes
Comme un fauve jadis
Sur les traces de tes propres pas.

OSSIP MANDELSTAM (poète russe mort en déportation le 27 décembre 1938 à Vladivostok), *Poèmes*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1985.

Un événement met gravement en question la raison de solidarité qui est au fondement de la stratégie révolutionnaire bolchevique : le conflit de Géorgie.

Pour la première fois depuis la révolution de 1917, la raison d'État détruit la raison solidaire.

La Géorgie est située au sud de la chaîne du Caucase, sur l'une des grandes routes de l'histoire mondiale, celle qui unit les régions du bassin de la mer Noire aux terres de l'Orient asiatique et aux rives de la mer Caspienne. Les voisins de la Géorgie du Nord sont : les Kabardines, les Ossètes, les Tchetchens, les

Daghestaniens. A l'est, la Géorgie confine à l'Azerbaïdjan. Au sud, les voisins des Géorgiens sont les Arméniens. Au sud-ouest, du côté de la mer Noire, la Géorgie est voisine de la Turquie.

Le peuple géorgien constitue une branche d'une très ancienne ethnie dont la langue se distingue, par des particularités caractéristiques, tant de celles des peuples aryens que de celles du groupe sémitique. Sur leur territoire, les Géorgiens forment partout la grande majorité de la population (70 % environ). Cependant, d'autres nationalités sont présentes parmi eux. Ce sont les Arméniens, les Tatars, les Russes, les Allemands, les Estoniens, les Ossètes, les Juifs, les Grecs, les Assyriens, les Persans, *etc*. La majorité des Géorgiens sont chrétiens orthodoxes[7].

La Géorgie est un attachant pays de 69 700 km^2 situé sous le ciel tempéré des bords de la mer Noire. De beaux vergers s'échelonnent aux flancs des collines. Dans la montagne, le bois est abondant. D'énormes sapins, des chênes, des bouleaux, des hêtres sont abattus, tirés sur des luges vers la mer, chargés sur des radeaux et conduits le long de la côte jusqu'en Turquie ou en Azerbaïdjan pour y être vendus. La Géorgie est une terre fertile, riche en fleurs et en fruits qu'on trouve en quantité presque à chaque saison. L'hiver est clément, du moins sur la côte et dans la plaine. Le printemps est interminable. Même à la montagne, les bergers conduisant leurs troupeaux de moutons parmi les ruines des châteaux ne connaissent pas de grandes variations climatiques.

Les femmes sont souvent d'une beauté bouleversante. Les coteaux de Tbilissi, l'arrière-pays de Batoum donnent un vin rouge délicieux. Les Géorgiens sont, pour la plupart d'entre eux, des gens pleins de charme, de joie de vivre et d'une grande vivacité d'esprit. Ils ont une longue et riche histoire, bien plus longue et riche encore que celle des Russes. Au XII^e siècle, alors que les boyards russes se promenaient vêtus de peaux de bêtes, braillant et s'enivrant, allant jusqu'à s'entre-tuer dans les salles de banquet du vieux Kremlin de Novgorod, massacrant, violant, affamant leurs serfs au gré de leur fantaisie, les Géorgiens, eux, aristocrates et paysans, vivaient déjà de façon raffinée. La reine Thamar, fleuron de cette féodalité éclairée du Moyen Age géorgien, était une poétesse, amie des poètes, des peintres et des troubadours. Elle avait aboli la peine de

mort, instauré une charte de protection en faveur de ses sujets. Les chemins du royaume étaient sûrs. Le prélèvement sur les marchandises produites ou transportées était contrôlé. Les nobles devaient aux paysans le respect. L'Église géorgienne elle-même, célébrant le vieux rite chrétien, était moins bornée, moins fanatique que sous d'autres cieux : Thamar veillait à ce qu'elle ne se mêlât ni aux querelles politiques, ni à la course aux richesses terrestres[8].

La Géorgie est un cas presque unique dans l'histoire de l'humanité : elle exista dans des frontières quasi identiques en tant qu'État indépendant (ou confédération d'États) pendant plus de deux mille ans.

Farnavaz Ier unifia les tribus habitant la Géorgie ; il régna à Mtskhetha durant soixante-cinq ans (320-237 av. J.-C.) et fonda la première dynastie, celle dite des Karlossides-Farnavazides.

A la fin du XVIIIe siècle commence la lente érosion de l'indépendance géorgienne, la graduelle soumission du pays au pouvoir russe. En 1783, le roi Irakli II de Géorgie, menacé par les invasions des Persans et des Turcs, conclut avec Catherine II, impératrice de Russie, un traité en vertu duquel la Géorgie acceptait, de sa propre volonté, le protectorat de la Russie, qui s'engageait à lui porter secours en cas d'agression extérieure, en lui garantissant toutefois la souveraineté.

En 1801, le tsar Paul Ier résilia le traité de 1783 et proclama la Géorgie province de la Russie. La nation géorgienne s'opposa de toutes ses forces à l'annexion pendant un siècle et répondit par de nombreux soulèvements et manifestations révolutionnaires à la politique impérialiste de la Russie. Des insurrections populaires éclatèrent en 1804, en 1812 et en 1832. Elles furent réprimées avec brutalité. Jusqu'aux années 1850, le peuple géorgien sombra dans l'apathie politique. Mais, en 1860, la renaissance s'amorce. Elle est portée par un mouvement nationaliste puissant.

Au sein de la social-démocratie russe, les Géorgiens jouent dès le début un rôle central. Leurs principaux leaders : Noé Jordania, Silvestre Djibladze, Ninochvili, Nicolas Tschéidsé, Artchil Djaparidze, Irakly Tserételli, Noé Ramichvili. Leurs analyses, notamment celles qu'ils présentent aux différents congrès de la Deuxième Internationale sur la question nationale, forcent

l’admiration de leurs camarades allemands, français, anglais, italiens, espagnols. Karl Kautsky, notamment, tient les Géorgiens pour les théoriciens les plus perspicaces de la social-démocratie russe[9].

23 février 1917, à Saint-Pétersbourg : la grève des ouvrières du textile se transforme en insurrection générale. L’insurrection est conduite essentiellement par des mencheviks géorgiens. Tschéidsé, cinquante-quatre ans, député célèbre de la Douma, orateur puissant, devient président du Soviet insurrectionnel de Saint-Pétersbourg. L’insurrection est écrasée, mais le nom de Tschéidsé (et ceux de ses principaux adjoints, presque tous géorgiens) fait le tour de la terre.

Au lendemain de la révolution d’Octobre, de nombreux peuples de l’empire déchu réclamèrent leur indépendance et l’obtinrent, ou ne demandèrent rien du tout et firent sécession. La Pologne devint indépendante. La Finlande fit de même : pour montrer le sérieux de son entreprise, elle se détacha de la Russie et incorpora à son nouvel État les deux tiers de la Carélie. De l’autre côté du golfe de Saint-Pétersbourg, les peuples baltes, si fortement marqués par l’influence des marchands luthériens allemands et des calvinistes de Genève, firent sécession. L’Estonie, la Lituanie et la Lettonie prirent leur indépendance. Lénine, non seulement laissait faire, mais répétait inlassablement devant le soviet de Saint-Pétersbourg, ce qui choquait maintes oreilles russes (aussi prolétariennes qu’elles aient été), que « le droit à la sécession est un droit absolu ».

Le processus d’accès à l’indépendance de la Géorgie est complexe, contradictoire et marqué par des circonstances propres à la région caucasienne.

Ce sont des mencheviks[10] qui, ayant formé un Conseil national géorgien, proclament le 25 mai 1918, dans l’enthousiasme de tout un peuple, la naissance de la république démocratique de Géorgie. Voici les principaux articles de l’Acte d’indépendance :

> 1. Le peuple géorgien est souverain et la Géorgie est un État jouissant de tous les droits d’un État indépendant.
> 2. L’organisation politique de la Géorgie indépendante est la République démocratique.

3. En cas de conflits internationaux, la Géorgie restera toujours neutre.
4. La République démocratique géorgienne désire établir des relations amicales avec toutes les autres nations et particulièrement avec les peuples et les États avoisinants.
5. La République démocratique géorgienne concède à tous les peuples habitant son territoire le droit à un développement autonome.
6. Jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante, le Conseil national, complété par les représentants des minorités nationales, exerce tous les pouvoirs de l'État[11].

La proclamation de l'indépendance, dans la grande salle de la Diète du château de Tiflis, fut précédée par un discours du président du Conseil national, Noé Jordania. L'analyse d'un passage de ce discours est indispensable pour comprendre les circonstances singulières qui présidèrent à la naissance de la république démocratique de Géorgie. Jordania :

> […] sous la pression de forces extérieures, les liens qui unissaient les peuples transcaucasiens furent défaits, l'unité de la Caucasie se trouve ainsi dissoute. […] La situation actuelle du peuple géorgien dicte impérieusement à la Géorgie la nécessité de se créer une organisation politique propre, afin d'échapper au joug des ennemis et de poser des bases solides pour son libre développement. […] En conséquence, le Conseil national géorgien déclare […].

De quoi s'agit-il ? A quels événements Jordania fait-il allusion ?

Les conséquences de la victoire de la révolution d'Octobre 1917 à Saint-Pétersbourg sont, pour les mencheviks géorgiens, à double tranchant, ambiguës, équivoques. D'une part, les révolutionnaires de Tiflis et de Batoum exultent à la destruction définitive du pouvoir autocratique russe. Mais, d'autre part, la proclamation immédiate de l'armistice et donc la désagrégation des fronts provoquent au Caucase des problèmes dramatiques. Depuis des siècles, les

peuples caucasiens sont soumis à la pression turque. Ils craignent en permanence la conquête turque. Si, sur les frontières de la mer Baltique, de la Pologne, de l'Ukraine, les puissances centrales ne manifestent guère de velléités d'annexion territoriale, la situation est toute différente sur les bords de la mer Noire. Ici, depuis des siècles, les Turcs revendiquent des territoires, tentent par tous les moyens d'étendre leur zone de domination et d'influence. Déposer les armes signifierait livrer la Caucasie aux Turcs.

Ayant appris qu'à Saint-Pétersbourg le pouvoir était passé aux mains des bolcheviks qui promettaient aux peuples une paix immédiate, les soldats russes de l'armée caucasienne commencèrent à déserter le front.

Ne formant dans les armées du Caucase qu'une minorité réduite – la grande majorité des Caucasiens ayant été envoyée sur les fronts occidentaux –, les Géorgiens, les Arméniens et les Azerbaïdjanais se trouvèrent dans une situation tragique. Tenir le front signifiait, en effet, pour eux, défendre leurs foyers contre l'implacable ennemi turc. La politique du Conseil des commissaires du peuple de Saint-Pétersbourg, en démoralisant et en désarmant le front, ouvrait aux Turcs la route de la Caucasie. Les Géorgiens, les Arméniens et les Azerbaïdjanais tentèrent donc de s'opposer à cette politique et de renforcer le front par la création de nouvelles unités combattantes. Mais la masse des soldats, originaires pour la plupart des provinces centrales de la Russie, s'imagina que les Caucasiens voulaient continuer la guerre contre des bolcheviks, désireux de donner la paix au monde entier. C'est ainsi qu'aux yeux des soldats russes, qui voulaient à tout prix rentrer chez eux, les Caucasiens apparurent comme des contre-révolutionnaires. Une guerre civile, déchirant l'armée du Caucase, en fut la conséquence.

Le front se dégarnissait de plus en plus. Les rares défenseurs qui y restaient étaient presque dépourvus d'armes. La Caucasie fut obligée de se défendre. C'est dans ce but que furent créés le Commissariat caucasien et la Diète caucasienne. Une éphémère République caucasienne vit le jour, regroupant la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La lutte acharnée contre les Turcs se prolongea pendant sept mois. Mais quand, sous les coups de l'invasion turque, ce front se désagrégea également, la Caucasie se sépara en trois parties

indépendantes (mai 1918). Le peuple géorgien resta seul. Il procéda à l'organisation de son État, s'efforçant de réaliser dans les limites nationales les idées politiques et sociales pour lesquelles il avait combattu, d'abord sur le front panrusse puis sur le front caucasien.

Lors des élections de l'Assemblée constituante de Géorgie, les mencheviks gagnèrent 102 des 130 sièges. Le gouvernement socialiste décréta immédiatement une large réforme agraire mettant fin à la propriété latifundiaire : les grands propriétaires absentéistes furent expropriés, qu'ils fussent russes ou géorgiens, les mines nationalisées, les forêts, les forces hydrauliques et les chemins de fer, expropriés et transférés à l'État. Un monopole d'État fut créé pour l'exportation des principaux produits du pays, à savoir la soie brute, les minerais (surtout le fer) et la laine. La minorité bolchevique à l'intérieur du mouvement révolutionnaire géorgien n'acceptait pas la défaite. Elle rejeta également la sécession. Les bolcheviks tentèrent de gagner la majorité dans les différents soviets de Géorgie. Ils échouèrent. Ils organisèrent alors une série d'insurrections violentes. Plusieurs régions rurales sous direction bolchevique, plusieurs usines des villes contestèrent la légitimité menchevique, les armes à la main. Le gouvernement de Tiflis gagna la bataille : le parti bolchevique fut mis hors la loi, plusieurs de ses principaux chefs furent fusillés et plusieurs villages insoumis, brûlés.

Les accusations bolcheviques redoublèrent alors de violence : Tschéidsé, Tserételli et leurs camarades du gouvernement furent dénoncés comme suppôts de la contre-révolution blanche et satellites des Anglais. Les accusations formulées par le Conseil des commissaires du peuple et par les survivants bolcheviques en Géorgie même n'étaient pas dénuées de fondement : l'Angleterre, force d'occupation en Turquie voisine, tentait par tous les moyens d'obtenir le contrôle des champs pétrolifères sur la rive septentrionale de la mer Noire. Des officiers de l'armée blanche de Dénikine étaient également reçus à Tiflis et à Batoum. Le gouvernement géorgien, craignant une attaque de l'Armée rouge, croyait ne pas pouvoir renoncer à ces alliés encombrants.

Et l'Armée rouge vint…

A l’aube du 11 février 1921, 200 000 hommes de toutes nationalités traversèrent la frontière géorgienne au nord, à l’est et à l’ouest. Les combats durèrent près de deux semaines. Plus de 30 000 hommes, femmes et enfants furent tués. Puis le gouvernement géorgien régulièrement élu s’enfuit à l’étranger. Il existe encore aujourd’hui un gouvernement géorgien en exil à Paris. Un gouvernement bolchevique, ne représentant qu’une petite minorité de la population, sous la présidence de Philipp Macharadze, prit le pouvoir.

Dans l’opinion publique mondiale, et notamment dans l’opinion ouvrière et démocratique, l’écrasement par l’Armée rouge de la république indépendante de Géorgie et de son gouvernement librement élu porta un coup terrible au prestige et à la sympathie dont jouissaient les bolcheviks et la Fédération des républiques socialistes soviétiques.

Jusqu’en 1976, à Genève, dans une minuscule chambre louée à un boulanger, rue du Conseil-Général, résida Khariton Chavichvily, écrivain, historien de grand renom, ancien ambassadeur de la république de Géorgie auprès de la Ligue des Nations. De 1924 à 1976, Chavichvily fut membre du minuscule parti socialiste genevois. Il exerça une influence déterminante sur nombre de jeunes militants. Je lui dois pour ainsi dire toute ma formation politique. Il refusa jusqu’à sa mort de prendre la nationalité suisse (bien que celle-ci lui eût donné droit à une rente et à une vieillesse moins pénible). De grande taille, solide comme un arbre, le regard clair derrière ses épaisses lunettes, il arborait une magnifique moustache blanche et une crinière aux mèches rebelles. C’est à quatre-vingt-trois ans qu’il termina sa monumentale *Histoire de Russie*. Les agents de la police politique de Staline avaient maintes fois tenté de le supprimer. Ils n’avaient réussi qu’à empoisonner son frère et à détruire une partie de ses archives. Depuis lors, Chavichvily garda auprès de lui, dans son appartement de la rue du Conseil-Général – à deux pas de l’ancien appartement de son maître Plekhanov, situé rue de Candolle –, les lettres de Lénine, les procès-verbaux du soviet de Tiflis, des notes personnelles écrites dans la clandestinité ou lors de sa déportation en Sibérie. J’ai rarement connu dans ma vie homme plus rayonnant, plus lucide que Khariton Clavichvily. Témoin solitaire, il incarna pendant plus de cinquante ans, pour des générations

successives de socialistes genevois, la grandeur historique et la légitimité indiscutable de la république de Géorgie[12].

Une fois le nouveau gouvernement, à direction bolchevique, installé à Tiflis par la force des baïonnettes de l'Armée rouge, la résistance active ou passive de vastes couches de la population géorgienne s'organisa. A partir de la fin de l'année 1921, elle s'intensifia. Staline et Ordjonikidze, tous deux géorgiens, exercèrent envers leur propre peuple une répression féroce.

Ils prenaient comme un affront personnel, une insulte intolérable chacun des attentats nationalistes que leur rapportaient les agents de la police secrète. Leur répression, faite d'exécutions en masse, de tortures, d'incendies de villages, fut d'une dureté inouïe.

L'invasion de la Géorgie, même si elle était militairement « justifiée » – vu le rôle potentiellement néfaste que ce pays pouvait jouer dans les stratégies contre-révolutionnaires de l'armée de Dénikine, d'un côté, du corps expéditionnaire anglais sur la mer Noire, de l'autre –, violait gravement le principe du strict respect du droit à l'autodétermination de chaque peuple, proclamé par Lénine.

Comment Lénine a-t-il pu « laisser faire » ? Joua-t-il un double jeu ? La peur d'une attaque des troupes anglaises et de l'Armée blanche venant du sud l'avait-elle conduit à accepter l'invasion préventive d'un territoire où, déjà, ses ennemis se rassemblaient ? Je ne le crois pas. L'étude des documents montre que Lénine a été trompé, induit en erreur, au mieux : laissé dans le vague par certains de ses principaux adjoints, qui, eux, étaient fermement persuadés de la nécessité de briser le bastion géorgien.

La lecture des principaux livres de Victor Serge, de Boris Souvarine, de Jules Humbert-Droz donne du Moscou de 1921 une image inattendue : Lénine, constamment surmené, débordé par les problèmes, ne maîtrisait – loin s'en faut ! – ni la machine gouvernementale ni toutes les unités disparates de l'armée.

Victor Serge utilise fréquemment, pour désigner le mode de fonctionnement de la machine gouvernementale, le terme de « chaotique ». En 1921 encore, l'ancienne administration tsariste est largement en place. Rien de plus durable qu'une bureaucratie. Aucun commissariat du peuple (ministère) ne peut

fonctionner, ne serait-ce qu'un jour, sans les dizaines de milliers de fonctionnaires hérités de l'époque prérévolutionnaire.

Et puis il y a la guerre contre les envahisseurs et contre les armées blanches, la guerre civile à l'intérieur de la gauche révolutionnaire entre bolcheviks et sociaux-révolutionnaires, la famine terrifiante, les grèves des cheminots organisées par les mencheviks. Le parti bolchevique lui-même manque cruellement de cadres. En son sein, les imbéciles, les incapables, les pompeux satrapes arrogants sont aussi nombreux qu'ailleurs.

Le front sud n'est que l'un des nombreux fronts d'une guerre civile interminable, qui ravage un pays saigné à blanc par la guerre mondiale. Lénine n'a pas le temps de s'informer avec précision, jour après jour. Le matin du 11 février 1921, a-t-il cru à une simple incursion punitive, à une poursuite d'unités blanches en territoire géorgien ?

Lénine : « C'est une bien grande infortune que l'honneur de commencer la première révolution socialiste soit échu au peuple le plus arriéré d'Europe. »

Dès qu'il saisit l'ampleur de la catastrophe, Lénine entre dans une fureur noire. Il demande des explications. Au gouvernement, seul Trotski lui tient tête. Commissaire à la Guerre, il est l'intellectuel le plus brillant après Lénine. En outre, il garde, face à Lénine, une totale indépendance. Son pouvoir personnel, son rayonnement doivent peu de chose à l'enseignement et à la sympathie de Lénine. Trotski tente d'apaiser Lénine par des explications compliquées et hautement dialectiques. Les voici :

> Non seulement nous reconnaissons le principe du droit à l'autodétermination de chaque nationalité mais, en plus, nous le supportons activement, que cette autodétermination soit dirigée contre un État féodal ou contre un État capitaliste et impérialiste. […] Mais si jamais ce droit devient une fiction, une arme dans les mains de la bourgeoisie, dirigé contre la révolution prolétarienne, nous ne devons pas traiter cette fiction d'une façon différente de celle dont nous traitons les autres « principes » de la démocratie pervertie des capitalistes[13].

Autrement dit : là où Lénine affirme un impératif absolu qui ne saurait être transgressé sans dommage grave pour la révolution, Trotski fait jouer les mirages de la dialectique. Autodétermination des peuples, oui. Mais pas n'importe comment et à n'importe quel prix. Et surtout : pas contre l'État socialiste. Un acte dicté par des considérations d'urgence politique, d'opportunisme militaire, de commodité conjoncturelle est ainsi travesti en une décision obéissant aux lois supérieures de la dialectique de l'histoire.

J'ouvre une parenthèse : je me souviens d'un après-midi d'août 1984 à La Havane. Eloy Valdès, ancien mineur, révolutionnaire de la première heure dans la province de Pinar del Rio, est un marxiste subtil, d'une vive et critique intelligence, libre de ses jugements, plein d'humour et de chaleur humaine. En bref, il est l'exact contraire d'un bureaucrate ! Ancien ambassadeur en Inde puis en Yougoslavie, maintenant haut responsable du Comité central, il connaît le monde, la réalité des luttes, la complexité inextricable de tant de situations vécues par les peuples. Javier Artisones, son adjoint, plus jeune, est en instance de départ pour Rome, où il sera l'ambassadeur de Cuba. Lui aussi, intelligent et vif, connaît bien le monde. Nous discutons de l'Érythrée : de la longue lutte de ce peuple contre le pouvoir central d'Éthiopie. Concernant l'Erythrée, ni Valdès ni Artisones ne cèdent un pouce de terrain : la lutte pour l'autodétermination du peuple érythréen était justifiée jusqu'en 1974. Jusqu'à cette date, les Érythréens luttaient contre un empereur féodal, tyrannique, corrompu. Depuis la victoire des forces révolutionnaires à Addis-Abeba, par contre, les Érythréens se battent contre un gouvernement socialiste. Leur lutte devient donc contre-révolutionnaire. Amen.

J'avais déjà assisté au même débat, à quelques termes près, deux ans auparavant, dans le bureau de Carlos Raffaël Rodriguez, deuxième vice-président du Conseil d'État, intellectuel et écrivain d'une qualité exceptionnelle[14].

Carlos Raffaël, Eloy Valdès, Javier Artisones, des trotskistes ? Je n'ose y penser ! A plus forte raison l'écrire… Le ferais-je, je serais banni jusqu'à la fin de mes jours d'une île superbe que j'aime. Et pourtant : sur la question de l'Érythrée, les dirigeants cubains défendent aujourd'hui exactement le même point de vue que celui défendu par Trotski contre Lénine en 1921.

La subtile gymnastique mentale de Trotski ne convainc pas Lénine. Il ne décolère pas. Jusqu'à sa mort, il considérera l'écrasement de la Géorgie comme l'une des défaites les plus douloureuses de la révolution d'Octobre.

Non seulement le refus de Lénine d'admettre le fait accompli d'une action catastrophique, contraire aux principes les plus sacrés de la révolution, ne faiblissait pas, mais l'affaire géorgienne se mit aussi à empoisonner ses relations personnelles avec certains de ses principaux collaborateurs. Des fissures apparurent dans le groupe homogène, généralement soudé par le respect et parfois l'amitié, des principaux dirigeants bolcheviques.

Tout le monde pouvait contacter Lénine. Fidèle en amitié, il recevait au Kremlin des camarades de toutes les régions, de toutes les époques. Fréquemment, il discutait la nuit avec des hommes qu'il combattait le jour : tel, par exemple, le menchevik Martov ou bien d'autres anciens camarades de clandestinité et d'exil qui, entre-temps, avaient choisi une route différente de celle des bolcheviks. Lénine était donc parfaitement au courant de l'atroce répression qui s'était abattue sur la Géorgie.

Pour Lénine, ce fut la révélation du vrai caractère de Staline et il prit peur.

En décembre 1922, Lénine écrivit ses *Lettres sur la question nationale*. Dans ces lettres, Lénine dénonça avec véhémence la tentative de soumettre à la logique d'une administration centralisée la question de l'autodétermination d'un peuple. Le droit à l'autodétermination de chaque nation est l'une des exigences les plus sacrées de la révolution mondiale. L'introduction de ce droit, son respect, son application universelle, est l'un des actes qui justifient, légitiment

cette révolution. C'est par des actes de ce genre que la révolution mondiale fera franchir à l'humanité un pas décisif vers sa libération finale.

Lénine n'est pas un bon écrivain. Sa langue est ennuyeuse et sèche. Mais quand il est fâché, il se transforme en procureur impitoyable. La colère lui confère une lucidité encore plus grande que d'habitude. Où est le vrai problème ? la bureaucratie. Quelle bureaucratie ? « Cette bureaucratie tsariste que nous n'avons pas su maîtriser durant les cinq ans passés […] elle est là, elle agit […] si nous laissons faire ces chauvinistes grands-russes, toute liberté va disparaître de notre pays […] ils réussiront à soumettre toutes les nationalités à leur domination absolue […]. » Pour les fonctionnaires tsaristes, hérités du régime défunt et qui peuplent en effet les administrations de l'énorme Fédération, Lénine témoigne d'un mépris de fer : « […] un chauviniste grand-russe […] un brigand et un violeur professionnel […] voilà le typique bureaucrate russe […]. »

Lénine part en guerre, surtout contre Ordjonikidze. Il le compare à Derzhimorda, une figure du roman de Gogol intitulé *l'Inspecteur général*. Il est le prototype du policier tsariste brutal et imbécile. En Géorgie, Ordjonikidze se comporte comme un nouveau Derzhimorda. « Un Géorgien qui en accuse d'autres de social-chauvinisme – alors que lui-même n'est pas seulement un social-chauviniste mais se comporte comme un Derzhimorda cruel et impérialiste –, un tel Géorgien porte injure à la solidarité de classe des prolétaires. Car rien ne retarde autant la naissance de la solidarité de classe des prolétaires qu'une injustice nationale. » Lénine conclut : « Il est plus indiqué de se montrer trop complaisant, trop indulgent envers une minorité nationale ou une nationalité que pas assez. »

En 1922, la répression bolchevique contre les nationalistes géorgiens bat son plein. Les victimes se comptent par milliers. Dans le monde entier, l'indignation est à son comble. Elle est particulièrement vive dans les milieux de la gauche réformiste européenne, au sein des grands partis socialistes, dont la plupart avaient jusqu'ici, malgré leur refus d'adhérer à l'Internationale communiste, maintenu face au pouvoir bolchevique une attitude de sympathie confuse.

Lénine, qui, malgré sa santé défaillante, est d'une lucidité extrême, se rend parfaitement compte de la gravité de la situation. Mais il n'a plus la force physique nécessaire pour mener à terme le débat théorique qu'exige le conflit géorgien. Et surtout : les forces lui manquent pour maîtriser, affronter, freiner dans son ascension celui de ses amis qu'il tient pour le premier responsable de la catastrophe : Staline.

Le 21 janvier 1924, vers 7 heures du soir, Lénine meurt à Gorki, près de Moscou, probablement d'une troisième attaque cérébrale, à l'âge de cinquante-quatre ans. Totalement épuisé.

*

3. Des charniers remplis de communistes

Nous vivons sans sentir sous nos pieds de pays,
Et l'on ne parle plus que dans un chuchotis,
Si jamais l'on rencontre l'ombre d'un bavard
On parle du Kremlin et du fier montagnard.
Il a les doigts épais et gras comme des vers
Et des mots d'un quintal précis comme des fers.
Quand sa moustache rit, on dirait des cafards.
Ses grosses bottes sont pareilles à des phares.
Les chefs grouillent autour de lui – la nuque frêle.
Lui, parmi ces nabots, se joue de tant de zèle.
L'un siffle, un autre miaule, un autre encore geint
Lui seul pointe l'index, lui seul tape du poing.
Il forge des chaînes, décret après décret…
Dans les yeux, dans le front, le ventre et le portrait.
De tout supplice sa lippe se régale.
Le Géorgien a le torse martial.

OSSIP MANDELSTAM, « Distiques sur Staline », dans Tristia et autres poèmes, Paris, Gallimard, 1982 (trad. François Kérel).

Le 25 décembre 1922, Lénine rédige son premier testament. Le 4 janvier 1923, son second. Les deux testaments sont intimement liés, bien sûr, à sa maladie, à la conscience progressive de la mort proche, mais aussi et surtout aux événements de Géorgie. Rappel : en 1920, les médecins diagnostiquent une sclérose du cerveau ; Lénine souffre de maux de tête presque continuels, intolérables. Première attaque cérébrale en mars 1922. Elle le paralyse pendant plusieurs mois. Mars 1923 : seconde attaque. A partir de cette date, Lénine, bien que conscient, n'assume plus de charge ni de responsabilité, et cela jusqu'à sa mort, le 21 janvier 1924.

Le premier testament désigne Trotski comme héritier intellectuel et politique. Cela malgré les défauts de caractère que lui trouve Lénine. Il le tient pour la personnalité la plus brillante, la plus capable du Comité central. Staline ? Lénine dit de lui qu'il a accumulé entre ses mains une énorme puissance et qu'il n'est pas certain qu'il saura, en toute circonstance, l'utiliser avec la nécessaire prudence. Le second testament (en fait une annexe au premier) est plus net : il demande à ce que le Comité central exclue Staline de la succession à la tête du secrétariat du parti et qu'il confie ce poste à quelqu'un d'autre.

La lutte pour le secrétariat général commence la nuit même de la mort de Lénine[15]. Trotski est lui-même souffrant au moment où la Kroupskaïa annonce le décès de son mari. Il se trouve au Caucase, en convalescence. Staline gagne un temps précieux à Moscou. En janvier 1925 déjà, Staline réussit à retirer à Trotski le commissariat à la Guerre. Au Comité central les amis de Staline sont majoritaires. Mais Trotski jouit d'un prestige personnel politique énorme. Il dispose d'une arme suprême : l'art oratoire, la force de sa parole, le feu de sa conviction. Ses amis le pressentent pour s'adresser aux unités de l'Armée rouge, pour mobiliser les foules, les conduire contre la majorité stalinienne du Comité central. Trotski refuse. Il lui paraît impensable d'utiliser la rue ou encore l'armée pour contester une décision du parti. Trotski se battra à l'intérieur des institutions du parti : *le Prophète armé* – titre de la biographie de Trotski par Isaac Deutscher – se révèle un prophète discipliné[16].

Examinons ce problème de la discipline. Trotski était, en 1923-1924, l'homme le plus prestigieux après Lénine, son héritier naturel. Il était

certainement l'un des plus intelligents de ce siècle. Sa force de conviction était formidable : ses discours publics enflammaient les foules. Il avait beaucoup de défauts : il pouvait être arrogant, cassant. Mais c'était un homme bon, habité par un amour profond des gens. Il incarnait l'Armée rouge. Il l'avait créée, réunissant en une structure mobile, fonctionnelle, fraternelle les milices ouvrières, les unités revenues du front, les volontaires. Il lui avait insufflé son esprit de combat, d'abnégation. Il l'avait conduite pendant toutes ces dures années de guerre civile contre les troupes blanches, contre les armées étrangères. Mal armés, mal vêtus, mal nourris, ces soldats loqueteux avaient accompli des miracles : ils avaient sauvé la révolution. Le peuple le savait et lui en était profondément reconnaissant. Trotski aurait pu sans peine, en quelques discours, mobiliser contre le Comité central des centaines de milliers de soldats rouges. Ils l'auraient suivi. Le peuple les aurait approuvés car l'armée était détentrice de la légitimité historique de la révolution, au moins autant que le parti.

Si Trotski avait fait appel au peuple, à l'armée, s'il avait de l'extérieur affronté Staline, il ne fait aucun doute qu'il aurait gagné la bataille. L'histoire du XX^{e} siècle s'en serait trouvée changée.

La question se pose : Trotski voit l'œuvre de Lénine, son œuvre propre menacée de destruction. L'instrument qu'il a forgé – cette fière Armée rouge – glisse sous le commandement des bouchers de Géorgie. Au Comité central, une nouvelle majorité, séduite par Staline, le censure constamment, le réduit progressivement au silence. Et déjà Trotski savait probablement, que sa vie même était menacée, la vie de sa famille et celle de ses amis aussi. Et cet homme refuse de se défendre autrement que par un flot de motions, d'interventions réglementaires au sein du Comité central, du Bureau politique ! Exclu du Bureau politique et bientôt du Comité central, il continuera la même opposition réglementaire au sein du Comité exécutif de l'Internationale communiste… Mais à aucun moment, il ne se saisit de la seule arme qui aurait pu le sauver, sauver sa famille et ses amis, sauver l'avenir de la révolution. A aucun moment, il ne se tourne vers l'armée, vers l'opinion publique, prenant à témoin le peuple des trahisons qui s'accomplissent en secret au sein du parti. Pourquoi ? Aveuglement ? Brusque paralysie ? Effondrement psychique d'un homme

surmené, épuisé par des dizaines d'années d'exil, d'errance, de combats, de surmenage quotidien ? Aucune de ces explications ne tient. Rarement Trotski n'avait disposé d'une telle lucidité qu'en ces années 1924-1928. Il dépense une extraordinaire énergie, une vitalité stupéfiante pour organiser au sein des sections du parti communiste soviétique, dans les partis étrangers, dans les instances du Komintern l'opposition de gauche.

En même temps, Trotski devait parfaitement connaître la brutalité de Staline, son absence de scrupules dans la lutte pour le pouvoir. Trotski avait affronté Staline des centaines de fois par le passé. Il ne pouvait se tromper sur son compte. Il devait donc savoir que son propre combat légaliste n'avait que très peu de chances d'aboutir. Alors ?

Alors se pose le problème de la discipline. A l'époque, la position des fronts est d'une clarté aveuglante. Les exploités, les humiliés, les écrasés du monde sont d'un côté, les massacreurs, les exploiteurs, de l'autre. Le mouvement communiste constitué, le parti, incarne la marche de l'histoire. Il est l'unique espoir des hommes, des enfants, des femmes humiliés, misérables, opprimés. Il est l'avenir de l'humanité. Violer les règles de conduite que ce parti s'est lui-même fixées serait plus qu'un sacrilège, une absurdité inconcevable. L'affronter de l'extérieur signifierait non seulement trahir un engagement mais également sortir de l'histoire.

Il est évident que le difficile et compliqué problème de la succession de Lénine ne se réduit pas à une « simple » opposition entre le très brillant Trotski et le terne, mais rusé, Staline. Une problématique sociologique bien plus complexe doit être considérée : depuis le début du processus révolutionnaire, deux types d'hommes (et de femmes) coexistent au sein du mouvement ouvrier russe. D'une part, il y a les intellectuels cosmopolites, généralement cultivés, érudits, souvent brillants ; ils ont vécu de longues années d'exil à Genève, à Zurich, à New York, à Paris, à Vienne ; ils connaissent le monde, sont capables d'analyses audacieuses ; ce sont les producteurs de théorie, les créateurs d'images et de projets dont les foules ont besoin pour se mettre en route, pour croire en leur propre force. Ils attaquent ce monde qui meurt, hâtent son agonie et projettent au firmament les couleurs flamboyantes de l'aube qui s'annonce.

Trotski en est le prototype. Boukharine, jeune et brillant économiste, Radek, Zinoniev, Kamenev aussi en font partie[17]. Leur projet immédiat, concret : la révolution mondiale ou révolution permanente. Ils incarnent – dans leurs écrits et leurs actes – la raison de solidarité.

A ces brillants intellectuels – internationalistes, attachants et audacieux, connus du monde entier – s'oppose dans l'ombre le groupe des hommes et des femmes dits de la base. Eux n'ont jamais quitté – ou laissé pour peu de temps – l'Empire des tsars. Ils ont souffert des années de bannissement, de travaux forcés en Sibérie ; ils ont connu les bagnes, les humiliations quotidiennes, la faim, les mauvais traitements. Ce sont les organisateurs des grandes grèves, les patients, obstinés et obscurs constructeurs du parti. Cellule après cellule, ils érigent l'organisation révolutionnaire. Ils sont généralement autodidactes. Peu portés sur les grandes théories, hostiles aux discours, incapables de séduire les foules, leur érudition est modeste. Mannilsky, Vorochilov, Staline appartiennent à ce groupe. Ils incarnent la raison d'État soviétique naissante.

Du vivant de Lénine, la contradiction entre les deux groupes au sein du même mouvement reste sourde, souterraine. Elle n'éclate guère, même s'il arrive que, lors d'un congrès, de l'une ou l'autre des réunions du Comité central, un intellectuel s'impatiente devant la lenteur d'esprit d'un camarade, s'insurge bruyamment contre un raisonnement trop laborieux, cite de façon trop arrogante une référence théorique. Les incidents de ce genre sont attestés par Angelica Balbanova, notamment. Également par Victor Serge et Boris Souvarine, témoins privilégiés des premières années de la révolution victorieuse. Je conçois très bien qu'une immense charge de ressentiment se soit accumulée pendant ces années-là. Ressentiment bien compréhensible lorsqu'on se rappelle que Trotski, par exemple, n'est rentré à Saint-Pétersbourg qu'en 1917 et qu'il se voit tout de suite confier les responsabilités les plus hautes (commissaire à la Guerre), alors que des révolutionnaires qui, pendant dix, vingt ans, ont souffert, œuvré, espéré dans l'ombre, n'ont accédé au sein du parti victorieux et de l'État qu'à des postes obscurs et subalternes.

La présence de Lénine qui, lui, alliait, au dire de pratiquement tous les témoins de l'époque, une très vive intelligence, une large expérience du monde à

une capacité de travail et à une attention au détail extraordinaires, recouvrait en quelque sorte la contradiction. Lénine était, contrairement à Trotski, un piètre orateur. Il était aussi, on l'a dit, un écrivain médiocre. Mais son attention aux hommes, à leurs soucis quotidiens, à leurs espérances cachées était extrême. Il savait écouter, sentir, séparer en permanence l'objectif du subjectif, c'est-à-dire distinguer entre la décision que la situation lui imposait et les sentiments subjectifs qui, s'il les avait écoutés, lui auraient inspiré un choix différent. Mais il ne taisait jamais ses sentiments, gardant des liens d'amitié avec des femmes, des hommes qu'il venait de combattre.

A la mort de Lénine, plus précisément à partir de mars 1923, lorsque après sa seconde attaque cérébrale il ne peut plus participer aux séances du parti, les animosités personnelles, les haines entre camarades s'expriment de plus en plus librement. D'autant plus que la plupart des communistes ne sont point des êtres médiocres. Beaucoup d'entre eux ont une âme de feu, un tempérament passionné. Ils vouent leur vie à la révolution. Ils ont renoncé à tout : famille, amour, carrière, santé, pour elle. Tout alors se mêle : oppositions théoriques et contradictions personnelles.

Disons encore qu'en ce début d'année 1924, en plein milieu d'un hiver terrible où la nourriture, le charbon manquent dans des millions de foyers, où les ravages de la guerre civile sont encore partout visibles, l'opinion publique elle-même change : l'ivresse des premiers mois, des premières années est retombée. Sur les grandes places des grandes villes sans lumière – il n'y a plus de chauffage, de pommes de terre, le ravitaillement est rare –, devant les gares où les trains n'arrivent plus ou alors très rarement, les foules silencieuses assistent passivement aux meetings, n'écoutent que d'une oreille distraite, à peine polie, les oraisons enflammées des agitateurs du parti, des syndicats ou des organisations de masse.

L'heure des administrateurs, des travailleurs patients, des organisateurs sans gloire est arrivée : Staline est l'incarnation presque parfaite de ce nouveau type de dirigeants. De lui, Kautsky qui, Dieu sait, ne l'aimait pas, disait avec admiration : « Il est capable de *Knochenarbeit* » (d'un travail si dur qu'il fait craquer les os). Entre Staline, Mannilsky, Vorochilov et le peuple, il y avait en

cette année 1924 *une connivence obscure, une convergence muette*, la volonté partagée, non avouée certes, d'en terminer avec la révolution mondiale et de passer, enfin, à l'aménagement d'une vie quotidienne supportable[18].

Graduellement, Staline impose sa dictature. Dans les partis communistes du monde, staliniens et trotskistes s'affrontent. Mahatma Roy et Hô Chi Minh prennent parti, dès le V^e^ congrès de l'Internationale (1924), pour les thèses de Trotski. Or, au fur et à mesure que Staline et son principal allié Mannilsky l'emportent sur Trotski, les communistes étrangers, tentant de sauvegarder l'indépendance de leur parti et des rapports d'égalité et de solidarité avec les communistes russes, sont désignés comme « trotskistes » et pourchassés par les envoyés de l'Internationale. En Allemagne, où lutte le parti communiste le plus puissant, en dehors de l'Union soviétique, Paul Lévi, successeur de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht au secrétariat, est chassé du parti.

La stratégie de Staline exprime l'absolue primauté de la raison d'État soviétique sur l'entraide internationaliste. Celle de Trotski, par contre, s'inspire du devoir de solidarité qui lie entre eux les révolutionnaires du monde. Le conflit entre les deux hommes éclate à propos de la Chine.

En novembre 1926, devant le Comité exécutif de l'Internationale, Staline présente six thèses sur la Chine qui toutes attaquent violemment les idées de Trotski. Staline se veut réaliste : la seule révolution prolétarienne qui, pour l'instant, a réussi est la révolution russe. Consolidons cet acquis ! Le socialisme n'existe que dans un seul pays, l'Union soviétique. Il faut protéger ce pays, le fortifier, assurer sa survie et son épanouissement au milieu d'un ouragan d'inimitiés, d'agressivité, d'attaques incessantes. Le gouvernement bourgeois et national-démocratique de Chine peut – à condition que l'Internationale l'aide à résister à l'agresseur étranger – devenir un allié sûr de l'État soviétique. La raison d'État soviétique commande le soutien au Kuo-min-tang[19].

Illusion, répond Trotski. La révolution russe ne peut survivre, se développer, aller à son terme sans la révolution mondiale, permanente, sans une solidarité

active avec toutes les révolutions prolétariennes à venir, tant dans les pays capitalistes développés que dans les pays opprimés et coloniaux. Si nous n'aidons pas de toutes nos forces le développement autonome, au sein des mouvements nationalistes, anticoloniaux, des partis révolutionnaires prolétariens, notre propre révolution sera perdue. Jamais des régimes bourgeois, même anti-impérialistes, ne seront les alliés sûrs des bolcheviks. La Chine ne fait pas exception.

Devant le Comité exécutif de l'Internationale la théorie stalinienne remporta la victoire. Trotski fut minoritaire. On connaît la suite.

En 1926, toute la région septentrionale de la Chine est contrôlée par les seigneurs de la guerre, sorte de satrapes féodaux qui jouissent du soutien militaire, financier, politique actif des puissances coloniales européennes, notamment de l'Angleterre et de la France. Le 1er juillet, Tchang Kaï-chek lance l'expédition du Nord. Malgré des combats extrêmement meurtriers, l'armée nationaliste progresse rapidement. La ville de Shanghai est aux mains d'un seigneur de la guerre stipendié par les puissances coloniales, le général Li. C'est alors que les syndicats de Shanghai, dirigés par des communistes, déclenchent une grève générale insurrectionnelle pour paralyser les troupes de Li et ouvrir les portes de la ville à Tchang Kaï-chek. Mais, dès le déclenchement de l'insurrection ouvrière, l'armée nationaliste de Tchang cesse d'avancer… probablement à la suite d'un accord secret avec le général Li ! Li réprime alors férocement les grévistes. Des centaines d'entre eux sont arrêtés, exécutés, jetés vivants dans les chaudières des locomotives [20].

L'armée nationaliste reste l'arme au pied, assistant en spectateur aux massacres des ouvriers de Shanghai. Le général Li sera, peu de temps après, intégré dans les troupes de Tchang et recevra le commandement d'un corps d'armée.

A partir de ce jour, Tchang Kaï-chek n'a plus qu'un souci : assurer sa dictature personnelle en Chine. Dans ce but, s'alliant aux milieux financiers pro-impérialistes, il organise une « police auxiliaire » dont les membres, recrutés dans les bas-fonds des villes, ont pour tâche de briser tout mouvement d'opposition ouvrière. Ses liens avec les milieux pro-impérialistes sont si

évidents que le Kuo-min-tang le désavoue et décide sa destitution et la remise de ses pouvoirs à un gouvernement « civil » à participation communiste, présidé par Wang Jing-wei. Ce gouvernement succombe bientôt sous les intrigues et la force armée de Tchang.

Devant le désastre de Shanghai, Staline tente de sauver la face. Par une opération machiavélique : malgré un rapport de forces tout à fait défavorable aux communistes, il décide d'organiser une insurrection ouvrière dans le grand port du Sud, Canton. Les ordres à cet effet sont apportés aux dirigeants communistes chinois du Sud par deux envoyés personnels de Staline, mais agissant formellement au nom de l'Internationale. Il s'agit de l'ancien dirigeant des Jeunesses communistes russes Besso Lominazé et du communiste allemand Heinz Neumann. Proclamée le 11 décembre, écrasée le 14, la « Commune de Canton » fait des milliers de victimes mais permet à Staline et à ses hommes de revendiquer une action « révolutionnaire » destinée à les laver de l'accusation d'« opportunisme ». La Commune de Canton marque la disparition du prolétariat chinois en tant que force révolutionnaire pour une décennie[21].

Au sein de l'Internationale communiste, la lutte de Staline contre Trotski va s'étendre de 1924 à 1928. L'intensité de cet affrontement est, entre autres, attestée par le fait qu'aucun congrès ne parvient à se réunir pendant cette période ! De 1919 à l'été 1924, cinq congrès successifs ont lieu. Le VI^{e} congrès, par contre, n'est finalement convoqué qu'après une période de déchirements internes de plus de quatre ans. Ce congrès voit le triomphe définitif de Staline et l'expulsion de Trotski et de ses partisans.

En 1928, Trotski est banni à Alma-Ata. Un an encore et il est chassé d'Union soviétique. Il erre, jusqu'à son assassinat en 1940, de refuge en refuge (Turquie, France, Mexique…). Staline prend graduellement en main le parti. Avec habileté, ruse, flatterie, intelligence. Avec une extrême brutalité aussi. En 1936, enfin, il en est le maître incontesté. Il commence à éliminer physiquement les cadres qui résistent à sa tyrannie. De 1936 à 1938, environ 800 000 personnes tombent sous les balles des commandos d'épuration de la police secrète. Parmi elles, 13 membres du Bureau politique, 98 des 138 membres du comité central, 3 des 5 maréchaux de l'Armée rouge.

A partir de 1928, la raison d'État soviétique investit l'Internationale et l'immense mouvement communiste. La raison de solidarité – héritée de Robespierre, de Marx, des canuts anglais, de Jaurès, Bebel et Lénine – entre en agonie. Elle meurt d'inanition dans les steppes froides des marchandages entre États. Partout des charniers se remplissent de communistes. Staline choisit ses alliances selon un unique critère : l'intérêt, le profit immédiat qu'elles peuvent rapporter à l'État soviétique. Le shah Réza de Perse se rapproche-t-il du gouvernement soviétique, offre-t-il un accord d'amitié et de coopération ? Staline laisse immédiatement tomber Kutchuk khan et le leader communiste Sultan Zadeh. Zadeh et des centaines de ses camarades sont pendus par Réza. Kemal Pacha Atatürk accepte-t-il la libre navigation des bateaux soviétiques dans le Bosphore ? Staline le sacre ami de l'Union soviétique et accepte sans une protestation qu'il déporte Suleiman Nura et exécute la quasi-totalité des communistes et syndicalistes turcs. Atatürk pousse le cynisme si loin qu'il fonde, par les soins de sa police secrète, son propre « parti communiste » à Istanbul ! Staline reste impassible.

En Indonésie, le Sarekat Islam est une force anticoloniale puissante. Il existe à Java et à Bali un petit parti communiste, allié du Sarekat. Ce parti possède des dirigeants hollandais de grande qualité tels que Maring (de son vrai nom Sneevlier) et Wijnhoop. Ils réussissent ce que peu de partis communistes des colonies avaient accompli, à savoir former rapidement un nombre élevé de jeunes militants autochtones. Or, à la fin des années 1920, le Sarekat Islam change brusquement de politique : il rompt son alliance avec le parti communiste indonésien.

Les jeunes communistes pleins d'ardeur et d'abnégation sont maintenant abattus comme des chiens par les tueurs du Sarekat Islam. Dénoncés comme « infidèles », « ennemis de Dieu », « athées », ils sont brûlés vifs dans les villages et sur les docks. Que fait l'Internationale ? Elle réaffirme son alliance privilégiée avec le Sarekat Islam !

Concluons : les combattants – africains, arabes, chinois, indiens, tchèques, bulgares, français, russes, espagnols, américains, suisses, italiens, allemands – de l'Internationale communiste sont, pendant une génération, l'espoir le plus absolu des peuples colonisés, opprimés. A partir de 1928, ces hommes et ces femmes dont l'amour de l'autre, le don de soi, l'abnégation, la capacité de sacrifice, resteront à jamais admirables, sont assassinés les uns après les autres, montent sur les gibets de tous les continents, meurent. Je sais : des sursauts se produiront. Pendant la guerre civile espagnole, de 1936 à 1939, des brigades internationales viendront au secours d'une nation agressée. Durant la Seconde Guerre mondiale, Manouchian et les internationalistes juifs, certains combattants espagnols formés du temps de l'Internationale joueront un rôle crucial au sein de la résistance française. En 1932, Augustin Farabundo Marti, combattant de l'Internationale, soulèvera les paysans du Salvador contre leurs maîtres séculaires. Il sera fusillé par le général Martinez. Mais ses camarades survivants qui avec lui, en 1924, avaient fondé le parti communiste centro-américain à Ciudad Guatemala, rejoindront dans les montagnes du Chipote Augusto Cesar Sandino et contribueront d'une façon décisive à sa victoire sur l'oligarchie nicaraguayenne et le corps expéditionnaire américain. Sandino sera à son tour assassiné en 1934. Ses héritiers reprendront les armes en 1961 et conduiront la guerre de libération jusqu'à la naissance d'un Nicaragua libre, en 1979. La victoire de la révolution cubaine, en 1959, aurait été impensable sans l'apport décisif de vieux militants de l'Internationale comme José Lopez Sanchez et Carlos Raffaël Rodriguez.

Mais en 1928, un soleil s'éteint. Les révolutionnaires éparpillés aux quatre coins du monde resteront à jamais orphelins de l'espérance de fraternité écrasée par le monstre de la raison d'État soviétique.

---

1. Le 2 mars 1917, le dernier tsar, Nicolas II, ayant abdiqué, Kerenski, chef du gouvernement provisoire, et la Douma proclament la République.
2. Texte reproduit dans Georg von Rauch, *Geschichte Sowjetrusslands*. J'utilise ici l'éd. anglaise (la plus récente) du classique ouvrage de Rauch ; cf. Georg von Rauch, *A History of Soviet Russia*, trad. de Peter et Anette Jacobsohn, Londres, Thames and Hudson, 1957, p. 80.

3. Pour connaître l'histoire des rapports compliqués, conflictuels qu'entretiennent les bolcheviks avec les nations musulmanes, cf. notamment : Alexander Bennigsen et S. Enders Winbush, *Muslim National Communism in the Soviet Union, a Revolutionary Strategy for the Colonial World*, The University of Chicago Press, 1979 ; Vincent Monteil, *Les Musulmans en Union soviétique*, Paris, Éd. du Seuil, nouvelle éd., 1981 ; Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1978.
4. Il s'agit du Bosphore, le détroit maritime qui relie la mer Noire à la Méditerranée orientale.
5. Demetrio Boersner, *The Bolcheviks and the National and Colonial Question*, Genève, Librairie Droz, 1957, p. 64 *sq*.
6. En 1917, le parti bolchevique est résolument pluri-ethnique : des Juifs, des Russes, des Géorgiens, des Arméniens, des Tatars, des Mongols, des Estoniens, des Polonais, des Finlandais, des Ukrainiens, des Kirghizes, des Patchouns se côtoient aux congrès et dans les instances exécutives dirigeantes. Pratiquement toutes les ethnies sont représentées. Mais, pour des raisons historiques que nous n'avons pas le temps d'analyser, les Russes sont largement dominants. Il s'ajoute un autre élément encore : en avril 1917, les bolcheviks sont peu nombreux et implantés surtout dans la Russie européenne. Ils sont pratiquement absents des régions asiatiques, caspiennes ou sibériennes, c'est-à-dire des quatre cinquièmes du pays.
7. W. Woytinsky, *La Démocratie géorgienne*, Paris, Librairie Alcan Lévy, 1921, p. 4.
8. Khariton Chavichvily, *Thamar ou l'Age d'or de la Géorgie*, Genève, Perret-Gentil, 1971.
9. Un texte de Tserételli sur le problème des nationalités, notamment, est traduit en allemand par Kautsky et largement diffusé en Europe. Cf. I. G. Tserételli, « Les nationalités dans la révolution russe », discours prononcé à la conférence de Paris (1900), publié plus tard en français dans *Géorgie indépendante*, Éd. du parti social-démocrate de la Géorgie (représentation à l'étranger), Genève, juillet 1919.
10. Ce sont pratiquement les mêmes qui, en février 1917, avaient conduit l'insurrection de Saint-Pétersbourg.
11. Les articles cités de l'Acte d'indépendance sont tirés de *Géorgie indépendante, op. cit.*
12. Les documents, manuscrits, etc., laissés par Chavichvily sont aujourd'hui réunis dans le Fonds Chavichvily à la bibliothèque du Palais des Nations, siège européen des Nations unies, avenue de la Paix, à Genève. Ce fonds est en train d'être inventorié. Il sera accessible aux chercheurs.
13. Léon Trotski, *Between Red and White – between Revolution and Counter-revolution*, Londres, 1922.
14. Carlos Raffaël Rodriguez, *Lenin y la cuestion nacional*, La Havane, Ediciones de sciencias sociales, 1976.
15. Louis Fischer, *The Soviets in World Affairs*, Londres, Jonathan Cape, 2 vol., 1930 ; cf. vol. II, notamment le chap. XVI, « The passing of Lenin », p. 461 *sq*.
16. Isaac Deutscher, *The Prophet Armed, 1897-1921*, Oxford University Press, 1954 ; suivi d'un second volume : *The Prophet Unarmed, 1921-1929*, Oxford University Press, 1959.
17. Boukharine, Zinoviev, Radek et Kamenev collaborent d'abord avec Staline contre Trotski, mais ils seront éliminés plus tard : cf. Isaac Deutscher, *Staline*, Paris, Gallimard, 1973.
18. Isaac Deutscher saisit bien ce climat dans *La Révolution inachevée*, Paris, Laffont, 1967. Cf. aussi ses analyses complémentaires : *Unabhängige Kommunisten : Briefwechsel Heinrich Brandler-*

Isaac Deutscher, correspondance éditée par Hermann Weber, Berlin, Colloquium-Verlag, 1981.

19. Pierre Broué, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, Grenoble, EDI, 1965 ; cf. aussi Jacques Guillermaz, *Histoire du parti communiste chinois*, 2 vol., Paris, Payot, 1968-1975.
20. André Malraux témoigne du martyre des insurgés de Shanghai dans son roman *La Condition humaine*.
21. A la lisière du grand parc public de la ville de Canton, se dresse aujourd'hui une haute colline, couverte de gazon, qui abrite les restes des martyrs de la Commune insurrectionnelle. Cette colline est l'un des charniers les plus étendus du monde.

CINQUIÈME PARTIE

LA RÉSURRECTION RATÉE DE L'INTERNATIONALE

La Deuxième Internationale ouvrière, ou Internationale socialiste, renaissait de ses cendres en novembre 1976, à Genève.

Elle revenait de loin ! Les forces vives de la Deuxième Internationale avaient, en 1919-1920, rejoint l'Internationale communiste de Lénine. Durant les années 1920 et 1930, les fascismes montants en Europe provoquèrent de terribles ravages dans les maigres partis restants : le parti socialiste italien fut décimé dès le début des années 1920, le SPD allemand, pratiquement détruit en 1933. La SFIO française, parvenue au pouvoir d'État avec Léon Blum en 1936, refusa – malgré les appels pressants du Bureau exécutif de l'Internationale – d'intervenir aux côtés du gouvernement légal républicain, victime de l'agression fasciste[1]. Conséquences : les légions de Hitler, de Mussolini et de Franco écrasèrent sous l'œil impavide de Blum la République espagnole et massacrèrent des dizaines de milliers de socialistes, communistes et anarchistes. La Deuxième Internationale avait, à l'issue de la Première Guerre mondiale, fondé de grands espoirs sur la Société des Nations, ses capacités d'arbitrage, son système de sécurité collectif. Venues de Massawa, d'Asmara, de Berbera, les armées fascistes italiennes envahirent en 1936 les hauts plateaux éthiopiens, brûlant, gazant toute vie sur leur passage. L'Éthiopie, membre de la Société des Nations, invoqua la charte et demanda l'application contre l'agresseur du boycottage économique international. La Société des Nations, avec l'appui des gouvernements socialistes, refusa de sanctionner l'Italie. C'est dans un état de délabrement extrême que l'Internationale parvint au seuil de la Seconde Guerre mondiale : n'ayant plus ni force ni vie, elle était parfaitement incapable de mobiliser le moindre mouvement pour défendre la paix agonisante. Le Bureau exécutif

siégeant à Bruxelles émit une pâle protestation contre l'agression hitlérienne de la Pologne, puis plia bagages et se réfugia dans un hôtel de Londres.

1952 : nouvelle étape. A Francfort, les délégués des principaux partis socialistes d'Europe se réunissent pour la première fois depuis douze ans. Dans les coulisses du congrès, un parrain puissant : le gouvernement des États-Unis. En Europe, l'Internationale devient un instrument de la guerre froide, une organisation de propagande et de lutte anticommunistes ; dans les pays d'outre-mer, elle sera l'auxiliaire des croisés de la reconquête coloniale et impérialiste. En 1956, les dirigeants de la SFIO – Guy Mollet, Robert Lacoste, Christian Pineau, Max Lejeune – parvenus au gouvernement, déclenchent contre les patriotes algériens une guerre d'extermination. Ils sont efficacement secondés par l'Internationale [2].

Je me souviens d'un jour d'hiver austral 1972 à Santiago du Chili. Un petit groupe de parlementaires socialistes européens étaient les invités de Salvador Allende. Dans la modeste maison du quartier Tomas Moro où habitait le président, les murs étaient constellés de tableaux multicolores de peintres chiliens contemporains. Une douce lumière parvenait des cimes enneigées des Andes. Elle inondait les baies vitrées du salon. Allende – petit, trapu, sympathique, chaleureux, le regard intense, rieur, derrière d'épaisses lunettes – était assis dans un grand fauteuil colonial, un peu surélevé. Ses pieds étaient posés sur un escabeau. Et, devant l'escabeau, un immense chien au poil jaune était couché. Nous étions assis face à lui sur un large canapé. Clodomiro Almeida, massif, silencieux, ministre des Affaires étrangères et compagnon d'Allende, occupait l'autre fauteuil. Allende nous décrivait de sa voix enrouée, citant des exemples encore inconnus, la stratégie de boycottage extérieur, de sabotage interne mise en place par les États-Unis pour abattre son gouvernement. Allende : « Nous vivons un Vietnam silencieux. » Un parlementaire autrichien, assis sur le canapé, dit : « Peut-être l'Internationale… elle pourrait vous aider… si… » Allende se dressa d'un coup, foudroya du regard l'imbécile : *« Jamas ! »* (Jamais !) Pour Allende, Clodomiro et tout le peuple chilien assiégés, l'Internationale était une ennemie. En 1971, ils avaient parfaitement raison.

Une conjoncture historique particulière préside à la renaissance de 1976 : en République fédérale allemande, une grave crise politique et humaine venait d'ébranler le SPD. Willy Brandt, chancelier d'un gouvernement socialiste, était contraint à une démission humiliante. Les services de contre-espionnage venaient de découvrir dans son entourage immédiat un haut responsable du ministère de la Sécurité d'État de la République démocratique allemande. Le colonel Guillaume, agent communiste de vieille date, travaillait comme assistant personnel du chancelier *(Persönlicher Referent)*. Il avait, en plus, réussi à gagner l'amitié de Willy Brandt. Brandt quitta le gouvernement.

Brandt décida de mettre son prestige, son énergie et son intelligence au service de la reconstruction de l'Internationale. Pratiquement toute son ancienne équipe de la Chancellerie le suivit et consacra ses efforts, désormais, à l'Internationale : dans cette équipe figuraient et figurent encore des hommes aussi talentueux que Jürgen Wischnevsky, Horst Ehmke, Hans Dingels, Klaus Lindemann, *e.a*.

Olof Palme mit à disposition l'un de ses collaborateurs les plus proches, Bernt Carlsson, qui devint secrétaire général de l'Internationale.

En France, même revirement : lors du congrès d'Épinay, en 1971, François Mitterrand et ses amis s'étaient battus vigoureusement contre l'adhésion du parti à l'Internationale. En 1976, Mitterrand accepta d'en devenir le vice-président et joua, dès lors, un rôle déterminant dans la définition de la théorie analytique et de la stratégie sociale de la nouvelle Internationale[3].

En Europe du Sud, enfin, les dictatures fascistes étaient démantelées : Caetano était tombé à Lisbonne en avril 1974, Franco mourut en Espagne en novembre 1975. En 1976 – avec l'aide financière, politique, diplomatique des partis socialistes allemand, scandinaves et français –, de puissants mouvements socialistes (et syndicalistes) renaissaient au Portugal et en Espagne. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du PSOE espagnol, et Mario Soares, premier secrétaire du parti socialiste portugais (et, en tant que ministre des Affaires

étrangères des deux premiers gouvernements provisoires, principal artisan de la décolonisation de l'Angola, de la Guinée-Bissau et du Mozambique), prirent une part active dans la reconstruction de la Deuxième Internationale. Michael Foot, leader de l'opposition travailliste d'Angleterre, Bruno Kreisky, chancelier d'Autriche, Joop van Uhl, président du parti du travail des Pays-Bas, les leaders du socialisme scandinave – Olof Palme de Suède, Kalevi Sorsa de Finlande, Anker Joergensen du Danemark, Gro Harlem Brundtland de Norvège – formèrent l'armature de la nouvelle organisation.

Des congrès successifs eurent lieu, notamment à Madrid, Vancouver, Albufera : graduellement, l'Internationale se dotait d'institutions efficaces qui comprennent – outre les congrès généraux qui se réunissent tous les deux ans – un bureau exécutif, un présidium, un secrétariat général (qui siège à Londres), une conférence permanente des chefs de partis.

Plusieurs commissions et conseils, comme la Commission économique et le Conseil permanent pour le désarmement, accomplissent un travail d'analyse et de coordination important au service des partis membres.

Dès 1978, de nombreux partis socialistes latino-américains, africains, asiatiques, moyen-orientaux furent accueillis. Il s'agissait soit de partis déjà existants, soit de partis créés grâce au financement, au conseil politique, à l'appui diplomatique de l'Internationale.

Aujourd'hui, l'Internationale socialiste compte à travers le monde 77 partis ayant ensemble plus de 16 millions de membres et pouvant compter sur l'appui de plus de 100 millions d'électeurs [4].

L'internationale socialiste, dès son congrès de 1976, nourrissait un triple espoir :

1. Elle espérait pouvoir *guérir progressivement la fracture de 1919* et rétablir l'unité institutionnelle du mouvement ouvrier international, grâce au rapprochement graduel avec les partis communistes d'Europe occidentale.

2. Au congrès de Vancouver, en 1978, l'Internationale publia son programme de *soutien aux luttes armées de libération nationale du tiers monde*. Elle décida de la création d'instances régionales (exemples : Comité Amérique

latine/Caraïbes, Organisation socialiste Asie/Pacifique) destinées à coordonner l'appui accordé aux luttes d'émancipation, d'autodétermination des peuples opprimés[5].

3. Troisième espoir : *opposer à la raison d'État une stratégie politique, idéologique inspirée par la raison de solidarité*. Le conseil pour le désarmement de l'Internationale, par de constantes interventions tant à Moscou qu'à Washington (qu'à Londres et à Paris), essaie de mobiliser l'opinion publique et de peser sur les décisions des gouvernements afin de favoriser un désarmement nucléaire mutuel, contrôlé et progressif. Autre exemple : le congrès de Rio de Janeiro (octobre 1984) tente d'organiser l'appui des partis socialistes des pays industrialisés en faveur d'un moratoire des dettes extérieures des nouvelles démocraties d'Amérique latine (notamment de l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay, de Bolivie).

Où en est l'Internationale socialiste aujourd'hui ? Neuf ans après sa renaissance, la plupart de ses plus ardentes ambitions *ont échoué :* la raison d'État, partout, l'a emporté sur la raison solidaire.

L'Internationale ne réussit pas à freiner la démentielle course au surarmement nucléaire. Aucune de ses propositions de gel d'installations, d'arrêt du développement de nouvelles armes nucléaires, balistiques, n'est prise en considération par les grandes et moyennes puissances. Dans un monde de misère et de faim, les dépenses d'armement augmentent chaque jour.

Aucune des luttes de libération nationale activement soutenues par l'Internationale – au Salvador, en Namibie, au Guatemala, en Afrique du Sud – n'a encore abouti. La lutte pour de nouveaux termes de l'échange entre les pays industrialisés et ceux du tiers monde, celle pour une réduction négociée des dettes extérieures des pays débiteurs ont échoué : la contradiction objective entre les intérêts matériels des travailleurs du centre et ceux des travailleurs de la périphérie a fait voler en éclats le projet de constitution d'un front anti-impérialiste entre tous les travailleurs.

Échec aussi des négociations de paix ou du moins d'armistice que l'Internationale entreprend dans plusieurs régions du monde : au Moyen-Orient,

le parti travailliste israélien (Mapai), membre de l'Internationale, sabote toute forme de dialogue avec le mouvement national palestinien. Les missions de paix successives conduites par Bruno Kreisky d'abord, par Mario Soares ensuite, ont buté sur l'obstination du Mapai. Au Salvador, les pourparlers de La Palma sont dans l'impasse. Au Nicaragua, l'Internationale s'est engagée jusqu'à l'extrême limite de ses moyens afin d'obtenir la cessation des attaques des contre-révolutionnaires et le respect par le gouvernement Reagan de la souveraineté nicaraguayenne. Printemps 1985 : l'agression des États-Unis et de ses mercenaires basés au Honduras et au Costa Rica contre le gouvernement régulièrement élu de Managua s'intensifie.

Même déception en ce qui concerne le rapprochement entre les partis socialistes et les partis communistes d'Europe occidentale. Ces derniers, trop viscéralement fidèles aux impératifs de la raison d'État soviétique, refusent constamment les contacts avec l'Internationale. Une exception : le succès passager obtenu par Gilles Martinet, dirigeant socialiste français et ambassadeur à Rome, dans ses négociations avec le parti communiste italien.

Pourquoi cette impuissance d'une Internationale dirigée par des hommes aux qualités humaines, intellectuelles souvent exceptionnelles, disposant d'une base sociale, de moyens politiques et financiers impressionnants ? Pourquoi ces échecs ?

Les causes en sont multiples et complexes. Je n'en cite que deux :

Là où les socialistes sont au pouvoir, leur action internationale subit la surdétermination de la raison d'État. Là où ils sont dans l'opposition, ils dépendent de la conscience collective de leurs membres. Or, face aux exigences de la solidarité internationale, cette conscience – nous l'avons vu tout au long de ce livre – est en régression constante.

Max Horkheimer, qui a observé la conduite des syndicats américains, écrit :

> Les travailleurs se rallieront toujours à l'appel de la persécution d'un capitaliste ou d'un politicien qui est dénoncé par les dirigeants syndicaux parce qu'il a violé les règles du jeu. Mais les travailleurs ne

> mettent pas en question ces règles elles-mêmes. Ils ont appris à accepter l'injustice sociale – même l'injustice à l'intérieur de leur propre groupe – comme un fait puissant. Ils ont appris à respecter des faits puissants comme la seule chose qui est à respecter. Leur conscience est fermée aux rêves d'un monde fondamentalement autre comme elle est fermée à des notions qui, au lieu d'être de simples classifications de faits, se mesurent à la réalisation effective de ces rêves. Les circonstances économiques modernes provoquent chez eux une attitude de soumission[6].

Lorsque les droits syndicaux, le pouvoir d'achat sont menacés en France, la CGT, la CFDT, la FEN, le SNESup, FO mobilisent leurs troupes, descendent dans la rue, protestent, revendiquent, condamnent. Ils ont mille fois raison. Mais jamais leurs revendications ne prennent en compte les intérêts, les combats, les souffrances des travailleurs du tiers monde. Toute exploitation outre-mer qui augmente les bénéfices des sociétés multinationales françaises peut compter sur l'appui déterminé, ou du moins le silence complice, des syndicalistes de France.

Exemple : en 1964, une dictature militaire prit le pouvoir à Brasilia. Elle interdit les partis politiques, dissolut le Parlement, brisa les syndicats. Elle instaura la torture comme moyen de gouvernement, persécuta, assassina des paysans, des communistes, des chrétiens, des socialistes.

1977 : la dictature décida de se doter d'une industrie nucléaire capable de fabriquer à terme une bombe atomique devant lui assurer la suprématie militaire sur le continent. Elle lança un appel d'offres international pour l'achat, clé en main, de six centrales nucléaires. Ce fut un consortium allemand, financé par le gouvernement socialiste présidé par le chancelier Helmut Schmidt, qui arracha le marché. Plusieurs responsables syndicaux français accusèrent publiquement le président Giscard d'Estaing d'avoir laissé échapper ce marché et de n'avoir pas suffisamment défendu l'industrie française.

Je ne critique pas l'attitude de ces responsables : du point de vue de la défense de l'emploi en France, elle est parfaitement justifiée.

Je constate simplement une formidable régression de la raison de solidarité. Régression qui se vérifie presque chaque jour et qui réduit les grandes centrales syndicales à de simples machines de défense des intérêts corporatifs, qui acceptent et reproduisent l'ordre inhumain, inégalitaire, meurtrier du monde. Ce que je dis de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN françaises est parfaitement applicable à tous les grands syndicats européens : la CGIL, la CISL, l'UIL, le DGB, le TUC[7].

La révolution technologique a changé la configuration sociale de la force de travail en Occident. Dans la république de Genève, 11 % seulement des travailleurs sont, en 1985, des ouvriers de l'industrie ou de l'agriculture. De cette classe ouvrière réduite, la majorité sont des étrangers, privés de tout droit politique. La situation est similaire dans pratiquement tous les autres États industriels européens. Partout, le nombre des travailleurs dans les secteurs primaire et secondaire diminue. Partout la classe ouvrière est divisée – matériellement et psychologiquement – entre ouvriers indigènes et travailleurs immigrés. Autre mutation : les ouvriers autochtones ont vu leur condition de vie radicalement transformée. Ils ont acquis un bien-être matériel évident qui fait d'eux, dans leur majorité, des conservateurs. Ce conservatisme, ses formes extrêmes comme la xénophobie, le racisme, sont plus virulents chez les ouvriers que dans n'importe quelle autre classe sociale. Cela aussi est naturel : les ouvriers viennent de loin, leur relatif bien-être est récent, précaire, il a été conquis par des luttes très dures. Ils le défendent donc avec acharnement contre toute évolution sociale, tout projet politique qui risquerait (dans leur esprit) de les mettre en péril. Il ne faut pas leur parler d'un changement radical du présent ordre du monde : ils sont hostiles au bouleversement des termes de l'échange international, à l'abolition des prix boursiers des matières premières minières, agricoles, produites par les pays du tiers monde. Les travailleurs français, comme toutes les autres classes de la société, d'ailleurs, profitent grandement du maintien, du renforcement continu de l'empire néo-colonial français en Afrique. Ils sont hostiles à son abolition. L'exportation d'armes de guerre tous azimuts garantit à 300 000 d'entre eux un emploi. Elle profite à l'ensemble de la nation

puisqu'elle permet de contenir, dans des limites acceptables, le déficit du bilan du commerce extérieur.

En évoquant toutes ces évidences, suis-je coupable d'*antisyndicalisme primaire ?*

Je ne mets pas en doute ici la combativité, la détermination des grandes centrales syndicales européennes et américaines. Elles sont, elles restent impressionnantes.

Je connais et j'admire le travail de formation de syndicalistes du tiers monde – notamment africains et latino-américains – que conduisent la CISL, le DGB, le TUC, la CGT et la CFDT[8]. Plusieurs grandes centrales – scandinave, suisse, autrichienne – alimentent des fonds de solidarité qui servent à financer des mouvements de grève dans le tiers monde.

Au sein de l'Organisation internationale du travail, dont la conférence annuelle a lieu chaque mois de juin à Genève, les délégués des grandes centrales européennes se dépensent sans compter pour obtenir la condamnation du Zaïre, du Chili, de l'Afrique du Sud, des Philippines et de toutes les dictatures où les droits élémentaires des travailleurs sont bafoués.

Seulement voilà : pour changer, abolir cet ordre du monde, les résolutions de congrès, les effets de tribune, l'envoi de délégations en Guinée, au Mozambique, au Nicaragua ne sont pas suffisants. Mesurés à l'aune de la raison de solidarité dont autrefois le mouvement ouvrier européen était porteur, ils sont même parfaitement dérisoires.

Entre 1875 et 1914, des cortèges immenses ont parcouru Londres, Paris, Rome, Madrid, Berlin, tentant de paralyser les expéditions sanglantes entreprises par les bourgeoisies européennes aux quatre coins de la planète. En 1911, Jean Jaurès appela à la grève générale contre l'invasion française du Maroc. August Bebel conduisit à Kiel la grève des marins et dockers, paralysant la flotte de guerre impériale et empêchant le départ du corps expéditionnaire pour la Chine du Sud.

Où sont aujourd'hui les grandes grèves de solidarité conduites par Krasucki, Maire, Hesselbach, Lewis, Lama, pour empêcher les industriels européens implantés en Afrique du Sud de faire appel à la police pour briser la grève des travailleurs noirs, sous-payés, terrorisés, affamés ? Où est la mobilisation syndicale française contre la pratique des industriels et banquiers français qui, dans leurs usines du Brésil, baissent en 1984 – conformément au plan du FMI – de 20 % en moyenne le salaire des ouvriers dont les familles, déjà sous-alimentées, sont au bord de l'effondrement physique et psychique[9] ? Silence, sourires gênés, haussements d'épaules… Personne n'en parle. Tout le monde ou presque, à la CGT, à la CFDT, s'en fout. La conduite des autres grandes centrales syndicales européennes n'est pas différente. Le Trade Union Congress anglais, l'Union syndicale suisse ou le Deutscher Gewerkschaftsbund de RFA négligent de la même façon leur élémentaire devoir de solidarité avec les revendications des travailleurs des pays du tiers monde.

Au sein des démocraties occidentales contemporaines, la raison d'État est en train d'homogénéiser les consciences. Aujourd'hui, la réification est presque achevée. Le processus d'unification symbolique de toutes les classes sociales habitant le territoire d'un État industriel marchand – entrevu par Jean Jaurès – approche de son terme. Le travailleur est de plus en plus réduit à sa pure fonctionnalité marchande. Il n'a plus aujourd'hui de conscience de classe proprement dite. Il n'a plus qu'une conscience corporatiste. *Formidable régression !*

---

1. En mars 1939, Léon Blum commit une autre erreur : Juan Negrin, dernier président du gouvernement républicain en exercice, lui demanda une aide urgente, lui disant que la guerre mondiale allait éclater dans quelques mois et qu'il fallait aider la République espagnole à tenir jusque-là, afin que les démocraties puissent disposer d'un allié sûr au-delà des Pyrénées. Blum, aveugle, ne crut pas à la guerre, refusa l'aide et la tragédie espagnole fut consommée. Cf. Juan Llarch, *Negrin, resistir es vencer*, Madrid, Editorial Planeta, 1985.
2. Dès le milieu des années 1960, l'Internationale était d'ailleurs présidée par un ivrogne notoire, Bruno Pittermann, ancien vice-chancelier d'Autriche. Un homme luttait en vain pour une certaine autonomie, une certaine honnêteté de l'Internationale : Hans Janitchek, secrétaire général.

3. Il existe aussi une Internationale des femmes et une Internationale des jeunesses socialistes qui, depuis 1976, sont très actives. Par exemple, l'Internationale des jeunesses socialistes a réuni, à la Pentecôte 1985, plus de 5 000 militants du monde entier à Luxembourg.
4. Sur la reconstruction de la Deuxième Internationale, cf. Huges Portelli *et al.*, *L'Internationale socialiste*, Paris, Éditions ouvrières, 1983, p. 101 *sq.*
5. Un exemple de cette stratégie : le Mouvement national révolutionnaire (MNR), membre de l'Internationale est une des cinq composantes du Front démocratique, Front de libération Farabundo Marti, en guerre contre le pouvoir pro-impérialiste d'El Salvador. Guillermo Ungo, chef du MNR, préside le Front. L'Internationale appuie la lutte de libération du peuple salvadorien ; elle a favorisé l'ouverture des négociations de La Palma en 1984.
6. Ce texte, prémonitoire, écrit aux États-Unis date de 1944. Cf. Max Horkheimer, *Kritische Theorie*, Francfort, Fischer Verlag, 1968, vol. II, p. 311.
7. Les trois centrales italiennes sont : la CGIL (Confédération générale du travail d'Italie), environ 4 millions de membres, proche du parti communiste ; la CISL (Confédération italienne des syndicats du travail), environ 3 millions de membres, proche de la démocratie-chrétienne ; l'UIL (Union italienne du travail), environ 1,4 million de membres, proche du parti socialiste, du parti social-démocrate et du parti républicain. – DGB : Deutscher Gewerkschaftsbund, organisation faîtière des syndicats allemands. TUC : Trade Union Congress, organisation faîtière des syndicats anglais.
8. Deux des grandes centrales syndicales françaises notamment sont dirigées par des hommes aux convictions anti-impérialistes affirmées : G. Julis dirige avec compétence le Département extérieur de la CGT ; à la CFDT, le Département international a été longtemps conduit par Jacques Chérèque.
9. Les industriels et banquiers français ne sont pas les seuls à pratiquer cette politique de la surexploitation du travail au Brésil : leurs collègues américains, allemands, anglais, japonais et suisses font de même.

CONCLUSIONS

Les guides de montagne

L'infini, à tout homme, quoi qu'il veuille ou fasse… ça lui rappelle quelque chose. Il en vient.

HENRI MICHAUX.

La logique de l'État est une logique de l'affrontement, de la régression, du conflit ; la logique de la solidarité est celle de la construction en commun, de la complémentarité, de la réversibilité et de la réciprocité des relations entre les hommes.

Durant tout le XIX^e^ siècle et une bonne partie du XX^e^, le mouvement ouvrier international était à l'avant-garde du combat antiétatique. Il était le principal défenseur d'une humanité organisée selon les principes de la raison solidaire. L'homme total est à venir. Le mouvement ouvrier en était le héraut et allait hâter son avènement.

Aujourd'hui, ce mouvement a pratiquement disparu de la scène internationale, et, à l'intérieur des États d'Europe, il a cessé d'être un contre-pouvoir. Intégré à la machine d'État, participant à sa gestion, il reproduit sa rationalité. Face aux luttes de libération des peuples du tiers monde – et c'est une banalité que de le rappeler – il prend systématiquement le parti des États industriels, de leurs satrapes régionaux. Aujourd'hui, l'un des ennemis les plus implacables du *khouli* cingalais, du mineur chilien, du *boia fria*[1] brésilien est le travailleur industriel et commercial d'Europe. Orphelin de la raison solidaire, ayant rejeté tout projet historique autonome, il n'est plus porteur ni d'espérance,

ni de destin, ni d'un quelconque désir d'un monde « tout autre ». La révolution antiétatique, libertaire, est pour lui une vieille lune. Pratiquant quotidiennement la morne reproduction de la raison d'État, il assure au système impérialiste mondial sa toute-puissance et ses profits. Nous subissons les années mortes de la solidarité en Europe. La raison d'État triomphe partout. L'espérance socialiste s'en va, vêtue de haillons.

I. La classe ouvrière, sa conscience collective telles que l'ont connues, analysées les fondateurs de l'idéologie socialiste, ne sont pas des absolus. Mais les valeurs de solidarité internationale, d'entraide théorique et pratique entre tous les exploités de la terre, incarnées par la Première, la Deuxième et la Troisième Internationale, sont des valeurs permanentes.

Le triomphe de la raison d'État, c'est-à-dire l'aliénation de la conscience ouvrière, sa résorption par la conscience impérialiste, ne change rien à la validité de ces valeurs. Elles sont toujours présentes dans la société européenne : sous forme de conscience groupusculaire ou plus précisément – puisque privées du support d'un mouvement social cohérent – sous forme d'utopie.

Aujourd'hui en Europe, la raison solidaire est une *raison errante*.

Quelque part, dans la longue et tumultueuse histoire du mouvement ouvrier international, quelque chose a mal tourné. Les exigences antiétatiques, antibureaucratiques, démocratiques et radicalement libertaires des fondateurs du socialisme sont soigneusement gommées par ceux-là mêmes qui se prétendent leurs successeurs. Où est la rupture ? Comment expliquer ce ratage ? Une anecdote que m'a contée Ismaël Sabri Abdallah aide à le comprendre : Gamal Abdel Nasser avait enfermé dans l'oasis de Kharga, au cœur du désert libyque, toute la direction et de nombreux militants du parti communiste égyptien. Ismaël, secrétaire général du parti, dut lui-même passer plus de sept ans dans les geôles nassériennes. Or, à Kharga, dans ce désert calciné par le soleil le jour, et balayé par des vents glacés la nuit, les conditions de vie étaient d'une dureté extrême. Le directeur du camp, les matons, les troupes de la garde étaient relevés

tous les six mois. Seuls les prisonniers ne bougeaient pas. Graduellement, les prisonniers prirent en main l'organisation de l'oasis… et dictèrent à chaque nouveau directeur, à chaque nouveau commandant des troupes de garde le code de conduite, le règlement du camp qu'eux-mêmes avaient élaborés !

Libérés de leur misère morale et physique, débarrassés partiellement de leurs chaînes, les travailleurs européens se sont arrêtés à mi-chemin. Leur élan a été brisé net : par les deux guerres mondiales (qui, à l'intérieur de chaque État, ont provoqué l'union sacrée entre classes hostiles), par la trahison, la volte-face de nombre de leurs dirigeants, par la force d'intégration de la raison d'État qui, progressivement, a résorbé la conscience antiétatique, internationaliste, libertaire du mouvement ouvrier.

Comme les communistes égyptiens qui, au lieu de supprimer leur prison, ont préféré l'aménager en conformité avec leurs intérêts immédiats, le mouvement ouvrier s'est installé dans l'État, l'a rénové, réformé ou plus précisément : il a tenté de s'allier à l'État et de tirer de cette alliance le plus grand profit possible. Or, l'État est un monstre violent. Il a ceci de particulier qu'on ne peut le conquérir à moitié : c'est un adversaire des hommes terriblement rusé. Ou bien on le brise, ou il vous piétine. Raison solidaire et raison d'État sont radicalement incompatibles. L'ordre du monde est un ordre d'État. Le mouvement ouvrier international, ayant renoncé à la conquête de la totalité du pouvoir d'État, s'est montré incapable d'organiser son dépérissement. Par voie de conséquence, il s'est incliné, soumis devant l'ordre meurtrier du monde dont, aujourd'hui, il est l'un des garants les plus déterminés. Au lieu d'abolir l'État, il l'a renforcé, lui a assuré son épanouissement.

La raison d'État fait appel à ce qu'il y a de plus vil, de plus commun dans l'homme : son égoïsme foncier, sa peur de la liberté, son penchant pour la soumission, son goût de l'autorité, son racisme latent, la tentation du bouc émissaire et du refus de l'autre. Conduire sa vie, construire un mouvement selon les paramètres de la raison solidaire demande un effort autrement plus intense. Pendant de longues générations, le mouvement ouvrier a suivi sa pente en la remontant. Aujourd'hui, il la descend. A une vitesse vertigineuse.

II. Tout notre livre n’a qu’un seul but : remonter de l’embouchure jusqu’aux sources. *Il veut mobiliser pour la pratique contemporaine les valeurs invariantes mises au jour par les fondateurs*. Une conviction prométhéenne animait les fondateurs du socialisme : pour les hommes, il ne peut exister de néant, de radicalement inconnaissable. Ce qui n’est pas connu, maîtrisé, dominé par l’homme est simplement un « non encore connu », un « non encore maîtrisé ». Il ne peut exister de limites « naturelles » à la praxis humaine, au travail de l’homme, à sa capacité de transformer en réalité sociale des pans toujours nouveaux de la nature non encore médiatisée. Le but ultime du socialisme est de transformer en « conscience » le plus de « monde » possible, de soumettre à la raison solidaire un nombre maximal de conduites sociales, économiques et politiques. La praxis humaine – qui est toujours une praxis collective – est le seul sujet de l’histoire. Les hommes peuvent tout, au sens littéral du terme. Ernst Bloch, marxiste allemand décédé en 1973, postulera que même la mort, un jour, pourra être vaincue puisque rien ne prouve qu’il existe une limite « naturelle » aux constants progrès de la science.

Au fur et à mesure qu’elle se produit, l’histoire révèle un sens. Autrement dit : sa progression produit une connaissance graduelle, objectivement juste du monde et des hommes. L’histoire est donc vectorielle. Elle va quelque part. Son but ultime, qu’elle atteint par paliers – dont chacun, à chaque instant, peut s’effondrer sous l’action de la démence ou de la trahison –, est l’humanisation de l’homme, l’épanouissement de toutes ses capacités créatrices, de son aptitude au bonheur, de ses dons d’amour, en bref : de sa liberté.

Ce sens de l’histoire, cette raison objective, cette eschatologie s’incarnent dans un mouvement social, dans un groupe d’hommes identifiables que les fondateurs appellent par un nom qui, aujourd’hui, semble curieusement archaïque : le prolétariat.

Le terme de prolétaire revêt aujourd’hui une triple réalité : il y a d’abord les nations prolétaires de la périphérie du monde industriel, dont le salut dépend de la renaissance de la raison de solidarité parmi les travailleurs des sociétés

d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et qui ne peuvent pas abolir d'elles-mêmes l'actuel ordre du monde. La victoire militaire et politique remportée par le mouvement armé de libération sur l'occupant étranger ou sur la tyrannie autochtone ne détruit pas par elle-même la violence devenue universelle du marché capitaliste mondial. Elle n'abolit pas pour le pays libéré les taux d'échange inégaux. Elle ne supprime pas la division internationale du travail. Seule l'alliance avec des mouvements sociaux puissants du centre capables de mettre en échec les stratégies de la raison d'État permettrait aux peuples du tiers monde de vaincre la misère, d'accéder à la souveraineté effective. Je mentionne, pour mémoire, un second prolétariat : celui du quart monde présent dans nos sociétés industrielles, ces dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants totalement démunis qui vivent en marge de la prospérité dans les cités d'urgence, les asiles, les prisons, ces êtres de l'ombre, exclus de la vie « normale » et que la plupart d'entre nous ne rencontrent jamais ou alors fortuitement, à l'occasion d'un drame individuel, humain, qui se joue sous nos fenêtres[2].

Le troisième prolétariat est le plus difficile à définir : ce sont l'ensemble des hommes et des femmes qui ne supportent plus l'ordre existant du monde, qui tentent de le changer mais qui sont, provisoirement du moins, écrasés par la logique de l'État. La raison d'État les prive de leur projet collectif. Renvoyés à leur solitude groupusculaire, à leur subjectivité incomplète, ils sont *des dissidents, des rebelles*.

Friedrich Nietzsche fait ce constat : « S'il est vrai que, de tous les temps, depuis qu'il y a des hommes, il y a aussi des troupeaux humains (tribus, nations, Églises, États) et toujours un grand nombre d'hommes obéissant à un petit nombre de chefs ; si, par conséquent, l'obéissance est ce qui a été le mieux et le plus longtemps exercé et cultivé parmi les hommes, on est en droit de présumer que, dans la règle, chacun de nous possède en lui le besoin inné d'obéir, une sorte de conscience formelle qui lui ordonne : tu feras ceci, tu t'abstiendras de cela, en bref, tu obéiras sans discuter[3]. »

Ces dissidents, ces rebelles font voler en éclats cette conscience formelle, ils se moquent du besoin d'obéir. Ils sont les fils du désir, ancêtres de la libération à

venir, guetteurs d'aube.

Le prolétaire est l'homme qui n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes, sa misère. Comment puis-je prétendre qu'un rebelle d'un État démocratique et industriel n'a rien à perdre alors que tout mon livre ne fait qu'énumérer les privilèges que lui procure l'ordre existant du monde ? Le prolétaire du troisième type souffre d'une misère différente de celle que vivent les hommes du tiers et du quart monde. Seul parmi toutes les espèces vivantes, l'homme possède une conscience de l'identité. Un enfant sous-alimenté est un spectacle insoutenable pour tout homme. La souffrance d'autrui me fait souffrir. Elle blesse ma propre conscience, la fissure, la rend malheureuse. Elle détruit en moi ce que moi-même j'éprouve comme une valeur irréductible, le désir de ne pas souffrir, de manger, d'être heureux. Elle anéantit en moi ce que j'ai de plus précieux : mon humanité, c'est-à-dire la conscience irréductible de l'identité ontologique de tous les hommes. Tant que la réciprocité de l'immanence, tant que la conscience pour soi n'aura pas remplacé la conscience en soi, il n'y aura pas de société, de vie, d'humanité possibles et tout bonheur individuel restera un mensonge.

Ces dissidents, prolétaires du troisième type, donneraient tous leurs privilèges pour qu'enfin ce monde change radicalement et que le bonheur devienne possible.

III. Toute espérance est-elle vaine, illusoire, pure consolation au spectacle d'un monde dément ? L'histoire des hommes n'est-elle – comme le prétend, mourant, le roi Lear – qu'un récit plein de bruit et de fureur, inventé par un fou, raconté par un « idiot » ? Je ne le crois pas. Une conscience nouvelle, inarticulée encore, une conscience pour soi est en train de renaître aujourd'hui en Europe. Marx : le révolutionnaire doit devenir capable d'« entendre pousser l'herbe ». Une extrême attention, une grande disponibilité d'esprit sont demandées aujourd'hui. Le front du refus – réseau de fraternité des femmes et des hommes de la rupture – est partout à l'œuvre.

Le front du refus, cet invisible parti de la révolution, fraternité des êtres en rupture, réunit aujourd'hui tous les hommes, toutes les femmes d'Occident, d'Orient, du Sud, du Nord, quels que soient leur revenu, leur insertion nationale, leur race, qui ne supportent plus l'unité négative du monde, c'est-à-dire un ordre qui donne comme naturels, universels et nécessaires la richesse rapidement croissante de quelques-uns et le dépérissement continu du plus grand nombre. Opposant à l'ordre actuel du monde une critique radicale, il incarne le désir du tout autre, le rêve éveillé, l'utopie positive, l'eschatologie d'un monde voué à la justice.

Ce front tient un langage. C'est le langage de la dissidence individuelle ou de la dissidence de petits groupes, un langage fractionné. Sa critique est plus radicale aujourd'hui qu'aucune des idéologies formulées. Car, justement, elle ne vise pas à prendre le pouvoir mais à détruire tout pouvoir que des hommes exercent sur d'autres hommes.

Tout pouvoir produit sa propre vérité et cette vérité est toujours une vérité du pouvoir, de son développement, de sa conservation. Elle n'est jamais une vérité d'hommes, une vérité dont les uniques paramètres sont le bonheur, la liberté, le bien-être de l'homme. Le front du refus incarne ce qu'Adorno nomme la dialectique négative. Il ne veut pas simplement identifier, exploiter, pousser à bout les contradictions du système d'État actuel. Il ne veut pas prendre le pouvoir d'État, il veut vaincre tout État, libérer la liberté et mettre fin à la protohistoire des conflits institutionnalisés, gérés, gelés par les luttes organisationnelles. *Tout pouvoir est destiné à être vaincu :* le pouvoir d'État ; le pouvoir de la famille ; le pouvoir des patrons, des contremaîtres, celui des gérants intronisés par un parti ; le pouvoir de la science, de la culture hiérarchisée, du savoir que les uns produisent, que les autres consomment. Le front du refus ne s'incarne dans aucun mouvement institutionnalisé. Il ne produit pas un quelconque modèle de société idéale. Il veut libérer la liberté dans l'homme, mettre en marche une histoire enfin humaine. Dans ce non-formulé réside une force potentielle immense.

En tant que force sociale, ce front, pour l'instant, n'est que pure virtualité. Il est à construire. C'est notre tâche. L'histoire n'avance qu'avec une extrême

lenteur. Elle est pareille aux glaciers. Mais une eschatologie l'habite ; pour la conscience des hommes, la justice exigible augmente sans cesse. Notre tâche : transformer en revendications pratiques, immédiatement réalisables, les désirs de solidarité, de vie qui, aujourd'hui, sont au fondement de tant d'actions groupusculaires, de tant de dissidences individuelles.

Missah Manouchian aimait citer cette phrase de Jaurès : « L'intelligence, l'érudition, la détermination du révolutionnaire sont de peu de chose comparées à cette faculté unique : transformer en force pratique les idées qui tourmentent les hommes. Le révolutionnaire est pareil au guide de montagne : il ne sera jugé ni sur l'altitude du sommet qu'il atteint ni sur le temps qu'il prend pour y parvenir mais sur le nombre d'hommes qu'il est capable d'amener avec lui. »

Nous n'allons pas laisser s'éteindre cette passion, laisser disparaître notre sens de l'engagement. Nous refusons d'être dépossédés de l'histoire.

---

1. *Boia fria :* travailleur journalier qui mange ses haricots noirs dans une gamelle froide.
2. Sur ce prolétariat caché de nos sociétés industrielles, cf. Sylvie Péju, *Scènes de la grande pauvreté*, Paris, Éd. du Seuil, 1985.
3. Friedrich Nietzsche, *Par-delà le bien et le mal*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1982.